

Le sexe privilégié (1)

Les mères différencient l'éducation des enfants dès l'âge de 2 ans. En grandissant, la petite fille est appelée à passer maître dans l'art d'obtenir des choses des autres en échange de rien.

Esther Vilar, L'Homme Subjugué

Les hommes travaillant tous frénétiquement à l'acquisition de ressources leur permettant de s'offrir du temps de contact avec le corps des femmes qui leur plaisent, ils n'ont pas une minute pour s'entraider.

Esther Vilar, L'Homme Subjugué

Quoi que fassent les hommes pour en imposer aux femmes, dans le monde des femmes, ils ne comptent point. Dans le monde des femmes, seules comptent les autres femmes.

Esther Vilar, L'Homme Manipulé

Aussi absurde que cela puisse paraître, les hommes d'aujourd'hui ont beaucoup plus besoin du féminisme que leurs femmes. Les féministes sont en effet les dernières qui décrivent les hommes comme ils aiment se voir eux-mêmes : égocentriques, obsédés par le pouvoir, impitoyables et sans inhibitions quand il s'agit de satisfaire leur instinct. Par conséquent, les Libérales les plus agressives se trouvent étrangement dans la situation difficile de faire plus que n'importe qui d'autre pour maintenir le statu quo. Sans leurs accusations arrogantes, le macho n'existerait plus, sauf peut-être dans les films. Si la presse ne représentait pas les hommes, qui sont en fait les agneaux sacrifiés de cette « société d'hommes », comme des loups rapaces, les hommes eux-mêmes ne se presseraient plus avec tant d'obéissance dans les usines.

Esther Vilar, L'Homme Manipulé

Martin van Creveld, professeur émérite à l'Université hébraïque de Jérusalem, est l'un des experts les plus reconnus mondialement en histoire et stratégie militaires. Né aux Pays-Bas et éduqué en Israël et au Royaume-Uni, van Creveld a enseigné et donné des conférences dans pratiquement tous les grands instituts d'enseignement stratégique supérieur, tant militaires que civils. Il est l'auteur de plusieurs centaines d'articles de journaux et de magazines et a participé à des émissions de radio et de télévision dans de nombreux pays. Il est aussi l'auteur de vingt-cinq livres. La plupart portent sur l'histoire et la stratégie militaires, mais il a aussi écrit sur l'histoire politique, l'histoire des femmes, l'histoire des Etats-Unis, l'histoire israélienne, l'histoire de la conscience et l'histoire de l'égalité. Ses ouvrages ont été publiés en vingt langues différentes.

Aux Etats-Unis, il est connu surtout pour ses ouvrages d'histoire et de stratégie militaires, qui font autorité : *Supplying War: Logistics from Wallenstein to Patton* (1980) est, avec le traité de la guerre de Sun Tzu et *De la guerre de Clausewitz*, le seul ouvrage écrit par un non Américain sur la liste de livres dont l'US Army recommande la lecture à ses officiers ; avec *Technology and War: From 2000 BC to the Present* (1991), il figure également sur la liste de lecture de l'armée canadienne et sur celle de la marine royale australienne.

En Allemagne, ce sont ses études sur la Wehrmacht, dont *Kampfkraft: Militärische Organisation und militärische Leistung 1939–1945* (1989) et *Hitler's Strategy, 1940-41, the Balkan Clue* (1973), qui l'ont fait connaître. Il estime, sans la juger moralement, qu'elle avait une puissance de combat et une cohésion supérieures à celle des autres armées de la Seconde Guerre mondiale ; dans un entretien accordé au magazine allemand *Focus*, il compare l'armée d'Israël à la Wehrmacht (i) ; dans la préface de la dernière édition en date (2005) de *Fighting Power* (1989), il déclare que la Wehrmacht fut impliquée dans des crimes et rendit des crimes possibles, mais n'était pas structurellement criminelle ; jugements qui, venant d'un Israélien, méritent tous trois d'être rapportés.

Bien que la plupart de ses livres aillent à contre courant des théories et des opinions établies et aient fait polémique, aucun n'a donné plus matière à controverse que *Das bevorzugte Geschlecht* (2003) ; écrit en anglais vers 1999-2000, il n'a été publié dans cette même langue, sous le titre de *The Privileged Sex*, qu'en 2013 : par lui-même, faute d'avoir trouvé un éditeur anglo-saxon, alors même qu'il avait été publié par des maisons d'édition aussi prestigieuses que Cambridge University Press. A peine le manuscrit achevé, il en avait dévoilé le contenu à des connaissances israéliennes, qui en avaient elles-mêmes parlé autour d'elles. « Il en a résulté un entretien téléphonique mémorable avec une journaliste israélienne bien connue. Il était tôt le matin et son appel m'a tiré du lit ; j'ai encore la photo que ma femme a prise de moi alors que je donnais l'interview, assis nu sur un de ces petits tabourets Ikea ronds juste en face d'un miroir ! Pour ma peine, la dame, pour ne pas utiliser les termes moins flatteurs qui me viennent à l'esprit, a produit l'un des textes les plus hostiles jamais écrits à mon sujet. Et ça a marché. A la rentrée universitaire, quelques semaines plus tard, j'ai dû appeler la sécurité pour me frayer un

chemin à travers une foule d'environ deux cents personnes venues manifester contre mes opinions 'machistes' » (ii). Cent cinquante ans après l'invention, sous le prétexte de soigner la soi-disant hystérie féminine (iii), d'un appareil de massage dans lequel des pièces étaient mises en vibration par un mouvement d'horlogerie, remplacé, trois ans plus tard, par un moteur électrique, il faut donc se rendre à l'évidence : la soi-disant hystérie, qu'elle soit féminine ou masculine, en dépit des multiples perfectionnements qui ont été apportés à cet appareil au fil du temps et de son utilisation par un nombre sans cesse croissant de personnes, n'est manifestement toujours pas soignée.

Les « opinions « machistes » de Martin van Creveld sont que les femmes ne sont pas opprimées par les hommes et n'ont jamais été opprimées par les hommes. Les femmes sont en fait le sexe privilégié, l'ont toujours été dans le passé et continuent à l'être, sans doute plus que jamais. Il n'a pas plus de difficulté à le démontrer que n'en avait eu Ernest Belfort Bax (1854 – 1926), le premier à avoir fait campagne en faveur des « droits des hommes » (« men's rights ») et dont les écrits, parmi lesquels *The Legal Subjection of Men* (1890), produit en réponse à l'essai de John Stuart Mill sur *The Subjection of Women* (1869), s'attachent essentiellement à démontrer la partialité du droit anglais en faveur des femmes : « [les faits], dit-il, révèlent un état de choses dans lequel, jusque dans les moindres détails du droit et de l'administration, civils et pénaux, les femmes sont iniquement privilégiées aux dépens des hommes » (iv). Avocat, il était bien placé pour le savoir.

Mais, longtemps, les hommes n'ont-ils pas été iniquement privilégiés aux dépens des femmes dans le domaine juridique ?

La femme, du fait du contrôle qu'elle exerce sur l'utérus, sur le berceau et sur la cuisine et de l'immaturité psychologique, morale, intellectuelle et sexuelle de l'homme (v), tient celui-ci sous sa suprématie, si des contre-pouvoirs ne sont pas établis ; le droit est l'un d'entre eux ; étant donné que, dans la lutte qui oppose les deux sexes, les femmes sont dotées, disons par la nature, d'armes bien plus terribles et efficaces que celles dont disposent les hommes, il est justifié que, pour rétablir plus ou moins l'équilibre entre eux, les femmes ne soient pas égales aux hommes, ni devant la loi, ni devant le travail (vi), y compris devant le salaire (vii) ; faute de quoi ceux-ci sont totalement à la merci de celles-là. Comme Bax, auteur de *The Fraud of Feminism* (1913), il va sans dire que van Creveld s'oppose radicalement au féminisme. Comme tous les auteurs antiféministes, il a même tendance à faire une fixation sur ce mouvement, sans voir qu'il n'est, ou n'était, que la partie émergée de l'iceberg. « N'était » : si le féminisme, à en croire certaines féministes, est moribond, c'est parce qu'il n'a plus de raison d'exister, si ce n'est à titre de fossile muséal, ayant, contrairement à ce qu'affirment avec une fausse modestie ces mêmes féministes, atteint ses objectifs, qui, officiellement, étaient l'émancipation des femmes dans tous les domaines et l'extension de leurs droits et de leur rôle en vue d'obtenir un statut égal à celui des hommes. La partie cachée est constituée, dans les pays dits occidentaux, par ces millions d'anonymes qui, sans se reconnaître le moins du monde dans l'idéologie féministe, unies les unes aux

autres par des liens aussi fusionnels que ceux qui se rencontrent chez les noirs, par une Loi peut-être encore plus exclusive, quoique non écrite, que la Torah et mues par un esprit de corps possiblement encore plus fort que celui d'un peuple aussi particulariste et exclusiviste que les Chinois, travaillent plus ou moins subconsciemment, dans la médiocrité grise d'une routine aussi mécanique que le mouvement d'une lame de hachoir industriel qui serait doublée de velours, un sourire presque inamovible aux lèvres, à féminiser totalement la société, mentalement, professionnellement, en rabaissant systématiquement tout homme blanc hétérosexuel digne du nom et en élevant tout aussi systématiquement tout homme ou femme de couleur, tout individu féminin, homosexuel, asexuel, transsexuel, etc., bref toute personne avec qui elles ont des affinités électives, dans le but d'établir une théo-gynécocratie qui ne dit pas son nom. « La femme, disait justement Nietzsche à ce propos, a toujours conspiré avec les types de la décadence, avec les prêtres, contre les 'puissants', les 'forts', les hommes » (ix).

Le mythe de la femme opprimée constitue la pierre angulaire de ce dispositif conspiratif.

Introduction

Comme la plupart des livres, celui-ci est né de la curiosité. Il y a longtemps, j'ai lu Simone de Beauvoir. Selon elle, le monde a toujours appartenu aux hommes, sans que personne ait jamais pu l'expliquer de manière satisfaisante. Frappé par cette idée, j'ai décidé d'en trouver la raison ; moi, l'homme et l'historien, je résoudrais l'énigme qu'elle, la femme et la figure littéraire, avait posée.

Né en 1946, j'ai grandi dans un monde où tout tourne autour du vieux mythe de l'oppression des femmes. Selon la légende, il était une fois un âge d'or où les gens vivaient dans des familles nombreuses et entretenaient leurs jardins. Tant les hommes que les femmes vénéraient les déesses de la terre et passaient leur vie dans l'ignorance béate de la paternité. Le gouvernement était entre les mains des femmes et les hommes étaient heureux ou tout au moins satisfaits de cet arrangement. Ce jardin d'Éden finit cependant par être détruit. Le règne bienveillant des femmes prit fin et le règne des hommes corrompus commença. La défaite des femmes entraîna l'apparition du matérialisme, de la compétition, des hiérarchies, de la guerre et d'innombrables autres maux, de la vénalité au viol, de la consommation de viande à la destruction de l'environnement. Pendant des milliers d'années, les femmes gémirent sous le patriarcat. Mais le barrage se rompit et le raz-de-marée déferla. Le féminisme moderne apparut dans toute sa gloire et le monde changea à jamais : Vive la révolution !

Si ce conte de fées était vrai, quand, où et pourquoi exactement, me suis-je demandé, le matriarcat fut-il renversé ? Comment l'oppression des femmes commença-t-elle et comment se développa-t-elle ? Comment les hommes, qui forment cinquante pour cent de l'humanité, purent-ils imposer leur volonté à l'autre cinquante pour cent, partout et à tout moment, depuis lors ? En cherchant des réponses dans la littérature, je suis rapidement arrivé à la conclusion qu'il y avait une solution de continuité importante. Presque tous les auteurs acceptent l'oppression des femmes comme un fait et se contentent d'éclairer les détails, d'enchaîner les exemples horribles et de renchérir sur les preuves que fournissent les autres du triomphe du patriarcat. Très peu se demandent quand et où il vit le jour ; et, ce qui est encore plus remarquable, comment il se fait qu'il ait pu durer depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours.

Parmi ceux qui se sont posés cette question se trouvent deux auteurs du XXe siècle : John Stuart Mill et Friedrich Engels. Pour Mill, l'« assujettissement » de la femme fut le résultat de « l'infériorité de sa force musculaire », qui, à son tour, fut à l'origine de coutumes et de lois discriminatoires à son encontre. Pour Engels, l'invention de l'agriculture et de la propriété privée exclut les femmes du processus de production, les confina à la maison et fut cause du passage à la monogamie, seule manière d'identifier les héritiers légitimes.

Ni l'un ni l'autre ne put vraiment prouver sa théorie ; Mill n'essaya même pas sérieusement de le faire. Jusqu'à aujourd'hui, malgré toutes les tentatives qui ont été faites pour relier cette transition avec ce qu'il est convenu d'appeler la « Révolution mésolithique », personne n'a pu expliquer comment le matriarcat, en supposant qu'il ait jamais existé (a), fut renversé et comment le patriarcat vit le jour. Qui plus est, ces réponses passent à côté du vrai problème. Dans le passé, les gens ont souvent postulé l'infériorité spirituelle et intellectuelle des femmes et les ont décrites comme irrationnelles, emportées, émotionnelles et dépendantes. Bon nombre de ces affirmations ont été réfutées par la science moderne ; des études sur des hommes et des femmes soigneusement répartis en groupes d'essais dans des conditions (censées être) de laboratoire ont montré que ces hypothèses n'ont guère de fondement. Certaines auteures qualifient même la « tendresse » de la femme de « Mythe » et affirment que, si les hommes les avaient laissées s'entraîner correctement, les membres du sexe féminin auraient développé des muscles et une endurance semblables à ceux des hommes. Mais ces affirmations, loin de répondre à l'énigme que pose de Beauvoir, ne font que rendre les choses encore plus compliquées. S'il est vrai que les femmes sont physiquement, mentalement, émotionnellement et intellectuellement égales aux hommes, comment ceux-ci ont-ils pu les opprimer si longtemps ? Et, si les femmes sont opprimées, n'est-ce pas la preuve qu'elles ne sont pas égales aux hommes ?

Beaucoup, à commencer par Karen Horney dans les années 1920, ont tenté de résoudre la quadrature du cercle en comparant la position des femmes à celle d'une minorité opprimée qui, bien que victime de discrimination, aspire aux privilèges dont jouissent ses oppresseurs. Mais, même en ne tenant pas

compte du fait que les femmes sont la seule minorité qui représente une majorité, l'analogie n'est pas correcte sur deux points.

Tout d'abord, il est reconnu que les membres d'une minorité obtiennent souvent de meilleurs résultats que la majorité ; tel est le cas, par exemple, des Juifs allemands, qui étaient largement surreprésentés dans les domaines de la médecine, du droit, de la banque et de la culture. Ensuite, la relation entre les sexes est, dans une certaine mesure, régulée par l'offre et la demande. Or il ne fait aucun doute que les hommes désirent les femmes et ne peuvent pas vivre sans elles. Par conséquent, si les femmes avaient été une minorité, elles n'auraient pas eu un statut inférieur, mais un statut supérieur ; au point où chacune d'elles aurait pu se marier avec et mener à la baguette plusieurs hommes.

Encore plus surprenant : si les femmes sont opprimées et que la rébellion contre le patriarcat est la solution, pourquoi tant de femmes s'adonnent-elles aux « illusions du post-féminisme » et si peu répondent-elles aux appels aux armes du féminisme ? [1] Pourquoi, aux Etats-Unis, une femme sur trois est-elle féministe alors que beaucoup d'autres portent un jugement extrêmement négatif sur le féminisme ? (b) Pourquoi, de Florence Nightingale à Simone de Beauvoir, de nombreuses femmes bien connues ont-elles déclaré ne jamais avoir subi la discrimination qui serait le sort de leur sexe ? [2] Pourquoi les enquêtes menées auprès de femmes de différentes nationalités révèlent-elles que la plupart d'entre elles ne se sentent pas discriminées ? [3] Pourquoi seulement vingt pour cent de toutes les Européennes qui n'ont pas d'enfants – et seulement dix pour cent de celles qui en ont – pensent-elles que le mieux qui puissent arriver à une femme est de travailler ? Et, peut-être plus fondamentalement, au vu du fait que les femmes se sont rebellées de toutes leurs forces, pourquoi leur rébellion n'a-t-elle pas mené bien loin et pourquoi « la meilleure des sociétés » n'est-telle nulle part en vue ? (c)

En fait, la grande majorité des féministes modernes ont accepté que le féminisme n'a pas atteint ses objectifs. Certaines militantes parlent d'une « cage d'or, que l'on appelle aujourd'hui féminisme » et se demandent pourquoi tant de femmes ont tourné le dos à leur mouvement. D'autres déplorent la « mort » du féminisme. Même dans les pays occidentaux les plus avancés, le moins que l'on puisse dire est que la doctrine de l'égalité entre les sexes a été formellement appliquée et que la plupart des obstacles juridiques à la participation des femmes à la vie publique ont été levés. Mais, même dans ces pays, une institution, une profession ou un domaine professionnel n'est conquis par les femmes que lorsque le prestige dont jouissent ces secteurs chez les personnes des deux sexes commence à baisser, tout comme les paiements. Ni l'oppression ni la discrimination ne peuvent expliquer ce fait ; apparemment, d'autres mécanismes sont ici à l'œuvre.

Les questions et les contradictions s'étaient tellement accumulées en moi depuis que, quelques mois plus tôt, j'avais commencé à travailler à l'écriture du présent ouvrage qu'elles ont progressivement commencé à affecter mon équilibre mental ; me voyant dans cet état, ma femme m'a recommandé une longue promenade. A peine dans la rue, je me suis rendu compte que je m'étais posé les mauvaises questions, que tous les problèmes que je rencontrais dans mes recherches seraient résolus, si seulement je pouvais admettre que mes hypothèses étaient fausses. Si les femmes ne sont pas opprimées, cela expliquerait pourquoi il n'existe aucun récit convaincant des origines et de la perpétuation de leur soi-disant oppression. Si les femmes sont en fait le sexe privilégié, cela expliquerait pourquoi la plupart d'entre elles sont apparemment plus ou moins satisfaites de leur sort et pourquoi davantage de femmes n'ont pas jeté leurs produits de beauté et n'ont pas brûlé leurs soutiens-gorge pour enfiler un bleu de travail et occuper des emplois masculins comme ceux de l'industrie des déchets.

Surtout, ce revirement expliquerait pourquoi la grande majorité des femmes, au lieu de combattre leurs oppresseurs, font encore tout leur possible pour les séduire : pourquoi elles les attirent, les épousent, couchent avec eux (pas nécessairement dans cet ordre) et ont des enfants d'eux. Certes, l'hypothèse que les femmes sont satisfaites de leurs privilèges est plus convaincante que l'affirmation, faite par au moins une féministe et sans doute plus insultante à l'égard des femmes que toutes celles qui ont été faites à leur sujet par elles-mêmes ou par des hommes, selon laquelle des générations d'entre elles se sont « trompées sur la vérité, la morale ou même leurs propres intérêts ». [4]

Quand je parle de « sexe privilégié », je ne veux pas nier que la nature a d'une certaine manière rendu le sort des femmes plus difficile que celui des hommes, en les dotant d'un corps plus faible et moins robuste et en leur faisant porter le fardeau des menstruations, de la grossesse, de l'accouchement et de l'allaitement. Cela ne signifie pas non plus que la société a toujours fait de son mieux pour les aider à porter ce fardeau ou qu'elle a fait de leur vie un paradis. Ce livre veut seulement souligner que même cette médaille a deux revers – que les femmes sont dédommagées des désavantages qu'elles subissent par des privilèges qui les compensent, voir l'emportent sur eux. Les auteures, déterminées à voir l'oppression partout, ne sont pas plus empressées de mentionner ces privilèges que ne le sont les auteurs, culpabilisés qu'ils sont à cet égard par leurs collaboratrices. Or, si l'on ne tient pas compte de ces privilèges, une bonne partie des relations entre les hommes et les femmes devient incompréhensible. Mon but est ici de les clarifier.

Les grandes lignes de ce livre sont les suivantes. Le chapitre 1 prépare le terrain, d'abord en examinant les éléments fondamentaux du mythe de l'oppression des femmes à diverses époques et à divers endroits et ensuite en démontrant la fausseté de ce mythe. Le chapitre 2 traite des différentes voies qui mènent respectivement à la masculinité et à la féminité et montre comment la nature et la société ont conspiré pour faire en sorte qu'il soit beaucoup plus difficile de devenir et d'être un homme qu'une femme. Le chapitre 3 examine les privilèges dont les femmes ont toujours joui et continuent de jouir, en

ce qui concerne le travail. Le chapitre 4 explique comment, parce que les femmes, traditionnellement, travaillent moins et remplissent des tâches plus faciles que les hommes, différentes sociétés, à des époques et en des lieux différents, ont cherché à assurer le bien-être économique des femmes en chargeant les hommes de pourvoir à tout ce qui était nécessaire à leur subsistance. Le chapitre 5 examine la situation des femmes par rapport à la criminalité et à la loi et montre que les lois sont souvent spécifiquement rédigées et appliquées en faveur des femmes. Le chapitre 6 traite de l'exemption dont jouissent les femmes de faire la guerre et des tentatives visant à les protéger contre ses horreurs. Le chapitre 7 porte sur les conséquences de l'octroi aux femmes d'un statut privilégié, à savoir la possibilité de mener une existence plus confortable, de recevoir plus d'aides sociales et de vivre plus longtemps. Le chapitre 8 examine les raisons pour lesquelles les femmes, en dépit de leurs nombreux privilèges, continuent de déplorer leur sort. Enfin, le chapitre 9 présente mes conclusions.

Lorsque je me suis lancé dans ce projet, j'ai d'abord craint qu'il ne soit aussi difficile de trouver des preuves des privilèges des femmes que d'extraire quelques onces d'or de tonnes de roche. Non seulement mes craintes se sont avérées infondées, mais il est vite devenu évident que le problème viendrait, non pas de ce qu'il n'y avait pas assez de documentation, mais qu'il y en avait presque incroyablement trop. Pour rassembler, trier, indexer, évaluer, digérer, classer et préparer toute cette documentation, il aurait fallu que je vive cent fois plus vieux que Mathusalem. Je ne peux que solliciter l'indulgence des lecteurs pour avoir entrepris cette tâche gigantesque et espérer que les nombreuses lacunes que comportent mes recherches seront comblées par d'autres, plus qualifiés que moi.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance envers ceux qui m'ont aidé dans mon travail sur « Le Sexe Privilégié ». Ma gratitude envers la Fondation Alexander von Humboldt, qui a financé mon séjour à Potsdam, pendant la première année de mes recherches. Je remercie aussi la Fondation Margaret et Axel Johnson et son directeur, M. Kurt Almqvist qui m'a fourni de l'argent pour acheter des livres. Enfin et ce n'est pas le moins important, j'exprime mes remerciements à ceux qui m'ont aidé à trouver de la documentation, à ceux qui m'ont écouté discuter de mes recherches et à ceux qui ont revu mon manuscrit et qui m'ont permis d'éviter d'innombrables erreurs et interprétations erronées. Par ordre alphabétique : Mme Kate Aspy, le Dr Yuval Harari, Mme Margalit Israeli, le Dr Chaim Kahana, le Dr Martina Kayser, le Dr Jonathan Lewy, le Dr Miriam Liepsma, M. Amit Perl, le professeur Israel Shatzman, Mme Ella Shofman, M. Paul Spier, Mme Varda Schramm et le professeur Ben Ami Shillony. Je ne sais pas ce que j'aurais fait sans vous ; merci, merci, merci à tous et à toutes.

Enfin, je remercie tout particulièrement le professeur Benjamin (« Beni ») Z. Kedar. Bien qu'il soit médiéviste de formation, j'ai très souvent puisé dans les conseils de cet homme qui semble savoir tout et qui, d'une certaine façon, sait tout. Connaissant mes théories depuis longtemps, il était sceptique au début. J'ignore si j'ai réussi ou non à le convaincre. Cependant, ses doutes ne l'ont pas empêché de me fournir tout ce que je me suis habitué à recevoir de lui au cours des trois dernières décennies. Sa

conversation, ses encouragements et sa critique correspondent à la définition même de l'amitié et c'est pour cela que je lui exprime ma sincère gratitude.

Martin van Creveld, *Das bevorzugte Geschlecht*, Gerling-Akad.-Verlag, 2003, traduit de l'allemand par B. K.

(i) « Du point de vue de l'organisation, de la doctrine et des relations entre les trois branches des forces armées, aucune armée du XXe siècle n'a ressemblé davantage à la Wehrmacht que l'israélienne » (Michael Lkonovsky, *Ans Hakenkreuz geschlagen*, 11 avril 2015 https://www.focus.de/magazin/archiv/serie-und150-teil-vi-ans-hakenkreuz-geschlagen_aid_212248.html) ; « aucune armée du XXe siècle n'a ressemblé davantage à la Wehrmacht que l'israélienne » (dont la création remonte aux années 1920) et non « aucune armée du XXe siècle n'a ressemblé davantage à l'israélienne que la Wehrmacht » ; pour ceux qui sont à même de saisir la nuance.

(ii) Cité in <http://www.martin-van-creveld.com/tag/the-privileged-sex/>. Pour avoir entrepris, elle aussi, de nettoyer les écuries d'Augias, il en a coûté plus cher encore à Esther Vilar (*) qui, plus de vingt-cinq ans après avoir publié *Der dressierte Mann* (1971), écrivait, dans la préface de la deuxième édition anglaise de ce livre (1998) : « Je n'avais [...] pas pris toute la mesure de l'isolement dans lequel je me trouverais après avoir écrit ce livre. Je n'avais pas non plus envisagé les conséquences qu'il aurait pour mon activité d'écrivain et même pour ma vie privée – Je continue toujours de recevoir des menaces violentes » ; elle le redira dix ans plus tard, dans la troisième édition.

(*) Esther Vilar, de son nom de jeune fille Esther Margareta Katzen, est un écrivain d'origine et de nationalité allemandes née en 1935 en Argentine. Après avoir étudié la médecine, la psychologie et la sociologie et pratiqué la médecine, elle s'est dédiée entièrement à l'écriture. Elle est surtout connue pour une trilogie formée de *Der dressierte Mann* (1971), qui, publié en anglais sous le titre de *The Manipulated Man* (Abelard-Schuman, Londres, 1972 ; Pinter & Martin, Londres, 1998, 2008) et en français sous celui de *L'homme Subjugué* (Stock, 1972), puis de *L'Homme Manipulé* (Omnia Veritas, 2017), lui a valu d'être qualifiée non seulement de « sexiste, mais encore [de] fasciste » (Im Clinch, *Der Spiegel*, 10 février 1975) ; *Das polygame Geschlecht* (1974) (Le sexe polygame : ou, Le droit de l'homme à plusieurs femmes, A. Michel, 1976) et *Das Ende der Dressur: Modell für eine neue Männlichkeit* (1977) (Pour une nouvelle virilité, A. Michel, 1977).

Le premier livre montre comment l'homme est manipulé par la femme ; le second explique pourquoi cette manipulation est possible ; le troisième, beaucoup moins réaliste, propose des moyens d'y remédier. Pour en revenir à *L'Homme Manipulé*, qui anticipe la thèse de van Creveld, il affirme et montre que les femmes ne sont pas opprimées par les hommes, mais qu'elles contrôlent les hommes dans une relation qui, sans que la plupart de ceux-ci en aient conscience, est à leur avantage. Comme *Anatomie du pouvoir féminin : une dissection masculine du matriarcat*, il identifie le sexe (« Les

hommes, écrit-elle, ont été entraînés et conditionnés par les femmes, un peu comme Pavlov a conditionné ses chiens, pour qu'ils deviennent leurs esclaves. En compensation de leur travail, les hommes sont autorisés à utiliser périodiquement le vagin d'une femme », les flatteries, le chantage émotionnel, le mariage et les enfants comme comptant parmi les principales tactiques que la femme utilise pour arriver à ses fins.

(iii) Rachel P. Maines, Technologies de l'orgasme : Le vibromasseur, l'« hystérie » et la satisfaction sexuelle des femmes, Payot, 2009 ; voir aussi

<https://fordham.universitypressscholarship.com/view/10.5422/fordham/9780823255962.001.0001/upso-9780823255962-chapter-4> ainsi que Heinz Duthel, Global Prostitution Data: Facts and details of global prostitution, ePub, 2018.

(iv) Cité in Tim Browne, Classics of Men's Rights: Shaw Alphabet Edition, 2013, p. 22.

(v) Voir <https://elementsdeducationraciale.wordpress.com/2017/12/10/postface-a-anatomie-du-pouvoir-feminin>.

(vi) Pour les raisons fondamentales qui viennent d'être présentées, c'est se fourvoyer que de réclamer, comme le font la quasi totalité de ceux et celles qui militent en faveur des « droits des hommes », l'égalité juridique entre les sexes ; égaux aux femmes devant la loi, les hommes n'en continueraient pas moins à subir l'ascendant des femmes du point de vue de la psychologie et de la sexualité.

(vii) Dans l'état actuel des choses, où (, depuis 1919,) les femmes ont malheureusement accès à toutes les professions, il est on ne peut plus légitime que le salaire d'un homme soit plus élevé que celui d'une femme à travail égal, d'une part parce que les hommes, qu'ils soient mariés ou non, dépensent une partie plus ou moins grande de l'argent qu'ils gagnent pour satisfaire les caprices des femmes qu'ils fréquentent et d'autre part parce que les femmes reçoivent plus d'allocations sociales que les hommes. Toutefois, la croyance selon laquelle il y aurait un écart de rémunération entre les hommes et les femmes à travail égal et à « compétence » égale est un mythe, dont il est inutile d'expliquer pourquoi il est complémentaire de celui de l'oppression de la femme par l'homme. Aux Etats-Unis, il a été mis à nu par différents auteurs, dont Diana Furchtgott-Roth (The Gender Wage Gap is a Myth, in Noël Merino (éd.), The Wage Gap, Greenhaven Press, 2014 ; voir aussi, pour un résumé, id., The Gender Wage Gap is a Myth, 26 juillet 2012

<https://www.manhattan-institute.org/html/gender-wage-gap-myth-3786.html> ou

<https://www.marketwatch.com/story/the-gender-wage-gap-is-a-myth-2012-07-26>; le sous-titre de l'article, « Bad comparisons make for bad data », résume le problème. En France, le fait que le soi-disant écart de salaire entre les hommes et les femmes est calculé par une boutique comme l'INSEE, principalement sur la base de la somme de tous les salaires nets perçus annuellement, quel que soit le temps de travail, ne permet de toute façon pas de prendre au sérieux les statistiques en la matière.

(viii) Voir <https://ernestbelfortbax.com>.

(ix) Friedrich Nietzsche, *La Volonté de puissance*, traduction par Henri Albert, Œuvres complètes de Frédéric Nietzsche, vol. 13, t. 2, Mercure de France, 1903, p. 195.

[1] Voir Vicki Coppock et al., *The Illusions of 'Post Feminism': New Women, Old Myths*, Taylor & Francis, Londres, 1995, chap. 1 ; Sherrye Henry, *The Deep Divide: Why American Women Resist Equality*, MacMillan, New York, 1994 [p. 1-36] ; Jean J. Mansbridge, *Why We Lost the Era*, Chicago, University of Chicago Press, 1986.

[2] Voir, au sujet de Florence Nightingale, Gertrudee Himmelfarb, *The De-Moralization of Society: From Victorian Virtues to Modern Values*, Vintage Books, New York, 1994, p. 102; au sujet de Simone de Beauvoir, *Force of Circumstance*, Harmondsworth, Middlesex, Penguin, 1968, p. 199 [éd. originale : *La Force des choses*, Éditions Gallimard, Paris, 1963] ; de Carly Fiorina, Sherianne Shulerr, 'Breaking Through the Glass Ceiling Without Breaking a Nail. Women Executives in Fortune Magazine's 'Power 50' List. In *American Communication Journal*, décembre 2003, vol. 6, n° 2, <http://ac-journal.org/journal/vol6/iss2/articles/shuler.htm>.

[3] Voir, en ce qui concerne les Etats-Unis, Dahlia Moore, *Labor Market Segmentation and its Implications: Inequality, Deprivation and Entitlement*, Garland, New York, 1992, p. 145-67 ; en ce qui concerne l'Allemagne, *Das Rattenrennen nicht Mitmachen*, Der Spiegel, octobre 1998, p. 112 ; en ce qui concerne l'Ukraine, Solomea Pavlychko, *Conservative Faces of Women in the Ukraine*. In Mary Buckley (éd.), *Post-Soviet Women: From the Baltic to Central Asia*, Cambridge University Press, Cambridge, 1997, p. 226.

[4] Alison Jaggar, *Feminist Politics and Human Nature*, Rowman & Littlefield, Totowa, NJ, 1983, p. 44.

(a) Pour avoir un sens, la question de savoir si le matriarcat a existé doit se doubler de celle de savoir où et quand il a existé. L'étude des mœurs, du droit et de la religion de certains peuples de couleur indique nettement que, dans leurs régimes d'organisation sociale, la femme, dans l'antiquité, détenait le pouvoir dans la famille et jouait un rôle politique prépondérant (<https://elementsdeducationraciale.wordpress.com/2016/08/19/isis-1/>) et il est clair que le type de société qui se profile actuellement dans les pays dits occidentaux est fondamentalement gynécocratique (<https://elementsdeducationraciale.wordpress.com/2017/12/10/postface-a-anatomie-du-pouvoir-feminin/>) [Note du Traducteur.]

(b) La réponse à ces questions a été apportée dans les dernières lignes de notre introduction à cette préface. [Note du Traducteur.]

(c) « Pas mené bien loin », la « rébellion » des femmes ? L'auteur reconnaît lui-même un peu plus loin que « [m]ême dans les pays occidentaux les plus avancés, le moins que l'on puisse dire est que la doctrine de l'égalité entre les sexes a été formellement appliquée et que la plupart des obstacles

juridiques à la participation des femmes à la vie publique ont été levés », de sorte que, du point de vue de la femme, « la meilleure des sociétés » est bien en vue, tandis que, pour l'homme digne du nom, elle constitue un véritable enfer. [Note du Traducteur.]

Les trois mythes

1. Le mythe de l'oppression

Ce chapitre vise à démolir plusieurs des mythes concernant l'oppression des femmes par les hommes. Ces mythes commencent par l'affirmation selon laquelle les hommes, dans les pays en développement, raccourcissent la durée de vie des femmes en les privant de nourriture et de soins médicaux. En fait, dans presque tous les pays (en développement et développés), les femmes vivent plus longtemps que les hommes. Parmi ces mythes il y a aussi la croyance que, si des professions « difficiles » comme l'ingénierie comptent si peu de femmes, c'est parce que les hommes leur « en barrent la route » ; [5] en fait, même Staline ne réussit pas à forcer les étudiantes à suivre des filières technologiques [6] Certains mythes au sujet de l'oppression des femmes sont tout simplement insensés ; il en va ainsi de l'affirmation selon laquelle le clavier QWERTY, inventé il y a plus d'un siècle, continue à être utilisé parce qu'il rend la vie plus difficile aux dactylographes de sexe féminin [7]. D'autres sont carrément grotesques. Tel est l'argument selon lequel les médecins qui, au tournant du XXe siècle, persuadaient les mères d'allaiter leurs bébés et de réduire ainsi les taux de mortalité infantile se rendirent coupables d'« impérialisme masculin à l'égard des femmes » [8].

Dans ce chapitre, je me concentrerai sur trois études de cas. Je les ai choisies parce qu'elles ont conduit à certaines des dénonciations les plus véhémentes. La première est l'affirmation selon laquelle, dans la Grèce antique, les hommes confinaient les femmes à la maison et leur permettaient rarement de quitter leurs chambres. La deuxième est l'affirmation selon laquelle les misogynes européens qui se livrèrent à la chasse aux sorcières, arrêtant, torturant et exécutant d'innombrables femmes, le firent simplement pour préserver les droits du patriarcat. La troisième est que les nationaux-socialistes persécutèrent les femmes presque autant qu'ils persécutèrent les homosexuels, les gitans, les Juifs et autres.

2. Les femmes grecques vivaient-elles enfermées ?

Le débat sur la situation des femmes dans la Grèce antique, en particulier à Athènes, est aujourd'hui plus encore d'actualité qu'il y a deux siècles. Certains, comme Rousseau, considéraient l'attitude des

Grecs à l'égard des femmes comme un modèle. D'autres rejetaient ce modèle, affirmant qu'il oppressait les femmes et était intrinsèquement mauvais. Bien que la réclusion des femmes ne soit qu'un des nombreux méfaits dont sont accusés les hommes grecs, cette accusation joue un rôle crucial dans l'attaque contre le patriarcat. Pour reprendre les mots d'un historien, pour que les femmes soient opprimées, il fallait d'abord veiller à ce qu'elles « ne quittent presque jamais leurs appartements ». Si les femmes « franchissaient rarement le seuil de leur maison » [9], c'est qu'elles devaient être opprimées.

L'argument qui vient d'être rappelé se compose de deux propositions. La première est que les femmes étaient confinées dans leurs propres appartements à l'intérieur de la maison ; la seconde, qu'il leur était interdit de les quitter. Cependant, si les femmes étaient en fait autorisées à se montrer en public, il n'aurait pas été très logique de les confiner dans certaines pièces de la maison. La principale source « prouvant » que les femmes grecques ne sortaient pas de leur maison est généralement considérée comme étant l'*Oeconomicus* de Xénophon. L'ouvrage, qui est plus un exercice de rhétorique qu'une description de la vie réelle, se propose d'expliquer comment une femme idéale devrait s'occuper de la maison pendant que son mari s'occupe de ses affaires. La seconde source est un passage d'Euripide dans lequel une femme déclare qu'« une femme, qu'elle soit innocente ou coupable, s'expose [à la médisance par cela seul qu'elle ne reste pas à la maison : je m'interdis même le désir d'en sortir, et me renfermai dans ma demeure, sans admettre au sein de mes foyers les entretiens flatteurs des femmes » [10].

La littérature grecque comprend également de nombreuses références à cette question. « Il vit la plupart du temps enfermé dans sa maison comme une femme, enviant les citoyens qui voyagent au dehors », dit Platon. Dans l'« Oraison funèbre prononcée par Périclès en mémoire des Athéniens morts dans les combats, la première année de la guerre du Péloponnèse », l'homme d'Etat grec déclare que la meilleure femme est celle « dont il est le moins question, en bien ou en mal » [11]. Cependant, ces déclarations doivent être comprises comme étant l'expression d'un idéal culturel, plutôt que comme une simple description de la réalité de l'époque. De même, le proverbe juif qui dit que « tout l'honneur d'une fille de roi est à l'intérieur » ne prouve pas que les femmes hassidiques fussent confinées chez elles.

Pour commencer, dans la mythologie, il est clair que les femmes ne vivent pas enfermées [12]. Dans un passage de l'Iliade, Zeus, pour aider les Grecs, confine les divinités dans l'Olympe. Bien que cette mesure s'appliquât aussi bien aux déesses qu'aux dieux, sa femme, Héra, n'en faisait aucun cas. Après avoir fait l'amour à Zeus, elle s'échappa de l'Olympe pour aider les Troyens. Lé déesse de la mer, Thétis, n'eut aucune difficulté à rendre visite à son fils Achille et à se faire sa messagère à diverses reprises. Cette même déesse quitta le père d'Achille, Pelée, parce qu'il ne le trouvait pas assez séduisant. Elle ne paraît avoir été particulièrement séquestrée. Dans l'Odyssée, Aphrodite put s'enfuir pour entretenir une liaison adultère avec Arès. Athéna aida Achille devant les portes de Troie et accueillit Ulysse à son retour

chez lui. Les déesses, dont Daphné, Perséphone et la puissante mère de Perséphone, Déméter, avaient l'habitude de flâner dans les champs. Artémis hantait les forêts et les montagnes et ne fut jamais enfermée dans une maison.

Il en va de même des héroïnes humaines des épopées grecques. Pendant le siège de Troie, Hélène, du haut des murs de la ville, regardait ses deux maris, Ménélas et Paris, se battre. Priam, son beau-père, loin de l'en réprimander, l'avait lui-même invitée à le faire [14]. Andromaque rencontra son mari devant les portes de Troie et rendait souvent visite aux amis qu'elle avait dans la ville. La mère d'Hector, Hécube et ses dames de compagnie assistèrent elles aussi au duel final entre Hector et Achille du haut des murs de Troie. Dans l'Odyssée, Nausicaa et ses servantes se rendaient au fleuve pour laver leur linge. Quand Ulysse raconta ses aventures dans la salle du roi Alcinoos, la femme et la fille de ce dernier étaient toutes deux présentes. En l'absence de son mari, Pénélope préféra rester à la maison. Cependant, rien ne l'empêchait d'apparaître en public quand elle le voulait. Les tragédies grecques aussi regorgent de cas de ce genre ; si les femmes grecques avaient vraiment été séquestrées, la grande majorité des mythes grecs n'auraient eu aucun sens.

De plus, les déesses appartenaient, par définition, aux classes supérieures, tout comme les dames de la mythologie, parentes d'hommes puissants. Bien que plusieurs d'entre elles filaient et tissaient, aucune n'était censée travailler à l'extérieur de la maison. C'est pour cette raison et aussi parce qu'elles avaient des serviteurs des deux sexes, qu'elles pouvaient envoyer faire des courses, qu'elles vivaient davantage dans leur foyer que les femmes ordinaires. La plupart des gens appartenaient à la classe moyenne ou à la classe inférieure et ne pouvaient s'offrir au mieux que quelques esclaves. Ils ne vivaient pas en ville mais à la campagne, où ils travaillaient dans l'agriculture. En fait, il existe d'innombrables preuves que les femmes travaillaient à l'extérieur de la maison [15]. Les Grecques se rendaient à la fontaine pour aller chercher de l'eau ou laver leur linge.

D'autres travaillaient comme infirmières ou sages-femmes ou comme courtisanes, saltimbanques et prostituées. D'autres étaient des salariées agricoles. Les femmes travaillaient même comme vendeuses, comme l'indique clairement le fait que, à Athènes, il était délictueux de reprocher à un citoyen, homme ou femme, de vendre au marché [16]. Aristote a écrit qu'il était à la fois impossible et injuste d'empêcher les femmes pauvres de sortir de chez elles. Après tout, nota-t-il, elles n'avaient pas d'esclaves pour leur faire leurs courses ou les accompagner au marché [17].

Les femmes sortaient aussi de chez elles, comme en témoigne la littérature de l'époque, pour rendre visite à leur devin préféré [18], participer à certaines cérémonies publiques [19], admirer des œuvres d'art sur l'Acropole [20], rendre visite à des prisonniers [21], plaider leur cause auprès des arbitres [22]

et se rendre dans les salles d'audience pour réveiller la sympathie des juges envers leurs parents de sexe masculin [23]. Les femmes écoutaient aussi les discours publics ; l'une d'elles, Elpinice, reprocha à Périclès d'avoir prononcé un discours en l'honneur des Athéniens tués pendant la guerre contre Samos [24]. Platon dit que les femmes raffinées préféraient la tragédie à la comédie ; de ceci comme de deux autres passages du même auteur il ressort que les femmes fréquentaient les théâtres [25]. Non seulement les femmes assistaient aux funérailles de leurs proches, mais, en leur absence, ces funérailles ne pouvaient pas avoir lieu. Les femmes prenaient une part active aux affaires religieuses [26]. Elles pouvaient devenir prêtresses ; et même, certaines prêtrises étaient réservées exclusivement aux femmes. Certains des rites religieux auxquels participaient les femmes étaient pratiqués quotidiennement, tandis que d'autres étaient accomplis dans des festivals à dates fixes. Certains festivals étaient mixtes, d'autres réservés aux femmes. Aucun n'aurait pu avoir lieu si les femmes avaient été confinées chez elles. Sans parler de la fête de Dionysos, au cours de laquelle les femmes quittaient non seulement leur foyer, mais aussi leur ville, pour se rendre dans les montagnes où se tenait ce festival.

Des milliers d'œuvres d'art montrent des femmes exerçant toutes sortes d'activités : s'habillant, mettant des bijoux, tissant ou mangeant à table, jouant aux osselets, gardant des enfants ou filant. Si certaines pouvaient certainement être accomplies à l'intérieur, d'autres pouvaient l'être soit à l'intérieur, soit à l'extérieur. Cela s'applique même aux rapports sexuels ; un vase montre une femme se masturbant près d'une fontaine, sous les yeux d'une autre femme et d'un homme. Dans les cas où on les voit rencontrant un satyre, portant de l'eau, jouant au ballon, faisant un sacrifice ou dansant avec extase, la scène ne pouvait se passer qu'à l'extérieur. Si l'art avait été le seul témoignage dont nous avons disposé sur la Grèce antique, toute spéculation au sujet de l'affirmation selon laquelle les femmes grecques étaient renfermées aurait rapidement cessé.

D'autres témoignages sont évidemment disponibles. L'Oecomenicus de Xenophon est sans doute le récit le plus important sur la vie des Athéniens au début du IV^e siècle avant notre ère. Ce traité, il faut le souligner, faisait partie d'une série d'ouvrages dont le but était de présenter la réalité telle qu'elle aurait dû être et non telle qu'elle était. L'un des personnages, Ischomaque, explique que les enfants humains sont fragiles et ont besoin d'un abri. Pour que les jeunes enfants grandissent à la maison, les dieux ont fait en sorte que les femmes les aiment davantage que les hommes. Quant à ceux-ci, ils sont aptes aux « voyages et aux campagnes militaires ». Les lois humaines reflètent celles qu'ont prescrites les dieux. Les hommes et les femmes sont loués ou blâmés selon qu'ils suivent ou non leur nature respective. Ischomaque compare le travail de sa femme à celui de la reine des abeilles et déclare que, si elle déserte le foyer, celui-ci s'effondre [27]. Le fait qu'il lui assigne des fonctions principalement domestiques ne signifie pas qu'il lui interdit de sortir du foyer. Tirer de l'Oeconomicus une telle conclusion est aussi erroné que de prétendre que, puisqu'il était considéré comme honteux pour un homme de passer trop de temps à l'intérieur, ils vivaient à l'extérieur comme des bêtes.

Si les femmes étaient libres de sortir du foyer, il n'était évidemment pas logique de les y enfermer et encore moins de les enfermer dans leurs appartements. D'autre part, Un examen plus approfondi des sources qui contiennent des références aux appartements des femmes révèle que la plupart de ceux-ci étaient en fait ceux des femmes esclaves. Les femmes esclaves, dit Ischomaque, occupaient des appartements séparés, afin que leur maître puisse contrôler leur reproduction. Il est vrai que le fait pour un étranger d'entrer dans les pièces intérieures d'une maison sans y avoir été invité était considéré comme un acte inconvenant. Dans un cas, des violences furent exercées sur l'intrus et entraînèrent des poursuites [28]. Pourtant, un homme pouvait parfaitement rendre visite à un ami et parler à sa femme [29]. Encore aujourd'hui, bien des gens, par ailleurs modernes, n'aimeraient pas que leurs invités jettent un coup d'œil dans leur chambre à coucher et nul n'oserait prétendre que cela prouve qu'ils y enferment leur femme. Tout au plus pourrait-on trouver des preuves que les femmes grecques étaient plus susceptibles de se trouver chez elle qu'à l'extérieur [30]. On pourrait aussi trouver des preuves que c'était par modestie que les femmes grecques quittaient la salle à manger et se retiraient dans les pièces intérieures, lorsque leur mari recevait des invités.

Confrontés à des preuves accablantes du contraire, certains historiens modernes ont fait assaut de casuistique pour soutenir que, dans de la Grèce antique, les femmes vivaient enfermées. Si les lits grecs de l'antiquité étaient plus étroits que les lits états-uniens d'aujourd'hui, c'est évidemment que les hommes et les femmes ne dormaient pas ensemble et que les femmes occupaient des appartements séparés où les hommes se rendaient rarement [31]. Si c'est la femme d'Ischomaque qui dirige la maison, c'est uniquement parce que Xénophon « conteste le rôle traditionnel de la femme athénienne » [32]. Si d'innombrables peintures montrent des femmes s'adonnant à toutes sortes d'activités de plein air, c'est évidemment que ces femmes devaient être soit courtisanes, soit esclaves. Si, dans le mythe et au théâtre, les femmes se déplacent pour la plupart à leur guise, cela prouve que les femmes imaginaires faisaient ce que les réelles ne pouvaient pas faire [33]. S'il existe d'innombrables preuves que les femmes paraissaient en public au cours des décennies qui suivirent la guerre du Péloponnèse est écrasante, c'est à cause de la vaste révolution sociale, qui n'a absolument pas été documentée, qu'entraîna cette guerre.

En vérité, la question qui se pose aux historiens modernes n'est pas de savoir si les femmes grecques vivaient enfermées. Il s'agit plutôt pour eux de savoir comment rendre compte de leur refus obstiné de regarder les faits en face.

3. La grande chasse aux sorcières

Au cours des quatre dernières décennies, une quantité énorme de documents ont été publiés sur la chasse aux sorcières dans l'Europe moderne (1500-1650). Dans les pays anglophones, l'intérêt pour cette question a été éveillé par *Magic and The Decline of Religion* (1971) de Keith Thomas. Il a proposé de nouvelles interprétations et établi de nouvelles méthodes d'analyse dans ce domaine. Selon Thomas, « l'idée que les procès en sorcellerie reflétaient une guerre entre les sexes peut être écarté » [34]. Cette affirmation n'a cependant pas empêché les autres chercheurs de prétendre que la chasse aux sorcières avait pour origine la haine masculine des femmes. Un érudit est même allé jusqu'à affirmer que le phénomène, « loin de constituer simplement le reflet d'un stéréotype séculaire, le sous-produit d'une société patriarcale [...] [faisait] partie et était un exemple du mécanisme permanent de contrôle social des femmes » [35]. Il n'est cependant pas facile d'expliquer comment et pourquoi il se fait que le patriarcat se serait traduit par l'organisation d'une chasse aux sorcières à cette époque particulière. Au lieu d'essayer de répondre à cette question, je vais m'efforcer de montrer que la chasse aux sorcières ne fut pas le fait de misogynes déterminés à imaginer les crimes les plus horribles pour brûler certaines femmes et remettre les autres à leur place. Tout d'abord, il faut souligner que les contemporains, hommes et femmes, croyaient fermement en la sorcellerie [36]. L'existence des sorcières n'était pas plus mise en doute que l'existence d'un Dieu ou la rotation du soleil autour de la terre [36bis]. Les contemporains se seraient moqués de l'idée que la sorcellerie était « un crime sans criminels », comme l'ont appelée certains historiens modernes. La mythologie de la sorcellerie, qui s'est construite sur plusieurs siècles, était pratiquement complète en 1480. Certaines sorcières juraient formellement allégeance au diable ou étaient possédées. Certaines sorcières étaient visitées par le diable dans leur propre maison, tandis que d'autres montaient à cheval sur un balai et s'envolaient pour des orgies connues sous le nom de sabbats. Lors de ces orgies, qui se tenaient en secret et étaient réservés aux initié(e)s, les sorcières mangeaient, buvaient et dansaient dans la promiscuité. En échange de la promesse que leur faisait le diable de leur donner des pouvoirs, elles renonçaient au christianisme et en profanaient les symboles. Les sorcières étaient coupables de maléfices ou de mauvaises actions. Ces maléfices étaient considérés comme une menace réelle, tant pour les individus que pour la société. Les maleficia ne visaient pas simplement à nuire, mais à détruire et à tuer. Certaines sorcières provoquaient des catastrophes naturelles telles que tempêtes, averses de grêle ou inondations. D'autres tuaient des gens et du bétail et provoquaient diverses maladies, dont beaucoup étaient jusqu'alors inconnues, comme, par exemple, le fait pour une femme de donner naissance à des lapins. Certaines sorcières préparaient des philtres d'amour pour séduire de nouveaux amants et faire revenir à elles ceux qui leur avaient été infidèles. Elles pouvaient aussi rendre les hommes impuissants. Grâce à leur alliance avec le diable, les sorcières pouvaient faire des choses qui n'étaient pas dans les cordes des criminels ordinaires [37]. La société avait donc autant, sinon plus, de raisons, de s'opposer à la sorcellerie que de combattre le crime en général.

Il y a toujours eu des sorcières et des sorciers dans l'histoire. Dans sa bulle de 1484 contre la sorcellerie, le Pape Innocent VIII déclara explicitement qu'elle était pratiquée par « de nombreuses personnes des deux sexes ». En 1572, le prince électeur de Saxe décida que « les sorciers, hommes ou femmes, ser[ai]ent passés par le fil de l'épée » [38]. Même en Angleterre, où le pourcentage de femmes parmi les

accusés était anormalement élevé, les lois contre la sorcellerie parlaient toujours de « personnes ». Les représentations de sabbats montrent régulièrement le diable servi par des hommes aussi bien que par des femmes. Le pasteur puritain William Perkins alla jusqu'à blâmer Moïse d'avoir ordonné : « tu ne laisseras point vivre la sorcière » [39]. En vérité, dit-il, la Bible « n'exempte pas l'homme ». De nombreux autres experts étaient d'accord avec lui à cet égard [40]. Les contemporains étaient si embarrassés par le « fait » que la plupart des sorcières étaient des femmes qu'ils se demandaient sans cesse pourquoi il en était ainsi. Le roi Jacques Ier d'Angleterre lui-même se sentit obligé de réfléchir à la question [41]. C'est précisément parce que la sorcellerie était considérée comme réelle et non comme une invention de la société qu'il fallait en chercher la raison dans la nature même des femmes. La plupart des experts convenaient que les femmes étaient plus méchantes que les hommes. Leur nature était plus faible et leur esprit n'était pas aussi clair ; par conséquent, le diable pouvait les piéger « sans livrer bataille » [42]. Les femmes écrivains qui abordaient la question avaient tendance à être d'accord avec leurs collègues masculins [43]. Les auteurs du plus célèbre manuel de chasse aux sorcières, le *Malleus Maleficarum*, affirment que le mot « féminin » lui-même dérive de « feminicus », « moins de foi ». Cela ne les empêcha pas d'y inclure dix pages sur les sorciers [44].

Le crime de meurtre offre une analogie instructive de celui de sorcellerie. Si les hommes et les femmes commettent tous deux des crimes, plus de 80 % des meurtriers condamnés sont des hommes. Quand nous cherchons une explication à ce fait, nous ne disons pas que les meurtres ont été inventés par une société misandre pour exécuter les hommes ou les mettre derrière les barreaux. Nous en cherchons au contraire les raisons dans les qualités qui sont innées aux hommes : par exemple, le fait que les niveaux de testostérone sont beaucoup plus élevés chez eux que chez les femmes les rend plus agressifs que celles-ci. Bref, il n'est pas nécessairement vrai que ceux dont le travail était de traquer et de juger les sorcières détestaient les femmes – pas plus qu'il n'est nécessairement vrai que ceux qui prétendent que la violence est une caractéristique masculine qui définit les hommes ne détestent les hommes. Tous les chasseurs de sorciers essayaient de faire ce que les criminologues, sociologues et psychologues des deux sexes font aujourd'hui – à savoir expliquer un phénomène social qui les laissait perplexes.

Certains historiens ont prétendu que, en persécutant les sorcières, les hommes essayaient de réprimer la sexualité des femmes [45]. C'est absurde. Comme aurait pu le dire Shakespeare, « t'is mighty strange » que la plupart des accusés aient été des femmes âgées. Certaines étaient même très vieilles. L'aînée, qui répondait au nom d'Isabeau Blary, avait fêté son centième anniversaire. Soumise à un interrogatoire, Blary « avoua » qu'elle avait été sodomisée par le diable [46]. Inutile de dire que l'argument susmentionné n'a aucun sens, pas plus que le fait que les jeunes hommes célibataires sont surreprésentés parmi les criminels violents ne prouve que la société soit résolue à empêcher les jeunes hommes célibataires de sécréter de la testostérone. Tout ce que cela signifie, c'est que ces hommes sont plus enclins à enfreindre la loi et moins effrayés par les conséquences que ne le sont les hommes ou les femmes âgés.

En Italie, les ecclésiastiques risquaient peut-être encore plus d'être accusés de sorcellerie que les femmes. En Allemagne, où il s'agissait souvent de forcer une sorcière à identifier ses complices pour s'emparer de la propriété de ces derniers, des hommes de premier plan figurèrent parmi les accusés. Ce fut aussi le cas dans le Sussex [47]. Le plus souvent, la persécution commençait au niveau du village ou du quartier, généralement après que le suspect eut acquis une mauvaise réputation. Le point de rupture survenait lorsqu'il demandait une faveur, comme de la nourriture, un coup de main ou un petit prêt. Lorsqu'elle est rejetée, pas toujours poliment, il pouvait riposter en proférant une malédiction ou une menace. Une fois que la menace ou la malédiction semblait se réaliser, la nouvelle était colportée et les autorités s'en mêlaient. Bien souvent, il appartenait aux autorités, qui étaient des hommes, de mettre un frein aux flambées locales de chasses aux sorcières. En 1597, Jacques VI d'Écosse, comme on l'appelait alors, abolit la commission générale contre la sorcellerie, qu'il avait lui-même nommée, précisément parce que les gens s'en servaient pour régler leurs comptes [48]. Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, alors que la croyance en la sorcellerie commençait à décliner dans l'élite et que le peuple, lui, persistait à porter des accusations de ce genre, de nombreux procès se terminèrent par un acquittement [49].

Il est vrai que peu de femmes parmi l'élite intellectuelle écrivirent sur le sujet de la sorcellerie et tinrent des procès. D'un autre côté, les femmes au pouvoir étaient tout aussi enclines que les hommes au pouvoir à persécuter les sorcières. Aux Pays-Bas, les persécutions culminèrent au cours de la première moitié du XVI^e siècle, où le pays fut gouverné successivement par trois femmes nommées par Charles Quint : Marguerite d'Autriche, Marie de Hongrie et Marguerite de Parme [50]. Quand, plus tard, Guillaume le Silencieux prit le pouvoir, les persécutions diminuèrent. De même, en France, les persécutions atteignirent leur point culminant vers la fin du XVI^e siècle, sous le règne de Catherine de Médicis.

Les lois écossaises sur la sorcellerie, quant à elles, furent promulguées sous le règne de Marie, reine des Écossais. En 1547, le roi Édouard VI d'Angleterre, âgé de 9 ans, agissant sur les conseils de son entourage masculin, fit abolir toutes les peines contre la sorcellerie. Seize ans plus tard, Elizabeth permit au Parlement de les rétablir sous une forme encore plus terrible. Le règne de la « Bonne Reine Bess » marqua le paroxysme de la persécution. Sous son héritier masculin, le nombre d'affaires et le taux de condamnation diminuèrent [51]. Ces faits ne confirment guère l'allégation selon laquelle l'objectif de la chasse aux sorcières était de restaurer le patriarcat.

Les femmes participaient aux chasses aux sorcières au moins autant que les hommes. La plupart des maléfices étaient jetés par des femmes sur d'autres femmes [52]. Ce sont surtout les femmes qui accusaient les femmes de violer les règles habituelles de conduite et insistaient pour que le mari ou les

parents de sexe masculin de femmes soupçonnées de sorcellerie prennent des mesures contre elles [53]. C'étaient surtout les femmes ensorcelées par d'autres femmes qui souffraient de convulsions et d'évanouissements. C'étaient surtout les femmes ensorcelées par d'autres femmes qui affirmaient aux fonctionnaires compétents, qui les croyaient ou non, vomir des épingles, des aiguilles et des crapauds [54]. Elizabeth Lowys, la première Anglaise jugée pour sorcellerie parla justice élisabéthaine, fut accusée de ce crime principalement par des femmes [55]. La dernière sorcière anglaise à passer en jugement, Jane Wenham, ne fut pas seulement accusée par une autre femme, elle incrimina elle-même trois autres femmes. Toutes furent acquittées. Wenham fut condamnée par le jury, mais fut rapidement graciée par un juge sceptique. Incapable de retourner chez elle, elle trouva refuge sur la propriété d'un propriétaire foncier [56].

Les femmes jouèrent également un rôle important dans les affaires qui, dépassant le niveau des rivalités de voisinage, étaient renvoyées devant les tribunaux. Certaines femmes engageaient des poursuites contre d'autres femmes. Et comme les prostituées, qui n'avaient pas le droit de témoigner en cour, étaient autorisées à témoigner dans les affaires de sorcellerie, il se peut que les femmes aient été surreprésentées parmi les témoins. De plus, tout comme, aujourd'hui, les forces de police emploient des femmes pour s'occuper des délinquantes, les femmes de l'époque étaient souvent employées comme geôlières, lorsqu'il s'agissait de garder des femmes soupçonnées de sorcellerie. S'il y avait des piqueurs [56bis], professionnels chargés de sonder à l'aide d'un poinçon les marques qu'avait faites le diable sur le corps de ses victimes, afin de vérifier si elles saignaient effectivement, il y avait aussi des piqueuses. L'une d'entre elles, une Écossaise, exerçait déguisée en homme, sous le nom d'emprunt de Monsieur Paterson [56ter] [57]. Que ce soit à cause d'animosités personnelles ou parce qu'elles étaient torturées, les accusées coopéraient, incriminant d'autres femmes. Des femmes jalouses de femmes que le diable leur avait préférées portaient contre elles des accusations de sorcellerie [58]. Comme il n'y avait aucune femme parmi les juges, si les accusations de sorcellerie contre les femmes avaient vraiment résulté de la haine des hommes pour les femmes, plus de femmes que d'hommes auraient été condamnées pour sorcellerie. Or, cela ne fut pas le cas. En Écosse, certes, une plus grande proportion de femmes fut exécutée, mais une plus grande proportion de femmes soupçonnées de sorcellerie fut acquittée. A Genève, c'est l'inverse qui se produisit. En Italie, la grande majorité des sorcières remises à l'Inquisition, institution entièrement masculine, écopèrent de peines très légères ou furent relaxées. Il n'est guère qu'en Angleterre qu'il est possible de détecter un net parti pris contre les femmes – en ce sens que moins ont été acquittées et plus ont été exécutées – dans les procès instruits par les tribunaux de circonscription [59] ; cependant, il y eut relativement peu d'exécutions et celles qui furent ordonnées ne le furent pas toutes par des tribunaux de circonscription.

Contrairement à une opinion fausse très répandue aujourd'hui, le problème de la sorcellerie n'était pas un problème autonome. Il faisait partie d'un ensemble beaucoup plus vaste d'infractions « spirituelles », telles que l'hérésie, l'apostasie et le blasphème. Toutes étaient considérées comme des crimes contre Dieu et la religion et toutes méritaient d'être punies aussi sévèrement que la sorcellerie.

Par conséquent, la sorcellerie ne représenta qu'une petite fraction des affaires portées devant la Cour suprême de l'Inquisition. A Venise, ce chiffre s'élevait à un peu plus de 20 pour cent et la grande majorité des personnes impliquées étaient condamnées à des peines très légères, si même elles étaient condamnées [60]. Mais, alors que la plupart des personnes accusées de sorcellerie étaient des femmes, la plupart de celles qui étaient accusées d'autres délits spirituels étaient des hommes.

Ainsi, si le fait que les femmes étaient considérées comme moins intelligentes explique qu'elles aient été inculpées de sorcellerie de manière disproportionnée, il explique en même temps qu'elles n'aient pas souvent été tenues responsables de crimes connexes. C'est l'une des raisons pour lesquelles les femmes ne représentèrent que 10 pour cent de toutes les personnes exécutées au cours de la période en question. En effet, beaucoup moins de femmes furent exécutées pour sorcellerie que pour ces deux crimes féminins archétypiques que sont l'infanticide et l'empoisonnement [61].

Dans leur description des chasses aux sorcières, la plupart des historiens ont commis l'erreur de se concentrer sur la période de 1500 à 1650. Avant 1350, près de trois fois plus d'hommes que de femmes furent jugés pour sorcellerie [62]. Dans le nord de la France, entre 1351 et 1400, il y eut à peu près autant de défenseurs que de défenderesses. Dans l'ensemble de l'Europe, entre 1300 et 1499, le nombre d'hommes accusés de sorcellerie fut à peu près le même que celui des femmes accusées du même crime [64].

Aux Pays-Bas, « avant que la persécution des sorcières ne batte son plein, certaines autorités avaient déjà commencé à punir les hommes soupçonnés de commercer avec le diable » [65]. En Finlande aussi, les plus anciennes traditions autochtones considéraient généralement les sorcières comme des hommes [66]. Dans les Îles britanniques, les hommes représentaient 59 % des accusés à la même époque. Dans le canton suisse de Neuchâtel, ils en représentaient 80 pour cent et dans le Valais 78 pour cent ; dans l'ensemble de la Suisse, quasiment la moitié [67]. Parce qu'on s'est concentrés sur la période de 1500 à 1650, on ne s'est pas aperçus que, par la suite, en Allemagne, le stéréotype s'est inversé. Les personnes accusées de sorcellerie n'étaient plus principalement des femmes âgées, mais surtout de jeunes hommes [68].

En résumé, on peut dire que si les historiens avaient associé la sorcellerie aux autres délits « spirituels », comme le faisaient les contemporains, ils se seraient rendus compte qu'ils s'étaient trompés sur la proportion d'hommes et de femmes accusés de sorcellerie ou exécutés pour ce crime. Les femmes croyaient en la sorcellerie tout autant que les hommes. Leur contribution à la chasse aux sorcières fut aussi importante que celle des hommes. À certains égards, elle le fut davantage. Très souvent, c'étaient

des femmes qui décidaient qu'une personne donnée devait être accusée de sorcellerie, c'étaient des femmes qui fournissaient les preuves et c'étaient des femmes qui portaient les accusations de sorcellerie.

En fait, il semble que, moins l'autorité masculine chargée de la chasse aux sorcières jugeait des affaires de conflits de voisinage, moins, donc, moins les femmes impliquées étaient nombreuses, plus le traitement des sorcières était susceptible d'être équitable [69]. En bref, pas plus que le fait que, aujourd'hui, la plupart des personnes qui commettent des meurtres sont des hommes ne prouve que les hommes sont traqués par le matriarcat, le fait que la plupart des personnes accusées de sorcellerie au début de l'époque moderne étaient des femmes ne prouve que le patriarcat ciblait les femmes en tant que femmes. Tout ce que cela prouve est que les contemporains étaient réellement déterminés à chasser et à éradiquer les sorcières des deux sexes.

4. L'attitude des nationaux-socialistes envers les femmes

L'idée de présenter les nationaux-socialistes comme les oppresseurs des femmes par excellence remonte à Betty Friedan. En 1959, elle assista à une réunion de rédacteurs en chef de magazines, tous des hommes, qui discutaient de sujets susceptibles d'intéresser les Etats-uniennes. Ce qu'elle les entendit dire ne lui fit pas plaisir. « Une des phrases allemandes qu'ils avaient dites résonna dans ma tête – 'Kinder, Küche, Kirche'. Cette phrase signifiait que les nazis avaient décrété que les femmes devaient de nouveau être confinées à leur rôle biologique [70]. » L'accusation de Friedan contre les nationaux-socialistes fut reprise par certaines des plus importantes pionnières du féminisme moderne, dont Kate Millett, Germaine Greer, Susan Brownmiller et Andrea Dworkin ; Friedan elle-même la mentionna dans ses mémoires [71]. Ces chercheuses féministes s'efforcèrent de prouver que les nationaux-socialistes avaient persécuté les femmes presque autant que les homosexuels, les Tziganes, les Juifs et autres personnes « inférieures ». D'autres prétendaient que l'idée nationale-socialiste de la féminité représentait une forme de « racisme secondaire » [72]. D'autres encore soutenaient que l'antiféminisme était une partie aussi fondamentale du national-socialisme que l'antisémitisme, si ce n'était qu'il n'avait pas causé de morts [73]. Le fait que les nationaux-socialistes aient construit « aux hommes et aux femmes des identités polarisées » et n'aient pas accepté le dogme féministe selon lequel les hommes et les femmes sont semblables à tous égards fut considéré comme l'un de leurs pires méfaits. Un chercheur affirma même que les racines du génocide se trouvaient dans l'attitude des nationaux-socialistes envers les femmes [74].

Quelle fut la position réelle des femmes dans l'Allemagne nationale-socialiste ? Pour répondre à cette question, le mieux est de commencer par examiner le féminisme allemand avant l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler en 1933.

Dans ce pays il existait alors une grande diversité de groupes féministes : une Frauenbund catholique, une Frauenbund protestante ainsi qu'une conservatrice, une libérale, une socialiste, une communiste, une coloniale et une juive, pour ne citer que quelques-unes des quelques 230 organisations de femmes en activité. Certaines étaient en faveur de l'égalité des droits pour les femmes. D'autres s'y opposaient au nom de la maternité et reprochaient à la République de Weimar d'avoir émancipé les femmes. Certaines étaient en faveur du droit à l'avortement, d'autres s'y opposaient et d'autres encore préconisaient la stérilisation obligatoire des personnes « inaptes » [75]. Au fil du temps, les mouvements féminins socialistes et libéraux, qui exigeaient l'égalité des droits pour les femmes, perdirent de leur pouvoir et des adhérents, tandis que ceux qui défendaient la maternité prirent de l'ampleur. Dans les dernières années de la République de Weimar, l'étiquette « féministe » elle-même était devenue un anathème pour beaucoup de femmes [76].

L'organisation qui prétendait parler au nom de toutes les autres était le Bund Deutscher Frauen (BDF), confédération informelle de nombreux groupes. Elle était dirigée par Gertrude Bäumer, militante chevronnée des droits des femmes [77]. Avant 1914, elle s'était opposée à la fois à l'avortement et à la contraception. En 1919, elle contribua à réécrire le programme du BDF, y injectant une idéologie nationaliste de droite. Dès 1932, l'organisation prônait l'abolition de la démocratie et l'établissement d'un État corporatif sur le modèle de l'Italie fasciste. Elle appela les femmes à renverser les conséquences de la Grande Guerre, comme on appelait alors la Première Guerre mondiale, en ayant autant d'enfants que possible. Inversement, les maux de société prétendument associés à la République de Weimar – libertarianisme sexuel, pornographie, avortement et maladies vénériennes – devaient être combattus et vaincus.

Une grande partie des propos du BDF trouvèrent écho auprès d'Hitler. L'objectif des nationaux-socialistes était de sauver les femmes de la débauche dans laquelle les entraînaient les Juifs, les modernistes, les internationalistes et les autres ennemis de l'Allemagne [77bis]. Des valeurs saines devaient être restaurées et les femmes jugées principalement d'après le nombre d'enfants qu'elles avaient donnés au Reich. L'objectif de l'éducation des filles était de les « préparer à la maternité ». Le mariage n'était qu'un moyen de « multiplier et maintenir la race ». Les femmes (et les hommes) sans enfants étaient considérés comme nuisible au Volk, bien qu'en fin de compte la seule mesure prise à leur encontre ait été une taxation plus lourde [78]. « Par nature », un homme était destiné au monde, à la société. « Par nature », une femme était destinée à son mari, sa famille, ses enfants et son foyer [79]. Les intellectuelles étaient, aux yeux des contemporains, des emmerdeuses. Comme la plupart des gens à l'époque, Hitler croyait que les femmes qui n'avaient pas d'enfants finiraient par devenir des malades

mentales [80]. Ses plus proches collaborateurs, dont Arthur Rosenberg, Robert Ley, Gregor Strasser et Gottfried Feder, étaient d'accord avec lui sur ce point. La tâche principale des femmes était la maternité et il fallait les protéger de l'obligation de travailler hors de la maison.

Les opinions des nationaux-socialistes sur la place des femmes dans la société étaient-elles partagées par les femmes allemandes ?

La réponse, qui peut surprendre, est qu'elles le furent de plus en plus. Dès sa création, le parti réussit à attirer les femmes. La plupart étaient des matrones qui aimaient son jeune chef fougueux. Une d'elles, la comtesse von Reventlov, appela Hitler « le Messie à venir ». D'autres lui offrirent de riches cadeaux. Comme s'il s'était agi de donner raison à Nietzsche, ce fut à celle qui lui offrirait le fouet le plus élaboré. Ce fut une femme, dont le nom n'est pas passé à la postérité, qui fit l'ébauche du dessin du drapeau à croix gammée [81]. Une autre femme, Gertrude von Seydlitz, réunit l'argent nécessaire pour transformer le journal *Der Völkischer Beobachter* en quotidien. D'autres femmes financèrent le putsch d'Hitler de novembre 1923. Après l'échec, c'est la femme d'un ami, Helene Hanfstängel, qui empêcha Hitler de se suicider, en lui arrachant son arme des mains et en lui rappelant vertement que son devoir était de vivre pour l'Allemagne. Pendant ses treize mois d'emprisonnement, il reçut la visite de nombreuses femmes. Comme Hitler l'a écrit dans *Mein Kampf*, pendant cette période difficile, ce sont les femmes qui empêchèrent le parti national-socialiste de se désintégrer. En effet, même le papier sur lequel Rudolf Hess écrivit l'autobiographie du Führer fut fourni par une femme, Winifred Wagner, la belle-fille du célèbre compositeur.

Les nationaux-socialistes étaient déterminés à prendre le pouvoir, sinon par la violence, du moins par « la conquête des rues ». Par conséquent, les femmes nationales-socialistes étaient probablement moins liées au rôle féminin traditionnel que dans la plupart des autres sociétés de l'époque. Elles manifestaient, tenaient des réunions, collectaient des fonds, distribuaient des tracts et faisaient face aux perturbateurs. D'autres cousaient les uniformes des hommes des S.A, pansaient leurs blessures et organisaient pour eux des soupes populaires. Lors des élections décisives de 1930, 45 % des électeurs du NSDAP étaient des femmes. Ce pourcentage augmenta encore dans les élections qui suivirent. Les observateurs des rassemblements nationaux-socialistes notèrent que les femmes y occupaient toujours les premiers rangs [82] [82bis]. La croyance fondamentale d'Hitler était que les femmes étaient gouvernées par les émotions plutôt que par l'intellect et qu'elles avaient la plus grande admiration pour les hommes forts. Et il savait exactement comment leur parler. A leur tour, elles l'acclamaient aussi fort que le faisaient les hommes, souvent sans pouvoir s'empêcher de pleurer.

Le culte des femmes pour Hitler s'intensifia après 1933. Les foules qui le suivaient partout où il allait étaient composées en partie de femmes. D'autres femmes faisaient le pèlerinage à Berchtesgaden pour lui faire le salut national-socialiste ou lui faire toucher leurs enfants. Pour son anniversaire, les femmes lui envoyaient des hectares d'écharpes, de taies d'oreillers et de couvertures, toutes brodées de croix gammées de toutes tailles, couleurs et variétés. Lui veillait à ne pas les désillusionner. Une fois, il demanda rhétoriquement à une foule de femmes ce qu'il leur avait donné, puis il répondit à sa propre question par « l'Homme » [83]. C'était pour leur bien qu'il restait célibataire et gardait secret le fait qu'il avait une maîtresse. Rien ne devait perturber l'histoire d'amour entre les Allemandes et leur Führer. De fait, jusqu'à la chute d'Hitler et du Troisième Reich, rien ne la perturba.

Après l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes, les organisations de femmes virent leur nombre augmenter. Rien qu'en 1933, 800 000 nouveaux membres rejoignent la Nationalsozialistische Frauenschaft (NSF). Le nombre de membres de la ligue féminine atteint finalement 3,5 millions. Elle comprenait certains groupes qui, comme les domestiques, en avaient été exclus auparavant et y aient été réintégrés contre la volonté des femmes « respectables ». La NSF, comme presque toutes les autres organisations de l'État totalitaire national-socialiste, n'avait que peu de pouvoir réel. Cependant, elle recevait des subventions énormes et disposait d'une marge de manœuvre importante dans ses propres domaines d'activité. La NSF se concentrait principalement sur le bien-être et l'éducation des femmes, en particulier le type d'éducation nécessaire pour améliorer la « qualité raciale » du peuple allemand. Le soutien de l'État à la NSF lui permit de mettre en œuvre son programme à une échelle qu'aucune organisation de femmes n'aurait imaginée possible auparavant. Quarante ans plus tard, la dirigeante de la Frauenschaft, Gertrude Scholz-Klink, était encore fière de la façon dont elle et ses assistantes avaient pris les « féministes » à leur propre jeu, faisant ce qu'elles voulaient sans interférence des hommes [84].

Les femmes opposées au régime étaient souvent traitées avec des pincettes. Au début du Troisième Reich, une seule femme fut tuée, la députée social-démocrate du Reichstag Minna Cammens. Sur les quelque 150 camps de concentration construits avant la guerre mondiale, un seul, Möringen, hébergea des femmes. Ce n'est qu'en 1938 que le régime procéda à la première exécution « légale » d'une femme, la socialiste Lieselotte Hermann. Accusée d'avoir transmis des informations classifiées au siège du parti communiste allemand en Suisse, elle fut condamnée pour trahison et guillotinée avec trois de ses complices masculins. La vie à Ravensbrück, le principal camp de concentration pour femmes, était certainement loin d'être un pique-nique. Pourtant, les conditions de détention n'y étaient pas aussi dures que dans certains autres camps. En fait, certaines femmes étaient transférées d'Auschwitz à Ravensbrück précisément parce que le taux de mortalité dans ce dernier était jugé trop élevé. Jusqu'au début de 1945, où la détérioration des conditions de vie entraîna une grave malnutrition et des épidémies de maladies infectieuses, « seulement » environ 3 % des femmes de Ravensbrück mouraient chaque année [85].

Les nationaux-socialistes avaient alors commencé à réaliser leur rêve de créer une race aryenne pure en mettant en place une série de mesures pratiques destinées à encourager les femmes à se marier, à rester à la maison et avoir des enfants. Des mesures symboliques comme l'institution d'une fête des mères et l'attribution de médailles aux femmes fertiles visaient le même objectif. Certaines de ces mesures étaient antérieures à l'Allemagne nationale-socialiste ou ne lui étaient pas propres. D'autres, telles que les allocations familiales et les déductions fiscales pour les familles avec enfants, faisaient partie de la marche contemporaine, quasi universelle, vers un État providence. Pour aider les mères qui travaillaient tout en réduisant le chômage des femmes, le régime permettait aux contribuables de déduire de leurs impôts une certaine somme pour la garde des enfants [86]. Ce privilège ne fut pas aboli lors de la création de la République Fédérale d'Allemagne en 1949. Aux États-Unis, par contre, il ne fut introduit dans la loi que sous l'administration Reagan.

Le prêt au mariage est peut-être le moyen le plus connu que les nationaux-socialistes trouvèrent pour inciter les mères à fonder une famille. À l'époque, une mesure similaire fut adoptée dans la Suède sociale-démocrate. A condition que la mère et le père soient tous deux de souche aryenne, un couple allemand pouvait bénéficier d'un prêt, si la mariée s'engageait à ne pas exercer d'activité rémunérée pendant les deux ans qui suivaient son mariage. Plus tard, l'exigence que la femme ne travaille pas fut discrètement abandonnée, de sorte que toutes les mères en bénéficièrent.

Il y avait aussi les Instituts Lebensborn, type unique d'organisation d'aide sociale nationale-socialiste destinée spécifiquement aux femmes. À l'époque et plus tard, la rumeur décrivait l'Institut comme un haras où les femmes non mariées étaient fécondées par des S.S. Sa véritable mission était beaucoup plus prosaïque. Le chef de la S.S. Heinrich Himmler était favorable à la vie, à condition que la vie soit germanique et exempte de maladies héréditaires. Un des objectifs des instituts Lebensborn était d'offrir aux femmes enceintes aryennes une alternative appropriée à l'avortement. Un autre objectif, selon le leader S.S., était d'effacer en partie les stigmates dont de « ridicules imbéciles » avaient marqués les mères célibataires allemandes. L'association fournissait aux femmes un abri temporaire à des prix extrêmement bas. Les futures mères passaient les dernières semaines de leur grossesse dans un Lebensborn, sous surveillance médicale, puis elles accouchaient, se rétablissaient et recevaient une formation de base sur la manière de s'occuper d'un bébé.

La plupart des mesures nationales-socialistes d'aide aux mères se révélèrent immensément populaires. Le dirigeant de l'Association des Femmes Allemandes Catholiques, Antoine Hoppman, les qualifia d' « idée de génie » [87]. Moins populaires, mais toujours acceptables, pour la grande majorité des femmes allemandes, étaient les aspects de la politique d'Hitler qui leur étaient défavorables. Comme une partie considérable de l'opinion publique contemporaine en Allemagne et à l'étranger, le Führer considérait les femmes comme des créatures délicates inadaptées au monde cruel et tumultueux de la politique [88]. Il détestait particulièrement les avocats.

Même s'il se rendait compte qu'il ne pouvait pas se passer des avocats, il ne cessa jamais de les qualifier de « traîtres », d'« idiots » et de « crétins absolus ». L'idée que les femmes devaient être tenues à l'écart de tout ce que le droit et la politique ont de sordide conduisit à la destitution des politiciennes et au licenciement des hautes fonctionnaires et des magistrates ainsi qu'au renvoi de quelque trois cents avocates.

Ces mesures furent soutenues à la fois par la dirigeante de l'Association des Femmes Nationales-Socialistes – qui se réjouit de la promesse d'Hitler de libérer les femmes du travail [89] – et par la grande dame du féminisme allemand, Gertrude Bäumer [90]. En tout cas, elles ne touchèrent qu'environ 1 % de toutes les femmes actives. Et la plupart de celles qui perdirent leur emploi, y compris les directrices d'école, furent mutées. Les autres bénéficièrent d'une retraite à taux plein [91].

Les opinions des nationaux-socialistes sur les femmes universitaires étaient partagées par tous leurs contemporains dans le monde développé. Elles étaient fondées sur le conviction que les femmes étaient par nature des créatures irrationnelles et que, en tant que telles, elles étaient moins adaptées à la vie académique que les hommes. On croyait aussi que les femmes universitaires étaient beaucoup plus susceptibles que leurs collègues masculins d'être la proie du malheur et de la folie. De plus, elles étaient beaucoup moins susceptibles de se marier ou d'avoir des enfants que les autres femmes. Si les deux premières croyances ne purent pas être prouvées statistiquement, la troisième put certainement l'être [92]. En l'absence de chiffres complets concernant le sort des intellectuelles sous le Troisième Reich, ceux qui proviennent de l'Université de Hambourg sont instructifs. Lorsque les nationaux-socialistes arrivèrent au pouvoir, 22 des 330 personnes appartenant au corps enseignant de cette université étaient des femmes. Sept d'entre elles perdirent leur emploi – mais pas à cause de leur sexe. Cinq durent leur malheur – le terme étant utilisé ici de façon relative, puisque quatre d'entre elles purent quitter le pays – au fait qu'elles étaient juives. En ce qui concerne les deux autres, l'une se suicida plutôt que d'accepter une mutation et l'autre démissionna plutôt que d'adhérer au NSDAP. Tout au plus, il se peut qu'une de ces femmes ait été licenciée simplement parce qu'elle était une femme ; la cause exacte de son licenciement n'est cependant pas claire [93]. La seule et unique mesure que prirent les nationaux-socialistes contre les étudiantes fut, en décembre 1933, l'instauration d'un *numerus clausus* de 10 pour cent de femmes. Une fois de plus, Bäumer soutint le décret. Au début de sa carrière, elle s'était fait connaître comme une des partisans les plus zélées de l'enseignement supérieur féminin en Allemagne [94]. Elle estimait maintenant que la baisse du niveau exigeait un recul partiel. En tout cas, en février 1935, le décret fut annulé. Les seules étudiantes touchées furent celles de la promotion de 1934. Cependant, celles qui avaient été inscrites à l'université en tant qu'« auditrices » purent obtenir un crédit rétroactif sur simple demande.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, la politique consistant à éloigner les femmes des facultés qui, comme celles de politique et de sciences sociales, étaient considérées comme inadaptées à leur nature avait en fait conduit à une augmentation substantielle de la proportion d'étudiantes dans les domaines « pratiques » tels que la pharmacie, l'éducation physique et le journalisme [95]. À ce moment-là, le gouvernement avait commencé à verser une « allocation d'accouchement » de 50 Reichsmark aux étudiantes concernées, qu'elles aient été mariées ou non. Aucun autre pays n'avait accordé un tel privilège auparavant et aucun autre pays ne l'a jamais accordé depuis. De 1939 à 1944, la proportion d'étudiantes fut multipliée par sept, atteignant 49,3 % de l'ensemble des effectifs. Beaucoup de femmes à l'époque saisirent l'occasion de s'engager dans des domaines non traditionnels. Les femmes en vinrent ainsi à dominer celui des sciences naturelles, où, après avoir formé 10,8 % de l'ensemble des effectifs, elles en vinrent à en représenter 63,5 %. En génie et en technologie, le pourcentage de femmes passa de 0,7 % à 11,7 %, tandis qu'en médecine la représentation des femmes augmenta de plus du double, pour atteindre 35 %. En droit, elle passa de 2,5 % à 16,4 % [96]. À la fin de la guerre, la médecine était devenue le domaine privilégié des femmes. S'il est un régime qui n'a jamais « orienté » ses étudiantes vers les matières « plus accessibles » dont sont composées les sciences humaines, c'est bien le national-socialisme pendant les dernières années de la Seconde Guerre mondiale.

En 1933, les femmes allemandes étaient proportionnellement beaucoup plus nombreuses à travailler que leurs homologues états-uniennes [97]. A cette époque, l'Allemagne, comme le reste du monde, souffrait de la Grande Dépression. Une solution largement adoptée au problème du chômage était le licenciement des femmes dont l'époux avait lui aussi un revenu. L'Autriche, la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède et les États-Unis prirent tous ou envisagèrent tous de prendre une mesure similaire. En Allemagne, le seul projet de loi de ce type qui fut adopté n'avait pas été présenté par Adolf Hitler, mais par le chancelier Heinrich Brüning, sous Weimar. Cette loi eut peu d'effet et peu de femmes perdirent effectivement leur emploi. Dans l'année qui suivit l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes, les tentatives de la mettre en œuvre avaient pris fin.

A ce moment-là, les réserves idéologiques que les nationaux-socialistes pouvaient faire à la présence des femmes dans la population active avaient disparu. Dès 1932, Joseph Goebbels avait noté que le Führer considérait la femme comme la « camarade » de l'homme au travail. « Il en a toujours été ainsi et il en sera toujours ainsi... L'homme est l'organisateur de la vie, la femme son soutien et son bras droit » [98]. Plus tard, il ajouta que « nous serions fous de ne pas faire appel aux femmes dans la tâche commune de construire notre nation » [99]. Alors que les autres mesures des nationaux-socialistes contre le chômage commençaient à porter leurs fruits, le nombre de femmes payant l'assurance sociale passa de 4,6 millions en 1932 à 4,75 millions en 1933 et à 5,05 millions en 1934 [100]. À la fin des années 1930, le pourcentage de femmes allemandes dans la population active était plus élevé que dans tout autre pays européen, à l'exception de la France [101]. Comme dans d'autres pays, la nature de la participation des femmes au marché du travail changea. Elles étaient de plus en plus attirées par les

professions de col blanc telles que le secrétariat, les communications, le commerce et les professions libérales [102] [102bis]. Comme on l'a dit, « cinq années de régime nazi ont, d'une certaine manière, fait plus pour aider les femmes professionnelles qu'une décennie de pression féministe sous la République de Weimar » [103].

Comme dans d'autres pays, les femmes allemandes sous le national-socialisme gagnaient moins que leurs collègues masculins. Comme dans d'autres pays, cela s'expliquait principalement par la réticence de leurs familles à investir dans leur formation professionnelle, ainsi que leur propre tendance à interrompre leur carrière pour accoucher ou faire face à d'autres obligations familiales. D'autre part, les autorités du Troisième Reich s'efforçaient de protéger les femmes plus que leur homologues ne le faisaient dans les autres pays. Une loi interdisait aux employeurs d'exiger des femmes qu'elles travaillent sur des machines à pédales. D'autres interdisaient aux femmes de travailler sous terre, de manipuler des matières toxiques ou de porter des charges lourdes. Le travail posté et le travail de nuit leur était également interdit. À la fin des années 1930, cependant, une pénurie de main-d'œuvre força les employeurs allemands à courtiser leurs employées. En conséquence, leurs salaires augmentèrent plus rapidement que ceux des hommes. Les femmes commencèrent à recevoir des salaires égaux à ceux des hommes dans des industries telles que le textile, les mines, le métal, l'électronique et les briques. De cette réalisation, l'Arbeitsfront, le syndicat national-socialiste, était très fier [104]. Il y avait aussi des dispositions conçues pour aider les femmes qui travaillaient, notamment des installations spéciales pour les mères, une « prime à la naissance » et une « prime d'allaitement » ainsi que des services d'infirmier, des soins médicaux et des médicaments gratuits.

Beaucoup se révélèrent tellement en avance sur leur temps qu'elles restèrent dans le droit allemand longtemps après 1945.

L'homme chargé des préparatifs économiques de guerre de l'Allemagne était Hermann Göring. Entre autres mesures à cet effet, il élaborait des plans d'enregistrement des femmes au travail obligatoire. Ce fut en vain, car des centaines de milliers de femmes trouvèrent des moyens de s'y soustraire. À partir de 1940, d'autres dirigeants clés de l'économie et de l'industrie exercèrent des pressions dans le même sens. Encore une fois, ce fut en vain. Comme Hitler le dit à son plénipotentiaire général pour la mobilisation de la main-d'œuvre Fritz Sauckel, les femmes allemandes, avec leurs « longues jambes », n'étaient pas faites pour les travaux pénibles. Elles ne pouvaient s'y livrer qu'au prix de très grands efforts physiques et psychologiques. Selon lui, pendant la Première Guerre mondiale, l'État n'avait pas réussi à protéger les femmes. Il leur avait fait subir des « souffrances indicibles », qui, à leur tour, avaient porté atteinte au moral et contribué à la défaite. C'était une erreur qu'Hitler avait juré de ne pas commettre. De plus, ne serait-ce que parce que c'était quelque chose que « leurs maris, fiancés, pères et frères en uniforme étaient en droit d'attendre », les travailleuses devaient être défendues « à tout prix » contre « les mauvais traitements, la surcharge de travail, les insultes ou les dommages

moraux ». Malheureusement, la guerre ne permit pas de protéger les femmes dans toute la mesure nécessaire. Mais, pour l'avenir, « l'objectif est de faire en sorte que, dans 20 ans, aucune femme ne soit obligée de travailler dans une usine » [105].

La réalité sociale reflète ces points de vue. Comme des millions d'hommes avaient été appelés sous les drapeaux et ne pouvaient donc plus prendre leur part aux tâches ménagères, entre octobre et décembre 1939, le nombre de femmes actives diminua de 300 000. En mai 1941, il y en avait 500 000 de moins qu'en mai 1939. Cette situation tenait en partie à ce que les dispositions prises par les autorités allemandes pour l'entretien des familles des membres des forces armées étaient beaucoup plus généreuses que celles qui avaient été prises à cet effet dans les autres pays. En octobre 1939, une loi fut adoptée qui permettait explicitement aux femmes de soldats d'arrêter de travailler. Une Britannique avec deux enfants recevait 38 % du revenu de son mari absent, une Etats-unienne 36 %, une Allemande 75 %.

L'Allemagne versait des pensions aux fiancées des soldats tombés au combat ainsi qu'aux mères de leurs enfants illégitimes [106]. Plus tard, pendant la guerre, la tendance à la réduction de la main-d'œuvre féminine s'inversa. La grande majorité des femmes nouvellement employées trouvèrent du travail dans les services publics, où leur nombre passa de 954 000 en mai 1939 à 1 746 000 en 1943.

Proportionnellement, moins de femmes allemandes que de femmes alliées étaient employées à des travaux pénibles dans les usines, les mines et les transports et leurs conditions de travail étaient relativement bonnes. Aux États-Unis, en 1943, 50 pour cent de toutes les employées travaillaient de nuit ; en Allemagne, les restrictions au travail de nuit des femmes ne furent levées qu'en janvier 1944. L'Allemagne subventionnait beaucoup plus de places dans les jardins d'enfants que ne le faisaient les États-Unis ou la Grande-Bretagne [108].

La réquisition de travailleurs étrangers pendant la guerre explique aussi que les Allemandes eurent la vie plus facile que leurs congénères à l'étranger. Leur nombre est estimé à dix millions. Employés dans les mines et les usines, ils mouraient comme des mouches. La plupart des deux millions de femmes mises au travail obligatoire étaient capturées à l'Est ; à l'Ouest, les Allemands ne réquisitionnaient pas les femmes, uniquement les hommes. Des centaines de milliers de ces femmes étaient amenées en Allemagne spécialement pour aider les Allemandes dont le mari avait été mobilisé.

Alors que la plupart des Allemandes profitaient des avantages de leur position, le régime déployait des efforts considérables pour promouvoir et faire connaître les exploits de quelques femmes

particulièrement entreprenantes, comme exemples pour le reste de la société. La plus connue d'entre elles, Leni Riefenstahl, produisit les plus célèbres films de propagande jamais réalisés pour un mouvement politique.

Pendant ce temps, à une époque où les femmes britanniques et américaines n'étaient autorisées à piloter des avions que lors de missions de transport à l'arrière du front, au moins trois Allemandes devinrent pilotes d'essai. L'une d'elles, Hanna Reitsch, pilota le premier hélicoptère au monde. Une autre, Melitta Schiller, n'effectua pas moins de 1 500 vols d'essai du bombardier Stuka et fit voler les premiers prototypes d'avions à réaction et à fusée. Un troisième pilote d'essai d'avions à réaction et à fusée fut le capitaine d'aviation Beate Köstlin. Après la guerre, elle devint riche et célèbre sous le nom d'emprunt de Beate Uhse en créant une entreprise de production de matériel pornographique et de stimulants sexuels.

Comment les femmes allemandes virent-elles les mesures criminelles du régime national-socialiste [108bis] ? La réponse est que, dans la mesure du possible, elles soutinrent ces mesures. Certaines Frauenbünde commencèrent à expulser leurs membres juifs avant même qu'on ne leur en ait fait officiellement la demande [109]. Plus tard, les dirigeants de la NSF déployèrent beaucoup d'énergie pour éduquer les femmes à la nécessité de maintenir la pureté raciale. Et, comme nous l'avons déjà mentionné, certaines Frauenbünde furent longtemps favorables à la stérilisation obligatoire, dont la réussite du programme dépendait presque entièrement des dénonciations : il y avait des femmes parmi les informateurs. Pendant la guerre, 40 % du personnel de la Gestapo à Vienne et peut-être aussi dans d'autres villes était des femmes [110]. Souvent, les procédures étaient engagées par des travailleuses sociales qui rendaient visite aux femmes chez elles

Des femmes médecins aidaient à examiner les candidats à la stérilisation et effectuaient certaines des opérations correspondantes. D'autres pratiquaient des avortements obligatoires sur les femmes détenues dans les camps de concentration [111]. Des infirmières tuèrent des milliers d'handicapés mentaux et physiques, de tous âges. Les femmes, pour la plupart de la classe inférieure, mais aussi certaines de la classe moyenne, comptaient pour 10 % des gardiens des camps de concentration. Les détenus survivants se souvenaient d'elles comme de personnes particulièrement vicieuses. A Auschwitz, on sait que les gardiennes se pressaient autour des judas pour regarder les chambres à gaz se remplir de cyanure et les victimes agoniser [112] [112bis]. A Ravensbrück, une femme médecin du nom de Herta Oberheuser effectua d'horribles expériences médicales sur des détenues [113] [113bis]

En résumé, certains dirigeants nationaux-socialistes eurent très tôt des idées particulières sur la place des femmes dans la société. Cela n'empêcha pas les Allemandes de travailler pour le Parti, de faire

campagne pour lui et d'être de plus en plus nombreuses à voter pour lui [113ter]. Plus tard, loin d'attaquer le féminisme, Hitler fit sien les objectifs de beaucoup de ses dirigeantes, dont Bäumer [113quater]. Il voyait les Allemandes comme une des ressources les plus précieuses du Volk, qui devait être protégée « à tout prix ». Cette protection eut des répercussions à la fois négatives et positives. Les aspects négatifs ne touchèrent qu'un très petit nombre de femmes, principalement dans la fonction publique, les universités et la profession juridique. En 1945, beaucoup plus de femmes étudiaient le droit qu'en 1933. A tous les autres égards, la politique national-socialiste était expressément conçue pour aider les femmes dans le domaine que la plupart d'entre elles considéraient depuis longtemps comme leur l'occupation principale, la maternité. Bon nombre des mesures significatives que prit le gouvernement national-socialiste à cet égard ressemblaient à celles qui avaient déjà été instituées dans d'autres pays au cours de cette période. La plupart furent louées par les femmes, à la seule exception des Lebensborn, qui étaient entourés de toutes sortes de légendes douteuses. Sa vraie faute, cependant, fut qu'il menaçait d'effacer la distinction entre les femmes enceintes qui étaient mariées et celles qui ne l'étaient pas eu.

Comme les dirigeants d'autres pays, les nationaux-socialistes tentèrent de vaincre le chômage en licenciant les femmes salariées dont le mari avait un revenu. Cependant, la tentative fut timide et n'aboutit à rien. Plus tôt que dans d'autres pays, une fois la Dépression terminée, les nationaux-socialistes commencèrent à encourager les femmes à prendre un emploi rémunéré. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la pression qui s'exerçait sur les femmes pour qu'elles entrent dans la vie active fut moins forte en Allemagne que dans les autres pays. Plus que dans tout autre pays, celles qui entrèrent sur le marché du travail exerçaient pour la plupart des métiers de col blanc. Entre-temps c'étaient des travailleurs forcés non allemands, hommes et femmes qui faisaient les travaux pénibles dans les champs et les usines. Les Allemandes étaient protégées par diverses lois et réglementations. Elles bénéficiaient aussi d'avantages, tels que des allocations et des jardins d'enfants subventionnés, que leur auraient enviés toutes leurs congénères non allemandes. Il n'est pas étonnant que la plupart des Allemandes aient conservé leur loyauté à Hitler jusqu'à la fin. Loin d'être persécutées, elles coopérèrent aux persécutions dans la mesure où elles y furent autorisées.

5. Conclusions

Un examen détaillé de ces trois mythes, qui comptent parmi les nombreux que les féministes modernes ont concoctés pour « prouver » que les hommes oppriment les femmes, a montré qu'ils sont mensongers. Pour autant que l'on puisse en juger, les femmes, dans la Grèce antique, ne vivaient ni enfermées à la maison ni recluses à l'intérieur de la maison. La chasse aux sorcières de la période entre 1500 et 1650 ne fut pas simplement un mécanisme inventé par le patriarcat pour contrôler les femmes qui ne restaient à leur place. Entre autres choses, l'accusation de sorcellerie étaient souvent portées par des femmes contre d'autres femmes, ce qui peut expliquer que la majorité des sorcières furent des

femmes. Enfin, si les nationaux-socialistes avaient voulu opprimer les femmes allemandes, ils n'auraient guère suscité l'enthousiasme des femmes allemandes. Au contraire, la politique national-socialiste était principalement conçue pour aider les femmes à réaliser ce qu'elles et leurs propres dirigeants considéraient depuis longtemps comme étant leur fonction principale, à savoir la maternité. À bien des égards, cette politique fut couronnée de succès, à la fois en soi et par rapport aux autres pays. Comme le soulignaient les nationaux-socialistes eux-mêmes, pour la mise en œuvre de leurs politiques raciales, la coopération des femmes avec le national-socialisme était au moins aussi importante que celle des hommes.

Dans de nombreux autres cas également, l'idée que les misogynes ont discriminé les femmes, les ont opprimées et les ont subordonnées est un mythe. En fait, très souvent, c'est le contraire qui était vrai. À bien des égards, la société et la nature ont conspiré pour rendre la vie plus facile aux femmes qu'aux hommes. Loin d'être discriminées, les femmes, à bien des égards, ont été et sont encore libres de la plupart des fardeaux qui pèsent sur les hommes. Il en est ainsi du jour de leur naissance jusqu'au jour de leur mort, sans parler du fait qu'elles vivent plus longtemps qu'ils mènent entre les deux. Pour se convaincre de ces vérités, le lecteur n'aura qu'à parcourir les pages qui suivent.

Martin van Creveld, *The Privileged Sex*, Space Independent Publishing Platform, 2013, traduit de l'anglais par B. K.

[5] Voir Gordon Weil, *Gender Analysis of Dismantling the Command Economy in Eastern Europe: The Case of Poland*, in Valentine M. Moghadam (éd.), *Democratic Reform and the Position of Women in Transitional Economies*, Clarendon, Oxford, 1993, p. 287.

[6] Bernice Glazter Rosenthal, *Love on the Tractor: Women in the Russian Revolution and After*, in Renate Bridenthal et Claudia Koonz (éds.), *Women in European History*, Houghton Mifflin, Boston, 1977, p. 389.

[7] Juliet Webster, *Shaping Women's Work: Gender, Employment and Information Technology*, Longman, Londres, 1996, p. 38, 59, 60.

[8] Anne Lokke, *Philanthropists, Mothers and Doctors: The Philanthropic Struggle against Infant Mortality in Copenhagen, 1860-1920*, in Birgitta Jordansson et Tinne Vammen, *Charitable Women: Philanthropic Welfare, 1780-1930*, Odense University Press, Odense, 1998, p. 154.

[9] E. L. Flacliere, *Daily Life in Athens at the Time of Pericles*, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1965, p. 55.

[10] Les Troyennes, 646-7.

- [11] Platon, *La République*, 579b; Thucydide, *Histoire de la Guerre du Péloponnèse*, 2.45.
- [12] Voir Ken Dowden, *Approaching Women through Myth: Vital Tool or Self Delusion?*. In Richard Hawley and Barbara Levik (éds.), *Women in Antiquity*, Routledge, Londres, 1995, p. 56.
- [13] Aristophane, *Les Nuées*, 1067-70.
- [14] *L'Illiade*, 2, 140-242.
- [15] Voir David Cohen, *Seclusion, Separation and the Status of Women in Classical Athens*, in Ian MacAuslan and Peter Walcot (éds.), *Women in Antiquity*, Oxford University Press, Oxford, 1995, p. 138-40.
- [16] Démosthène, 57, 30-1.
- [17] *La Politique*, 1300a, 1323a.
- [18] Théophraste, 11, 9-10 et 16, 2.
- [19] Thucydides, *The Peloponnesian War*, 2,46; Aristophanes, *Acharnians*, 253.
- [20] Plutarque, *Pericles*, 13, 9-10.
- [21] Andocide, *Discours*, 1, 48 ; Lysias, *Discours*, 13, 39-41 ; *Le Phédon*, 60a.
- [22] Démosthène, 40, 11.
- [23] Eschine, 2,148, 152 ; Platon, *Apologie de Socrate*, 34c-35b ; Démosthène, 19, 310, 21, 99 et 186, 25, 85, 54, 35 ; Aristophane, *Les Guêpes*, 568-9 ; id., *Ploutos*, 380.
- [24] Plutarque, *Périclès*, Heinemann, Loeb Classical Library Londres, 28.
- [25] *Les Lois*, 658a-d, 817a-c ; Gorgias, 502b-e.
- [26] Voir Leena Vittaniemi, *Partheneia—Remarks on Virginity and Its Meanings in the Religious Context of Ancient Greece*, in Lena Larsen Loven et al. (éds.), *Aspects of Women in Antiquity*, Astron, 1998 [p. 44-57], p. 51.
- [27] *L'Économique*, 7, 3-5 ; 9, 3-4.
- [28] Démosthène, Lysias, 3.
- [29] Voir David Cohen, *Law, Sexuality and Society: The Enforcement of Morals in Classical Greece*, Cambridge University Press, Cambridge, 1991, p. 156.
- [30] Hippocrate, *Epidémies*, 6, 7.
- [30bis] « En désignant une des pièces comme le *gunaikonitis*, traduit par gynécée, les historiens ont déduit que les maisons athéniennes (voire grecques) comprenaient toutes des appartements réservés

aux femmes et d'autres aux hommes. Les textes décrivant de telles divisions spatiales sont cependant très rares et, aujourd'hui, les travaux des archéologues – après ceux des spécialistes des images – tendent à conclure à l'absence de spécialisation des pièces selon le genre. Il a été récemment suggéré que la spécialisation lexicale (*gunaikonitis*, *andronitis*) correspondait à des affectations d'activités temporaires de pièces multifonctionnelles. Selon les activités, les périodes de l'année ou les moments de la journée, des hommes ou des femmes étaient majoritaires dans telle ou telle pièce. Sachant que les distinctions statutaires (esclaves, membres de la maison, étrangers de la maison) importaient davantage que la distinction sexe, il est difficile de croire que les groupes aient pu être constituées uniquement d'hommes ou uniquement de femmes. Autrement dit, l'idée que les femmes libres étaient étroitement surveillées et contrôlées dans leurs allées et venues en raison de l'angoisse qu'aurait représentée la naissance d'un enfant illégitime est, comme la « tutelle des femmes » une idée qui doit être révisée. Le gynécée, symbole du contrôle de la sexualité des femmes pubères, reste introuvable » (Violaine Sebillotte Cuchet. *Familles et société à Athènes à l'époque classique : un éclairage par les études de genre*, 2017. fhal-01618996f, p. 7-8). « Le mythe du gynécée ne vaut pas plus que celui de la médina » (Annie Bélis [compte-rendi], *Music in the Bronze Age* (SMAL, Pocket-book, 144), 1 vol. by John G. Younger In *Revue Archéologique*, nouvelle série, fasc. 1, 2001 [p. 109-112]), au risque d'en frustrer certaines.

[31] Voir Eva Keuls, *The Reign of the Phallus*, University of California Press, Berkeley, CA, 1993, p. 212.

[32] Sarah Pomeroy, *Families in Classical and Hellenistic Greece: Representations and Realities*, Clarendon Press, Oxford, 1997, p. 297.

[33] Dyfri Williams, *Women on Athenian Vases: Problems of Interpretation*. In Averil Cameron et Amélie Kuhrt, (éds.), *Images of Women in Antiquity*, p. 103-4 ; Helene P. Foley, *The Conception of Women in Athenian Drama*, in Helene P. Foley (éd.), *Reflections of Women in Antiquity*, Gordon & Breach, New York, 1981, p. 151.

[34] Keith Thomas, *Religion and the Decline of Magic*, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1971, p. 586.

[35] Marianne Hester, « Patriarchal Reconstruction and Witch-Hunting », in Jonathan Barry et al. (éds.), *Witchcraft in Early Modern Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, p. 288-9 ; voir aussi Catherine Belsey, *The Subject of Tragedy: Identity and Difference in Renaissance Drama*, Methuen, Londres, 1985, p. 185-6 ; et Karen Newman, *Fashioning Femininity and English Renaissance Drama*, University of Chicago Press, Chicago, 1991, p. 69.

[36] Voir Gerhard Schormann, *Hexenprozesse in Nordwestdeutschland*, Vanderhoeck & Ruprecht, Hildesheim, 1977, p. 1.

[36bis] Le second exemple n'est sans doute pas très bien choisi, car la théorie héliocentrique, formulée par Copernic en 1543 dans *De Revolutionibus*, peut vraisemblablement être comparée à une tempête dans un verre d'eau, le verre d'eau étant constitué ici, dans un premier temps, par le petit monde des scientifiques et les sectes (J. Dobrzycki [éd.], *The Reception of Copernicus' Heliocentric Theory: Proceedings of a Symposium Committee of the International Union of the History and Philosophy of*

Science Toruń, Poland 1973, Springer) et, dans un deuxième temps, par certains cénacles universitaires. Au moins jusqu'au début du XVIIIe siècle, elle ne semble guère avoir suscité qu'indifférence dans le peuple Hans-Jürgen Lüsebrink et al. (sous la dir.), *Les lectures du peuple en Europe et dans les Amériques [XVIIe-XXe siècle]*, Editions Complexe, 2003, p.50). [N. d. E.]

[37] Voir Richard Kieckhefer, *Magic in the Middle Ages*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990, p. 176.

[38] Voir Wolfgang Behringer, *Hexen und Hexenverfolgung in Deutschland*, Universität Tübingen, Munich, 1988, p. 157.

[39] Exode 22:18..

[40] Sermon Preached by Mr. James Hutchinson [on Witchcraft], 13 avril 1697, in Brian D. Levack, (éd.), *Witchcraft in Scotland*, Garland, New York, 1992, p. 379-80 ; Barbara Rosen, *Witchcraft in England*, University of Massachusetts Press, Amherst, MA, 1969, p. 51-60 ; Malcolm Gaskill, *Witchcraft in Early Modern Kent: stereotypes and the background to accusations*, in Jonathan Barry, Marianne Hester et Gareth Roberts, *Witchcraft in Early Modern Europe: Studies in Culture and Belief*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, p. 274.

[41] Voir Christina Lerner, *Witchcraft and Religion: The Politics of Popular Belief*, Alan Macfarlane (éd.), Oxford, Blackwell, 1984, p. 20.

[42] Peter Burke, *Culture and Society in Renaissance Italy, 1420-1540*, Batsford, Londres, 1972, p. 164 ; voir aussi George Mora et al. (éds.), *Witches, Devils and Doctors in the Renaissance: Johann Weyer, 'e praestigiis daemonum'*, *Medieval and Renaissance Texts and Studies*, Binghampton, NY, 1991, p. 181-2.

[43] Rachel Speght, *A Muzzle for Melastomus (1617)*, cité in Sara Gamble (éd.), *The Routledge Critical Dictionary of Feminism and Postfeminism*, Routledge, New York, 2000, p. 7.

[44] Heinrich Krämer et Jacob Sprenger, *Malleus Maleficarum*, Pushkin, Londres, 1948 [1495], p.44.

[45] Marianne Hester, *Lewd Women and Wicked Witches: A Study of the Dynamics of Male Domination*, Routledge, Londres, 1992, p. 4, 108, 114.

[46] Robert Muchembled, *La sorcière au village (xve-xviii siècle)*, Paris, Gallimard, 1979, p. 181.

[47] Ruth Martin, *Witchcraft and the Inquisition in Venice, 1550-1650*, Blackwell, Oxford, 1989, p. 226-7 ; Walter Rummel, *Bauern, Herren und Hexen*, Vanderhoeck, Göttingen, 1991, p. 317 ; Cynthia B. Herrup, *The Common Peace: Participation and the Criminal Law in Seventeenth Century England*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987, p. 33.

[48] Christina Larder, *Crimen Exceptum? The Crime of Witchcraft in Europe*, in Brian D. Levack (éd.), *The Witch-Hunt in Early Modern Europe*, Pearson, Londres, 2006, p. 87 ; Jim Sharpe, *The Devil in East Anglia: the Matthew Hopkins Trials Reconsidered*, in Jonathan Barry et al. (éds.), *Witchcraft in Early Modern Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 1996, p. 254.

[49] Voir Christina Larner, *Witchcraft and Religion*, Balckwell, Londres, 1984, p. 32.

[50] Marijke Gijswijt-Hofstra, *Six Centuries of Witchcraft*, in Marijke Gijswijt-Hofstra and Willem Frijhoff (éds.), *Witchcraft in the Netherlands*, University of Rotterdam Press, Rotterdam, 1991, p. 29-30.

[51] C. L'Estrange-Ewen, *Witch-Hunting and Witch Trials*, Kegan Paul, Londres, 1929, p. 112 et sqq.

[52] Marianne Hester, *Patriarchal Reconstruction and Witch-Hunting*, in Jonathan Barry et al. (éds.), op. cit., p. 298 ; Alan MacFarlane, *Witchcraft in Tudor and Stuart England*, Routledge, Londres, p. 160, tableau 15. Un échantillon, certes restreint, montre que, aux Pays-Bas, les femmes ensorcelées étaient deux fois plus nombreuses que les hommes ensorcelés (voir Hans de Waardt, *At Bottom a Family Affair: Feuds and Witchcraft in Nijkerk in 1550*, in Marijke Gijswijt-Hofstra et Willem Frijhoff (éds.), op. cit., p. 137, tableau 1.

[53] Deborah Willis, *Malevolent Nurture: Witch-Hunting and Maternal Power in Early Modern England*, Cornell University Press, Ithaca, NY, 1995, p. 13, 97.

[54] See G. Geis, *Lord Hale, Witches and Rape*, in Brian P. Levack (éd.), *Witchcraft in England*, New York, 225 Garland, 1992, p. 54-7.

[55] See Alan R. Young, *Elizabeth Lowys: Witch and Social Victim, 1564*, in Brian P. Levack (éd.), *Witchcraft in England*, p. 79-86.

[56] Ian Bostridge, *Witchcraft and its Transformations c. 1650-1950*, Clarendon Press, Oxford, 1997, p. 132-4 ; Phyllis J. Guskin, *The Context of Witchcraft: The Case of Jane Wenham*, in Brian P. Levack (éd.), op. cit., p. 94-117.

[56bis] Pricker, « poinçon, alène », peut aussi être traduit par « poinçonneur » ; en argot, il signifie « enculeur » ; « to prick », « faire une marque ou un trou peu profond avec un instrument pointu » ; quant au substantif, il désigne le pénis en argot. Divers poinçons, dont l'un servait pour la langue, sont reproduits dans Georges Charpak et Henri Broch, *Devenez sorciers, devenez savants*, Editions Odile Jacob, Paris, 2002, p. 69-70. [N. d. E.]

[56ter] Voir, au sujet de ce, ou plutôt cette Paterson, « qui permit de condamner à tort de nombreuses femmes », S. W. McDonald, *The Devil's Mark and the Witch-Prickers of Scotland*, JRS, vol. 90, 1997. Elle fit au moins une émule : « Christian Caddel ». (Elizabeth Ewan; Sue Innes et Sian Reynolds, *The biographical dictionary of Scottish women: from the earliest times to 2004*, Edinburgh University Press, Edinburg, 2006 ; Louise Yeoman, *The woman who became a witch-pricker*, BBC News, 18 novembre 2012. [N. d. E.]

[57] W. N. Neill, *The Professional Pricker and His Test for Witchcraft*, in Brian P. Levack (éd.), *Witchcraft in Scotland*, p. 278-9.

[58] See Richard von Dülmen, *Imagination des Teuflischen*, in Richard von Dülmen (éd.), *Hexenwelten, Magie und Imagination*, Fischer, Francfort, 1987, p. 114.

- [59] J. K. Swales et Hugh V. McLachlan, *Witchcraft and the Status of Women: A Comment*. In *British Journal of Sociology*, 30 septembre 1979, vol. 30, n° 3 [p. 349-59].
- [60] Ruth Martin, *Witchcraft and the Inquisition in Venice, 1550-1650*, Blackwell, Oxford, 1989, appendice, tableau 1.
- [61] Wolfgang Behringer, 'Erhob sich das ganze Land zu ihrer Ausrottung'... Hexenprozesse und Hexenverfolgungen in Europa, in Richard van Dülmen (éd.), *Hexenwelten, Magie, und Imagination*, Francfort, 1987, p. 143. Voir aussi Richard van Dülmen, *Frauen vor Gericht: Kindsmord in der frühen Neuzeit*, Fischer, Francfort, 1990, p. 95.
- [62] E. William Monter, *Witchcraft in France and Switzerland: The Borderlands During the Reformation*, Cornell University Press, Ithaca, NY, 1976, p. 23.
- [63] Robert Muchembled, op. cit., p. 176.
- [64] Joseph Klaitz, *Servants of Satan*, Bloomington, IN, Indiana University Press, 1985, p. 52; Peter Brown, *Sorcery, Demons and the Rise of Christianity from Late Antiquity to the Middle Ages*, in Mary Douglas (éd.), *Witchcraft Confessions and Accusations*, Tavistock, Londres, 1970, p. 17-45.
- [65] Hans de Waardt et Willem de Blecourt, *It Is No Sin To Put an Evil Person to Death*, in Marijke Gijswijt-Hofstra et Willem Frijhoff (éds.), *Witchcraft in the Netherlands*, p. 69.
- [66] Bengt Hennigsen et T. Kervinen, *Finland: The Male Domination*, in Bengt Ankerloo et Gustav Hennigsen (éds.), *Early Modern European Witchcraft*, Clarendon Press, Oxford, 1990, p. 31-8.
- [67] Richard Kieckhefer, *European Witch Trials*, Routledge, Londres, 1976, p. 100, 147 ; E. William Monter, *Witchcraft in France and Switzerland*, Cornell University Press, Ithaca, NJ, 1976, p. 26.
- [68] Wolfgang Behringer, op. cit., p. 167-8.
- [69] Christina, Larner, *Witchcraft and Religion: The Politics of Popular Belief*, Blackwell, Londres, 1984, p. 28.
- [70] Kate Millett, *Sexual Politics*, Doubleday, Garden City, NJ, 1970 ; Betty Friedan, *The Feminine Mystique*, Del, New York, 1983 [1re éd/ : 1963], p. 37.
- [71] Germaine Greer, *The Female Eunuch*, New York, McGraw Hill, 1970, p. 302 ; Susan Brownmiller, *Against Our Will*, Simon & Schuster, New York, 1975, p. 394 ; Andrea Dworkin, *Scapegoat: The Jews, Israel and Women's Liberation*, Virago, New York, 2000, p. 30 ; Betty Friedan, *Life So Far*, Simon & Schuster, New York, 2000, p. 262.
- [72] David Schoenbaum, *Die Braune Revolution: eine Sozialgeschichte des Dritten Reichs*, Kippenheuer & Witsch, Berlin, 1961, p. 426.
- [73] Richard Grunberger, *The 12-Year Reich: A Social History of the Third Reich*, New York, Holt, Rinehart & Winston, 1971, p. 252.

[74] See Claudia Koonz, *Mothers in the Fatherland*, St. Martin's, New York, 1987, p. 6, 17, 405.

[75] See Ann T. Allen, *Feminism and Motherhood in Germany, 1800-1914*, Rutgers University Press, New Brunswick, NJ, 1991, p. 197, 201, 202.

[76] Christine Wittrock, *Weiblichkeits Mythen*, Sendler, Francfort, 1984, p. 81-4.

[77] See Richard J. Evans, *The Feminist Movement in Germany, 1894-1933*, Sage, Londres, 1976, p. 157, 235, 237, 247.

[77bis] Dans le discours qu'il prononça en 1934 à la Conférence de l'Association des Femmes Nationales-Socialistes, il déclara : « le terme de 'libération de la femme' n'est qu'un terme inventé par l'intellect juif et son contenu est caractérisé par le même esprit. Dans les véritables bonnes périodes de l'Allemagne, la femme allemande n'eut jamais à se libérer. » (cité in Brigitte Hamann, *Hitler's Vienna: A Dictator's Apprenticeship*, traduit de l'allemand par Thomas Thornton, Oxford University Press, Oxford, p. 373. [N. d. E.]

[78] Voir Hans Peter Bleuel, *Sex and Society in Nazi Germany*, Lippincott, Philadelphia, 1973, p. 26-8.

[79] Discours à l'Association des Femmes National-Socialistes (1934), in Max Domarus (éd.), *Hitler, Reden und Proklamationen 1932-1945*, Löwit, Würzburg, 1963-4, vol. 1, p. 449.

[80] Henry Picker (éd.), *Hitlers Tischgespräche*, Goldmann, Stuttgart, 1963, p. 11, entrée du 4 janvier 1942.

[81] Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Jaico, Mumbai, 1988 [1924-6], p. 411.

[82] Herman Rauschning, *The Voice of Destruction*, Putnam, New York, 1940, p. 265.

[82bis] Autant l'auteur soumet avec succès la question du gynécée dans la Grèce antique et celle de la chasse aux sorcières à la « Renaissance » à une critique révisionniste fondée sur des sources primaires mises sous le boisseau par l'historiographie académique, autant son traitement de la question du vote des femmes dans les années 1920 et au début des années 1930 n'a rien que de très conventionnel et même de passablement superficiel, se faisant l'écho, comme bon nombre d'études de vulgarisation sur le sujet, de l'affirmation, faite par Rauschning en 1939 dans son roman « *Gespräche mit Hitler* » (« Hitler m'a dit »), selon laquelle « c'est le vote des femmes qui a permis le triomphe d'Hitler » (cité in Richard J. Evans, *German Women and the Triumph of Hitler*. In *The Journal of Modern History*, vol. 48, n° 1, On Demand Supplement, mars 1976 [p. 123-175], p.123), déclaration qui est à l'origine de la diffusion dans les décennies suivantes d'une part de la croyance que le vote des femmes en faveur d'Hitler s'expliquait par leur soi-disant irrationalisme inné et d'autre part d'une interprétation freudienne de la soi-disant attraction irrésistible qu'Hitler aurait exercée sur les femmes (« Il faut, écrit Rauschning dans son célèbre roman, avoir vu d'en haut, de la tribune des orateurs, les yeux humides, roulants et voilés des auditrices [d'Hitler] pour ne plus douter du caractère de cet enthousiasme » ; ce qui inspira plus tard à l'historien Joachim Fest (*The Face Of The Third Reich*, Harmondsworth, 1972, p. 401) cette sortie grotesque : « Le 'rôle de l'érotisme dans la propagande de masse moderne' a rarement été mieux documenté. » « Mais,

avait-il déclaré avant de citer Rauschnig, le ton surexcité, nettement hystérique, qui s'est rapidement répandu dans toutes les directions, est né en premier lieu de l'émotivité excessive d'un type particulier de femme âgée qui cherchait à dynamiser ses impulsions insatisfaites dans le tumulte des manifestations politiques nocturnes, devant la figure extatique d'Hitler » (8). Richard Grunberger (*A Social History of the Third Reich*, Harmondsworth, 1974, p. 117) n'est pas en reste qui, projetant lui aussi ses fantasmes troubles sur Hitler, assène : « Le personnage de moine d'Hitler a engendré une grande hystérie sexuelle chez les femmes du Troisième Reich, notamment chez les célibataires, qui ont transformé leurs désirs refoulés en 'adoration larmoyante. »

Pour la trancher, cette question, il suffisait pourtant de s'intéresser aux statistiques de ce vote, comme l'a fait l'historienne Dorothee Klinksiek au début des années 1980. Sa conclusion, qu'elle a rendue dans *Die Frau im NS-Staat* (Deutsche Verlags-Anstalt, Stuttgart, 1982), est sans appel : « La thèse bien connue selon laquelle seules les femmes ont rendu possible la victoire électorale d'Hitler doit [...] être rejetée comme fausse sur la base des statistiques électorales. » (des statistiques électorales complètes et non des statistiques électorales de certaines villes et de certaines régions, dont se sert Helen L. Boak [*'Our Last Hope'*; *Women's Votes for Hitler: A Reappraisal*. In *German Studies Review*, vol. 12, n° 2, mai 1989 [p. 289-310], p. 303] pour prouver « qu'il n'est plus possible de continuer à soutenir qu'Hitler et son parti n'attirèrent pas les femmes et que le NSDAP ne bénéficia guère du vote féminin »). « Il y a un accord général sur six points majeurs concernant le comportement électoral des femmes après leur émancipation en 1918. Premièrement, bien que les électrices aient été majoritaires, leur influence a été modifiée par leur tendance à voter en plus petit nombre que les hommes. Deuxièmement, les femmes ont voté beaucoup plus que les hommes pour les partis cléricaux/conservateurs, surtout pour les partis cléricaux. Le Parti du Centre Catholique et son partenaire, le Parti Populaire Bavarois (BVP), en ont particulièrement profité, bien que le Parti Nationaliste (DNVP) et les groupes d'intérêt explicitement évangéliques en aient également bénéficié dans les régions protestantes. Troisièmement, le soutien des femmes aux partis de gauche a été moindre. Les Sociaux-Démocrates (SPD) ont cependant gagné des électrices, de sorte que, à la fin des années 1920, ils obtenaient presque autant de votes féminins que de votes masculins. Le Parti Communiste (KPD) ne réussit pas à attirer un nombre important de femmes. Quatrièmement, jusqu'en 1930 au moins, le soutien des femmes au NSDAP était très limité (tout en étant plus important que celui qu'elles apportaient au KPD). Par la suite, on a assisté à une forte augmentation du vote des hommes et des femmes en faveur du NSDAP, même s'il n'est que dans quelques régions qu'il a obtenu la moitié des votes des femmes. Quoi qu'on ait pu dire sur 'le triomphe d'Hitler grâce au vote des femmes', il est clair que les chances d'Hitler d'être élu auraient été encore plus grandes sans le suffrage féminin. Cinquièmement, les élections présidentielles de 1932 contribuent à confirmer ce point : la majorité des femmes ont soutenu Hindenburg. Si seul le vote des femmes avait compté, Hitler n'aurait pas atteint le second tour. Enfin, les femmes mariées ont voté en très grande majorité de la même manière que leur mari, tandis que les filles, les sœurs avaient souvent tendance à voter de la même manière que le chef de famille [...] Il est probable que 6.5 millions de femmes allemandes votèrent pour le NSDAP en juillet 1932 et 5.5 millions en novembre 1932, dont beaucoup, sans doute, à cause de l'influence d'un mari ou d'un chef de famille » (Jill Stephenson, *National Socialism and Women before 1933*, in Peter D. Stachura, *The Nazi Machtergreifung* (RLE Nazi Germany & Holocaust, Routledge Library Editions, 2014 (1re éd. : 1983), p.35-8 ; voir aussi Wendy Lower, *Hitler's*

Furies: German Women in the Nazi Killing Fields. Houghton Mifflin Harcourt, Boston, p. 213, note 20, 2013 ; Richard F. Hamilton, Who voted for Hitler?, Princeton University Press, 1982). [N. d. E.]

[83] Cité in Otto Strasser, Hitler and I, Cape, Londres, 1940, p. 78.

[84] Claudia Koonz, op. cit., p. xxiii-xxv.

[85] Grit Philipp, Kalendarium der Ereignisse im Frauen-Konzentrationslager Ravensbrück, 1939-1945, Metropol, Berlin, 1999, p. 103, 107, 150, 180. 226.

[86] Reimer Voss, Steuern im Dritten Reich: vom Recht zum Unrecht unter der Herrschaft des Nationalsozialismus, Beck, Munich, 1995, p. 80.

[87] Claudia Koonz, op. cit., p. 278.

[88] Voir Dörte Winkler, Frauenarbeit im Dritten Reich, Hoffman und Campe, Hambourg, 1977, p. 187.

[89] Clifford Kirkpatrick, Nazi Germany: Its Women and Its Family Life, Bobbs-Merrill, New York, 1938, p. 207 ; Hilde Browing, Women under Fascism and Communism, Lawrence, Londres, 1943, p. 9.

[90] Gertrude Bäumer, Des Lebens wie der Liebe Band, Wunderlich, Tübingen, 1956, p. 135.

[91] Dörte Winkler, Frauenarbeit im 'Dritten Reich', Hoffmann und Campe, 1977, p. 49-50.

[92] Voir Charlotte Grätz-Menzel, Über die rassenideologische Wirkung der akademischen Frauenberufe mit besonderer Berücksichtigung der Ärztinnen und Zahnärztinnen, Archiv für Rassen- and Gesellschaftsbiologie, n° 27, 1933, p. 143, tableau 10.

[93] Astrid Dageförde, Frauen an der Hamburger Universität 1933 bis 1945: Emanzipation oder Repression?, in Eckart Krause (éd.), Hochschulalltag im 'Dritten Reich', Reimer, Berlin, 1991, p. 256-7.

[94] James C. Albisetti, Schooling German Girls and Women: Secondary and Higher Education in the Nineteenth Century, Princeton University Press, Princeton, NJ, 1988, p. 222-3.

[95] Hans R. Bleuel, Sex and Society in Nazi Germany, Bantam, New York, 1973, p. 67.

[96] Jacques R. Pauwels, Women, Nazis and Universities, Westport, CT, Greenwood, 1984, p. 101-5 ; voir aussi Michael H. Kater, Doctors Under Hitler, University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC, 1989, p. 99.

[97] Claudia Koonz, op. cit., p. 45.

[98] Joseph Goebbels, Vom Kaiserhof zur Reichskanzlei, Zentralverlag der NSDAP, Munich, 1939, p. 72.

[99] Discours (1932), cité in Werner Siebert, Hitlers Wollen, nach Kernsätzen aus seinen Schriften und Reden, Zentralverlag der NSDAP, Franz Eher Nachf. GmbH, Munich, 1937, p. 105.

[100] Statistisches Jahrbuch des Deutschen Reiches, 1935, Berlin, 1935, p. 474.

[101] Renate Bridenthal, *Something Old, Something New: Women between the Two World Wars*, in Bridenthal et Claudia Koonz (éds.), *Becoming Visible*, p. 426, tableau 18-1.

[102] Dörte Winkler, op. cit., p. 55, 64-5 ; Hans R. Bleuel, *Sex and Society in Nazi Germany*, Bantam, 1973, New York, p. 63.

[102bis] En réalité, les relations entre le national-socialisme et la femme professionnelle ne furent pas aussi idylliques que ne le laisse penser le tableau qu'en brosse ici l'auteur. En effet, l'augmentation sensible du nombre de femmes dans les métiers de col blanc est un héritage de Weimar et ne saurait donc être imputé au seul Troisième Reich (Marie-Bénédicte Vincent, *White-Collar Workers in the Weimar Republic: Historians and Hans Fallada's Bestseller, 'Little Man, What Now?'*, Université d'Angers, Centre de Recherches Historiques de l'Ouest (CERHIO, CNRS, 1932, Angers). Entre 1907 et 1933, le nombre d'employées de bureau et de fonctionnaires féminins augmenta de 248,9%, tandis que le nombre d'employés de bureau et de fonctionnaires masculins n'augmenta « que » de 43% ; en fait, le nombre d'employées de bureau et de fonctionnaires féminins augmenta plus rapidement que la main d'œuvre féminine dans son ensemble ; il s'agissait de secrétaires, de téléphonistes, de vendeuses, d'infirmières, de techniciennes, etc. ; en 1925, les femmes représentaient 51,6% des membres du « corps enseignant » (Helen Boak, *Women in Weimar Germany: the "Frauenfrage" and the female vote*, in Richard Bessel et E. J. Feuchtwanger (éds.), *Social Change and Political Development in Weimar Germany*, Croom Helm, Londres, 1981, p. 188-9). De même, les femmes n'avaient pas attendu le Troisième Reich pour s'infiltrer dans les études dites supérieures. Leur nombre augmenta dans les universités de 3368 (5.6%) à l'été 1913 à 7182 (10%) à l'été 1918 (qui a dit que la guerre ne profite pas aux femmes ?), à 19394 (18.7%) à l'été 1931 (Jill Stephenson, *Women and the Professions in Germany, 1900-1945*, in Geoffrey Cocks et Konrad H. Jarausch, *German Professions, 1800-1950*, Oxford University Press, New York et Oxford, 1990, p. 277). Hitler ayant commis l'erreur de ne pas faire le ménage dans la haute fonction publique, les mauvaises habitudes prises sous et même, pour certaines, avant Weimar perdurèrent et s'accrochèrent. [N. d. E.]

[103] Richard J. Evans, *The Feminist Movement In Germany*, p. 263.

[104] Dörte Winkler, *Frauenarbeit im Dritten Reich*, p. 74.

[105] Voir *ibid.*, p. 110-9.

[106] Hans Peter Bleuel, op. cit., p. 155.

[107] Dörte Winkler, op. cit., p. 123.

[108] Leila J. Rupp, *Mobilizing Women for War: German and American Propaganda, 1939-1945*, Princeton University Press, Princeton, NJ, 1978, p. 171.

[108bis] Reformulons : « Comment les femmes allemandes virent-elles les mesures du régime national-socialiste que l'auteur juge criminelles ? » [N. d. E.]

[109] Claudia Koonz, op. cit., p. 161, 246.

[110] Franz Weiss, « Die Personelle Zusammensetzung der Führungskräfte der Wiener Gestapoleitstelle zwischen 1938 und 1945. In *Zeitgeschichte*, vol. 20, n° 7-8, 1993, p. 247.

[111] Grit Philipp, op. cit., p. 101, 122, 123.

[112] Claudia Koonz, op. cit., p. 404-5.

[112bis] En 1952, alors que, ayant bénéficié d'une libération anticipée de Landsberg où elle purgeait une peine de vingt ans de prison commuée en dix de après avoir été « jugée coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité » par le tribunal de l'Inquisition judéo-alliée, elle exerçait de nouveau, le Dr. Herta Oberheuser (1911-1978) déclara avoir été victime d'une conspiration de communistes et d'anciens prisonniers du camp de concentration de Ravensbrück

(<https://individual.utoronto.ca/jarekg/Ravensbruck/Regainedfaith.pdf>). L'historienne allemande Gisela Bock, dans sa critique du livre de Koonz parue en 1989 dans la revue d'histoire *Geschichte und Gesellschaft*, accusa sa collègue états-unienne d'avoir écrit un livre tendancieux, « à la valeur historique nulle » (Atina Grossmann, *La question des femmes et du nazisme au cœur du féminisme*, Liliane Kandel (sous la dir.), *Féminismes et Nazisme*, Editions Odile Jacob, Paris, 2004, p. 214. [N. d. E.]

[113] Michael H. Kater, op. cit., p. 110.

[113bis] Il sied de préciser que de telles accusations furent portées au lendemain de la guerre par des détenus dont le témoignage n'a jamais pu être confirmé par des preuves matérielles. En ce qui concerne Dachau, le principal témoin oculaire est un certain Walter Neff qui y travaillait comme assistant du Dr. Sigmund Rascher. D'après Neff, des expériences médicales furent menées sur 180 à 200 prisonniers, dont dix étaient volontaires, tandis que la plupart des autres, à l'exception d'une quarantaine, avaient été condamnés à mort par la Gestapo (John Cobden, *Lessons from Dachau Book Review*. In *IHR*, vol. 9, n° 4, 1989). Au sujet du fameux Dr. Mengele, l'essentiel des informations dont nous disposons sur sa pratique médicale à Auschwitz provient d'un livre publié en 1947 par le médecin légiste juif Miklós Nyiszli qui a prétendu avoir été son assistant dans ce camp de concentration. Or, il est fort intéressant que l'ouvrage, qui avait d'abord été publié dans le journal hongrois *Vilag*, y ait été présenté comme une fiction historique (Charles D. Provan, *New Light on Dr. Miklos Nyiszli and His Auschwitz Book*. In *IHR*, vol. 20, no. 1). Carlos Mattogno a soumis les différents écrits de Nyiszli à un examen critique approfondi dans *An Auschwitz Doctor's Eyewitness Account—The Tall Tales of Dr. Mengele's Assistant Analyzed* (Castle Hill Publishers, Uckfield, 2018). Sa conclusion est formelle : « Nyiszli était soit un extraordinaire imposteur, soit un fou ; il n'y a pas moyen d'échapper à ce dilemme. Et les deux cornes de ce dilemme – le mensonge éhonté ou la folie – disqualifient Nyiszli et détruisent complètement sa crédibilité. » [N. d. E.]

[113ter] C'est faire peu de cas des celles, nombreuses, qui entrèrent en résistance contre le national-socialisme (voir Zurn et Meyer, *Women Against Hitler* et Hanna Elling, *Frauen im deutschen Widerstand, 1933-45*, Röderberg-Verlag, Cologne, 1978). « On a beaucoup écrit sur la résistance des Eglises, et en particulier des Eglises catholiques, au Troisième Reich. Mais on a rarement fait remarquer que cette résistance se serait effondrée du jour au lendemain si elle n'avait pas été solidement soutenue par la masse des femmes catholiques » (ibid., p. 159), résistance qui, dès le début de la guerre" devint « plus

générale et se débrida » (ibid.). « La résistance des femmes au nazisme était en général plus directe, plus violente et plus répandue que la résistance masculine » (ibid., p. 158), particulièrement dans les milieux catholiques et protestants. Le 11 octobre 1943, des émeutes éclatèrent dans plusieurs villes de la Ruhr : les femmes des mineurs y furent en première ligne. A Witten, trois cents femmes manifestèrent avec une telle violence que les autorités furent forcées de donner l'ordre à la police de les disperser ; la police refusa de l'exécuter, sous prétexte que la cause de ces femmes leur paraissait juste. Ce qui donna lieu aux manifestations du 11 octobre 1943, ce fut le refus des autorités de distribuer aux femmes concernées des tickets de rationnement, au motif qu'elles étaient revenues sans autorisation chez elles des régions où elles avaient été évacuées suite à des raids de bombardement alliés de grande ampleur. La résistance des femmes aux ordres d'évacuation semble avoir été relativement généralisée. Elles n'avaient que peu ou pas d'intérêt pour le déroulement de la guerre et ne s'en cachaient pas. Dans les classes moyennes, de nombreuses femmes se retirèrent dans les établissements thermaux, se désengageant ainsi totalement de la vie nationale. Dans les usines, les femmes, particulièrement les femmes mariées [...] avaient de plus en plus tendance à mal faire leur travail, à ne pas respecter les règles, à ne pas se rendre au travail et à être généralement considérées comme moins fiables et plus indisciplinées que les hommes. Mais, alors que les autorités punissaient sévèrement les ouvriers qui enfreignaient les règles, les ouvrières s'en tiraient à bon compte » (ibid., p. 160). [N. d. E.]

[113quater] Il serait plus exact de dire que les dirigeantes féministes, du moins certaines d'entre elles, dont Baümer, se rangèrent aux objectifs des dirigeants nationaux-socialiste, comme il ressort du reste de ce que l'auteur indique lui-même plus haut sur cette dernière. Il ne surprendra personne que les dirigeants nationaux-socialistes rejetaient résolument la philosophie féministe (Evans, *The Feminist Movement in Germany, 1894-1944*, Londres, 1976, p. 247-8). [N. d. E.]

Le sexe privilégié (3)

From the ice-age to the dole-age

There is but one concern

I have just discovered :

Some girls are bigger than others

Some girls are bigger than others

Some girl's mothers are bigger than

Other girl's mothers

La masculinité et ses troubles

1. Le sexe oublié

Dans la vaste littérature féministe, aucune accusation n'est plus fréquente que l'affirmation selon laquelle les hommes ont tendance à se traiter et sont eux-mêmes traités comme le sexe de référence pour évaluer les femmes. Cette affirmation n'est pas sans fondement. Dans de nombreuses langues, le terme d'« homme » est synonyme d'« être humain » (ce qui est une arme à double tranchant, étant donné le nombre très élevé de jugements peu élogieux qui sont portés en permanence sur l'« être humain » et donc l'« homme ». N.D.E.). Il y a cependant un revers à la médaille. C'est précisément parce que les hommes sont considérés et se considèrent comme le sexe de référence que le statut de femme est considéré comme particulièrement intéressant. Inversement, il est souvent fait peu de cas d'un homme en tant qu'homme et son existence est même généralement ignorée. Une recherche à la Bibliothèque du Congrès montre que les livres dont le titre contient le mot « femmes » sont plus nombreux que ceux dont le titre contient le mot « hommes », à raison de douze contre un. Sur Amazon.com, il y a quatre fois plus de « guides pour les femmes » que de « guides pour les hommes » (sans doute n'est-ce pas pour rien que le site ne s'appelle pas Macho.com. N.D.E.). Sur le même site, les livres sur les « femmes » et l'« activité physique » sont cinq fois plus nombreux que ceux qui concernent les hommes.

Peut-être parce que de nombreuses femmes n'aiment pas le sexe, on dit que le plat de résistance de la sexologie est la « narration de l'orgasme (féminin) ». En revanche, « l'expérience orgasmique de l'homme ne fait guère l'objet de préoccupations littéraires » [114]. L'ouvrage majeur publié en 1944 par Helene Deutsch sur la psychologie féminine a fait autorité sur le sujet pendant plusieurs décennies. Il a alors été suivi entre autres par ceux de Nancy Chodorow et de Carol Gilligan (tous deux publiés en 1989). Cependant, à ce jour, il n'existe aucun ouvrage aussi classique sur la psychologie masculine. Tout se passe comme si les problèmes psychologiques spécifiques aux hommes n'existaient pas. De même, dans le domaine de l'éducation, le nombre de publications sur les besoins spécifiques des filles est tout simplement ahurissant. En revanche, en ce qui concerne ceux des garçons, le silence est presque assourdissant. Comme l'a écrit une historienne, étant donné qu'il n'existe pas de livre sur les hommes de l'Égypte ancienne, le lecteur pourrait s'interroger sur la justification d'en écrire un sur les femmes de l'Égypte ancienne [115]. Il va sans dire que cette remarque ne l'a pas empêché d'aller de l'avant.

Le désintérêt pour les hommes peut en partie être dû à des dispositions institutionnelles discriminatoires à leur égard. Avant le début de la « deuxième vague du féminisme » vers 1970, il pouvait s'expliquer par le fait qu'aucun cas n'était fait des hommes. Ce que chacun sait ou croit connaître n'a pas besoin d'être étudié. Depuis lors, le désintérêt pour les hommes fait partie intégrante de la campagne contre le « patriarcat », dans le cadre de laquelle toute tentative de prêter attention aux besoins des hommes et aux exigences des hommes peut donner lieu à des poursuites judiciaires. Chaque fois que les femmes sont moins nombreuses que les hommes à étudier un sujet, ce fait est immédiatement considéré comme un problème. Cependant, lorsque les hommes sont moins nombreux que les femmes à étudier une matière, comme c'est le cas dans des domaines tels que les langues étrangères, la plupart des arts libéraux et certaines sciences sociales, personne ne semble s'en soucier. Comme l'a écrit un auteur [116], on ne pourrait pas en vouloir à un visiteur venu de l'espace de conclure de son exploration de nos bibliothèques et de notre monde universitaire qu'il n'existe qu'un seul sexe : le sexe féminin.

Dans ce chapitre, nous verrons que, en fait, il est beaucoup plus difficile de devenir et d'être un homme que de devenir et d'être une femme. Je commencerai par un bref résumé des données bio-psychologiques du problème depuis le moment de la conception. Ensuite, j'examinerai la manière dont les hommes se disputent les femmes et subviennent à leurs besoins ainsi que certaines des conséquences de leur échec. Ensuite, je montrerai comment la société, en prétendant préparer les jeunes hommes aux plus lourds fardeaux qu'ils devront porter à l'âge adulte, rend leur vie encore plus difficile. La dernière partie résumera ces problèmes et expliquera comment, pour couronner le tout, il est interdit aux hommes de parler à d'autres hommes de ces problèmes.

2. Les données bio-psychologiques

Pourquoi la nature a-t-elle créé deux sexes au lieu d'un seul ? Aujourd'hui, la plupart des biologistes répondraient que la fonction de la reproduction sexuelle est de permettre à chaque génération de donner la vie [117]. La vie est considérée comme un processus de détérioration, car certains gènes subissent une mutation spontanée et développent des anomalies. D'autres sont endommagés par la lumière ultraviolette. En recombinaison deux brins d'ADN, dont chacun provient d'un parent différent, le sexe permet de corriger les erreurs, tout comme on peut fabriquer une nouvelle voiture en démontant deux épaves de voitures et en assemblant les parties non endommagées de chacune.

Pour former un nouvel organisme, deux cellules sexuelles, chacune dotée de la moitié du nombre normal de chromosomes, doivent fusionner. Ensuite, le zygote doit être assez alimenté pour traverser la première phase de sa vie. En théorie, ces deux exigences pourraient être satisfaites par deux cellules

provenant de deux organismes différents, dont chacune est pareillement apte à se déplacer facilement (pour rechercher l'autre) et pareillement nutritive. Cette solution, appelée isogamie, est le mode de fécondation de certains champignons. Cependant, c'est comme construire un avion conçu à la fois pour le transport et le combat. Il est peu probable que l'hybride qui en résulte remplisse très efficacement l'une ou l'autre de ces fonctions. Comme nous le savons, la grande majorité des espèces qui se reproduisent sexuellement se sont développées différemment. Certains des organismes parents produisent de petites cellules sexuelles mobiles (spermatozoïdes) et sont connus sous le nom d'organismes mâles. D'autres produisent des cellules (ovules) plus grandes, moins mobiles, mais plus nutritives et sont connus sous le nom d'organismes femelles.

C'est la femme qui constitue le sexe primaire. L'homme existe pour la servir et non l'inverse. Comme chaque fœtus à l'état embryonnaire est soit féminin, soit sexuellement indifférencié, la Bible s'est trompée. Les mâles sont pour ainsi dire montés sur un châssis féminin. Pour qu'un organisme devienne masculin, il faut un événement extraordinaire, à savoir l'apparition à un moment donné d'un chromosome Y, qui va déclencher le processus. Sinon, le zygote suivra la voie de la moindre résistance et se transformera en gamète femelle [118]. Tout ne s'arrête pas pour autant à la conception. Chez de nombreuses espèces, telles que les tortues et les crocodiles, le sexe des jeunes est déterminé par la température à laquelle sont incubés les œufs. Ici aussi, la nature « avantage de manière frappante la femme » [119]. Chez les êtres humains, même si un chromosome Y est présent, des troubles hormonaux peuvent avoir pour conséquence que le bébé ressemble à et se comporte comme une femelle. Il est si difficile de devenir un mâle que, dans toutes les espèces sur lesquelles on dispose d'informations, une fois le sexe du fœtus déterminé, plus de mâles que de femelles sont avortés [120].

Du point de vue biologique, devenir une femme, c'est suivre la voie de la moindre résistance. Comme la société permet aux filles de suivre directement les traces de leur mère, devenir une femme signifie aussi, du point de vue psychologique, suivre la voie de la moindre résistance. Comme les filles, les garçons naissent de femmes et passent les premières années de leur enfance sous leur garde. Contrairement aux filles, les garçons doivent à un moment donné renoncer à leur mère, commencer à s'identifier à leur père et devenir des hommes. Si l'on croit Freud, cela peut être dû au fait que le père les menace de castration. Ou c'est peut-être parce qu'ils regardent leur mère comme quelqu'un de fort et de menaçant [121]. Ou bien, comme l'ont affirmé certaines féministes, c'est peut-être parce que les garçons, contraints d'assister aux souffrances que leur père inflige à leur mère, feront tout pour ne pas les partager [122]. D'une manière ou d'une autre, les hommes souffrent du complexe d'Œdipe. Sous peine de rester à jamais dans l'enfance, ils doivent le surmonter ; c'est peut-être ce qu'ils auront à faire de plus difficile dans leur vie.

Comme un seul mâle peut féconder un très grand nombre de femelles, la grande majorité des mâles n'est pas nécessaire. Une fois qu'ils ont fait don de leur sperme, ils sont encore moins nécessaires. Tout

cela donne à penser, selon les termes d'un biologiste, que la nature se sert des mâles pour produire des femelles supplémentaires et qu'elle est plutôt gaspilleuse [123]. En réalité, il suffit d'une seringue et de quelques centimètres cubes de sperme. Si les expériences actuelles de fertilisation des ovules avec de l'ADN prélevé sur d'autres ovules sont étendues de la souris à l'homme, nous n'en aurons bientôt même plus besoin. Le fait que les techniques nécessaires aient été inventées par des hommes ne fait qu'aggraver l'offense. C'est comme si, chaque fois que les hommes essayaient d'aider les femmes, ils ne faisaient que se rendre encore plus superflus. C'est chez la mante religieuse et chez la mygale que la superfluité de l'homme est la plus évidente. En effet, les femelles de ces espèces mangent les mâles pendant la copulation. En plus de son sperme, le mâle donne donc également le reste de ses protéines. En ce qui concerne les mammifères, les solutions de la nature sont moins radicales et moins meurtrières. Cependant, les mêmes principes s'appliquent. Nous ne savons pas si les animaux mâles comprennent qu'ils sont superflus. Pourtant, le spectacle des jeunes mâles de certains mammifères, tels que les babouins et les zèbres, qui se sacrifient pour défendre les femelles et leurs petits, laisse penser que c'est le cas dans une certaine mesure. Chez les humains, le fait que « l'homme est l'animal infécond », selon le mot de Friedrich Nietzsche, est évident pour tous. Dans de nombreuses cultures, il est tourmenté dès l'enfance. Dès l'enfance, on dit aux filles qu'elles auront un jour des bébés, alors qu'on dit aux garçons qu'ils doivent devenir des hommes [124].

Comme pour confirmer ce raisonnement, une société composée uniquement de femmes est non seulement concevable, mais a souvent été conçue [125] : que l'on songe au mythe des Amazones. Pour notre propos, le « fait » le plus important à leur sujet n'est pas qu'elles étaient des guerrières « égales aux hommes » et capables de les combattre et de les vaincre. C'est plutôt qu'elles vivaient seules, sans hommes. Plusieurs légendes expliquent comment elles y sont parvenues tout en ayant des descendants, mais la plupart d'entre elles datent d'une période relativement tardive [126]. L'impact de la légende des Amazones sur l'imagination des gens a été si considérable qu'elle a donné lieu à d'innombrables imitations. Ainsi, Mary E. Bradley décrit dans *Mizora* (1890) un monde de Brunhildes blondes et puissantes, qui, grâce à la découverte qu'elles ont faite du « Secret de la vie », ont pu éliminer tous les hommes [127]. Dans *Herland* (1915) de Charlotte Perkins Gilman, les femmes, après s'être débarrassées d'une certaine manière de « leurs brutaux conquérants (masculins) », vivent isolées sur un plateau d'Amazonie. Au début, elles s'attendaient à ce que leur race périclisse, faute de descendance. Mais, grâce à un miracle imprévu, non seulement elles ont commencé à se reproduire par parthénogenèse, mais la progéniture qui en a résulté était composée uniquement de femelles [128].

La deuxième vague de féminisme dans les années 1960 et 1970 a produit une nouvelle moisson de récits de ce genre. Dans *The Female Man* (1975) de Joanna Russ [129], la plupart des hommes sont tués par une mystérieuse maladie qui n'affectait que leur sexe. Les autres sont exterminés par Jaël, une furie misandre aux ongles d'acier rétractables. Dans ce roman, les femmes se reproduisent par parthénogenèse. Dans *The Wanderground* (1978), Sally Gearhart a réalisé le même exploit par « l'implantation » et « la fusion d'ovules ». Les enfants ont la chance d'être élevés non pas par une mais

par sept mères [130]. D'autres utopies féminines suggèrent que les enfants soient élevés par des machines, afin de laisser à leurs mères la liberté de s'occuper de leur propre développement spirituel. En fait, il n'est pas impossible que, un jour, la fécondation des ovules sans spermatozoïdes – basée sur le déclenchement du code génétique présent dans toute cellule du corps – devienne une réalité [131].

En attendant que ces progrès soient réalisés, il pourrait venir à l'esprit des femmes de garder quelques hommes en cage à des fins de reproduction ainsi que pour le plaisir sexuel. Gearhart a suggéré de les limiter à 10 % de la population. Monique Wittig, pour sa part, était prête à en laisser vivre quelques-uns [132], à condition qu'ils acceptent une société féministe inspirée du communisme primitif, qu'ils ne revendiquent pas les enfants qu'ils pourraient engendrer et qu'ils portent les cheveux longs. D'autres visionnaires féministes ont suggéré que les hommes reçoivent des injections propres à leur permettre de produire du lait ou soient conditionnés à marcher à la carotte pour avoir une érection à la demande [133].

En revanche, les auteurs masculins, à de très rares exceptions, n'ont jamais cherché à débarrasser le monde des femmes, en partie parce qu'ils se sont rendu compte que les femmes sont indispensables et en partie parce qu'ils les aimaient tant. L'addiction des hommes aux femmes peut être liée au mécanisme de reproduction lui-même [134]. La différence de taille entre l'ovule et la cellule varie, mais l'ovule est toujours beaucoup plus gros, de six à douze fois plus gros et parfois même plus. Par conséquent, la production d'un ovule exige de la femme une énergie beaucoup plus importante que la production d'un spermatozoïde n'en exige de l'homme, même en prenant en compte les éjaculations complètes. Un homme peut éjaculer des milliers de fois au cours de sa vie. En revanche, une femme n'ovulera qu'environ quatre cent fois. De ces ovules seule une petite partie sera fécondée, tandis que le reste sera excrété par les voies naturelles. L'homme le plus fécond connu à ce jour est un roi du Maroc du début du XIXe siècle du nom d'Ismaël le Sanguinaire : il a eu 700 enfants, filles non comprises. Mais, pour autant que l'on sache, aucune femme n'a jamais eu plus de 69 enfants ; la dame en question était une Russe spécialisée dans les triplés [135].

Ajoutez-y la gestation et la différence entre l'homme et la femme devient si importante qu'il est presque impossible de l'évaluer. La plupart des hommes en bonne santé qui n'ont pas atteint l'âge moyen peuvent avoir des rapports sexuels au moins une fois par jour et donc avoir beaucoup d'enfants. Cependant, chaque fois qu'une femme a un rapport sexuel, il y a un risque qu'elle tombe enceinte. Si elle tombe effectivement enceinte, elle ne pourra plus concevoir pendant au moins neuf mois. Même après l'accouchement, la mère reste stérile aussi longtemps qu'elle allaite. Cette période peut durer de quelques mois à trois ans. En raison du fait qu'elle ne peut concevoir que relativement peu de fois au cours de sa vie et de l'investissement considérable que chacun de ses enfants exige d'elle avant et après la naissance, elle veille autant que possible à ce qu'ils survivent et deviennent adultes. Cela explique que les femmes soient « avares de leur vagin », comme le veut le dicton d'une tribu de Papouasie-Nouvelle-

Guinée [136]. Les expériences montrent que les hommes sont beaucoup plus disposés à rechercher le plaisir dans les bras d'inconnues [137]. Il en va de même pour les mâles d'autres espèces de mammifères. [138].

Le mécanisme par lequel la société régule le comportement sexuel est connu sous le nom de mariage. Cependant, le mariage a une signification différente pour l'homme et pour la femme. Comme le prouvent à la fois les enquêtes et l'existence dans les sociétés occidentales d'une immense industrie matrimoniale, les femmes suivent leurs penchants et réalisent leurs rêves par le mariage [139]. Il n'en va pas de même pour les hommes, qui ont peu à gagner d'un arrangement dont le but est de les contraindre à n'avoir qu'une seule ou, dans les sociétés non occidentales, que quelques femmes et qui auraient sans doute de meilleures chances de survie et de développement s'ils restaient célibataires. Ce déséquilibre explique pourquoi il n'existe aucun magazine intitulé Groom qui soit spécialisé dans la vente de haut-de-forme et de pantalons à rayures (un magazine de ce nom est publié depuis 2016 dont la ligne éditoriale ne fait cependant pas mentir l'auteur. N.D.E.). Au contraire, les enterrements de vie de garçon sont l'occasion pour l'homme de jouir pour la dernière fois de sa liberté sexuelle, ou, sous la forme d'une strip-teaseuse, d'un succédané de troisième ordre de celle-ci.

On a beaucoup écrit sur la peur des femmes des rapports sexuels et sur les conséquences physiques et mentales qui peuvent en découler, si l'initiation à ces rapports n'est pas effectuée comme il se doit. C'est oublier le revers de la médaille, qui n'est pas moins important [140]. Dans les rapports sexuels, comme dans bien d'autres domaines, la femme est autorisée à avoir un rôle passif ; en fait, dans la plupart des sociétés, les femmes étaient traditionnellement tenues d'avoir un tel rôle ; toute activité de sa part était considérée comme peu digne d'une dame et susceptible de diminuer les chances de conception. Il n'en va pas de même pour les hommes, qui sont censés satisfaire leur partenaire et sans lesquels l'acte ne peut tout simplement pas avoir lieu. Comme l'a écrit dans ses mémoires Betty Friedan, « salope » autoproclamée qui n'est pas connue pour sa sollicitude envers les hommes : « Il serait terrible d'avoir cette pression [de devoir le faire bander] tout le temps » [141]. Il en résulte que les hommes abordent la première rencontre et pas seulement la première avec crainte et nervosité. Soucieux d'éviter le mépris, ils ne peuvent avouer leur ignorance ni aux autres hommes ni aux femmes. Ils sont souvent amenés à mentir sur leur niveau d'expérience.

En ne s'intéressant qu'aux difficultés rencontrées par les filles dans ce domaine, la société moderne exige des garçons qu'ils se débrouillent seuls. Ce n'était pas le cas aux époques précédentes, où l'on accordait beaucoup d'attention au problème et on essayait de le traiter d'une manière qui, aussi maladroitement qu'elle puisse paraître à certains d'entre nous, montre en tout cas qu'il était pris au sérieux [142]. Souvent, des dispositions spéciales étaient prises pour les jeunes hommes. Dans certaines sociétés, les garçons étaient instruits par leurs aînés ; il en va encore ainsi chez les Juifs orthodoxes [143]. Dans d'autres cultures, les garçons étaient initiés par une femme plus âgée et expérimentée. Il

pouvait s'agir d'une servante non mariée de la famille ou d'une prostituée. En France, en Italie, en Espagne et en Amérique latine, la coutume voulait que les pères emmènent leurs fils adolescents dans un bordel afin de leur épargner des embarras futurs. Dans le roman de Thomas Mann intitulé *Altesse royale*, qui décrit la façon dont ces choses se faisaient dans les classes supérieures de l'Allemagne de la fin du XIXe siècle, tout est organisé par le précepteur du jeune héros. La dame était la maîtresse d'un homme plus âgé. Elle vivait dans une autre région du pays, où elle appartenait plus ou moins au monde socialement suspect du théâtre. En récompense de ses services, elle a reçu un souvenir.

L'échec au lit peut marquer la vie d'un homme tout autant que celle d'une femme. D'autant plus qu'un homme impuissant est plus susceptible de s'attirer l'opprobre qu'une femme qui souffre d'anorgasmie. Alors que ce trouble de l'orgasme peut être dissimulé et l'est souvent avec succès, l'impuissance ne peut pas l'être. Une femme qui impute à son mari la responsabilité de son manque de plaisir sexuel sera vraisemblablement compatissante. Mais un homme qui accuse une femme de le « castrer » sera ridiculisé. Cette différence peut expliquer pourquoi, même dans les sociétés où le divorce est difficile à obtenir, une femme dont le mari ne peut pas remplir son « devoir conjugal » peut généralement l'obtenir si elle peut étayer son accusation. Les archives judiciaires du moyen âge et des débuts des temps modernes documentent les méthodes utilisées pour faire avouer le mari ; il n'est guère nécessaire d'expliquer à quel point elles étaient humiliantes, voire destructrices.

Même si les choses suivent leur cours normal, un homme trouvera que les capacités sexuelles de la femme sont supérieures à celles de l'homme à certains égards. Quoi qu'elle ressente, elle est toujours prête. Elle peut jouir encore et encore, alors qu'il ne le peut pas. Si l'on y ajoute le problème de l'éjaculation précoce, qui toucherait 30 % des hommes, on comprend pourquoi, pour beaucoup d'hommes, cet écart de performance représente une source constante d'anxiété. L'anxiété peut s'avérer tout à fait justifiée. Selon un sondage du *Cosmopolitan*, environ la moitié de ses lectrices mariées avaient eu une liaison. Comme les lecteurs de ce magazine sont généralement jeunes, ce sondage sous-estime la probabilité qu'une femme ait une aventure extraconjugale à un moment donné de sa vie [144].

Pire encore pour les maris, les recherches indiquent que les femmes sont plus susceptibles de concevoir lorsqu'elles commettent un adultère que lorsqu'elles ont des relations sexuelles dans le lit conjugal [145].

Les tests ADN montrent qu'entre 5 et 30 % des bébés nés de femmes mariées états-uniennes et britanniques sont issus d'autres hommes que leur mari [146]. En Allemagne, ce chiffre serait d'environ 10 %. Comme la loi n'autorise l'utilisation des résultats comme preuve que si les tests ont été effectués

avec le consentement de la femme, il s'agit probablement d'une sous-estimation [147]. Ce n'est pas pour rien que, selon le droit rabbinique, la judéité d'un enfant juif est toujours déterminée par celle de sa mère. Ce n'est pas pour rien que les tentatives de changement de cette règle se heurtent à l'opposition déterminée des rabbins orthodoxes. Ils craignent à juste titre que, si des tests de paternité sont effectués, le nombre d'enfants juifs ne diminue de façon spectaculaire [148].

En résumé, le simple fait de devenir un homme est une entreprise risquée. Même lorsqu'elle est couronnée de succès, les hommes restent le sexe superflu tant avant qu'après le coït. De ce fait la plupart des hommes ont une conscience aiguë. Il en est résulté toute une littérature sur les mondes sans hommes, alors que le nombre de tentatives de création de mondes sans femmes est très proche de zéro. Comme le soutenait Darwin, les facteurs biologiques rendent les femmes plus difficiles à satisfaire sexuellement que les hommes [149]. Comme les hommes ressentent plus fortement le besoin de faire l'amour avec le plus grand nombre de femmes possible, le mariage implique pour eux un sacrifice bien plus important que pour les femmes, surtout lorsque la monogamie est la règle. Mariage ou non, « le pouvoir phallique est un implacable tapis roulant implacable qui menace de s'effondrer à tout moment » [150]. Enfin, les performances sexuelles de la femme sont supérieures à celles de l'homme, pour ne rien dire de sa capacité à avoir une progéniture dont la paternité, jusqu'à présent, pouvait rarement être établie avec certitude.

3. Lutter et subvenir aux besoins

Chez tous les animaux, les cellules sexuelles mâles doivent rechercher les femelles les moins mobiles, soit à l'intérieur du corps, comme chez les mammifères, soit à l'extérieur, comme chez les poissons. Que le ciel nous préserve d'interpréter cela comme une preuve que les cellules sexuelles féminines sont moins « actives » que les cellules mâles ! En fait, le type d'activité qu'elles exercent est différent. Les spermatozoïdes se battent entre eux pour atteindre les ovules. Les ovules restent en place et, au moyen des structures en forme de doigts qui sont fixées à leurs parois, « décident » lesquels admettre et lesquels refouler. Ainsi, pour les cellules sexuelles mâles, la vie elle-même commence par une compétition ; sur les dizaines de millions d'entre elles qui entrent dans la course, une seule vivra.

Avant de répandre son sperme dans la matrice, les mâles doivent d'abord s'affronter pour avoir accès à une ou plusieurs femelles fertiles et la ou les monopoliser dans la mesure du possible. Les mathématiques de la compétition varient selon les espèces, mais le principe lui-même est très répandu. Les fourmis mâles et les abeilles mâles luttent entre elles pour avoir accès à la reine. Dans de nombreuses espèces de poissons, les mâles poursuivent les femelles et prennent des couleurs éclatantes pour attirer leur attention. Il en va de même dans de nombreuses espèces d'oiseaux et de

mammifères. Dans cette lutte, de nombreux mâles adoptent des caractères particuliers ; par exemple, leurs canines, leur crinière, leurs bois changent de forme ou de couleur. La femelle, à moins qu'elle ne soit violée (ce qui n'est pas totalement inconnu chez les animaux) [151], se contente d'observer. A la fin du combat, elle donnera son approbation au vainqueur en s'accouplant avec lui.

La nécessité absolue qui impose au mâle de se battre pour avoir accès aux femelles a souvent un coût élevé pour lui. Chez certains mammifères, tels que les kangourous, les moutons de montagne, les cerfs et les éléphants de mer, elle entraîne des combats qui peuvent causer des blessures mortelles. Le perdant peut s'attendre au minimum à perdre son rang ainsi qu'à être exclu des meilleurs terrains de chasse, ce qui entraîne une réduction de son espérance de vie. De plus, la sélection sexuelle opère souvent à contre-courant d'autres forces évolutives [152]. Un mâle, à cause de la taille disproportionnée que prennent certains de ses membres, des couleurs éclatantes qu'il prend ou des sons particuliers qu'il émet, lorsqu'il est en rut, peut très bien perdre une partie de sa mobilité ou devenir plus vulnérable aux prédateurs. En d'autres termes, il peut perdre la vie en essayant d'attirer une femelle.

Le fait qu'il développe certains caractères et se livre à certaines activités dont la seule justification est la parade peut en outre lui coûter très cher en ressources biologiques. Pour citer les exemples les plus connus, chaque année le paon perd à la fin du mois de juillet les plumes de sa queue, qui repoussent au printemps suivant, le cerf perd ses bois à la fin de l'hiver, qui repoussent au mois d'août suivant [153]. En somme, les mâles montrent leurs aptitudes biologiques en s'adonnant à des types d'exhibition qui ne sont pas essentiels à leur survie [154] ; plus le changement de couleur ou de forme que subit un animal durant le rut a un coût élevé pour lui, plus il prouve sa capacité à supporter ce coût. Sa situation est comparable à celle d'un homme qui conduit une Mercedes flambante neuve. Bien qu'une telle voiture ne soit pas essentielle aux déplacements de son propriétaire, elle démontre sa puissance mieux que ne le ferait une modeste Chevrolet ou une Volkswagen. Au volant de sa Mercedes, le propriétaire montre à la face du monde entier qu'il a un pouvoir d'achat que, les femmes l'espèrent, il partagera avec elles et leur progéniture.

Dans presque toutes les cultures, un homme doit investir pour une femme afin de l'attirer et de la garder. Pour attirer et garder un homme, une femme doit investir en elle-même [155]. Peu d'hommes, si tant est qu'il y en ait, peuvent faire leur chemin grâce à leur apparence ou à leur capacité à se faire des amis. Ceux qui y parviennent sont qualifiés d'escrocs. Ce n'est pas le cas des femmes, pour qui la beauté est souvent le moyen le plus rapide de réussir et dont les compétences sociales peuvent leur suffire pour maintenir leur mode de vie. Dans les grands magasins aux Etats-Unis, la superficie dédiée aux accessoires, bijoux et cosmétiques pour femmes est sept fois supérieure à celle qui est allouée aux produits masculins du même genre [156]. Ce n'est pas un hasard si la plupart des magazines de développement personnel sont lus par des femmes [157]. Ce n'est pas un hasard si la plupart des magazines qui expliquent comment faire carrière sont lus par des hommes. La manière dont un homme

réussit est sans importance ; la récompense est toujours des femmes aux lèvres entrouvertes et aux décolletés profonds. Ainsi, la compétition entre les hommes, même si elle implique un développement personnel, qui peut prendre la forme du culturisme, finira par les conduire à donner. En fin de compte, les hommes sont surtout jaugés à leurs poches. En revanche, le terrain principal sur lequel les femmes luttent entre elles est celui de l'épanouissement personnel. Leur but est que les hommes paient pour elles, acte qui est par définition égocentrique.

Dans de nombreuses sociétés, le contrôle des capacités de reproduction d'une femme incombe à sa famille. Une jeune femme peut se donner à un homme parce qu'elle éprouve de la passion pour lui ; c'est pour cette raison que Juliette s'est donnée à Roméo. En revanche, dans de telles circonstances, ses parents ou d'autres membres de sa famille ont beaucoup plus tendance à avoir des considérations pratiques à l'esprit. Les légendes de nombreux peuples parlent de souverains qui organisaient des concours pour marier leurs filles. Dans l'épopée irlandaise *The Tain*, le héros, Cuchulainn, doit tuer vingt-quatre hommes – dont chacun peut tout aussi bien le tuer – pour obtenir le droit de parcourir le « doux pays » des seins de sa bien-aimée. Par la suite, une femme nommée Medb abuse éhontément de sept hommes différents en leur promettant à chacun sa fille en mariage [158]. Nombre de ceux qui participaient à ces compétitions y étaient mis à mort de diverses manières exotiques. Il n'est pas que dans les mythes que les femmes se marient, ou sont accordées en mariage, aux meilleurs combattants. Dans la Rome antique, les gladiateurs à succès recevaient le même genre d'attention des femmes que les stars actuelles du football. Dans de nombreuses sociétés tribales, mais pas seulement dans les sociétés tribales, les femmes accordent leurs faveurs aux guerriers qui accomplissent des prouesses, à titre temporaire avant le mariage ou de manière permanente après.

Le prix de la fiancée est un autre aspect de la compétition que les hommes se livrent pour avoir accès aux femmes. Dans la Bible, Jacob a dû servir Laban pendant sept ans avant d'obtenir sa fille, Leah et sept autres avant d'obtenir finalement son véritable amour, Rachel. De nos jours, le prix de la fiancée continue à être pratiqué par de nombreuses tribus d'Afrique noire, ainsi que dans certaines régions d'Océanie et d'Australie. Elle peut être de nature symbolique et ne durer qu'une journée, comme chez les Ngondi de Rhodésie et les Baganda du Kenya. Elle peut également durer jusqu'à 20 ans et épuiser les ressources d'un homme, comme chez les Goba de la vallée du Zambèze [159]. La période en question est stipulée à l'avance et commence plusieurs années avant que le mariage puisse avoir lieu. Il n'y a aucune garantie que le jeune homme obtiendra ce qu'il veut, car la femme ou ses parents peuvent changer d'avis entre-temps.

Certains considèrent le prix de la fiancée et la dot comme un système que les hommes âgés utilisent pour contrôler les jeunes. D'autres pensent que ce système vise à rassurer les maris qui ne sont pas « très sûrs » que leurs femmes ne s'enfuient pas pendant les premières étapes du mariage [160]. En ce qui concerne plus particulièrement le Japon, d'autres voient un lien entre le faible taux de divorce dans ce

pays et le fait que, avant qu'un mariage puisse avoir lieu, le marié ou sa famille doit déboursier jusqu'à 30 000 dollars (1999) [161]. Quoi qu'il en soit, dans toutes les sociétés, ce sont les hommes et non les femmes qui doivent travailler et payer pour se marier. A cet égard, comme à tant d'autres, ils sont les bêtes de somme de l'humanité. Non seulement Cuchulainn a dû risquer sa vie vingt-quatre fois, mais il a également dû effectuer « le saut du saumon », « deux fois son poids en or » [162] sur le dos.

Stimulée et encouragée par les femmes, cette compétition est susceptible de façonner toute la vie d'un homme. Le vainqueur peut acquérir du pouvoir, des richesses et une meilleure estime de soi. Cependant, même pour le vainqueur, les récompenses sont douces-amères. Les qualités mêmes qui sont nécessaires pour remporter la victoire, comme l'agressivité, la ruse et l'implacabilité, sont susceptibles d'isoler les vainqueurs, ce qui les empêche quasiment d'avoir de véritables relations avec les hommes ou les femmes. Souvent, l'homme qui est au sommet de la hiérarchie sociale est celui qui a le moins d'amis. Il n'y a peut-être jamais eu d'homme plus puissant que Joseph Staline. En Union Soviétique, même ses plus proches acolytes reculaient d'effroi devant lui et, à l'étranger, il provoquait la même réaction en menaçant de faire marcher les cinq cent divisions de son armée et, plus tard, de faire pleuvoir les bombes atomiques. C'est la même personne qui, dans un documentaire, est filmé un verre de vodka à la main à une représentation privée d'une célèbre ballerine. Après le spectacle, il n'a même pas pris la peine de coucher avec elle ; après tout, cela n'aurait rien prouvé.

Pour Staline et ses semblables, subvenir aux besoins de leur famille n'était pas un problème. Cependant, pour beaucoup d'autres hommes, à l'époque comme aujourd'hui, subvenir aux besoins de leur famille représente la chose la plus difficile qu'ils feront dans toute leur vie. Chez certaines espèces d'oiseaux, les mâles sont monogames et nourrissent leur femelle pendant la parade nuptiale ou le nichage [163], mais, même chez ces oiseaux, il s'agit d'un arrangement temporaire, qui ne dure pas toute leur vie. En revanche, les mâles de la plupart des espèces de mammifères s'éloignent simplement de la femelle après l'accouplement, n'ayant fourni à leur progéniture que leurs gènes. Seuls quelques-uns, dont les gorilles, les gibbons et les tamarins à selle, s'occupent d'elle. Encore ne s'agit-il pour eux que de jouer avec les jeunes, si et quand ils sont d'humeur à le faire. Chez aucun primate, à l'exception de l'homme, il n'est question que le père pourvoie aux besoins de sa progéniture. Par rapport à la taille du corps de leur mère, les bébés humains sont énormes, ce qui explique que l'accouchement est à la fois difficile et dangereux, d'autant plus que la bipédie a rendu le canal de naissance relativement plus étroit chez la femme (Qu'en est-il chez l'autruche et le pingouin ? N.D.E.) [164] qu'il ne l'est chez la femelle des autres mammifères. Chez aucune autre espèce de mammifère l'enfant n'est aussi impuissant à la naissance et sa croissance n'est aussi longue. Cela est vrai dans l'absolu et par rapport à la durée de vie globale. Même les jeunes les plus précoces dans les sociétés les plus simples n'atteindront guère l'étape ultime du processus de croissance avant leurs 14/15 ans [165]. C'est presque certainement la raison pour laquelle nos ancêtres chasseurs-cueilleurs ont conclu l'arrangement, que l'on ne trouve chez aucune autre espèce, par lequel les mâles subviennent durablement aux besoins, non seulement de leur

progéniture, mais aussi de la mère (pour accorder quelque crédit à cette explication, il faut évidemment croire à la fable de l'évolutionnisme. N.D.E.).

Aujourd'hui encore, tout bien considéré, une mère ou un père qui essaie d'élever seul ses enfants est confronté à une grave difficulté. Il ou elle aura beaucoup plus de mal à élever des enfants en bonne santé et équilibrés [166]. Pour aider les femmes à faire face à la situation, les hommes subviennent à leurs besoins en permanence, du mariage à la tombe et au-delà. Que l'union soit polygame ou polygyne, qu'elle soit contractée dans une société de chasseurs-cueilleurs ou dans une société post-industrielle, que les mariés soient chrétiens ou musulmans, bouddhistes ou animistes, quels que soient l'époque, le lieu et la culture, à la seule exception peut-être de l'éphémère expérience communiste, l'homme entretient une (ou parfois plusieurs) femmes et sa (leur) progéniture. Quant à la polyandrie, qui échappe à la règle générale, elle se retrouve dans moins de 1 % des sociétés. Dans la grande majorité des cas, les hommes épousent une ou plusieurs femmes. Dans ces conditions, ils sont censés leur céder une grande partie, voire la majeure partie, de leur subsistance. Dans les pays occidentaux, si les hommes abandonnaient leur famille, il en résulterait une augmentation de leur revenu disponible pouvant aller jusqu'à 75 % [167]. Dans l'ensemble de la nature, il n'existe pas d'arrangement plus exigeant et plus altruiste.

Étant donné l'immense fardeau sous lequel ils ploient, il n'est guère surprenant que certains hommes aient du mal à faire constamment face à la vie ou que presque tous aient du mal à faire face à la vie à certains moments. Une série de solutions à ce problème ont été proposées qui varient selon la culture et l'inclination personnelle et présentent plus ou moins de danger, tant pour les hommes eux-mêmes que pour la société. Plusieurs de ces solutions seront examinées ici, des moins dangereuses aux plus dangereuses.

Tout d'abord, il y a le recours à l'imagination. Elle peut prendre de nombreuses formes, de la lecture de l'Illiade à la pratique d'un jeu informatique. En tout temps et en tout lieu, les hommes et les femmes ont rêvé de « héros du futur », bien que pour des raisons différentes. Ce qu'il veut être, elle veut l'avoir. Des jeux du cirque jusqu'au Super Bowl, en passant par les tournois médiévaux, la fonction des sports de spectacle n'a guère changé. Ils fournissent aux hommes des héros auxquels ils peuvent s'identifier, ce qui détourne leur attention de la réalité, du moins temporairement.

La pornographie elle aussi peut être comprise comme une sous-catégorie du fantastique. Elle est souvent utilisée par des hommes qui se sentent incapables de se procurer les femmes qu'ils désirent, afin de se créer une sorte d'univers dans lequel ils sont omniscients et tout-puissants [168]. Elle peut aussi représenter une tentative de pénétrer le mystère de la féminité – « le grand gouffre du néant »,

comme l'a appelé un jour l'auteur états-unien Henry Miller [169] – ou de stimuler des performances sexuelles qui déclinent. Il est vrai que les femmes ont également recours à la pornographie, parfois en compagnie ou sur l'insistance d'hommes dont elles espèrent stimuler l'intérêt de cette manière. Cependant, il suffit de se rendre au kiosque à journaux le plus proche pour constater qu'elle concerne beaucoup plus d'hommes que de femmes. La pornographie gay est abondante [170]. En revanche, la pornographie lesbienne n'existe pratiquement pas. Si l'on en croit les psychanalystes, les femmes ne réagissent pas de la même manière à la pornographie. En particulier, elles ne semblent pas particulièrement friandes de scènes où sont utilisées la force et la contrainte [171].

Une autre solution est le crime. Dans le monde entier, beaucoup plus d'hommes que de femmes deviennent des criminels. Pour ne citer qu'un exemple, en Grande-Bretagne, au cours des années 1990, les hommes ont commis 84 % de tous les crimes enregistrés, 92 % des crimes violents et 97 % des cambriolages [171bis]. À l'âge de 25 ans, un quart des hommes ont été condamnés pour un délit ou un autre [172]. La question est de savoir pourquoi [173]. Pour une part, la réponse est à rechercher dans la biologie et plus particulièrement dans les propriétés des hormones masculines. Cependant, de nombreux sociologues pensent que les propensions criminelles des jeunes hommes reflètent les difficultés plus grandes qu'ils rencontrent pour trouver leur place dans le monde. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, le fait que les hommes commettent plus d'actes délictueux peut également refléter le traitement plus sévère que leur inflige la société dès la naissance.

Les problèmes des hommes peuvent être aggravés par le fait que la vie urbaine moderne ne leur permet pas de tirer pleinement parti de leur avantage le plus important par rapport aux femmes : leur courage et leurs prouesses physiques. Dans les sociétés plus simples, ces qualités permettent aux hommes d'acquérir le statut d'adulte. Mis devant l'obligation d'atteindre des objectifs difficiles, voire impossibles, par des moyens qui les handicapent et traités de mauviettes ou de perdants en cas d'échec, il n'est guère étonnant que certains d'entre eux cherchent à le faire par des voies illégales. Tout bien considéré, plus la famille dont ils sont issus est modeste, plus ils ont de chances d'y parvenir. Inversement, la nécessité d'avoir de l'argent à claquer pour les filles serait l'un des moteurs du commerce de la drogue [174].

Un crime dont il faut parler dans ce contexte est le viol [175]. Dans le cas de personnes qui se connaissent – ce qu'on appelle le viol par une connaissance – il peut être inapproprié de parler de « viol ». Même les opposantes les plus déterminées au viol admettent que 50 % des femmes qui ont été violées l'ont été par des personnes qu'elles connaissaient [176]. Certaines études avancent un chiffre beaucoup plus élevé. Un homme peut avoir ce qu'il croit être une relation sexuelle consensuelle avec une femme et la quitter dans les termes les plus amicaux, pour se retrouver accusé de viol le lendemain, voire des années plus tard. Il n'est pas étonnant que, selon les policiers chargés de la répression des délits sexuels, la quasi-totalité des hommes arrêtés pour ce crime semblent très surpris de l'accusation

invoquée à leur rencontre. Dans certains cas, c'est pour se venger d'un homme qui a refusé ses avances qu'une femme l'accuse de l'avoir violée. Que l'on songe à cet égard à Joseph et à la femme de Putiphar dans la Bible. Comme l'a dit une universitaire, les fausses allégations sont « une très vieille stratégie féminine » [178].

Mis à part ces cas, il n'en demeure pas moins que le viol existe. Des rapports états-unien et britanniques affirment que la grande majorité des violeurs sont des ouvriers célibataires non qualifiés et sans emploi [179]. Si cela est vrai, cela signifierait que le viol est le seul moyen pour les hommes de posséder des femmes qui les méprisent et ne veulent pas avoir de relations sexuelles avec eux. Dans d'autres cas, en particulier ceux qui comportent divers types d'actes sadiques, le viol peut représenter une façon pour un homme d'utiliser une femme pour se venger d'autres femmes [180]. Quel qu'en soit le motif, le viol indique très souvent l'incapacité de l'auteur à se faire aimer, son insécurité, son mécontentement et son impuissance [181].

La dernière possibilité qui s'offre aux hommes est de renoncer à la vie. Lorsque les statistiques sur le suicide ont commencé à être recueillies au XIXe siècle, on a constaté que les hommes étaient plus susceptibles de se donner la mort que les femmes. D'autres hommes peuvent se laisser dépérir, comme le personnage principal la nouvelle d'Herman Melville, *Bartleby* [182], *Bartleby*, commis aux écritures dans un cabinet de Wall Street, décide un jour d'arrêter de travailler et de s'occuper de lui-même. Son état commence à se détériorer, à la grande horreur de son employeur, qui joue le rôle de narrateur et dont la propre morosité augmente à mesure qu'il raconte l'histoire. Ayant résisté aux prières instantes qui lui avaient été faites par son patron de se ressaisir, *Bartleby* finit sa vie recroquevillé aux « Tombes », comme on surnommait alors la prison de Manhattan [183], où, refusant de s'alimenter, il meurt de faim. L'histoire a probablement touché une corde sensible chez de nombreux hommes au cours des cent cinquante ans qui ont suivi sa publication. Le sort des hommes est un dur labeur sans fin dont les fruits sont largement consommés par les autres. Plus les hommes donnent, plus on leur en demande. S'ils subissent un revers de fortune, ils risquent de perdre à la fois les fruits de leur labeur et ceux à qui ils les ont donnés. Le plus terrifiant dans le roman de Melville est peut-être que, parfois, le comportement et le destin de *Bartleby* peuvent tenter même l'homme le plus actif et le plus prospère.

En fin de compte, la seule façon pour les hommes d'échapper à leur fardeau est la vieillesse. Dans la République de Platon, c'est un vieil homme, Céphale, qui ouvre la discussion. En réponse à une question, il explique combien il est heureux d'être débarrassé de la passion « enragée et sauvage » du sexe [184] ; il est enfin capable de mener une vie tranquille et de se sacrifier aux dieux. De même, dans l'art chinois, un motif célèbre est celui des vieillards chauves, gros, souriants assis confortablement dans la position du lotus. Ils sont arrivés à un point où ils n'ont plus rien à craindre, sauf de manger à volonté ; pour les plus chanceux d'entre eux, ils semblent presque flotter dans l'air. Mais, pour atteindre un âge avancé dans d'aussi bonnes conditions, il faut être capable de porter le fardeau et de survivre à la

concurrence. Chez les humains, comme chez les singes [185], la route de la tranquillité est jonchée de cadavres d'hommes.

En résumé, les mathématiques de la reproduction ont fait de la femme le sexe privilégié. Ces mêmes mathématiques ont créé chez les hommes un besoin désespéré de posséder des femmes et de se battre entre eux pour elles. Des centaines de milliers d'années d'évolution ont fortement programmé cette compétition dans leurs gènes [186]. La compétition est particulièrement féroce dans les sociétés polygames, qui, historiquement, ont toujours été les plus nombreuses. Dans ces cultures, de nombreux hommes ne peuvent se marier que tardivement, si tant est qu'ils se marient jamais. Entrés en compétition les uns avec les autres peu après la puberté, ils le restent pendant la plus grande partie de leur vie adulte. La compétition peut prendre la forme d'un combat, d'un travail ou d'un paiement. Quelle que soit la forme qu'elle prend, dans presque tous les cas, elle implique l'obligation de pourvoir à la subsistance. Que ce soit en matière de risques, de ressources, de richesses ou de santé, le prix que les hommes paient pour cette compétition est faramineux. Il n'est donc pas étonnant que, dans certains cas, ils s'y livrent en recourant à des moyens non conventionnels ou l'abandonnent tout simplement.

4. Devenir un homme

Dans tout, sauf la grossesse, l'accouchement et l'allaitement, c'est le sexe masculin qui porte le plus lourd fardeau. Dans leur jeunesse, les hommes doivent être plus ou moins séparés de force de leur mère pour être capables d'endosser un jour le rôle d'homme adulte – déraciné du paradis maternel, comme l'a dit un psychiatre [187]. Ensuite, ils se retrouveront condamnés à affronter d'autres hommes, sur le plan de la prise de risques, de la réussite professionnelle ou de la pourvoyance, pour obtenir les faveurs des femmes. Dans un certain sens, ils resteront toujours le sexe superflu. Comme une érection, la virilité ne peut être considérée comme acquise, mais doit être réaffirmée jusqu'à ce que la vieillesse la rende insignifiante. Compte tenu de tout cela, comment la société traite-t-elle les hommes ? Est-ce qu'elle les aide et leur facilite la vie ? Ou, au contraire, leur met-elle encore plus de bâtons dans les roues ?

Tout d'abord, la redoutable rupture avec la mère. « Un second sevrage, nous révèle à ce sujet Simone de Beauvoir, moins brutal, plus lent que le premier, soustrait le corps de la mère aux étreintes de l'enfant ; mais c'est aux garçons surtout qu'on refuse peu à peu baisers et caresses ; quant à la fillette, on continue à la cajoler, on lui permet de vivre dans les jupes de sa mère, le père la prend sur ses genoux et flatte ses cheveux ; on l'habille avec des robes douces comme des baisers, on est indulgent à ses larmes et à ses caprices, on la coiffe avec soin, on s'amuse de ses mines et de ses coquetteries : des contacts charnels et des regards complaisants la protègent contre l'angoisse de la solitude. Au petit garçon, au contraire, on va interdire même la coquetterie ; ses manœuvres de séduction, ses comédies agacent.

‘Un homme ne demande pas qu’on l’embrasse... Un homme ne se regarde pas dans les glaces... Un homme ne pleure pas’. lui dit-on, On veut qu’il soit ‘un petit homme’ ; c’est en s’affranchissant des adultes qu’il obtiendra leur suffrage, Il plaira en ne paraissant pas chercher à plaire. Beaucoup de garçons, effrayés de la dure indépendance à laquelle on les condamne, souhaitent alors être des filles ; au temps où on les habillait d’abord comme elles, c’est souvent avec des larmes qu’ils abandonnaient la robe pour le pantalon, qu’ils voyaient couper leurs boucles, Certains choisissent obstinément la féminité, ce qui est une des manières de s’orienter vers l’homosexualité (...) » [188].

Le processus de différenciation des sexes commence avant même la naissance. Les femmes qui se savent être enceintes d’un garçon ont beaucoup plus tendance à déclarer que le fœtus fait des mouvements « énergiques » que celles qui se savent porter une fille [189]. La plus grande vigueur attribuée aux garçons peut expliquer pourquoi, lorsqu’ils sont bébés, ils ont beaucoup plus tendance à être réprimés, dénigrés, menacés et disciplinés [190]. Plus tard, les parents ont plus tendance à pousser les garçons à explorer activement leur environnement et, ce faisant, à prendre certains risques. Les jeunes garçons de nombreuses autres espèces sont soumis à des pressions similaires ; la méthode qui consiste à exiger davantage des garçons est peut-être inscrite dans nos gènes [192]. En revanche, les filles ont tendance à être protégées contre les dangers de toutes sortes, qu’il s’agisse de grimper aux arbres, de faire de la balançoire, de faire du vélo ou de sortir seules la nuit. Elles sont également plus susceptibles de bénéficier de meilleures conditions de vie que les garçons. En Grande-Bretagne, par exemple, les garçons sont plus susceptibles que les filles de souffrir de la promiscuité, du manque de commodités et d’un soutien psychologique insuffisant [193]. Les garçons ne mettent pas longtemps à comprendre que leurs parents leur rendent la vie plus difficile, ni à en comprendre les raisons profondes. Les recherches montrent que, à l’âge de 4 ans, ils veulent déjà être des « durs à cuire » [194].

Pire encore pour les garçons, s’ils sont perçus comme « difficiles », ce qui est souvent synonyme de « vigoureux », la différence de traitement s’accroîtra en conséquence [195]. Le même comportement de la part d’une petite fille et d’un petit garçon peut amener les adultes à soutenir et à réconforter la première et à châtier ou à discipliner le second. À l’inverse, l’échec est beaucoup plus susceptible d’être toléré chez les filles, mais dénoncé, combattu et puni chez les garçons. Les garçons sont quatre fois plus susceptibles que les filles d’être sanctionnés par les enseignants pour des actes agressifs [196] ; selon un psychologue, « ils mettent plus de temps à réagir aux difficultés et à s’adapter » [197] ; ce ne sont là que des euphémismes pour dire que, pratiquement dès la naissance, les garçons sont proportionnellement beaucoup plus susceptibles d’être malmenés que câlinés.

De nombreuses sociétés utilisent des rites d’initiation pour séparer les garçons de leur mère. Comme le disent certaines tribus, l’objectif est d’exciser leur « substance féminine » [198]. Par conséquent, tant que les femmes n’y participent pas, la nature précise des rites n’a pas beaucoup d’importance. La première étape peut consister à faire sortir les novices de la hutte de leur mère et à leur interdire d’y

entrer à nouveau [199]. Ensuite, ils sont amenés dans un lieu sacré à l'extérieur du village, ou bien enfermés dans une maison dans laquelle aucune femme ne peut entrer. Là, on leur dévoile des « secrets » d'hommes qu'ils ne doivent jamais divulguer, même aux femmes qui leur sont les plus proches et les plus chères [200]. L'initiation terminée, les jeunes se voient offrir des vêtements, des ornements et des accessoires spéciaux, qui représentent leur nouveau statut d'homme [201].

Un deuxième aspect de l'initiation, étroitement lié au premier, consiste à tester les garçons avant de leur accorder le statut d'homme à part entière. Comme cela se fait dans d'innombrables sociétés à travers le monde [202], ils peuvent être forcés à s'humilier en se rasant les cheveux et parfois les poils pubiens. Ils peuvent aussi être forcés à prendre des poses ridicules, à réciter des formules d'autodérision ou à se déshabiller devant leurs aînés. D'autres épreuves consistent à les faire souffrir de la faim, de la soif, du froid, à les priver de sommeil ou à leur entailler, mutiler et tatouer le corps au prix de « terribles » souffrances [203]. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, les hommes de certaines tribus étaient connus pour escalader une tour, se faire attacher une corde aux jambes, puis plonger la tête la première dans le vide. Ce rite serait à l'origine du saut à l'élastique, mais, comme la pratique traditionnelle n'était guère aussi sûre que la pratique moderne, le plongeon était une véritable épreuve de force.

Dans de nombreux endroits du monde, le clou de l'initiation masculine consiste en la circoncision ou en une autre forme de mutilation génitale. Sauf chez les Juifs, l'opération est généralement pratiquée sur des garçons âgés de 6 à 12 ans. Comme l'objectif est de vérifier que le garçon peut la supporter sans broncher, tout est fait en sorte pour qu'elle soit douloureuse. S'il échoue au test, il se déshonore et déshonore sa famille. Les femmes des tribus australiennes ont déclaré à un chercheur qu'elles refuseraient d'épouser un homme qui ne l'aurait pas subi [204]. Un voyageur du XIXe siècle a affirmé avoir assisté en Arabie à une cérémonie au cours de laquelle un jeune homme debout se faisait peler la peau du pénis en présence de sa femme, qui jouait du tambour accroupie. Elle avait le droit de se séparer de lui s'il remuait ou gémissait [205].

Dans la littérature, il est relativement difficile de trouver des récits de première main sur les rites initiatiques féminins. D'après ceux qui y font allusion, il semble qu'ils aient tendance à être une partie de plaisir par rapport à ceux auxquels sont soumis les hommes. L'humiliation n'y entre pas pour une grande part – au pire (ou au mieux, selon les cas. N.D.E.), la fille doit se déshabiller en présence d'autres femmes. Il n'est pas non plus question de lui faire mal. En général, tout se résume à mettre l'initiée à l'isolement pendant quelques jours, après qu'elle a eu ses premières règles. A la fin de cette période de confinement, elle est lavée, ointe et reçoit des vêtements et des articles de décoration féminins qui symbolisent son statut de femme mariable [206]. Certaines sociétés marquent et mutilent les organes génitaux féminins de diverses manières. Cependant, les sexes ne sont absolument pas logés à la même enseigne à cet égard non plus. Quel que soit son but, l'excision n'est pas un test de caractère ou de résistance. Celles qui la subissent sont autorisées et même censées crier comme des diables.

Dans la Chine impériale, l'Égypte médiévale et l'Europe chrétienne depuis le début du Moyen âge, les garçons de la classe supérieure âgés de 6 à 8 ans étaient souvent placés dans des institutions spéciales. Ces institutions étaient souvent militaires, monastiques ou militaro-monastiques. Les écoles modernes qui en sont les descendantes ressemblent souvent à des prisons ou à des camps de concentration. Elles sont équipées de fenêtres à barreaux, de terrains de rassemblement, de murs et de portes fortifiées. Les candidats peuvent être soumis à des tests de courage, des tests d'endurance ou aux deux. Par exemple, les écoles nazies destinées à l'élite (sous le National-Socialisme, il n'existait aucune école « destinée à l'élite », mais des écoles destinées à former une élite ; plus de 90% des membres de la SS étaient d'origine paysanne. N.D.E.) subordonnaient l'admission des garçons de 12 ans à la condition qu'ils nagent dix mètres d'un trou à l'autre sous la glace [207]. Jamais dans l'histoire on n'a exigé quelque chose de semblable des filles (jamais dans l'histoire il n'y a eu d'écoles militaires pour les femmes. N.D.E.).

Une fois admis dans l'une ou l'autre des institutions moyenâgeuses dont il a été question plus haut, qu'elles aient été religieuses ou militaires [207bis], les garçons étaient soumis à un entraînement de plusieurs années, qui comprenait des épreuves comme la privation de sommeil, le jeûne forcé, les punitions corporelles et des exercices physiques exténuants. À cela s'ajoutaient (et s'ajoutent toujours) pour eux des exercices mentaux tels que la méditation, la maîtrise des langues étrangères, l'apprentissage par cœur de textes difficiles ou incompréhensibles et la confession répétée de leurs pensées les plus intimes. Sans compter la surveillance constante, l'absence de vie privée et le harcèlement. L'agogé, c'est-à-dire l'éducation spartiate, était si rude qu'Aristote la jugeait plus adaptée aux bêtes qu'aux hommes. À l'époque comme aujourd'hui, de nombreux exercices ne servaient qu'à rendre la vie difficile à ceux qui y étaient soumis, sous le couvert de la « formation du caractère » – expression qui n'était souvent qu'un euphémisme pour désigner les mauvais traitements – et sous le prétexte d'aider les élèves à nouer des liens à la foi entre eux et avec l'institution (l'exemple, quoi qu'on pense de l'agogé, ne pouvait pas être plus mal choisi : en effet, à Lacédémone, les exercices physiques étaient imposés, non seulement aux hommes, mais aussi aux femmes. Plus bas, l'auteur exprimera des vues plus nuancées sur l'éducation spartiate. N.D.E.).

Les garçons qui n'entraient ni dans les écoles militaires ni dans les écoles monastiques n'en étaient pas moins souvent plus ou moins soumis à l'obligation scolaire. Maintenant que la mixité existe dans la plupart des pays, les écoles peuvent ne pas apparaître comme des institutions particulièrement menaçantes. Mais, historiquement, dans les écoles de garçons, la situation était souvent bien différente. En Grèce comme à Rome, les « chefs de la jeunesse », qui étaient soit des esclaves, soit des affranchis, jouaient du bâton pour enfoncer dans le crâne de leurs élèves le peu de connaissances qu'ils possédaient. Dans l'art antique, le bâton est devenu la marque de fabrique du maître d'école. Le poète romain Martial, décrivant les bruits du bâton des maîtres d'école avec l'exagération qu'on lui connaît,

écrivait : « (l)'airain ne résonne pas avec plus de fracas sur l'enclume du forgeron qui met en selle la statue d'un avocat ; moins bruyantes sont, dans le grand Amphithéâtre, les clameurs frénétiques des partisans d'un gladiateur victorieux » [208]. Dans l'Angleterre médiévale, les écoliers étaient connus sous le nom de « poulains sauvages » et étaient régulièrement battus [209]. Un de ceux qui a fait l'expérience directe de ce genre de discipline était Erasme de Rotterdam (1466-1536). Plus tard, il a écrit un livre entier sur la nécessité de l'abolir.

En partie parce qu'elles étaient considérées comme moins difficiles et plus dociles et en partie parce que, comme le suggéraient les manuels d'éducation allemands du XVIIIe siècle, battre les filles n'était tout simplement pas agréable [210], les filles, quelle qu'ait été leur classe sociale, étaient beaucoup moins susceptibles de subir des châtiments corporels. Ce n'est pas pour rien que la douceur et la pureté de la peau des filles de la classe supérieure est devenue proverbiale. Elles recevaient leurs premières leçons et souvent toutes leurs leçons de leur mère ou d'autres femmes de leur famille. En Europe, au début des temps modernes et, dans certains endroits, jusqu'au XXe siècle, les filles de la classe supérieure vraiment aisée recevaient des cours particuliers à la maison [211].

Un autre type d'éducation pour les garçons consistait en l'apprentissage. Dès le Moyen-âge, il y avait beaucoup de compagnons en Europe, mais les récits historiques ne mentionnent que rarement les compagnonnes. Même lorsque les jeunes femmes quittaient la maison, elles avaient tendance à rester à proximité afin de ne pas perdre le contact avec leur famille [212]. Une fois en apprentissage, peut-être contre leur gré pour certains, les garçons entraient dans un univers étrange. Ils pouvaient y passer de nombreuses années à faire les travaux les plus subalternes pour une rémunération faible, si même ils en bénéficiaient d'une [213]. Quel qu'ait été l'arrangement, il est clair qu'il pouvait causer beaucoup de souffrances. Ce sont les jeunes hommes de ce groupe qui auraient inventé l'expression de « mal du pays » au début du XIXe siècle [214]. Les filles aussi pouvaient se mettre en apprentissage. Cependant, dès le Moyen-âge, elles avaient le privilège de pouvoir rester à la maison [215]. Au fil des siècles, le nombre d'apprenties a diminué dans toute l'Europe [216]. A l'époque moderne, peut-être retrouve-t-on un écho de cet écart entre le nombre d'apprentis et le nombre d'apprenties dans le fait que, jusqu'à récemment, deux fois plus de filles que de garçons restaient à la maison jusqu'au mariage [217].

Comme les garçons, certaines filles pouvaient suivre un enseignement relativement formel sans avoir à quitter le foyer. Et, comme les garçons, certaines filles recevaient une éducation en dehors de la maison, par exemple dans les couvents. Au XIIIe siècle, Maïmonide parlait de salles de classe entièrement remplies de filles. En visitant la ville indienne de Hinawr au début du XIVe siècle, le voyageur arabe Ibn Battuta a remarqué qu'elle comptait vingt-trois écoles de garçons et treize écoles de filles [219] ; les femmes, dit-il, connaissaient toutes le Coran par cœur. En Allemagne, suite à l'appel de Luther à fournir une « instruction en allemand ou en latin », les écoles de garçons et les écoles de filles se sont développées en parallèle. Chaque fois qu'une municipalité ou une communauté fondait une institution

pour les garçons, ce n'était qu'une question de temps avant qu'une institution équivalente ne soit créée pour les filles qu'ils comptaient épouser plus tard.

À partir de la fin du XVe siècle, une grande quantité d'ouvrages ont été publiés sur l'éducation des filles. En 1800, selon un expert, « le nombre et la variété des possibilités d'éducation offertes aux filles à l'intérieur et à l'extérieur de leur foyer parental ou autre défiait l'imagination » [220]. Cependant, conformément aux préférences des parents et pas seulement à celles des pères, les filles étaient moins nombreuses que les garçons à fréquenter l'école. En accord avec les demandes de la société, le seul type d'institution d'enseignement qui leur était fermé était l'école militaire. La plupart des écoles militaires ont été créées dans les années 1740. Elles accueillaient les garçons à partir de 12 ans et étaient réputées pour leur caractère spartiate et leur discipline féroce. C'est pour qu'elles conservent cette discipline féroce et ce caractère spartiate que les filles en étaient exclues. Maintenant que les écoles militaires sont devenues mixtes, la dureté qui y régnait autrefois a largement disparu. [221] C'est que, selon les universitaires qui y enseignent sans rien connaître à la guerre, les méthodes de formation militaire spartiates sont « arbitraires et inutiles » [222]. Il n'est donc pas étonnant que, au cours des dernières décennies, presque chaque fois que des troupes occidentales ont été envoyées combattre dans des pays « en voie de développement », elles aient été battues à plates coutures.

La plupart des écoles de filles ont été conçues sur le modèle des écoles de garçons. Jusqu'au XIXe siècle, la principale matière enseignée aux jeunes des deux sexes était la religion. Puis sont venues la lecture, l'écriture et l'arithmétique. Comme les filles de la classe moyenne étaient censées aider leurs futurs maris à tenir leur comptabilité et à exercer d'autres activités du même genre, l'enseignement était en grande partie similaire pour les deux sexes. La différence résidait dans le fait que les conditions d'admission auxquelles les filles devaient satisfaire et les programmes conçus à leur intention étaient généralement moins exigeants. Dans les petites classes, on leur apprenait à lire, mais pas à écrire. Comme les historiens se fondent généralement sur la capacité d'une personne à signer de son nom pour déterminer les taux d'alphabétisation, ils ont peut-être exagéré les différences d'éducation entre les sexes [223]. Les filles n'étaient pas tenues d'étudier des matières difficiles comme le latin, le grec, les mathématiques ou les sciences naturelles, mais il ne manquait pas d'écoles qui les enseignaient à celles dont les parents souhaitaient qu'elles les étudient [224].

Ce que toutes les écoles de filles avaient en commun, c'était une atmosphère détendue. Pour reprendre les mots de la grande féministe Mary Wollstonecraft, directrice d'une de ces écoles pendant un temps, elles y étaient « pour la première fois chouchoutées » [225]. Les garçons, eux, étaient mis à l'épreuve, souvent avec une cruauté barbare. Plus une matière était difficile, plus elle était facultative pour les filles et moins son étude était approfondie, si elles choisissaient de l'étudier. C'était aussi vrai aux États-Unis qu'en Russie avant la révolution [226]. Il n'était pas rare que les garçons soient obligés de doubler une classe, tandis que, avant l'avènement de la mixité, le doublement concernait rarement les filles. Un

enseignant qui faisait « trembler la chair d'une jeune fille sous la baguette ou la férule... (était) susceptible d'être accusé de sévérité excessive. Tout cela explique pourquoi les mémoires des étudiantes du XIXe siècle, contrairement à ceux des étudiants, contiennent rarement des expressions de haine féroce envers l'école [228].

Bien des différences d'éducation entre les garçons et les filles peuvent être attribuées au fait que les écoles de filles n'étaient pas censées les préparer à l'université, qui, à de rares exceptions près, était fermée aux femmes. Cela ne veut pas dire que l'enseignement supérieur était directement discriminatoire à l'égard des femmes. Premièrement, jusqu'à la seconde moitié du XXe siècle, la grande majorité des hommes ne fréquentaient pas non plus l'université. Deuxièmement – et c'est plus important – les universités étaient destinées à ceux qui devaient gagner leur vie. Par conséquent, les fils des grands et des riches ne les fréquentaient pas plus que leurs sœurs. Tout juste n'étaient-elles pas autorisées à faire le Grand Tour, de peur qu'elles n'y soient séduites et n'en rentrent enceintes. Leur éducation était souvent aussi bonne, ou aussi mauvaise, que celle de leurs frères.

Au cours du XIXe siècle, les États-Unis ont été le premier pays à adopter la mixité. D'autres pays ont fini par leur emboîter le pas et ont commencé à soumettre les enfants à l'obligation scolaire à partir de 1850. La profession d'enseignant s'est massivement féminisée. En 1900, les trois quarts des enseignants des écoles publiques des États-Unis étaient des femmes. Vingt ans plus tard, 90 % [229]. Pour la première fois dans l'histoire, un grand nombre de garçons ont commencé à être formés par des femmes ; plus l'enseignement intégré se développait, plus ils étaient susceptibles d'être traités comme des filles. Il en est résulté que les garçons ont été tout simplement désavantagés, soit parce qu'ils se développaient plus lentement, soit parce qu'ils étaient physiquement plus actifs et avaient plus de mal à passer des heures interminables en classe, soit encore parce qu'ils vivaient comme une humiliation le fait de devoir être en compétition avec les filles [230].

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, les filles avaient de meilleurs résultats que les garçons à l'école primaire [231]. Depuis lors, il en va de même dans les écoles secondaires de presque tous les pays [232] et on observe actuellement la même tendance dans les universités. Dans le même temps, l'importance des notes s'est érodée. Ceux qui ont visité les États-Unis au XIXe siècle ont remarqué que les écoles, qui étaient mixtes, avaient tendance à accorder moins d'importance aux résultats que les écoles européennes [233]. Dans l'ensemble du monde développé aujourd'hui, il est interdit de faire des critiques à un étudiant et encore moins de mettre un « F » à une copie. A mesure que les écoles ont admis les filles, qui, en moyenne, ont moins l'esprit de compétition que les garçons, elles ont été obligées de s'adapter pour répondre à leurs besoins.

Avec le temps, cependant, les garçons ont laissé derrière eux l'atmosphère suffocante de l'école, avec son personnel enseignant composé en grande majorité de femmes, pour suivre des chemins différents. À moins qu'ils n'aient été issus de familles aisées, la plupart des garçons étaient poussés à prendre un travail rémunéré au début ou au milieu de l'adolescence. Il n'en est pas allé de même pour les filles, qui, considérées comme les porteuses de la culture, n'étaient pas censées occuper un emploi. Il leur était beaucoup plus facile d'acquérir une éducation ; en effet, l'éducation elle-même était considérée comme un luxe destiné aux filles qui n'avaient pas à gagner leur vie. Les garçons qui osaient montrer leur amour du savoir en étaient souvent méprisés ; certains étaient traités de mauviettes et punis. Ces pressions expliquent pourquoi, durant la seconde moitié du XIXe siècle, les filles ont commencé à être plus nombreuses que les garçons à l'école primaire [234]. Parmi les élèves du secondaire, l'écart était encore plus grand. Cela n'est pas surprenant, étant donné que l'enseignement secondaire était parfois gratuit pour les filles ; en revanche, les parents des garçons devaient payer des frais de scolarité [235]. En 1900 aux Etats-Unis, il y avait trois fois plus de filles que de garçons dans les institutions d'enseignement secondaire [236].

A St Louis, qui, vers 1900, était considéré comme une grande ville progressiste. 23 % pour cent des filles euro-américaines de 16 ans, mais seulement 15 % des garçons du même âge et du même milieu, fréquentaient l'école. Dans le monde du travail, les chiffres étaient diamétralement opposés : 73,7 % des garçons, mais seulement 46,9 % des filles, avaient un emploi [237]. Les contemporains étaient bien conscients que les femmes avaient plus de possibilités d'étudier que les hommes [238] ; certains pensaient que c'était la raison pour laquelle les garçons, « chassés de la salle de classe », se concentraient sur l'athlétisme, « le seul domaine où la suprématie masculine est incontestable » [239]. Ces différences ont persisté. En 1950, le nombre moyen d'années de scolarisation chez les 25 ans et plus était de 9,6 ans pour les femmes contre seulement 9 ans pour les hommes [240]. À ce jour, les filles sont plus nombreuses que les garçons à obtenir leur diplôme de fin d'études secondaires. Comme il existe plus d'établissements d'enseignement réservés aux filles que d'établissements d'enseignement réservés aux garçons, les filles ont également plus de possibilités de faire des études « collégialement » [241].

À l'époque et dans les lieux où les filles s'inscrivaient dans des écoles mixtes, il leur était généralement plus facile qu'aux garçons d'y être admises. Elles bénéficiaient également de meilleures conditions, suivaient des programmes moins exigeants, étaient soumises à une discipline moins sévère et pouvaient obtenir leur diplôme avec peu ou pas d'efforts. Non contentes de ces avantages, elles ou leurs professeurs exigeaient que des matières telles que la cuisine et le nettoyage comptent autant pour l'obtention de bourses et l'admission à l'université que le latin et l'algèbre [242]. Lorsque les filles ont commencé à être scolarisées avec les garçons, elles ont continué à s'orienter vers des programmes d'études moins exigeants ou perçus comme tels. Par exemple, elles étudiaient les sciences humaines plutôt que les sciences exactes. C'est peut-être pour cela aussi que, en moyenne, les filles ont longtemps obtenu des notes plus élevées. Si les filles étaient éduquées séparément des garçons, on prétendait

qu'elles étaient victimes de discrimination. Si elles étaient éduquées avec les garçons, on disait que leurs besoins particuliers n'étaient pas satisfaits [243].

Lorsque les femmes ont commencé à être admises dans les universités, rien n'a changé à cet égard. L'Oberlin College, fondé en 1833 pour former des prêtres, a été le premier au monde à offrir un enseignement supérieur aux femmes. Et, dès le début, les étudiantes ont été dispensées du calcul, qui était considéré comme la matière la plus difficile de toutes. D'aucuns diront que les mathématiques n'étaient pas d'une grande utilité aux séminaristes d'Oberlin, mais on voit beaucoup moins comment ils étaient censés se passer du grec et du latin. Ces mesures n'avaient pas pour but de discriminer les femmes, mais plutôt de les attirer. En effet, dès que, en 1837, quatre femmes ont demandé à suivre les cours jusque-là réservés aux hommes, leur demande a été acceptée. Néanmoins, la grande majorité des femmes ont continué à s'inscrire au cours pour les femmes, qui était plus facile [244].

Au XIXe siècle, d'autres collèges de femmes ont bâti leurs programmes d'études de la même manière. Wellesley, fondée en 1875, a d'emblée prétendu être aussi bonne que n'importe quelle école de garçons. Mais, contrairement aux écoles de garçons, Wellesley n'exigeait pas de celles qui souhaitaient s'y inscrire la connaissance d'un sujet aussi « redoutable » que le grec. Bien que les conditions d'admission à Vassar et à Bryn Mawr aient été sévères, le grec n'était exigé ni dans l'une ni dans l'autre de ces institutions [245]. En fait, de toutes les premières universités pour femmes, seul le Smith College a rivalisé avec les universités pour hommes. Fondé en 1871, il s'est retrouvé pratiquement sans étudiants au bout de quelques années et a alors dû faire des économies [246]. Dans les années 1950 encore, seule une très petite minorité d'universités pour femmes présentait les études comme un moyen de « développer la curiosité intellectuelle et l'amour de la connaissance » dans les catalogues qu'elles utilisaient pour attirer les étudiants [247].

Selon Mabel Newcomer, professeur d'économie à Vassar qui a étudié la question à la fin des années 1950, « les universités pour filles dans leur ensemble fournissaient de meilleurs dortoirs et des jardins et des terrains plus élaborés que les autres universités ». Elles faisaient des économies ailleurs. Les salons des dortoirs des filles sont susceptibles d'être redécorés à intervalles réguliers par des professionnels, même si les salles de classe, où les étudiantes passent plus de temps à étudier qu'elles n'en passent dans les salons, restent miteuses et peu attrayantes. Si les professeurs résident dans les dortoirs des élèves, leurs quartiers sont plus élégants que ce que tout ce que leurs collègues peuvent s'offrir avec leur propre salaire ; et les bureaux des professeurs ont tendance à être aussi nus que les cellules d'un monastère.

Pour justifier ces commodités, Newcomer a affirmé que « ce serait donner de la confiture aux cochons que d'en faire profiter les hommes », qui n'ont pas besoin de « soubrettes » pour les servir, mais sont ravis de manger dans les cafétérias. Bien que les frais de scolarité soient plus élevés dans les universités pour hommes que dans celles pour femmes, lorsqu'on y ajoute le prix du logement et des repas, la situation s'inverse : les hommes dépensent plus pour étudier, les femmes pour mener une vie agréable. Vivre comme une femme a non seulement un prix, mais c'est aussi un prix disproportionné qui est payé par les autres. À l'époque, deux tiers des hommes qui fréquentaient l'université, mais seulement la moitié des femmes, contribuaient aux coûts de leur propre éducation [248]. Jusqu'en 1987, les femmes recevaient plus d'aide financière pour effectuer leurs études que les hommes [249].

Pour se préparer à gagner leur vie, les hommes choisissaient des domaines tels que l'ingénierie, l'agriculture et le droit. Pour se préparer à devenir des femmes au foyer ou, si elles ne trouvaient pas de mari, à enseigner, les femmes choisissaient les arts ménagers et l'éducation [250]. En 1961 encore, seul un faible pourcentage d'étudiantes états-uniennes se préoccupait de gagner sa vie [251]. Tout ce qu'elles espéraient était de trouver un joli boulot dans un bureau où elles pourraient rencontrer leur futur compagnon. Nombre d'entre elles passaient directement de l'université au domicile de leur mari, si elles n'interrompaient pas leurs études pour se marier. Dans l'ensemble, la même tendance a persisté jusqu'à aujourd'hui. Aux États-Unis, comme dans d'autres pays, les hommes forment la grande majorité des étudiants en ingénierie et en sciences naturelles. À l'inverse, les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans les sciences humaines et, plus récemment, dans de nombreuses sciences sociales également [252].

Les féministes ont souvent imputé la tendance des femmes à se concentrer sur les sciences humaines au fait que la société les « oriente » dans cette direction. En fait, c'est généralement le contraire qui se produit. Même enfants, les filles ont plus de chances d'être admises dans la compagnie de garçons que l'inverse [253]. Dans le passé, les tentatives visant à attirer davantage de femmes dans les métiers techniques et les sciences naturelles n'ont pas réussi à changer la situation [254]. Aujourd'hui encore, les filières les plus exigeantes de l'enseignement supérieur, comme l'ingénierie et la physique, sont celles qui comptent le moins d'étudiantes [255]. Hormis les théories concernant les différentes capacités intellectuelles des sexes, qui sont actuellement si démodées qu'un président de Harvard a été licencié pour les avoir mentionnées, deux explications à cet état de fait viennent à l'esprit. Premièrement, si les filles reçoivent une éducation différente, c'est peut-être que, à force d'avoir été gâtées et dorlotées depuis la naissance, elles finissent par se détourner de tout sujet qui est ou est réputé difficile. On dit qu'elles le font avec « une ingéniosité et une détermination extrêmes » [256]. Deuxièmement, relativement peu de femmes envisagent de nourrir une famille. Par conséquent, les objectifs qui les poussent à choisir les matières susmentionnées sont autres que celui de faire une carrière lucrative ; en d'autres termes, les femmes sont plus libres d'étudier ce qu'elles aiment.

Beaucoup de femmes font des études de sciences humaines ou de sciences sociales parce que ces domaines sont considérés comme faciles. Lorsque les choses se corsent, elles abandonnent souvent, sinon pendant leurs études, du moins plus tard, alors qu'elles essaient de gravir les échelons universitaires. Les autres ont tendance à entrer dans des ghettos féminins comme les universités communautaires (community colleges), les départements d'études de genre et certains autres départements dont le personnel et la fréquentation [257] sont presque entièrement féminins. Les femmes sont également sur-représentées dans des spécialités médicales « accessibles », telles que la pédiatrie, la psychiatrie et la médecine générale [258]. Des enquêtes menées dans plusieurs pays confirment que les femmes universitaires sont en moyenne considérablement moins productives que leurs collègues masculins [259]. L'incapacité ou la réticence des femmes à rivaliser avec les hommes peut expliquer pourquoi, même dans les cinq dernières universités pour femmes des États-Unis, les professeurs titulaires sont en majorité des hommes. Cela explique également pourquoi les concours et les prix universitaires réservés aux femmes ont une longue histoire [261].

À l'inverse, les rares femmes qui font preuve de courage et se consacrent à des domaines « difficiles » nient explicitement être victimes de discrimination [262]. Souvent, elles font leur travail aussi bien que leurs collègues masculins [263]. Pourtant, même dans ces domaines, les prix Nobel, qui reflètent entre autres des efforts et des sacrifices exceptionnellement importants, sont principalement décernés à des hommes. Selon certaines analyses, le fait que les hommes soient beaucoup plus disposés à suivre des cursus qui exigent beaucoup plus de travail et procurent des récompenses plus grandes est le résultat direct de leur rupture forcée avec leur mère. D'autres pensent que cela est lié aux hormones masculines, en particulier la testostérone, qui les rendent en moyenne plus agressifs et plus ambitieux [264]. Faisant ainsi d'eux, pour suivre le raisonnement de l'auteur, d'excellents partis. N.D.E.].

Quoi qu'il en soit, nous avons vu que, pour préparer les hommes aux lourds fardeaux qu'ils doivent porter à l'âge adulte, la société leur impose, dès leur premières années, des charges qui ne cessent de s'alourdir à mesure qu'ils grandissent. Les garçons ont tendance à être négligés et grondés, les filles dorlotées, choyées et réconfortées. Ces différences sont renforcées par des rites d'initiation dans certaines sociétés et par le système scolaire dans d'autres. A une certaine époque, seuls les garçons subissaient une éducation spartiate. Une fois que les filles ont été admises dans les écoles de garçons, il n'a pas fallu longtemps pour que les femmes commencent à enseigner dans ces établissements et pour qu'ils perdent leur caractère spartiate.

Une fois que les femmes sont devenues majoritaires dans le corps enseignant (la parité, toujours la parité. N.D.E.), les garçons ont été encore plus discriminés. Incapables de faire face à la plus grande turbulence des garçons, les enseignantes ont fait ce qu'elles pouvaient pour la réprimer [265]. Si, pendant les pauses, les filles ne participaient pas aux jeux des garçons, c'était, disait-on, parce qu'elles étaient exclues. En revanche, si elles y participaient, c'était, assurait-on, parce qu'elles étaient harcelées.

La répression et la discrimination auxquelles sont en butte les garçons constituent presque certainement une des raisons pour lesquelles, dans la plupart des cas, les garçons ont tendance à avoir de moins bons résultats scolaires que les filles [265bis]. Moins une école est exigeante et stimulante, meilleurs sont les résultats des filles.

Lorsque le moment vient enfin de leur donner le choix, les hommes et les femmes continuent de faire exactement ce que la société attend d'eux. Pour se préparer à devenir des épouses, dont le premier devoir est d'aider leur mari à faire son chemin dans le monde, les femmes sont proportionnellement plus nombreuses à se lancer dans les domaines qui leur permettront de se frayer un chemin dans la société sans trop d'embarras. De nos jours, il faut ajouter que les femmes doivent également réfléchir à la manière de gagner leur vie au cas où elles seraient amenées à divorcer (la société a prévu ce cas, notamment par les pensions alimentaires, prestations compensatoires et autres formes d'extorsion, sachant que la garde des enfants est accordée à la mère dans la plupart des cas. N.D.E.). En revanche, les hommes sont proportionnellement plus nombreux à se préparer à devenir des maris, dont le premier devoir est de subvenir aux besoins de leur femme, en se lançant dans des domaines difficiles à tous les points de vue.

5. Conclusions

Depuis le début des années 1970, une quantité considérable d'ouvrages a cherché à montrer que les femmes, en tant que femmes, sont méprisées, opprimées et discriminées par les hommes. Or, la vérité est tout autre. Que ce soit pour des raisons biologiques, psychologiques ou sociales, ce sont les femmes et non les hommes qui sont considérées comme particulièrement intéressants. Cela était aussi vrai vers 1300, lorsque le Pseudo-Albert-le-Grand a écrit *Des secrets des femmes*, que cela l'est qu'aujourd'hui. Que ce soit pour des raisons biologiques, psychologiques ou sociales, dans presque tous les domaines, beaucoup plus de livres sont publiés sur les femmes que sur les hommes. La proportion était la même dans le passé. À presque toutes les étapes de la vie, les femmes rendent la vie difficile aux hommes et les hommes eux-mêmes se tirent dans les pattes. Comme le même phénomène existe chez les primates, il se peut qu'il ait des causes génétiques (encore une fois, pour prendre en compte cette possibilité, il faut partager la croyance évolutionniste. N.D.E.). Quoi qu'il en soit, l'objectif est de préparer les hommes aux difficultés de l'âge adulte et, pour l'atteindre, il s'agit de leur rendre la vie difficile avant même qu'ils n'atteignent cet âge.

Le fait que les exigences sont moindres à l'égard des femmes peut être lié à la psychologie de l'accouplement. En effet, pour avoir accès à une femme, un homme doit être capable d'affronter la compétition et de payer. Tout bien considéré, plus ses performances sont élevées et plus il peut payer,

plus il a de chances d'impressionner la femme et ses proches. C'est aussi vrai chez les aborigènes australiens que dans les sociétés occidentales les plus avancées. En revanche, l'un des meilleurs moyens pour une femme d'attirer un homme est d'être seule, vulnérable et pauvre. Cela est particulièrement vrai si elle est jeune et belle et surtout si son sort peut être imputé non pas à elle-même, mais à un autre homme. Pour chaque homme qui a déjà « opprimé » une femme il y en a un autre qui est prêt à la sauver afin de gagner ses faveurs, même au péril de sa vie.

Pour une femme, faire des efforts, faire face aux difficultés et devenir indépendante n'est qu'un des moyens de trouver un partenaire. Pire encore, une telle démarche peut s'avérer contre-productive. Des études montrent que les étudiantes pensent que les hommes n'aiment pas les femmes qu'ils considèrent comme trop intelligentes [266] et elles ont peut-être raison. Comme on l'a dit, s'il est préférable pour une femme d'être belle plutôt qu'intelligente, c'est parce que les hommes sont plus doués pour regarder que pour penser. Aujourd'hui, comme au XIXe siècle [267], plus une femme est instruite et plus sa carrière est réussie, moins elle a de chances de se marier et d'avoir des enfants. Autrefois, la plupart des filles étaient éduquées séparément des garçons, fait que les contemporains justifiaient par la nécessité de préserver la décence. La preuve qu'ils avaient raison est que, maintenant que la mixité est devenue la norme, des garçons de 4 ans à peine risquent d'être accusés de harcèlement sexuel [268] ; c'est comme si leurs enseignants, qui sont presque tous des femmes adultes, voulaient les punir d'être des personnes de sexe masculin.

Tant qu'elles étaient éduquées séparément des garçons, les filles avaient la vie plus facile. Lorsque l'éducation est devenue mixte, elles ont continué à avoir la vie plus facile et, en raison de leur présence « humanisante » et « rassurante », tout le monde a fini par avoir eu la vie facile. Pour avoir tendance à mal se comporter, soit à cause du traitement plus sévère qu'ils recevaient, soit à cause du caractère peu stimulant de la vie scolaire, les garçons étaient punis. Aujourd'hui, ils sont drogués ; parmi les enfants atteints de divers problèmes de comportement, beaucoup plus de garçons que de filles se voient prescrire du Tranxène [269]. Tout ce qui vient d'être dit vaut pour l'Occident comme pour l'autre bout du monde ; il en allait déjà ainsi dans la Chine du début du XXe siècle [270] ; à une époque où la plupart des gens ne faisaient que quelques années d'école primaire ; à une époque où quarante pour cent d'un groupe d'âge donné fréquentait l'école ; à une époque où la plupart des jeunes entraient dans la vie active à l'adolescence ; à une époque où les « garçons » passaient des examens dans la trentaine et les « filles » du même âge n'étaient pas encore mères.

Pourtant, tôt ou tard dans la vie de la plupart des femmes, le moment vient où elles veulent tomber enceintes, mettre au monde des bébés et s'occuper de leur progéniture. De même, tôt ou tard dans la vie de la plupart des hommes, le moment vient où, sous peine de ne pas trouver de compagne ou de perdre celle qu'ils ont, les hommes doivent porter le fardeau supplémentaire qui résulte du fait que les femmes tombent enceintes, mettent des enfants au monde et s'occupent de leur progéniture. Alors

qu'hommes et femmes se préparent à ce moment, des écarts se créent dans le « capital humain », comme disent les spécialistes. Bon gré mal gré, la plupart des femmes se rangent ou entrent dans l'un des nombreux ghettos féminins, où elles sont en grande partie entre elles et où il y a moins de concurrence. Bon gré mal gré, la plupart des hommes travaillent d'arrache-pied dans tous les emplois qu'ils peuvent obtenir ou continuent leurs études pour se préparer à se disputer les postes plus importants, plus exigeants, plus difficiles et plus lucratifs que peut leur offrir la société [270bis]. Bien qu'il y ait quelques exceptions, la plupart des femmes s'installent dans une vie où elles sont nourries, logées, blanchies, entretenues et protégées. Bien qu'il y ait quelques exceptions, la plupart des hommes se jettent dans une vie qui n'a guère d'autre but que de pourvoir aux besoins des femmes et d'assurer leur protection.

Enfin, non seulement les hommes sont condamnés à entretenir les femmes, mais, comme les ressources sont toujours rares, ils doivent rivaliser avec les autres hommes. En plus des autres difficultés qu'elle implique, la concurrence empêche les hommes de s'ouvrir les uns aux autres ou aux femmes. La lourde charge qu'ils assument et le traitement sévère qu'ils reçoivent ne doivent pas être mentionnés. Plus le succès d'un homme est grand, plus cela est vrai. De l'homme on attend, comme le dit la formule consacrée, qu'il « endure sans broncher » – sans plus de précisions. S'il avoue ses difficultés à ses congénères, il est probable qu'ils le mépriseront s'il les avoue à des femmes, qu'elles l'éviteront [271]. Tout cela explique pourquoi les hommes pleurent beaucoup moins facilement que les femmes et pourquoi les hommes mariés, en particulier, sont moins susceptibles que tout autre groupe de demander une aide psychologique [272] (à des spécialistes qui, dans une écrasante majorité, sont des femmes. N.D.E.) [272bis]. Après tout, les hommes ont des responsabilités à assumer.

S'ils n'y arrivent pas, les premières personnes à les abandonner sont trop souvent leurs épouses. La nécessité des hommes de se faire concurrence explique également pourquoi les tentatives occasionnelles de créer des mouvements masculins n'ont pas été très fructueuses. Comme dans certains contes de fées, le mieux qu'un homme puisse espérer est de rencontrer un inconnu dans une auberge. Il peut lui offrir un verre de vin, lui confier ses soucis et espérer qu'il lui donnera un conseil judicieux. Dans une version de l'histoire, un homme en est réduit à se confier à un poisson. Pour certains lecteurs, certaines parties du présent chapitre, qui met l'accent sur les difficultés beaucoup plus grandes qu'il y a à devenir et à être un homme, peuvent sembler larmoyantes et apitoyantes. Si c'est le cas, cela ne fait que prouver ce que j'avance [272ter].

Martin van Creveld, *The Privileged Sex*, Space Independent Publishing Platform, 2013, traduit de l'anglais par B. K.

[114] William H. Masters et Virginia E. Johnson, *Human Sexual Response*, Reproductive Biology Research Foundation, St. Louis, MO, 1966, p. 217 ; voir aussi Andy Metcalf et Martin Humphries (éds.), *The Sexuality of Men*, Pluto, Londres, 1985, p. 49.

[115] Gay Robins, *Women in Ancient Egypt*, British Museum Press, 1993, Londres, p. 11. [116] Terrell Carver, *Gender Is Not a Synonym for Women*, Riener, Boulder, CO, 1996. [117] Voir R. E. Michod, *Eros and Evolution: A Natural Philosophy of Sex*, Helix, Reading, MA, 1998, chap. 6.

[118] Jared Diamond, *Why is Sex Fun? The Evolution of Human Sexuality*, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1997, p. 41.

[119] E. H. Herre et al., 'Sex Allocation in Animals', in S. C. Searns (éd.), *The Evolution of Sex and Its Consequences*, Birkhäuser, Bâle, 1987, p. 222 ; voir aussi David Crews, 'The Organizational Concept and Vertebrates Without Sex Chromosomes'. In *Brain Behavior and Evolution*, 42, 1993 [p. 202-14].

[120] I. Waldron, 'What Do We Know about the Causes of Sex Differences in Mortality?'. In *Population Bulletin of the United Nations*, 18, 1986 [p. 59-76].

[121] Nancy J. Chodorow, *Feminism and Psychoanalytic Theory*, Yale University Press, New Haven, CT, 1989 [p. 32-41] ; Walter Ong, *Fighting for Life*, Cornell University Press, Ithaca, NY, 1973, p. 71.

[122] Andrea Dworkin, *Pornography: Men Possessing Women*, New York, Plume, 1991, p. 49-51.

[123] R. E. Michod, *Eros and Evolution: A Natural Philosophy of Sex*, Addison-Wesley, Reading, MA, 1995, p. 41; Jared Diamond, op. cit., p. 46.

[124] Margaret Mead, *Male and Female: A Study of the Sexes in a Changing World*, Mentor, New York, 1949, p. 68, 72-3.

[125] Voir Frances Bartowski, *Feminist Utopias*, University of Nebraska Press, Lincoln, NE, 1989.

[126] Voir Josine H. Blok, *The Early Amazons: Modern and Ancient Perspectives on a Persistent Myth*, Brill, Leiden, 1995, p. 155 sqq., 167, 173, 223 sqq.

[127] Mary E. Bradley Lane, *Mizora: A Prophecy*, Dillingham Press, New York, 1890 (vers la même époque, le laideron britannique Frances Swiney [1847 –1922], écrivaine, féministe et théosophe, utilisait la liberté d'expression qui avait été accordée à son sexe par des sous-hommes pour suggérer que les hommes étaient les déchets du processus de reproduction et appeler à leur élimination. Cet androicide serait réalisé par la reproduction asexuée. De cette façon, pensait-elle, les femmes pouvaient espérer « l'extinction progressive de l'organisme masculin et l'assimilation du mâle à la femelle » (*The Cosmic Procession, Or, The Feminine Principle in Evolution: Essays of Illumination*, E. Bell, 1906, p. 73) ; il serait imprudent de penser que de telles vues sont tombées aux oubliettes. Il y a peu, le Dailymail ouvrait ses colonnes à une des filles spirituelles de Swiney ('Sorry chaps, but you're utterly redundant... (that's what feminists and scientists believe and humanity can go to hell)',

<https://www.dailymail.co.uk/columnists/article-395275/Sorry-chaps-youre-utterly-redundant-thats-feminists-scientists-believe-humanity-hell.html>, 11 juillet 2006. N.D.E.)

[128] Charlotte Perkins Gilman, *Herland*, Pantheon, New York, [réimpr.] 1979.

[129] Joanna Russ, *The Female Man*, Bantam Books, New York, 1978.

[130] Sally Miller Gearhart, *The Wanderground: Stories of the Hill Women*, Persephone Press, Watertown, MA, 1979.

[131] Marc Goldstein, 'Of Babies and the Barren Man'. In *Scientific American*, 10, 2, été 1999, p. 79.

[131bis] En cage ou au congélateur : <https://www.youtube.com/watch?v=J1dTWmosbXA>. Un peu d'humour norvégien à froid ne peut pas faire de mal.

[132] Sally M. Gearhart, 'The Future—If There Is One—Is Female', in Pam McAllister (éd.), *Reweaving the Web of Life*, New Society, Philadelphie, 1982, p. 266-84.

[133] Marge Piercy, *Woman on the Edge of Time*, Knopf, New York, 1976 ; Nelly Kaplan, 'Husbands, I Salute You', in Françoise Thébaud et al. (éds.), *A History of Women in the West*, vol. 5, Belknap, Cambridge, MA, 1994, p. 595-7.

[134] Robert L. Trivers, 'Parental Investment and Sexual Selection', in Bernhard G. Campbell (éd.), *Sexual Selection and the Descent of Man*, Aldine, Chicago, 1972, p. 136-79.

[135] Jared Diamond, op. cit., p. 38.

[136] Voir David D. Gilmore, *Manhood in the Making: Cultural Concepts of Masculinity*, Yale University Press, New Haven, CT, 1990, p. 85 ; Thomas Gregor, *Anxious Pleasures: The Sexual Lives of an Amazonian People*, Chicago University Press, Chicago, 1985, p. 200-1.

[137] Voir Natalie Angier, *Woman: An Intimate Geography*, Anchor, New York, 1999, p. 367.

[138] R. P. Michael et D. Zumpe, 'Potency in Male Rhesus Monkeys: Effects of Continuously Receptive Females'. In *Science*, 200, 1978, p. 451-3.

[139] Arland Thornton et Deborah Freedman, 'Changing Attitudes Toward Marriage and Single Life'. In *Family Planning Perspectives*, 14, novembre-décembre 1982 [p. 297-303]. [140] Voir Ethel Person, 'The Omni-Available Woman', in Gerald I. Fogel et al. (éds.), *The Psychology of Men*, Yale University Press, New Haven, CT, 1996, p. 82-3 ; Roger Horrocks, *Male Myths and Icons: Masculinity in Popular Culture*, St. Martin's, New York, 1995, p. 9, 14-5, 18.

[141] Betty Friedan, *Life So Far A Memoir*, Simon & Schuster, New York, 2000, p. 313.

[142] Patricia Crawford, 'Sexual Knowledge in England, 1500-1700', in Roy Porter and Mikulas Teich (éds.), *Sexual Knowledge, Sexual Science: The History of Attitudes to Sexuality*, Cambridge University

Press, Cambridge, 1994, p. 97-8 ; Roy Porter et Lesley Hall, *The Facts of Life: The Creation of Sexual Knowledge in Britain, 1650-1950*, Yale University Press, New Haven, CT, 1995, p. 213.

[143] Un exemple d'instructions écrites en hébreu à l'intention d'un époux juif orthodoxe se trouve dans Pi Ha'aton, 1.1.2001, p. 10.

[144] L. Wolfe, 'The Sexual Profile of the Cosmopolitan Girl', *Cosmopolitan*, septembre 1980, p. 254-65. Voir Andy Metcalf et Martin Humphries (éds.) op. cit., p. 116.

[145] Voir Robin Baker et Mark A. Bellis, *Human Sperm Competition: Copulation, Masturbation and Infidelity*, Chapman & Hall, New York, 1996.

[146] Jared Diamond, op. cit., p. 80.

[147] *Abendzeitung*, 4 septembre 20001, p. 5.

[148] Entretien avec Pnina Mizrahi, infirmière en chef de l'hôpital Hadassah à Jérusalem. [149] Charles Darwin, *The Descent of Man and Selection in Relation to Sex*, New York, Random House, New York, 1962 [1871], p. 579.

[150] Andy Metcalf et Martin Humphries (éds.), op. cit., p. 61.

[151] See Barbara Smuts, 'Male Aggression against Women: An Evolutionary Perspective'. In *Human Nature*, 3, 1992, p. 1-44.

[152] Voir Charles Darwin, op. cit., p. 579.

[153] S. J. Arnold, 'Quantitative Genetic Models of Sexual Selection: An Overview', in S. C. Stearns (éd.), *The Evolution of Sex and its Consequences*, Birkehäuser, Bâle, 1987, p. 290. [154] Amotz Zahavi, 'Mate Selection—A Selection for a Handicap'. In *Journal of Theoretical Biology*, 53, 1975 [p. 205-14] ; idem, 'The Cost of Honesty (Further remarks on the handicap principle)'. In *ibid*, 67, 1977 [p. 603-5].

[155] D. M. Buss, 'Sex Differences in Human Mate Preferences: Evolutionary Hypotheses Tested in 37 Cultures'. In *Behavioral and Brain Sciences*, 21, 1989, p. 1-49.

[156] Warren Farrell, *Why Men Are the Way They Are*, New York, Berkeley, 1988, p. 238.

[157] *Ibid*, p. 18-23.

[158] Thomas Kinsella (trad.), *The Táin*, Oxford University Press, Oxford, 1969, p. 27, 215.

[159] Voir, au sujet de l'Australie, Phyllis M. Kaberry, *Aboriginal Woman: Sacred and Profane*, Routledge, Londres, 1939, p. 97 ; voir, au sujet des Ngondi, J. A. Barnes, *Marriage in a Changing Society*, Rhodes-Livingstone Papers, Londres, n° 20, 1951, p. 67 ; au sujet des Baganda, Lucy P. Mair, *African Peoples in the Twentieth Century*, Russell & Russell, Londres, 1934, p. 82 ; des Goba, Chet S. Lancaster, 'Brideservice and Authority among the Goba (N. Shona) of the Zambezi Valley'. In *Africa*, 44, p. 51.

[160] Jane F. Collier, *Marriage and Inequality in Classless Societies*, Stanford University Press, Stanford, CA, 1988, p. 231 ; Wahiduddin Khan, *Woman Between Islam and Western Society*, London, Islamic Center, 1995, p. 230.

[161] Lionel Tiger, *The Decline of the Male*, St. Martin's Press, New York, 1999, p. 154.

[162] Thomas Kinsella (trad.), op. cit., p. 27.

[163] Voir Jared Diamond, op. cit., p. 37, 55, 56, 58, 72, 107 ; voir aussi Konrad Lorenz, *On Aggression*, Methuen, Londres, 1967, p. 108-9.

[164] William Leutenegger, 'A Functional Interpretation of the Sacrum of *Australopithecus Africanus*'. In *South African Journal of Science*, 73, 1977 [p. 308-10].

[165] Voir Sherwood L. Washburn, 'Longevity in Primates', in James L. McGaugh et Sara B. Kiesler (éds.), *Aging: Biology and Behavior*, Academic Press, New York, 1981, p. 11-29. [166] Voir Judith S. Wallerstein et al., *The Unexpected Legacy of Divorce*, Hyperion, New York, 2000, p. 358, 107-9, 250, 297.

[167] Lester Thurow, 'Companies Merge, Families Break Up', *The New York Times*, 9 septembre 1995.

[168] Andy Metcalf et Martin Humphries (éds.), op. cit., p. 53, 55, 57, 59, 161.

[169] Henry Miller, *Tropic of Cancer*, Grove Press, New York, 1961, p. 140.

[170] Voir Camille Paglia, *Vamps and Tramps*, Vintage, New York, 1994, p. 122-6.

[171] E. Person, 'The Omni-Available Woman and Lesbian Sex: Two fantasy themes and their relationship to the male developmental experience', in G. I. Fogel, F. M. Lane et R. S. Liebert (éds.), *The Psychology of Men*, Basic Books, New York, 1986, p. 73-4, 75-8, 83-4.

[171bis] Un bémol doit être mis à ces statistiques en ce qui concerne les crimes à caractère sexuel. Voir, pour une bibliographie sur le sujet,

<https://elementsdeducationraciale.wordpress.com/2017/12/10/postface-a-anatomie-du-pouvoir-feminin/>, note 15 et en particulier John Davis, *Female Sex Predators: A Crime Epidemic*, CreateSpace Independent Publishing Platform, 2015, dont la quatrième de couverture porte: « L'augmentation du nombre de femmes qui violent et commettent des agressions sexuelles atteint des proportions épidémiques. Les médias grand public tentent de l'ignorer. Les femmes exploitent le gynocentrisme et les privilèges féminins pour cacher leur agressivité sexuelle derrière des mythes et des stéréotypes sexistes ». Avant même les médias grand public, la première institution à l'ignorer est la magistrature. Serait-ce, pure hypothèse, parce que le nombre de magistrates, déjà très élevé, est en augmentation constante? N.D.E.

[172] Jeff Hearn, 'Troubled Masculinities in Social Policy Discourses: Young Men', in Jennie Popay et al. (éds.), *Men, Gender Divisions and Welfare*, Routledge, Londres, 1998, p. 44. [173] Voir James W. Messerschmidt, *Masculinities and Crime: Critique and Reconceptualization of Theory*, MD, Rowman & Littlefield, Lanham, 1993.

- [174] Voir Carl S. Taylor, *Dangerous Society*, Michigan State University Press, East Lansing, MI, 1989, p. 60.
- [175] Voir Paul Pollard, 'Sexual Violence Against Women', in John Archer (éd.), *Male Violence*, Routledge, Londres, 1994, p. 186-7 ; N. A. Groth, *Men Who Rape: The Psychology of the Offender*, Plenum, New York, 1979.
- [176] Susan Brownmiller, *Against Our Will*, Penguin Book, 1979, p. 400.
- [177] Menachem Amir, *Patterns in Forcible Rape*, University of Chicago Press, Chicago, 1971, p. 70 ; Barbara Toner, *The Facts of Rape*, Arrow Books, Londres, 1982, p. 176-7.
- [178] Voir Eileen B. Leonard, *Women, Crime and Society: A Critique of Theoretical Criminology*, Longman, New York, 1982, p. 45.
- [179] Richard Wright, 'The English Rapist', *New Society*, 17 juillet 1980.
- [180] Voir Diana Scully, *Understanding Sexual Violence*, Unwin Hyman, Boston, 1990, p. 162-3 ; V. Greendlinger et D. Byrne, 'Coercive Sexual Fantasies of College Men as Predictors of Self-Reported Likelihood to Rape and Overt Sexual Aggression'. In *Journal of Sex Research*, 23, 1987, p. 1-11.
- [181] Andy Metcalf et Martin Humphries (éds.), op. cit., p. 107.
- [182] Herman Melville, *Billy Budd and Other Stories*, Penguin, New York, 1986 [1853]. [183] Mes remerciements à Jonathan Lewy pour m'avoir appris ce fait peu connu.
- [184] Platon, *La République*, 329c.
- [185] Jared Diamond, *The Third Chimpanzee: The Evolution and Future of the Human Animal*, Harper Collins, New York, 1992, p. 132 ; Charles E. Oxnard, *Fossils, Teeth and Sex: New Perspectives on Human Evolution*, University of Washington Press, Seattle, WA, 1987, 252-4.
- [186] Margo Wilson et Martin Daly, 'An Evolutionary Psychological Perspective on Male Sexual Proprietariness and Violence Against Wives'. In *Violence and Victims*, 1, 28, février 1993, p. 271-94.
- [187] Roger Horrocks, op. cit., p. 15 ; voir aussi Andy Metcalf et Martin Humphries (éds.), op. cit., p. 147.
- [188] Simone de Beauvoir, *Le Deuxième Sexe*, t. 2, Gallimard, 1990 [1949], p. 252.
- [189] Carole R. Beal, *Boys and Girls: The Development of Gender Roles*, New York, McGraw-Hill, 1994, p. 278.
- [190] L. Cherry and M. Lewis, 'Mothers of Two Year Olds: A Study of Sex-Differential Aspects of Verbal Interaction', *Developmental Psychology*, 12, 1976 [p. 272-82].
- [191] Carole R. Beal, op. cit., p. 77.

- [192] Voir B. Mitchell et E. M. Brandt, 'Behavioral Differences Relate to Experience of Mother and Sex of Infants in the Rhesus Monkey', *Developmental Psychology*, 3, 1970 [p. 149] ; C. M. Berman, 'Variation in Mother-Infant Relationships: Traditional and Nontraditional Factors', in Meredith F. Small (éd.), *Female Primates: Studies by Women Anthropologists*, Liss, New York, 1984, p. 17-36 ; J. R. Walters, 'Transition to Adulthood', in Barbara Smuts et al., (éd.), *Primate Societies*, University of Chicago Press, Chicago, 1987, p. 193-5.
- [193] Voir Hilary Graham, 'Socio-Economic Change and Inequalities', in Ellen Annandale et Kate Hunt (éds.), *Gender Inequalities in Health*, Open University Press, Buckingham, 2000, p. 103, graphique 4.6 et p. 104, graphique 4.7.
- [194] R. Omark et M. S. Edelman, 'A Comparison of Status Hierarchies in Young Children: An Ethological Approach', *Social Science Information*, 14, 1975, p. 87-107.
- [195] P. J. Turner, 'Attachment to Mother and Behavior with Adults in Preschool'. In *British Journal of Developmental Psychology*, 11, 1993, p. 75-89.
- [196] Susan Golombok et Robyn Fivush, *Gender Development*, Cambridge University Press, Cambridge, 1994, p. 125.
- [197] L. S. Carli, 'Biology Does not Create Gender Differences in Personality', in Mary R. Walsh (éd.), *Women, Men and Gender*, Yale University Press, New Haven, CT, 1997, p. 49. [198] Fitz John Porter Pole, 'The Ritual Forging of Identity', in Gilbert H. Herdt (éd.), *Rituals of Manhood*, Transaction, New Brunswick, NJ, 1998, p. 123.
- [199] David. D. Gilmore, *Manhood in the Making: Cultural Concepts of Masculinity*, Yale University Press, New Haven et Londres, p. 85.
- [200] Gilbert H. Herdt, 'Fetish and Fantasy in Sambia Initiation', in Gilbert H. Herdt (éd.), op. cit., p. 79.
- [201] Deborah B. Gewertz, 'The Father Who Bore Me: the Role of Tsambunwuro during Chambri Initiation Ceremonies', » in Gilbert H. Herdt (éd.), op. cit., p. 298.
- [202] Voir Elisabeth Badinter, *X. De l'identité masculine*, Editions Odile Jacob, 1992, chap. 3.
- [203] Voir Jürg Schmidt et Christin Kocher Schmidt, *Söhne des Krokodils: Männerhausrituale und Initiation in Yensan, Zentral-Iatmul, East Sepik Province, Papua New Guinea*, Ethnologisches Seminar, Bâle, 1992, p. 114-6, 143, 158.
- [204] Phyllis M. Kaberry, *Aboriginal Woman: Sacred and Profane*, 2004, Routledge, Londres, p. 82.
- [205] J. L. Fischer, 'Semi-Castration on Ponape', in *Proceedings of the Seventh International Congress of Anthropological and Ethnological Science*, 3-10 août 1964, 8, 1965, p. 95.

[206] Voir Gisele Simard, 'The Case of Mauritania: Women's Productive activities in Urban Areas—A Process of Empowerment', in Parvin Ghorayshi et Claire Belanger (éds.), *Women, Work and Gender Relations in Developing Countries: A Global Perspective*, Greenwood, Westport, CT, 1996, p. 159.

[207] Johannes Leeb, *Wir waren Hitlers Eliteschüler*, Heyne, Munich, 1999, p. 62.

[207bis] Il est absurde de mettre sur le même plan écoles militaires et écoles monastiques, Dans les premières, les exercices physiques ont une finalité pratique, tandis que, dans les secondes, ils font partie d'une technique de mortification et constituent à ce titre des châtiments ou des pénitences. Cela étant dit, il est indéniable que la scolarisation est une forme de dressage qui constitue un des aspects importants de la formation du Léviathan : « Le développement de l'institution scolaire du XVIIe au XIXe siècles participe de la diffusion d'un modèle transversal de quadrillage du monde social, de nouvelles techniques de pouvoir qui permettent un contrôle rationalisé, ou, si l'on veut, en relisant cette histoire sur un mode plus paradoxal, un contrôle civilisé, au sens d'Elias. Cette mutation, qui prend appui sur une vision de l'homme comme lieu d'investissement de la science et de la technique, est en un sens la traduction d'une intention collective : 'au point de départ, on peut donc placer le projet politique de quadriller exactement les illégalismes' » (Jean-Claude Bourdin, Michel Foucault: savoirs, domination et sujet, Presses universitaires de Rennes, 2008, p. 114)

« Sous l'Ancien Régime, chaque couche sociale bénéficiait d'une marge d'impunité qui pouvait prendre deux formes : l'une, statutaire, se matérialisait par l'existence de privilèges accordés à certains groupes, l'autre, imposée par la pratique, consistait à octroyer un espace de tolérance résultant soit de l'incapacité du pouvoir à réprimer les auteurs de délits, soit d'un 'consentement muet' destiné à préserver l'ordre social (l'illégalisme populaire des paysans cherchant à éviter l'impôt était par exemple toléré par la bourgeoisie qui s'efforçait, elle aussi, d'échapper aux règles fiscales). Avec le développement du capitalisme, la bourgeoisie a cessé de tolérer les infractions propres aux milieux populaires (vols, rapines, brigandages). L'économie des pénalités s'est alors restructurée autour de l'opposition entre les 'illégalismes de biens' (vols, transferts violents de propriétés) entraînant des châtiments prononcés par des tribunaux ordinaires, et les 'illégalismes de droit' (fraudes, évasions fiscales, opérations commerciales irrégulières) relevant de juridictions spéciales et pouvant bénéficier de transactions, d'accommodements et d'amendes atténuées » (Anthony Amicelle et Carla Nagels, 'Les arbitres de l'illégalisme : nouveau regard sur les manières de faire du contrôle social', *Champ pénal/Penal field* [En ligne], Vol. XV | 2018, mis en ligne le 20 novembre 2018, consulté le 01 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/champpenal/9774> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/champpenal.9774>).

« La loi, remarque Foucault, n'est pas faite pour empêcher tel ou tel type de comportement, mais (au moins en partie) pour différencier les manières de tourner la loi elle-même » (Roger-Pol Droit, Michel Foucault: entretiens, Editions Odile Jacob, 2004, p. 70). A partir du XVIIe siècle, le pouvoir, sous l'influence de la bourgeoisie montante, va progressivement se réserver le privilège de cette « loi », tout en réduisant, en circonscrivant et en « quadrillant » les espaces où le tiers-Etat pouvait l'ignorer ou la violer (voir Jean-Claude Bourdin, op. cit., p. 114 sqq. ; voir aussi Véronique Castagnet-Lars, 'L'histoire des élèves en France du XVIe au XVIIIe siècle : des acteurs dans l'ombre des institutions scolaires', in Jean-

François Condette et id. [dir.], *Histoire de l'éducation*, vol. 2, n° 150, 2018 [p. 35 à 72]). Ils ont été réduits à une peau de chagrin au fil des siècles, jusqu'au point où, par exemple, chaque année des contribuables aux revenus modestes se voient infliger une amende pour avoir omis de déclarer quelques centimes aux impôts. Foucault se trompait-il donc, lorsqu'il déclarait que, pour se perpétuer, le pouvoir devait absolument conserver des « espaces » d'illégalisme à chaque classe sociale? Non. Ces « espaces » existent toujours, quadrillés par des algorithmes de plus en plus puissants et même ne cessent de se dilater et de condenser des illégalismes qui constituent d'ailleurs souvent des illégalités pures et simples, mais ils sont en quelque sorte informellement réservés à deux catégories de la population : la clientèle du pouvoir et les immigrés d'origine extra-européenne [N.D.E.].

[208] *Epigrammes*, IX,68.

[209] James B. Given, *Society and Homicide in Thirteenth-Century England*, Stanford University Press, Stanford, CA, 1977, p. 196.

[210] Peter Petschauer, *The Education of Women in Eighteenth-Century Germany*, Lewinston, NJ, Edwin Mellen, 1989, p. 486-7.

[211] Barbara Miller Solomon, *In the Company of Educated Women: A History of Women and Higher Education in America*, Yale University Press, New Haven, CT, 1985, p. 64.

[212] Theodor Penners, 'Bevölkerungsgeschichtliche Probleme der Land-Stadtwanderung'. In *Braunschweigische Jahrbuch*, 37, 1956, p. 68.

[213] Robert Campbell, *The London Tradesman*, Gardner, Londres, 1747, p. 23.

[214] Harvey S. Graf, *Conflicting Paths: Growing Up in America*, Harvard University Press, Cambridge, MA, 1995, p. 34.

[215] Steven A. Epstein, *Wage Labor and Guilds in Medieval Europe*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC, 1991, p. 118 ; P. J. P. Goldberg, 'For Better or Worse': Marriage and Economic Opportunities for Women in Town and Country', in P. J. P. Goldberg (éd.), *Woman is a Worthy Wight: Women in English Society, 1200-1500*, Sutton Publishing Ltd., Phoenix Mill, 1992, p. 111, 112.

[216] Debora Simonton, *A History of European Women's Work, 1700 to the Present*, Routledge, Londres, 1998, p. 51, 53 ; O. Jocelyn Dunlop, *English Apprenticeship and Child Labor*, Unwin, Londres, 1912, p. 151.

[217] Warren Farrell, *op. cit.*, p. 168, 292.

[218] Voir Shlomo D. Goitein, *A Mediterranean Society*, vol. 5, University of California Press, Berkeley, CA, 1971, p. 183, 185.

[219] A. L. Hussain (trad.), *The Rehlah of Ibn Battuta*, Baroda, Oriental Institute, 1953, p. 179.

[220] Peter Petschauer, *The Education of Women in Eighteenth-Century Germany: New Directions from the German Female Perspective*, Edwin Mellen Press Ltd, 1989, p. 105.

[221] Voir Brian Mitchell, *Women in the Military: Flirting with Disaster*, Regnery, Washington, 1998, p. 61-2, 64, 227-8.

[222] Virginia Valian, *Why So Slow? The Advancement of Women*, MIT Press, Cambridge, MA, 1999, p. 253.

[223] Walter H. Small, 'Girls in Colonial New England'. In *Education*, 22, 1902, p. 533 ; Walter H. Small, *Early New England Schools*, Ginn, Boston, 1914, p. 278.

[224] Anthony Fletcher, *Gender, Sex and Subordination in England, 1500-1800*, Yale University Press, New Haven, CT, 1995, p. 373.

[225] Mary Wollstonecraft, *A Vindication of the Rights of Woman*, Dover, Mineola, 1996 [1792], p. 130.

[226] James C. Albisetti, *Schooling German Girls and Women*, Princeton University Press, Princeton, NJ, p. 109.

[227] Charles W. Moore et George P. Sanger, *School Committee Report*, Charlestown, MA, 1848, cité in David Tyack et Elisabeth Hansot, *Learning Together: A History of Coeducation in American Schools*, Yale University Press, New Haven, CT, 1990, p. 92.

[228] James C. Albisetti, op. cit., p. 23, 51, 52 ; Peter Petschauer, op. cit., p. 370-1.

[229] Nancy E. Durbin et Lori Kent, 'Post-Secondary Education of White Women in 1900', in Julia Wrigley (éd.), *Education and Gender Equality*, Palmer, Londres, 1992, p. 72 ; David Tyack et Elisabeth Hansot, op. cit., p. 149.

[230] W. O. Eaton et L. R. Enns, 'Sex Differences in Human Motor Activity Level'. In *Psychological Bulletin*, 100, 1986 [p. 19-28].

[231] David Tyack et Elisabeth Hansot, op. cit., p. 46, 101, 102, 114 ; G. R. Johnson, 'Girls Do Better than Boys in Schools'. In *School and Society*, 47, 1938, p. 313-4.

[232] David Tyack et Elisabeth Hansot, op. cit., p. 114, 179 ; Susan S. Klein (éd.), *Handbook for Achieving Sex Equity Through Education*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, MD, 1985 ; Ingrid Jonsson, 'Women and Education from a Swedish Perspective', in Julia Wrigley (éd.), op. cit., p. 64, tableau 3.2 ; Jeff Hearn, 'Troubled Masculinities in Social Policy Discourses: Young Men', in Popay et al. (éds.), *Men, Gender Divisions and Welfare*, p. 41-3 ; Christina Hoff Sommer, *The War against Boys: How Misguided Feminism is Harming Our Young Men*, Simon & Schuster, New York, 2000, p. 23-34.

[233] Richard Robinson, 'Class Formation, Politics and Institutions: Schooling in the United States'. In *American Journal of Sociology*, 92, 1986, p. 521.

[234] Voir Hunt, *Gender and Policy in English Education: Schooling for Girls 1902-44*, Prentice Hall, 1991, p. 59.

[235] David Tyack et Elisabeth Hansot, *op. cit.*, p. 124-6, 129. Il en allait de même en France : Cecile Viela, 'Les écoles de charité du bureau de bienfaisance de Bordeaux dans la première moitié du xix siècle', in Bernard Plongeron et Pierre Guillaume (éds.), *De la charité à l'action sociale*, Paris, CTHS, 1995, p. 273.

[236] Mabel Newcomer, *A Century of Higher Education for American Women*, New York, Harper & Row, 1959, p. 35, 42.

[237] Karen Graves, *Girls' Schooling during the Progressive Era: From Female Scholar to Domesticated Citizen*, Garland, New York, 1998, p. 166.

[238] C. F. et C. B. F. Thwing, *The Family: A Historical and Social Study*, Lee & Shepard, Boston, 1887, p. 16.

[239] Kathleen D. McCarthy, *Women's Culture: American Philanthropy and Art, 1830-1930*, University of Chicago Press, Chicago, 1991, p. 131.

[240] Mabel Newcomer, *op. cit.*, p. 47-8.

[241] Roslyn Arlin Mickelson, 'Why Does Jane Read and Write So Well?', in Julia Wrigley (éd.), *op. cit.*, p. 153 ; Barbara Miller Solomon, *In the Company of Educated Women – A History of Women & High Education in America*, Yale University Press, New haven et Londres, 1986, p. 207.

[242] Felicity Hunt, *Gender and Policy in English Education*, Harvester Wheatsheaf, 1991, p. 84, 85, 120.

[243] *Ibid.*, p. 141.

[244] Elizabeth Seymour Eschbach, *The Higher Education of Women in England and America, 1865-1920*, Garland, New York, 1993, p. 4.

[245] Mabel Newcomer, *op. cit.*, p. 83, 85.

[246] See Eschbach, *The Higher Education of Women in England and America*, p. 62-4.

[247] Mabel Newcomer, *op. cit.*, p. 59, 82; Eschbach, *The Higher Education of Women in England and America*, p. 53.

[248] Mabel Newcomer, *op. cit.*, p. 113, 124, 153, 155, 157. [249] See Paul Taubman, 'The Role of the Family in the Formation of Offspring's Earnings and Income Capacity', in Paul L. Menchik (éd.), *Household and Family Economics*, Kluwer, Boston, 1996, p. 35, note 22.

[250] Mabel Newcomer, *op. cit.*, p. 91.

[251] Barbara Miller Solomon, *op. cit.*, p. 197 ; Mabel Newcomer, *op. cit.*, p. 175.

[252] Voir, pour des chiffres relatifs à divers pays, Sara Delamont, *A Woman's Place in Education*, Avebury, Aldershot, 1996, p. 97-8, 117 ; Statistisches Amt der Europäischen Gemeinschaft, *Frauen in der Europäischen Gemeinschaft*, Luxemburg, Amt für amtliche Veröffentlichungen der Europäischen Gemeinschaft, 1999, p. 61, 64 ; Rosemary Simmen, 'Women in Switzerland since 1970: Major Achievements or Minor Changes?', in Joy Charnley et al. (éds.), *25 Years of Emancipation? Women in Switzerland 1971-1996*, Lang, Berne, 1998, p. 19 ; Joan Wolffensperger, 'Engendered Structure: Education and the Conceptualization of Gender', in Kathy Davis et al. (éds.), *The Gender of Power*, Sage, Londres, 1991, p. 93-6 ; *Der Spiegel*, 8 février 1999, p. 82 ; Christiane Dienel, *Frauen in Führungspositionen in Europa*, Deutsches Jugendinstitut, Weinheim, 1996, p. 25-6.

[253] Barrie Thorne, 'Girls and Boys Together... but Mostly Apart', in Julia Wrigley (éd.), op. cit., p. 125.

[254] Ingrid Jönsson, op. cit., p. 50.

[255] T. Loose. (8.1.2013). 'Ever Wonder Which Majors Require the Most Study Time?', Yahoo Education, http://education.yahoo.net/articles/most_demanding_majors.htm?kid_1LCND

[256] Lynda Measor, 'Gender and the Sciences', in Martyn Hammersley et Peter Woods (éds.), *Life in School*, Open University Press, Milton Keynes, 1984, p. 65.

[257] Evelyn Torton Beck, 'To Make Our Lives a Study', in Suzanne S. Lie et V. E. O'Leary (éds.), *Storming the Tower: Women in the Academic World*, Kogan Page, Londres, 1990, p. 218.

[258] For the United States, voir Virginia Valian, *Why So Slow?*, p. 208 ; voir, en ce qui concerne la Grande-Bretagne et l'Australie, Rosemary Pringle, *Sex and Medicine: Gender, Power and Authority in the Medical Profession*, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, p. 150-2 ; voir aussi Evelyn Torton Beck, op. cit., p. 218.

[259] Voir Sara Delamont, *A Woman's Place in Education*, p. 110-2. Voir, en ce qui concerne les Suédoises, qui choisissent des occupations moins prestigieuses, Ingrid Jönsson, 'Women in Education from a Swedish Perspective', In Julia Wrigley (éd.), op. cit., p. 55-6 ; Diane E. Davis et Helen S. Astin, 'Life Cycle, Career Patterns and Gender Stratification in Academe', in Suzanne S. Lie et V. E. O'Leary (éds.), op. cit., p. 92, tableau 6.1. p. 94, tableau 6.2 ; Suzanne S. Lie, 'The Juggling Act: Work and Family in Norway', ibid, p. 109, 111, 123 ; J. R. Cole et Harriet Zuckerman, 'The Productivity Puzzle', in P. Maehr et M. W. Steinkampf (éds.), *Advancement in Motivation and Achievement*, JAI Press, Greenwich, CT, 1984, p. 217-56 ; M. F Faver et C. A. Faver, 'Men, Women and Publication Productivity'. In *Sociological Quarterly*, 26, 1985, p. 537-49.

[260] Virginia Valian, op. cit., p. 227.

[261] Kathleen F. McCarthy, *Women's Culture*, The Chicago University Press, Chicago et Londres, 1991, p. 20, 101, 109.

[262] Voir J. R. Cole et B. Singer, 'A Theory of Limited Differences: Explaining the Productivity Puzzle in Science', in Harriet Zuckerman et al. (éds.), *The Outer Circle: Women in the Scientific Community*, Norton, New York, 1991, p. 277-310.

[263] Voir (en hébreu) Ninna Toren, 'Men and Women on the Faculty of the Hebrew University, 1983/1993', p. 10, 11, 12.

[264] Voir Steven Goldberg, *Why Men Rule: A Theory of Male Dominance*, Open Court, Chicago, 1993.

[265] Voir Jere Brophy, 'Interactions of Male and Female Students with Male and Female Teachers', in Louise C. Wilkinson et Cera B. Marrett (éds.), *Gender Influences in Classroom Education*, Academic Press, New York, 1985, p. 115-42.

[265bis] La raison essentielle en est beaucoup plus simple ; voir, si tant est qu'il soit nécessaire de se référer à des travaux de recherche pour s'en convaincre, <https://dailycollegian.com/2018/04/schools-are-designed-more-for-girls-than-for-boys/>. N. D.E.

[266] Voir Sara Delamont, *A Woman's Place in Education*, Routledge, Londres, 1996, p. 12.

[267] Claudia Goldin, *Understanding the Gender Gap: An Economic History of American Women*, Oxford University Press, New York, 1990, p. 204-5 ; Lynn D. Gordon, *Gender and Higher Education in the Progressive Era*, Yale University Press, New Haven, CT, 1990, p. 31, 32.

[268] B. Schulte, 'For Little Children, Grown-Up Labels as Sexual Harassers', *Washington Post*, 3 avril 2008.

[269] Lawrence H. Diller, *Running on Ritalin*, Bantam, New York, 1999, p. 35-6.

[270] Voir Pang-Mei Natasha Chang, *Bound Feet and Western Dress*, Anchor Books, New York, 1996, p. 47, 59-60.

[270bis] Selon une enquête récente de l'Université du Texas dont n'a pas manqué de se faire l'écho un magazine féminin hebdomadaire hexagonal co-fondé en 1965 par une certaine Lazareff, les femmes « qui occupent des postes à responsabilité [sic] sont [...] plus exposées à la dépression que leurs homologues masculins et que les femmes qui ont moins de responsabilités ». Même s'il est par définition impossible de caricaturer une caricature vivante, on peut dire sans risque de se tromper que devoir serrer des mains, faire des bises, faire semblant de sourire, papoter, tapoter sur des touches de téléphones portables, d'ordinateurs portables, d'ordinateurs tablettes, se faire servir le café, faire faire des statistiques, faire analyser des graphiques, des courbes et des tableaux, à longueur de journée, au milieu de « ressources humaines » presque exclusivement féminines et pour un salaire qui, bien souvent, n'est pas plus élevé qu'au moins dix SMIC, tout en risquant à tout moment de se casser un ongle ou un talon, doit en effet être inhumain, lorsqu'on a le privilège d'être une femme. Bine entendu, si les femmes « qui occupent des postes à responsabilité [sic] sont [...] plus exposées à la dépression que leurs homologues masculins et que les femmes qui ont moins de responsabilités », c'est à cause des hommes. N.D.E.

[271] Voir Roy Schafer, 'Men Who Struggle Against Sentimentality', in Fogel et al. (éds.), *The Psychology of Men*, p. 95-110 ; Jeff Hearn, 'The Welfare of Men?', in Popay et al. (éds.), *Men, Gender Divisions and Welfare*, Routledge, Londres et New York, 1998, p. 27.

[272] Virginia Valian, op. cit., p. 109 ; Phyllis Chesler, *Women and Madness*, Doubleday, New York, 1972, p. 57; Jessie Bernard, *The Future of Marriage*, Penguin, Harmondsworth, Middlesex, 1973, p. 309-14, tableaux 1-10.

[272bis] Sabine Bessière, 'La féminisation des professions de santé en France : données de cadrage'. In RFAS, n° 1, 2005, tableau 1, p. 20.

[272ter] Le danger auquel est exposé celui qui est assez différencié pour se rendre compte des « difficultés beaucoup plus grandes qu'il y a à devenir et à être un homme » dans une société gynocentrique, mais n'a cependant pas assez de caractère pour comprendre le paradoxe par lequel se clôt ce second chapitre, serait de se laisser entraîner sur la pente de l'auto-victimisation, mais, là non plus, l'homme, quels que soient ses efforts, ne peut pas rivaliser avec la femme.

(Un antisémite et un philosémite en désaccord) :

UN PHILOSEMITE : (d'un ton neutre) la femme est un sous-juif.

UN ANTISEMITE : (d'un ton neutre) La femme est un sur-juif.

Anonyme, *Dialogues de sourds : drame en X actes*, 2020

Les hommes, les femmes, le travail

1. Une brève histoire du travail

De nos jours, « quelle est votre profession ? » est sans doute la première question qu'une personne pose à un inconnu. Le sous-entendu est que ne pas travailler est, sinon un délit, à tout le moins légèrement déshonorant. Un homme qui ne travaille pas pour gagner sa vie sera probablement taxé de playboy ou de parasite, tandis qu'une femme dans le même cas sera qualifiée de mondaine ou de femme au foyer.

Cependant, comme le montre clairement le récit biblique de l'expulsion d'Adam et Eve du jardin d'Éden, pendant la majeure partie de l'histoire, le travail eut tendance à être considéré comme quelque chose de désagréable, de dur et même de dangereux. Des attitudes similaires imprègnent le reste de l'Ancien Testament. En fait, l'hébreu ancien n'a pas vraiment de terme pour « travail » ; le mot moderne, *avoda*, dérive de la racine *avad*, « servir ». Le service pouvait être rendu à un dieu, auquel cas il n'était positif que s'il impliquait l'adoration du grand et jaloux Jéhovah, ou à un être humain, auquel cas ses connotations étaient presque toujours négatives. La Bible nous raconte d'innombrables fois qu'un peuple est conquis et contraint de « servir » un autre dirigeant. Les Israélites en appelèrent à Dieu contre le « service » que leur avaient imposé les Égyptiens. Bref, travailler était un acte qui était tout sauf agréable. En fait, une acception secondaire du terme est « rendre hommage ». D'*avad* aussi vient le mot courant pour « esclave », *eved*, ce qui implique que le travail équivaut à la servitude et vice versa [273].

De même, le terme grec pour désigner « travail », *ponos*, peut également signifier « souffrance » ou « sanction » [274] ; son contraire, *hedone*, peut être traduit par « plaisir ». Un bon exemple de ce que *ponos* pouvait impliquer est fourni par les douze « travaux » que Zeus imposa à Hercule pour avoir tué en état d'ivresse son frère Eurysthée. Certains *ponoi* étaient humiliants. D'autres impliquaient de travailler dans la crasse, tandis que d'autres étaient dangereux. Comme *ponos*, le terme latin *labor* a également le sens secondaire de « situation pénible », « résultat de la peine » et « épreuves ». Il signifie également « souffrance », comme celle que les femmes endurent lors de l'accouchement [275]. *Work*, *lavoro* et *travail* conservent ces différents sens. *Work* rend d'ailleurs doublement clair le lien entre travail et souffrance en suggérant qu'une personne « croule sous » (*labour under*) telle ou telle difficulté.

En Grèce et à Rome, la distinction fondamentale était entre les esclaves, qui travaillaient (et souffraient très probablement en travaillant) et les hommes libres, qui, s'ils le pouvaient, ne travaillaient pas. Dans la pensée bouddhiste, la distinction fondamentale était entre les laïcs et les religieux. Les laïcs étaient soit ceux qui travaillaient pour gagner leur vie, comme les marchands et les artisans, soit ceux qui tenaient sous leur dépendance ceux qui travaillaient et subvenaient à leurs besoins par leur travail, comme les princes et les guerriers. Les religieux vivaient également du travail des autres. Cependant, plutôt que de prendre en main la société, ils passaient leur temps à prier ou à se regarder le nombril. Il est vrai que la pensée taoïste ne distinguait pas dans la même mesure entre les religieux et les laïcs. Cependant, pour elle, l'idéal n'était pas non plus le travail, mais la méditation. Le dépassement de soi, compris comme la liberté par rapport aux préoccupations terrestres, était et reste l'objectif commun de ces deux religions.

Comme la langue commune du moyen-âge était le latin, le mot de « travail » conserva à l'époque nombre des connotations qu'il avait dans cette langue dans l'antiquité. En fait, le christianisme occidental, guidé par l'Ancien Testament, associa encore plus étroitement travail, péché et châtement. [276]. On dit souvent que la société médiévale était composée de ceux qui combattaient, de ceux qui priaient et de ceux qui travaillaient. Bien qu'il s'agisse d'une simplification exagérée, le fait que ceux qui travaillaient se situaient au bas de l'échelle sociale en dit long. Ce qui différenciait le Moyen Âge du monde antique et aussi des temps bibliques était le fait que l'esclavage-marchandise (chattel slavery), état d'un groupe de personnes légalement considéré comme la propriété d'autrui, n'ayant aucun droit et n'étant prédestiné à rien d'autre qu'au travail, était rare. En conséquence, le travail n'était pas automatiquement associé à la servitude. Il n'était pas non plus considéré, du moins en théorie, comme dégradant. On pouvait travailler et rester un homme libre, surtout si l'on habitait en ville.

En théorie, sinon en pratique, ceux qui étaient en haut de l'échelle sociale n'étaient pas censés travailler. Ils administraient, chassaient et combattaient. Et quelle était la situation des membres du second état, moines et nonnes ? Leur vocation était d'adorer Dieu. Cependant, il était reconnu qu'il n'était pas sain, ni physiquement ni spirituellement, de s'y consacrer exclusivement et que, à l'exception des ascètes, le temps que les gens pouvaient passer à prier ou à méditer sans perdre la raison ne pouvait pas excéder un certain nombre d'heures. En tout cas, l'époque était révolue où les prophètes vivaient dans le désert et ordonnaient aux corbeaux de les nourrir. De nombreux monastères étaient de vastes et complexes organisations. D'où la règle, instituée par saint Benoît au début du VI^e siècle, selon laquelle les moines et les nonnes doivent travailler – laborare et orare, comme le disait le proverbe – aussi bien que prier [277].

Plus tard, l'idée que le travail est quelque chose de positif en soi fut reprise par la communauté laïque, spécifiquement les protestants. Comme le dit Martin Luther dans la première de ses quatre-vingt-quinze thèses, « toute la vie [était] pénitence » pour les protestants. Le protestantisme affirma que le salut ne dépendait pas de la prière, ni des sacrements ni des œuvres. Mise à part la foi, le principal moyen d'arriver au ciel était sans doute le travail productif. En faisant un travail productif, le protestant espérait devenir riche et se prouver qu'il était l'un des élus de Dieu [278]. Cela sous-entendait que le travail en tant que tel était dur et désagréable et que la tentation de l'abandonner était à la fois constante et grande. D'où les nombreuses mises en garde du protestantisme contre l'oisiveté du XVI^e siècle à nos jours [279].

Entre 1600 et 1800, l'idée que le travail était bon pour l'âme imprégna la société dans son ensemble, comme le montrent entre autres les nombreux ateliers qui furent établis au cours de cette période à Amsterdam, Londres et ailleurs [280]. L'étape suivante consista à étendre le système aux prisons. Substitués à d'autres formes de punition, comme l'exil, les amendes, la flagellation, les mutilations et la mort, les prisons poussèrent comme des champignons dans la campagne européenne à partir des

années 1780. Dès lors, il ne fallut pas longtemps avant que la société commence à essayer de redresser les criminels par le travail. Pour empêcher les détenus de se livrer à une concurrence déloyale avec ceux qui travaillaient à l'extérieur des prisons, les tâches qu'il leur était demandé d'effectuer étaient souvent complètement stupides ; par exemple, on les faisait creuser des trous dans la terre pour les combler ensuite. Cependant, même sous ses formes les plus stupides, le travail était censé inculquer des habitudes telles que l'ordre, la régularité et la discipline [281].

En résumé, pendant la plus grande partie de l'histoire et dans des endroits aussi éloignés que l'Europe occidentale, l'Inde et la Chine, le travail fut généralement considéré comme quelque chose de désagréable, difficile et humiliant et, en conséquence, il fut souvent infligé à titre de punition. Certes, les attitudes des protestants étaient différentes à cet égard, mais, pour eux, il s'agissait moins de glorifier le travail que de dénoncer l'oisiveté. En effet, il ne serait guère exagéré de dire que le protestantisme glorifiait le travail précisément parce qu'il était désagréable et, par conséquent, bien adapté à la « pénitence ». Ce ne fut qu'au cours du XIXe siècle que, en raison d'un changement d'attitude, le travail en arriva à être considéré comme quelque chose de positif en soi, encore que les classes inférieures (ou « classes ouvrières ») n'aient pas toujours partagé ce point de vue. Pour eux, travailler restait une dure nécessité à éviter dans la mesure du possible et cela à juste titre, comme le sait quiconque a déjà visité une mine ou une fonderie.

2. Le travail des hommes, le travail des femmes

Compte tenu de ces attitudes vis-à-vis du travail, certaines d'entre elles purement subjectives mais d'autres enracinées dans la dure réalité du travail physique, il semble approprié de se demander comment exactement le travail était divisé entre les hommes et les femmes. La première réponse à cette question est peut-être fournie par la Bible : quand Dieu chassa le premier couple humain de l'Éden, ce fut Adam et non Ève qu'il punit en décrétant : « tu gagneras ton pain à la sueur de ton front [282]. » Il resterait à savoir pourquoi il s'en prit à Adam. C'est peut-être parce que les hommes sont plus forts et plus aptes au travail physique ; mais cela peut aussi être parce que Dieu estima que, à cet égard, les femmes ne devaient pas être traitées aussi durement que les hommes.

L'histoire de Sisyphe obéit peut-être à une logique similaire. Parce que Sisyphe avait réussi à les tromper, les dieux le punirent en l'obligeant à rouler une lourde pierre jusqu'en haut d'une montagne, d'où, à peine l'avait-il atteint, elle retombait d'elle-même sur le champ, le forçant à tout recommencer. Pourvu que les pierres aient été plus légères, il n'y avait aucune raison pour qu'une femme n'ait pas dû recevoir une punition similaire. Dans la mythologie grecque, il y a d'ailleurs beaucoup de femmes méchantes qui reçoivent toutes sortes de punitions (Antiope est frappée de folie, Arachné est

transformée en araignée) pour leurs méfaits. Aucune n'est cependant obligée de travailler aussi dur que Sisyphe.

Dans la mesure où les femmes mythologiques sont obligées de travailler, leur travail n'est guère difficile. Plusieurs déesses grecques filaient et tissaient. Les nymphes grecques aussi ; l'Odyssée dresse un portrait idyllique de la nymphe Circé chantant joyeusement à son métier à tisser [283]. Des tableaux similaires se retrouvent dans les contes d'autres peuples, notamment allemands et russes. Freya, l'épouse de Wotan, fait de la broderie. Dans de nombreux contes de fées, le héros masculin se voit confier une mission impossible dont il ne doit pas revenir. En revanche, le travail des femmes, même forcé, consistait à faire le ménage (Cendrillon), filer ou trier divers petits objets. Ces tâches pouvaient être fastidieuses, désagréables et même, comme de tisser du foin pour en faire de l'or, irréalisables. Si le travail n'était pas effectué à temps, il pouvait en résulter des sanctions sévères, mais le travail en lui-même constituait rarement une source de réelles difficultés.

Si l'étymologie prouve que le travail a historiquement été considéré comme un fardeau et non un privilège, elle montre aussi que ce sont toujours les hommes qui ont effectué les tâches les plus pénibles. Ainsi, le terme biblique eved, « esclave », n'a pas de forme féminine. Les deux termes hébreux qui désignent la « femme esclave », shifcha et ama, sont liés aux mots sémitiques de « femme » et de « famille » [284]. Cela reflète le fait que les femmes esclaves servaient souvent de concubines. De toute évidence, aucun de ces termes n'exprime l'idée de travail. De même dans les langues germaniques, la forme féminine d'Arbeiter (ouvrier) ne fut créée qu'au XIX^e siècle. Un deuxième mot, le verbe schaffen, serait dérivé du vieux germanique scafan, « courbé en deux » [285]. Outre son sens premier de « créer », il signifie « réussir par un travail acharné », « travailler » ou « travailler dur ». Le terme dérivé de « travailleur », Schaffer, est masculin et souvent utilisé comme nom de famille. En tant que tel, il n'a pas d'équivalent féminin.

La réalité reflétait les légendes et la langue ou peut-être était-ce le contraire. Dans l'Égypte ancienne, les cent milles personnes enrôlées chaque année pour construire les pyramides – qui, comme le montrent les images, étaient fouettées à plate couture lorsqu'elles ne faisaient pas leur travail – n'étaient pas des femmes, mais des hommes. Dans tout le Moyen-Orient ancien, ce sont des hommes, qu'ils aient été prisonniers de guerre ou engagés par des racleurs, qui construisaient les routes, creusaient les canaux, érigeaient les forteresses et bâtissaient les temples [286]. Selon la Bible, le roi Salomon employa des dizaines de milliers d'esclaves masculins pour obtenir les matériaux nécessaires à la construction du Temple du Seigneur [287]. Ce sont des hommes et non des femmes qui bâtirent la Grande Muraille de Chine et moururent par milliers au cours des travaux. D'innombrables esclaves masculins, mais très peu d'esclaves féminines, travaillaient dans les mines d'argent de Laurion, dont l'Athènes classique tirait une grande partie de sa richesse [288].

Ce sont des hommes et non des femmes qui travaillaient comme des bêtes de somme dans les moulins industriels à moudre le maïs. Tout comme les prisons modernes, les lieux où ces travaux étaient effectués étaient généralement considérés comme trop peu recommandables pour attirer les visites de membres de la société civile. Cependant, au cours du II^e siècle après J.-C., l'un d'entre eux fut visité par Apulée. Voici la description qu'il en fit [289] : « Dieux! quelle population rachitique d'êtres humains, à la peau livide et marquetée de coups de fouet ! quels misérables haillons couvrant, sans les cacher, des dos tout noirs de meurtrissures ! Quelques-uns n'avaient pour tout voile qu'un bout de tablier jeté autour des reins. Tous, à travers leurs vêtements, montraient le nu de toutes parts. Tous étaient marqués d'une lettre au front, avaient les cheveux rasés d'un côté, et portaient au pied un anneau. Rien de plus hideux à voir que ces spectres aux paupières rongées par la vapeur brûlante et la fumée, aux yeux presque privés de lumière. Ajoutez à cela une teinte blafarde et sale qu'ils devaient à la farine dont ils étaient saupoudrés, comme les athlètes qui s'inondent de poussière avant d'engager le combat. »

Être une femme esclave n'était pas vraiment une partie de plaisir, tant à cause de la nature de son travail que parce qu'elle était sexuellement à la merci de ses maîtres. Cependant, celles qui exerçaient la plus vieille profession du monde étaient généralement bien nourries, raisonnablement bien vêtues et tolérablement logées : à quoi aurait bien pu servir une esclave malingre, loqueteuse ou trop effrayée pour jouer correctement son rôle ? Il est également peu probable qu'elles subissaient des châtiments corporels dont la sévérité aurait été de nature à leur faire perdre définitivement leurs charmes. En tout état de cause, comme l'indiquent Pétrone, Horace et Sénèque, les esclaves masculins étaient également exploités sexuellement [290].

La main-d'œuvre, constituée en partie de conscrits et en partie de prisonniers de guerre, qui construisit les routes romaines et érigea le Colisée était masculine. Lorsque les Espagnols au Mexique et au Pérou instituèrent le système du repartimiento, ou « travail forcé », notamment dans les mines d'argent, ce sont encore une fois des hommes et non des femmes qui descendirent dans les puits [291]. Le système lui-même était inspiré de celui des Aztèques et des Incas, selon lequel c'étaient aux hommes et non aux femmes de bâtir les temples, de construire les routes et de servir comme des bêtes de somme dans des sociétés qui ne possédaient pas de grands animaux domestiques ni n'avaient inventé la roue. En fait, toutes les économies prémonétaires soumettaient les hommes au travail forcé pour réaliser les grands travaux publics. Même en Europe occidentale, les corvées, qu'Adam Smith appelait « l'un des principaux instruments de la tyrannie » [292], perdurèrent jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. En Europe de l'Est, où les hommes étaient obligés de travailler gratuitement deux, trois, voire quatre jours par semaine, elle se perpétua jusqu'aux années 1860 [293]. Dans la mesure où les femmes y participaient, elles travaillaient moins longtemps et effectuaient des tâches moins pénibles [294].

Dans aucune de ces sociétés la position sociale et juridique des femmes n'était égale à celle des hommes. En dépit des tentatives qui furent faites pour réduire cette inégalité, elle subsista dans le domaine du travail. Dans la République, Platon crée une société qui est, du point de vue de la sexualité, sans doute plus intégrée que toute autre ne l'avait été et ne le serait. Pour permettre aux femmes de participer pleinement à la vie de la polis, le philosophe proposait de supprimer la famille et d'enlever les nouveaux-nés à leur mère pour qu'ils soient élevés en commun, de laisser les hommes et les femmes s'entraîner ensemble au gymnase et diriger la ville ensemble. Toutefois, Platon fait quand même déclarer à Socrate que « nous leur assignerons dans le service la part la plus légère, à cause de la faiblesse de leur sexe » [295]. Si Platon avait vécu à notre époque, il aurait sans doute été taxé de misogynie. Il en aurait été de même pour Thomas More, Thomas Campanella, Charles Fourier et d'innombrables autres écrivains utopiques. La raison pour laquelle les femmes ont toujours été chargées des tâches les moins pénibles est très claire.

Grâce notamment aux tentatives d'intégration des femmes dans les forces armées de nombreux pays modernes, les différences physiques entre les sexes ont été mesurées avec précision. Une étude a montré que la recrue féminine moyenne de l'armée états-unienne mesure 12 centimètres [296] et pèse 14,3 kilogrammes de moins que la recrue masculine moyenne. Les recrues féminines ont 16,9 kilogrammes de muscles en moins et 2,6 kilogrammes de graisse en plus que la moyenne des recrues masculines, leurs membres supérieurs environ la moitié moins et leurs membres inférieurs environ le quart moins de force. La masse graisseuse étant inversement liée à la capacité respiratoire et à la tolérance à la chaleur, les femmes sont donc désavantagées lors de l'exécution d'activités telles que le transport de charges lourdes, le travail dans la chaleur et la course. Même ajustés en fonction de la taille, les échantillons ont montré que les femmes ne possèdent que 80% de la force globale des hommes. Seuls 20% des femmes les plus fortes étaient capables de rivaliser physiquement avec 20% des hommes les plus faibles. Sur les cent personnes les plus fortes d'un groupe aléatoire composé de cent hommes et cent femmes, quatre-vingt-treize seraient des hommes et seulement sept des femmes [297]. Une autre étude a montré que seuls 5% des femmes les plus fortes sont aussi fortes que l'homme moyen [298].

Une autre définition du travail féminin était qu'il ne s'exerçait pas très loin de chez soi ou dans un territoire inexploré. Les femmes entreprenaient rarement de longs voyages (le mot anglais de travel est lié au mot français de « travail »), en partie parce que, une fois mariées, elles passaient une grande partie de leur temps soit à être enceintes, soit à allaiter ou à s'occuper de leurs enfants, en partie parce que les voyages étaient dangereux. Les dangers pouvaient provenir soit des éléments, soit des personnes, soit des deux. Les dangers posés par les éléments expliquent que les femmes ne participaient normalement pas aux expéditions de pêche en haute mer. Elles n'embarquaient pas non plus, sauf en tant que passagères, sur les navires marchands. Les dangers posés à la fois par les éléments et par les personnes expliquent qu'elles effectuaient rarement de longs voyages terrestres. Tous les

dirigeants ne pouvaient pas, comme Ramsès III, se vanter que les femmes pouvaient voyager en toute sécurité dans tout leur royaume [299]. Encore le pharaon s'en vantait-il presque certainement à tort.

La faiblesse physique des femmes et leur réticence à s'éloigner de chez elles ont toujours dicté la nature du travail féminin [300]. Les hommes chassaient le gros gibier et étaient parfois tués à la chasse ; les femmes, en revanche, s'en prenaient à des créatures plus petites et moins dangereuses [301]. Les hommes parcouraient de longues distances en courant, tandis que les femmes ne se pressaient pas, prenant des pauses à leur convenance, ramassant des racines et des baies. Les hommes plongeaient dans la mer pour pêcher des perles, tandis que les femmes restaient à terre, cherchaient des palourdes, qui vivent en eau peu profonde et préparaient les prises [302]. Les hommes gardaient les animaux les plus gros et les plus difficiles à diriger, comme les chameaux, les chevaux et le bétail. Les femmes s'occupaient des petits animaux domestiques et de la volaille.

Dans les années 1830, le politologue Alexis de Tocqueville fit un voyage aux États-Unis pour rassembler du matériel pour son célèbre *De la Démocratie en Amérique*. « (O)n (ne) rencontre point (d'Américaines) (...), écrit-il, qui soient obligées de se livrer aux rudes travaux du labourage, ni à aucun des exercices pénibles qui exigent le développement de la force physique. Il n'y a pas de familles si pauvres qui fassent exception à cette règle » [303]. Harriet Martineau, la plus célèbre économiste de son époque, voyagea elle aussi aux États-Unis. Une chercheuse moderne dit d'elle qu'elle « a fait des observations plus percutantes sur les femmes que de Tocqueville ne l'avait jamais imaginé » [304]. Elle observa entre autres que les cheveux du mari américain « se dressent à l'idée que sa femme travaille et il travaille dur pour lui fournir de l'argent » [305].

Dans l'Amérique du XIXe siècle, c'étaient des cow-boys, pas des cow-girls, qui passaient des semaines sur les pistes, dormant en plein air, sans avoir la possibilité de se laver, de se raser ou de changer de vêtements, conduisant le bétail du pâturage au marché et du marché à la gare. Dans d'autres sociétés aussi, moins un travail était agréable, plus il était exigeant et dangereux, plus il était probable qu'il soit fait par des hommes [306]. En Chine, tant en raison de l'idéologie confucéenne dominante que des conditions d'insécurité, les femmes travaillaient à la maison ou à proximité. En effet, *neiren*, un des mots chinois qui désignent la femme, signifie littéralement « personne d'intérieur » [307]. En conséquence, les Chinoises n'effectuaient qu'entre 5 et 38 pour cent de tous les travaux agricoles. Jusqu'au XXe siècle, il était considéré comme choquant de voir une femme brandir une houe [308]. Quand les responsables communistes essayèrent de changer le système et d'amener les femmes à travailler avec les hommes dans les champs dans les années 1950, les deux sexes firent tout ce qui était en leur pouvoir pour s'opposer à leurs efforts.

Ce qui était vrai pour l'agriculture l'était également pour d'autres travaux. Les textes didactiques de l'Égypte ancienne décrivent tous les métiers dans lesquels les hommes pouvaient exercer, à l'exception de celui de scribe, comme ardu par définition [309]. Les hommes bâtissaient les maisons, tandis que les femmes ramassaient de la paille pour en couvrir le toit. (Lorsque la chaume fut remplacée par le bois ou la pierre comme couverture de toiture, les femmes disparurent des chantiers). Les femmes faisaient sans doute la cuisine à la maison, mais, s'agissant des produits domestiques vendus au marché, c'était presque toujours aux hommes qu'incombait la tâche pénible de pétrir la pâte et de cuire le pain. Les femmes filaient, tisaient et cardaient, mais c'était aux hommes qu'il incombait de faire fonctionner les métiers à tisser pour produire des tissus destinés à la vente [310]. S'il est vrai que les femmes étaient partout responsables des travaux ménagers, la plupart des gens vivant plus ou moins au niveau de subsistance, la charge de travail était minime. Les travaux ménagers tels que nous les entendons n'existaient guère ni dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs ni chez les éleveurs nomades. Dans la plupart des autres sociétés, rurales ou urbaines, la grande majorité de la population mangeait des aliments simples et faciles à préparer. Ne possédant que quelques meubles bruts, les gens considéraient souvent l'hygiène personnelle comme une nuisance plus que comme un plaisir [311].

Outre la faiblesse physique des femmes et leur besoin de rester à ou à proximité de la maison, la troisième raison pour laquelle les hommes et les femmes effectuaient des types de travaux différents était la manière dont le travail affectait la santé. Bien avant la naissance de la science moderne, un texte hippocratique du siècle intitulé Des Maladies des femmes dissuadait de faire travailler trop dur les femmes qui venaient d'accoucher. Au II^e siècle de notre ère, le médecin grec Soranos était pleinement conscient que les femmes, soumises à des travaux pénibles, pouvaient perdre leurs règles et que, si elles y étaient soumises trop longtemps, leur fertilité pouvait aussi en pâtir [312]. Les femmes étaient également plus vulnérables aux effets de la chaleur et des produits chimiques et tout fut fait pour qu'elles n'y soient pas exposées au travail. A Babylone, les esclaves féminines tissaient et les esclaves masculins lavaient le linge [313]. Dans la première manufacture de poterie qu'ouvrit Josiah Wedgwood, c'étaient des hommes qui étaient chargés d'accomplir la partie la plus ingrate de la tâche, comme la manipulation et la cuisson de l'argile, tandis que les femmes étaient responsables de la décoration des objets [314].

La justification de ces préoccupations ressort du fait que, au début du XX^e siècle au Japon, à l'époque où les femmes étaient autorisées à travailler dans l'industrie minière, 20% de celles qui travaillaient dans les mines contractaient des maladies des organes urogénitaux [315]. La plus grande vulnérabilité des femmes à l'infection explique que les hommes ont toujours été obligés d'accomplir toutes sortes de tâches pénibles, en particulier à l'extérieur de la maison. De bons exemples en sont le brûlage du charbon de bois, l'abattage des gros animaux et le nettoyage des égouts publics. En fait, même si les médecins savaient que ramoner les cheminées pouvait provoquer un cancer du scrotum, le ramonage était un travail d'homme. À ce jour, aux États-Unis, la collecte et l'enlèvement des ordures sont « le plus masculin de tous les emplois masculins » [316].

Non seulement les femmes effectuaient généralement les types de travail les moins pénibles, les moins épuisants et les plus salubres, mais encore leur vie professionnelle différait de celle des hommes en ce qu'elles étaient susceptibles de travailler à la fois à temps partiel et de façon intermittente. Certaines sociétés considéraient la période menstruelle comme « un agréable interlude » [317]. Indépendamment de ce que la romancière américaine Pearl Buck écrivit sur les femmes chinoises retournant au travail quelques heures après avoir accouché, il a toujours été reconnu que les femmes enceintes ou les femmes qui avaient récemment accouché ne pouvaient effectuer que de menus travaux. [318] Jusqu'à l'ouverture des premières crèches à la fin du XIXe siècle, les femmes qui avaient de jeunes enfants ne pouvaient pas non plus travailler à plein temps. En bref, tous les hommes travaillaient ou étaient censés travailler à plein temps tout au long de leur vie, mais pas les femmes, sauf les jeunes célibataires et les veuves [319]. Les lois et réglementations économiques reflétaient souvent cette réalité. Par exemple, dans l'Angleterre du XVIIe siècle, les tarifs journaliers des femmes salariées étaient calculés sur une base saisonnière [320].

Les principes susmentionnés semblent s'être appliqués à pratiquement toutes les sociétés à presque toutes les époques et tous les lieux. Cela n'empêchait évidemment pas des variations considérables, à la fois entre les différentes sociétés et au sein d'une même société à des époques différentes. Alors qu'aujourd'hui le tricot est considéré presque exclusivement comme un travail féminin, les personnes des deux sexes l'exercèrent souvent jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Au Tibet, le tissage des tapis était un travail d'homme. En particulier pendant la haute saison agricole, les tâches urgentes étaient souvent exécutées conjointement par des personnes des deux sexes. Mais, même à ces moments-là, une division du travail prévalait : normalement les travaux pénibles, tels que le chargement des produits sur des wagons, était assuré par des hommes. Les femmes accomplissaient rarement les tâches les plus difficiles comme le labourage, sauf en l'absence des hommes – que cette absence ait été permanente, parce qu'il s'étaient établis à l'étranger, ou temporaire, parce qu'ils étaient mobilisés. Quand les circonstances forçaient les femmes à entreprendre de tels travaux, il en résultait une forte baisse de la productivité, comme en Allemagne pendant la Première Guerre mondiale. Dans d'autres cas, la terre était mise en jachère, comme cela se produisit en Union soviétique dans les années 1920 [321]. En Chine, lors du Grand bond en avant, la tentative de faire travailler les femmes dans l'agriculture tandis que les hommes traitaient les minerais de fer dans les hauts-fourneaux causa une famine dans tout le pays [322].

Les kibboutzim israéliens fournissent une autre illustration de ce qui se passe lorsque les différences physiques entre les hommes et les femmes sont bafouées ou ignorées. En partie parce qu'elles manquaient de capitaux et en partie pour des raisons idéologiques, les premières colonies essayèrent de subvenir à leurs besoins presque entièrement par l'agriculture. En partie à cause de leur vision socialiste, en partie parce que les conditions difficiles dans un pays nouveau et inconnu rendaient impératif

d'employer tous les bras, elles portèrent la doctrine de l'égalité entre les sexes à des extrêmes rarement vus avant ou depuis. Les photos de cette époque montrent souvent des femmes coiffées d'un foulard qui brandissent une pelle ou une houe, même si, même à cette époque, elles avaient tendance à se voir attribuer des tâches plus faciles.

Pour rendre l'égalité possible, les femmes furent largement déchargées de tâches ménagères comme la cuisine (les repas étaient pris en commun), le blanchissage (il était fait par la blanchisserie du kibboutz) et la garde des enfants (qui habitaient dans leurs propres maisons et ne voyaient leurs parents que quelques heures par jour). Les mères avaient droit à une heure de pause chaque jour. Pas les pères [323]. Malgré cela, au bout de quelques années, la plupart des femmes ne purent plus tenir le rythme. Celles qui essayèrent de suivre en payèrent le prix en vieillissant très vite ; tous les Israéliens se rappellent de ces femmes dont les traits les faisaient ressembler à la mère de leur mari. Les autres se replièrent dans la cuisine, la crèche, l'école, la blanchisserie, l'atelier de couture communal, le secrétariat et la clinique, professions qu'elles seraient de plus en plus nombreuses à exercer dans les décennies suivantes.

En résumé, les femmes ont toujours été privilégiées dans le domaine du travail, en partie en raison de leur relative faiblesse physique, en partie à cause de la grossesse et des soins qu'elles doivent prodiguer à leurs enfants et en partie en raison de la conscience des risques que le travail faisait peser sur leur santé, en partie aussi parce que, étant moins capables de se défendre, elles avaient tendance à rester près de chez elles. À l'inverse, la participation des femmes aux activités masculines pourrait être un signe que ces occupations n'étaient plus dangereuses [323bis]. Un bon exemple en est fourni par les dames de l'époque médiévale et celles de la Renaissance, qui allaient à la chasse, tirant à de petites arbalètes spécialement conçues à leur intention ou faisant voler le faucon. Un exemple plus moderne peut en être trouvé dans la mode récente des cow-girls. À quelques exceptions près, le fait que les femmes étaient privilégiées en matière de travail était aussi vrai aux époques où elles étaient libres qu'aux époques où elles étaient esclaves ou serves, travaillaient sans salaire, aidaient leurs proches ou travaillaient pour des étrangers en échange d'un salaire.

Pour éviter tout malentendu, cela ne veut pas dire que la vie des femmes était forcément facile, qu'elles avaient beaucoup de temps libre, que le travail qu'elles faisaient était toujours agréable ou même qu'elles n'avaient pas à effectuer certains types de travaux jugés dégradants. Cela ne signifie pas non plus que le travail des femmes n'était pas important. Dans les économies de subsistance, où le commerce tenait peu ou pas de place, la distinction entre le travail rémunéré des hommes et le travail non rémunéré des femmes étaient inconnues.

Ce que cela signifie, c'est que les travaux vraiment pénibles – les ponos – ont toujours et partout été réservés presque exclusivement aux hommes.

3. L'industrialisation et son impact

Alors que les femmes avaient toujours fait moins de travail et effectué des travaux plus faciles et plus près de chez elles, la révolution industrielle eut pour effet de contraindre à l'inactivité complète nombre d'entre elles. Ce changement fut dû à la mécanisation de deux processus, la production et le transport. En raison de la fabrication mécanique, les nombreuses petites entreprises qui avaient existé jusque-là firent place à un petit nombre de grandes usines. Le transport mécanique contribua à cette évolution en permettant à beaucoup plus de personnes et de marchandises de voyager avec une facilité et une vitesse sans précédent, sur des distances inouïes et à des prix sans précédent.

La séparation du lieu de travail du domicile affecta différemment les hommes et les femmes. Les hommes quittaient la maison le matin et n'y revenaient qu'à la fin de leur journée de travail. Les femmes s'occupaient du foyer et des enfants. Auparavant, la plupart des femmes effectuaient au moins un travail productif à un moment donné de leur vie. C'est à cette époque que fut inventée la catégorie de la mère à plein temps et femme au foyer. Cette évolution eut lieu à une époque où les domestiques étaient à la fois bon marché et considérés comme des éléments indispensables de la vie, même dans les ménages de la classe moyenne inférieure. Plus la population se concentrait dans les agglomérations urbaines, plus la fécondité baissait, rendant la vie des femmes mariées encore plus facile [324]. Plus leur statut social était élevé, moins il était probable qu'elles dussent gagner leur vie, que ce soit avant ou après le mariage.

Toutes les femmes, il faut le noter, ne cessèrent pas de travailler en même temps et certaines ne cessèrent jamais de le faire, particulièrement à la ferme. Les premiers appareils ménagers (labor-saving devices), tels que les moteurs à vapeur pour tirer les charrues, furent destinés à rendre le labeur des hommes moins pénible. Le travail des femmes était à la fois plus facile et, puisqu'il ne concernait pas les produits en vrac, plus difficile à mécaniser. Il est relativement beaucoup plus facile d'inventer une moissonneuse-batteuse qu'une machine à cueillir les tomates. De fait, un autre siècle s'écoulerait avant que les machines ne commencent à influencer les tâches traditionnelles des femmes, comme le jardinage et l'entretien du bétail [325]. Les facteurs culturels jouèrent également un rôle. Ce fut aux Pays-Bas que les femmes arrêtaient d'abord de travailler ; à l'inverse, les femmes continuèrent à travailler dans la laiterie longtemps après avoir quitté les autres emplois agricoles [326]. Le travail vraiment pénible, ainsi que celui qui impliquait de longs trajets loin de la maison, continua à être quasiment monopolisé par les hommes.

La plupart des femmes salariées travaillaient dans les services domestiques, domaine dans lequel elles étaient largement plus nombreuses que les hommes. Au milieu du XIXe siècle, 18% des Londoniennes de plus de 20 ans travaillaient comme domestiques. Ces travailleuses représentaient 43% de toutes les Londoniennes répertoriées comme ayant une profession. Aux États-Unis, elles représentaient la moitié de la population active féminine jusqu'en 1940 [327], en partie parce qu'elles n'avaient pas d'autres qualifications, en partie parce que le travail avait ses attraits. Autrefois comme aujourd'hui, certains considéraient le travail en usine comme inconciliable avec la féminité. La domesticité était jugée à la fois plus agréable et moins impersonnelle [328]. Elle avait également tendance à être un secteur d'activité plus stable et à faible taux de chômage.

Son autre avantage était qu'elle satisfaisait les besoins essentiels d'une femme salariée, car le logement et certains de ses vêtements lui étaient fournis par son employeur. Il en allait de même même pour la nourriture ; les domestiques mangeaient mieux que les autres ouvriers. Il a été calculé que dans aucun autre type d'emploi les femmes non qualifiées des classes inférieures ne pouvaient gagner autant d'argent. Les heures étaient longues et le temps libre était rare, mais il était ainsi plus facile de faire des économies. La plupart des femmes ne servaient en qualité de domestiques que pendant un temps relativement court, avant de se marier. Celles qui choisissaient de faire du service une carrière avaient beaucoup de chances d'obtenir une promotion. À Hambourg, par exemple, seulement 1% des employées de maison restaient aux échelons les plus bas. La grande majorité devenaient des femmes de ménage, des dames de compagnie et des cuisinières qualifiées, entre autres postes plus élevés [329].

Au cours du XXe siècle, en tout cas dans les villes, seules les épouses des ouvriers très pauvres travaillaient. Plus encore qu'aujourd'hui, un homme considérait comme humiliant d'être entretenu par sa femme. La mièvre description de Friedrich Engels du « pauvre Jack » assis à la maison et versant des larmes d'humiliation alors qu'il essayait de rapiécer les bas de sa femme est une véritable pièce d'époque [330]. Même ce grand défenseur des droits de la femme qu'était John Stuart Mill pensait que « il n'est (...) pas à désirer (...) que (...) la femme contribue par son labeur à créer le revenu de la famille » [331]. Tout au plus, un tel travail était-il considéré comme une réserve dans laquelle on pouvait puiser en cas de besoin extrême. Les femmes mariées n'acceptaient qu'un emploi occasionnel et le quittaient dès que possible [332]. Au fil du temps, il en alla de même pour les épouses des travailleurs non qualifiés et des immigrés [333].

Les femmes ne représentaient qu'une petite minorité des travailleurs industriels. En Angleterre, le pays de loin le plus industrialisé à l'époque, les travailleuses industrielles n'étaient que 8 879 en 1841. Dans la ville néerlandaise de Tilburg, les jeunes ouvriers étaient cinq fois plus nombreux que les jeunes ouvrières [334]. Les femmes représentaient entre 3 et 4% de la main-d'œuvre minière, secteur qu'elles avaient

commencé à quitter dès les années 1780. Et les femmes qui travaillaient dans les exploitations minières allaient rarement dans les tunnels, elles travaillaient en surface, triant le charbon et le préparant pour le transport [335]. Comme le dit un dicton français [336], les zones minières étaient « le paradis des femmes, le purgatoire des hommes et l'enfer des chevaux ».

Aussi insignifiant qu'ait été le nombre d'ouvrières industrielles, les effets « corrupteurs » du travail industriel sur les femmes soulevèrent un tollé. En 1844, l'Angleterre fut le premier pays à adopter des lois sur les usines. La Belgique, la France, l'Allemagne, les États-Unis et d'autres pays encore lui emboîtèrent le pas. Pas à pas, les salariées furent protégées. Cette protection comprenait l'interdiction de les employer dans certains métiers, la réglementation des heures qu'elles pouvaient être tenues de travailler, des conditions dans lesquelles elles pouvaient être employées et des trois-huit qu'elles pouvaient ou ne pouvaient pas être obligées de faire. En 1908, le futur juge Louis Brandeis fut en mesure de présenter à la Cour Suprême des États-Unis un mémoire de plus de cent études sur la nécessité de protéger les femmes contre le surmenage. La stratégie fonctionna et la réglementation nationale du travail des femmes fut déclarée constitutionnelle. Pourtant, à peine trois ans plus tôt, un autre tribunal avait rejeté une réglementation similaire d'une industrie dans laquelle les hommes portaient l'un des fardeaux les plus lourds, à savoir la boulangerie [337]. En tout cas, en 1917, pas moins de quarante États des États-Unis avaient adopté une législation protectrice plus ou moins étendue pour les femmes [338]. Ce ne serait que bien plus tard que les hommes, y compris les garçons âgés de 11 ans ou plus, bénéficièrent d'une protection similaire. Lorsque la législation pour les hommes fut finalement adoptée, il s'avéra qu'elle avait été calquée sur les réglementations existantes sur le travail des femmes [339].

Dans les années 1880, le gaz purifié et l'électricité commencèrent à remplacer le charbon en tant que principale source d'énergie. En conséquence, au moins certaines branches de l'industrie furent débarrassés d'une partie de la saleté et de la crasse qui avaient caractérisé à sa pire époque le Coketown de Dickens. La structure administrative des grandes sociétés se dilata, ce qui créa une demande insatiable de secrétaires et de réceptionnistes. Encore plus de postes de cols blancs furent créés par le développement des institutions, dont l'assurance sociale, le système de soins de santé et l'enseignement universel obligatoire [340]. D'autres de ces postes doivent leur existence aux progrès technologiques, tels que le télégraphe, le téléphone et le téléscripneur. Auparavant, le travail dans les services domestiques ou dans les usines n'était pas digne de la jeune femme typique de la classe moyenne, qui passait les années qui précédaient son mariage à apprendre à chanter, broder ou peindre. Désormais, les jeunes femmes de la classe moyenne se pressaient pour occuper un emploi temporaire dans des activités qui, bien que souvent peu passionnantes, étaient au moins propres, sûres et n'exigeaient guère d'effort ou de compétence. C'est ainsi que, en 1887, les trois quarts des salariées des villes états-uniennes avaient moins de 25 ans. Pas moins de 96% d'entre elles étaient célibataires ; à Berlin, la situation était similaire [341].

Partout où un travail facile et propre était disponible, un grand nombre de femmes sautaient dessus. Aux États-Unis, les femmes représentaient 4% des employés de bureau en 1880 ; 21% une décennie plus tard. Dans cet espace de temps, le nombre total d'employés de bureau était passé de 504 000 à 750 000 [342]. En Allemagne entre 1882 et 1907, le nombre de cols blancs féminins dans le commerce, les transports, la fonction publique et les professions libérales tripla [343]. Selon la sagesse dominante du XIXe siècle, les femmes étaient des âmes faibles et délicates. Plus elles étaient loin de chez elles, plus grand était le danger qu'elles soient corrompues par les hommes et qu'elles en perdent leurs manières si elles avaient de la chance et leur virginité si elles n'en avaient pas. La plupart des employeurs partageaient ces préoccupations. Pour attirer les travailleuses, même ceux qui ne les partageaient pas devaient les protéger. Les photos montrent souvent des salles remplies de jeunes femmes bien habillées travaillant à leurs bureaux, à peine un homme aux alentours [344].

Malgré ces tentatives pour faciliter la vie des salariées, les femmes n'entrèrent sur le marché du travail que dans une mesure limitée. En 1851, environ un quart des Anglaises travaillaient. Soixante ans plus tard, le chiffre était toujours le même [345]. Alors que 83,7% des hommes âgés de 10 ans ou plus faisaient partie de la population active, 31,6% des femmes y appartenaient [346]. Et ce chiffre ne donne pas une vue d'ensemble de la situation, car de nombreuses femmes qui entrèrent alors sur le marché du travail le firent parce que, compte tenu du déséquilibre démographique qu'avait créé l'émigration, elles ne pouvaient pas trouver d'hommes. La situation en Europe continentale ressemblait à celle de la Grande-Bretagne [347]. Aux États-Unis, où il y avait un surplus d'hommes mariables, seule une femme mariée sur vingt occupait un emploi rémunéré [348]. Encore ce chiffre ne reflète-t-il pas non plus pleinement la réalité de l'époque. Une enquête du début du siècle sur les travailleuses « mariées » de Philadelphie révéla que, sur les 728 femmes interrogées, 237 étaient en fait des veuves, 146 avaient été abandonnées par leurs maris et 12 étaient divorcées. Seules 333 des 728 femmes vivaient maritalement [349].

Lorsque la Première Guerre mondiale éclata, on pensa d'abord que, en raison de la perturbation de la vie économique qui en résulterait, les personnes des deux sexes seraient touchées par le chômage. C'est en effet ce qui se produisit au cours des premiers mois. Les industries dans lesquelles les femmes étaient nombreuses, en particulier les fabricants d'articles de luxe, souffrirent d'une baisse de la demande ou furent contraintes de mettre la clé sous la porte [350]. En conséquence, près de la moitié des salariées britanniques connurent le chômage en 1914 [351]. Cependant, dès l'hiver 1914-1915, la situation s'inversa. Comme des millions d'hommes étaient partis pour le front, il fallait leur fournir des millions de tonnes de matériel de toutes sortes. Avant la guerre, les autorités pensaient que leur tâche principale serait de subvenir aux besoins des chômeurs. Au lieu de cela, elles se retrouvèrent rapidement à court de main d'œuvre – homme ou femme – pour occuper les postes qui avaient été laissés vacants ou venaient d'être créés.

Les femmes étaient encore concentrées dans les industries où le travail était relativement facile. Les plus importantes fabriquaient des chaussures, des bottes, des bas, des uniformes, des sangles, des sacs-à-dos, des harnais et autres articles similaires [352]. Les femmes commencèrent ensuite à remplacer les hommes dans les emplois nécessitant un contact avec le public, emplois que, toujours à cause de leurs âmes prétendument délicates, elles avaient auparavant rarement, voire pas du tout, pris. Elles devinrent guichetières dans les bureaux de poste et dans les banques, poinçonneuses dans les bus et les tramways, conductrices de taxis et même de fourgonnettes. En 1916, certaines femmes, attirées par les salaires élevés qu'offrait l'industrie l'armement, commencèrent à entrer dans les usines de munitions. Pourtant, même au plus fort de la guerre, en avril 1918, alors que les armées britanniques étaient encore sous le choc de l'offensive la plus puissante jamais lancée par une armée jusque-là, la population active restait masculine presque au deux tiers. Malgré le fait que trois ans et demi s'étaient écoulés depuis le déclenchement de la guerre, le nombre total de salariées britanniques n'était passé que de 3 276 000 à 4 808 000 [353].

La situation à cet égard était la même dans d'autres pays. En 1916-1917, les salariées des usines de munitions de plusieurs pays – l'Allemagne, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne elle-même – avaient des salaires tellement élevés que les hommes, qui, à cette époque, mouraient par centaines de milliers sur les champs de bataille, les accusèrent de capitaliser sur la guerre [354]. Les travaux vraiment difficiles, que ce soit dans les mines, la sylviculture ou les transports, entre autres, continuaient à être effectuée presque entièrement par des hommes. Ces hommes soit étaient inaptes au service militaire en raison de leur âge ou de leur santé, soit en avaient été libérés parce que leur emploi ne pouvait pas être exercé par des femmes. Par exemple, à Wigan Pier, plus tard rendu célèbre par George Orwell, les femmes ne représentaient que 5,5% de la main-d'œuvre. Aucune d'entre elles ne travaillait sous terre [355].

La guerre terminée, la plupart des femmes furent heureuses de rentrer chez elles. Normalement, la question n'était pas de savoir si une femme mariée arrêterait de travailler, mais dans combien de temps elle le ferait. Les travailleurs, influencés par les idéologies de gauche, considéraient souvent la question du point de vue de la lutte des classes. Ils étaient fiers que le capitalisme, bien qu'il ait réussi à les asservir, n'ait pas réussi à mettre la main sur leurs femmes. À l'inverse, ceux dont les épouses travaillaient avaient tendance à être méprisés [356]. Aux États-Unis, seulement 15% des femmes mariées exerçaient une activité professionnelle et seulement 20 % des personnes des deux sexes pensaient même que les femmes devaient avoir un emploi. En 1939, ce dernier chiffre était tombé à 10% [357]. Comme l'a écrit un vice-président d'entreprise, la liberté du travail était « le plus grand cadeau de Dieu à la femme et son droit d'aïnesse naturel ». Dans tous les pays à l'exception de l'Union soviétique, tant la proportion de femmes actives que leur poids dans la population active stagnaient. En 1929, 40% de toutes les femmes mariées aux États-Unis n'avaient jamais exercé une activité

professionnelle à l'extérieur de chez elles [358]. A aucun moment et dans aucun pays elles ne représentèrent plus de 36,1% de la population active [359]. Dans la mesure où les femmes avaient un emploi, elles continuaient à occuper les moins pénibles et les moins insalubres.

Lorsque la Grande Dépression frappa, ce sont surtout les hommes qui en firent les frais. S'il devint beaucoup plus difficile et pour les hommes et pour les femmes de trouver du travail, elle n'eut pas le même impact sur les deux sexes. S'agissant des États-Unis, étant donné que moins de femmes avaient un emploi et qu'elles gagnaient généralement moins, proportionnellement moins de femmes que d'hommes tombèrent au chômage. Au cours des années 1930, le marché du travail se redressa plus rapidement pour les femmes – dans le travail de bureau, dans les services et dans les industries légères – que pour les hommes, auxquels, leurs salaires étant moins élevés, elles faisaient une concurrence déloyale [360].

L'impact du chômage sur les deux sexes ne fut pas non plus le même. Pour les femmes, il était souvent synonyme de privation ; pour les hommes, de privation et d'émasculation, tout à la fois. Il empêchait les jeunes de devenir des hommes. Ils pouvaient finir clochards ou vagabonds, surtout si leurs familles n'avaient pas les moyens de les garder à l'école. Une fois adultes, ils restaient à la maison ou la quittaient à la recherche d'un travail, pour revenir les mains vides. Leurs liens sociaux s'en trouvaient coupés, leur statut réduit, leur estime de soi fragilisée et leur mariage déstabilisé [361]. Tout cela valait aussi pour les femmes, mais dans une bien moindre mesure. Des photographies montrent des milliers d'hommes faisant la queue, trois ou quatre de front, devant des soupes populaires. Comme on le remarqua à l'époque [362], il n'y avait aucune femme dans les queues. Peu de femmes habitaient dans un taudis ou dormaient dans les parcs. Quelle qu'ait été leur souffrance, d'une manière ou d'une autre, les femmes réussissaient toujours à se faire offrir le gîte et le couvert.

La Seconde Guerre mondiale fut à la hauteur de la Première. Encore une fois, des millions et des millions d'hommes furent mobilisés. Une fois de plus, les gouvernements appelèrent les femmes à combler le vide, d'abord dans les services et dans les bureaux, puis dans les industries légères et finalement dans l'industrie lourde. A l'exception de l'Union soviétique, les femmes continuèrent de bénéficier de nombreux privilèges. Il est vrai que la Grande-Bretagne et les États-Unis employaient un grand nombre de femmes mariées, mais, même dans ces pays, les femmes faisaient généralement le travail le plus facile. En Grande-Bretagne, même en 1943, au plus fort de la guerre, dix millions de femmes n'exerçaient aucune activité professionnelle. En moyenne, ces femmes avaient chacune moins d'un enfant à charge. A aucun moment de la guerre les femmes ne représentèrent plus de 38,8% de la population active. Ainsi, même après que 5 000 000 d'hommes, contre seulement 450 000 femmes, aient été appelés sous les drapeaux, les travailleurs étaient toujours plus nombreux que les salariées. Ce n'est que vers la fin de 1943 que les autorités commencèrent finalement à « diriger » les femmes sans

enfant de moins de quatorze ans vers des tâches liées à la guerre. En fait, le plan fut mis en œuvre avec beaucoup de prudence, de peur qu'il ne conduisît à la rébellion les femmes comme les hommes [363].

En 1945 aux États-Unis, sur 52 millions de femmes adultes, seuls 19,5 millions occupaient un emploi ; seul un quart des femmes mariées en occupaient un [364]. Bien que l'image de Rosie la riveteuse ait dominé la propagande, c'était en grande partie un personnage de fiction. Dans toutes les usines métallurgiques, les hommes étaient trois fois plus nombreux que les femmes [365]. Un sondage réalisé en 1945 fait la lumière sur les raisons qu'avaient les femmes d'occuper certains emplois et d'en éviter d'autres. Il s'avéra que les trois quarts des employées comptaient continuer à travailler après la guerre. Si possible, elles espéraient le faire sans quitter leurs domaines de prédilection. Il n'est que dans l'industrie de guerre que le chiffre était nettement inférieur. Pourtant, c'est là que les femmes étaient le mieux payées, leur salaire y étant environ deux fois plus élevés que celui des salariées des autres secteurs [366].

Pourquoi les femmes voulaient-elles donc quitter précisément les industries où elles étaient les mieux payées ? Une autre série de statistiques apporte une réponse à cette question. Les plus fortes concentrations de femmes se trouvaient dans les industries dans lesquelles le nombre d'accidents était le moins élevé. Dans ces industries, les femmes étaient presque quatre fois plus nombreuses que les hommes. A l'inverse, dans les industries les plus dangereuses, il n'y avait pratiquement aucune femme [367]. Dans l'ensemble, le taux de blessures des travailleurs était deux fois plus élevé que celui de leurs homologues féminines [368]. Il n'est pas étonnant que les femmes n'aient pas été attirées par les branches industrielles majoritairement masculines. Malgré leurs salaires exceptionnellement élevés, la plupart des femmes employées dans les industries de guerre prévoyaient de quitter ce travail dès que possible. La plupart le firent dès que leurs hommes, revenus de la guerre, recommencèrent à trimer pour subvenir à leurs besoins [369].

En résumé, la séparation du lieu de travail du domicile au XIXe siècle eut un profond impact sur la vie professionnelle des femmes. Il n'est que dans les fermes que les femmes continuèrent de travailler comme avant. Ailleurs, un très grand nombre de femmes, en particulier les femmes mariées, cessèrent complètement d'exercer une activité professionnelle. En partie parce qu'elles ne voulaient pas effectuer des travaux pénibles ou dangereux, en partie parce que la loi leur interdisait de plus en plus de le faire, les citadines qui continuèrent à exercer une activité professionnelle en exercèrent une facile et sûre. Le modèle qui en résulta prévalut pendant la majeure partie de la première moitié du XXe siècle et, dans certains pays, comme les Pays-Bas, jusqu'aux années 1960 [370]. Que ce soit parce que les gouvernements essayèrent de protéger les femmes ou parce qu'il rencontra l'opposition de celles-ci, ce modèle, pas même deux guerres mondiales ne purent le changer.

4. La grande transformation

Comme cela a été noté précédemment, pendant la plus grande partie de l'histoire, le travail fut considéré comme un fardeau imposé à l'homme comme une punition – fardeau que, moines et protestants mis à part, la plupart des gens essayaient d'éviter autant que possible. Au cours des XIXe et XXe siècles, cette vision commença à changer. Ce changement remonte au philosophe anglais de la fin du XVIIe siècle John Locke. L'argument de Locke était que, dans l'état de nature, tout le monde avait autant de droit à tout que quiconque. Les origines de la propriété privée se trouvaient dans le travail ; si certains possédaient beaucoup plus de biens que d'autres, c'était en fin de compte parce qu'eux-mêmes ou leurs ancêtres avaient travaillé plus dur et fait plus pour transformer la nature brute en produits consommables par l'homme [371]. Pour le jeune Marx, le travail productif était la principale différence entre l'homme et les autres animaux [372]. Dans les mains, ou plutôt dans la bouche, des dirigeants socialistes, le travail devint le fondement de l'ordre social. Les biologistes soviétiques allèrent beaucoup plus loin, déclarant que la principale caractéristique humaine était la main et non le cerveau. Ainsi, non seulement le travail constituait l'essence de l'homme, mais il était en fait à l'origine de son évolution.

Auparavant, la plupart des hommes se vantaient de leur richesse, de leur statut social et éducation. D'ailleurs, la plupart des femmes s'enorgueillissaient des qualités de leur mari. Mais, maintenant, les capitalistes et les socialistes faisaient l'éloge du travail. Par conséquent, être un homme de loisir devenait socialement inacceptable, de sorte que même ceux qui n'avaient pas besoin de travailler commencèrent à le faire, du moins prétendirent le faire. Peu à peu, ils en vinrent à considérer le travail comme l'essence de leur vie. Une fois que le travail eut cessé d'être vu – en tout cas en paroles – comme un fardeau et eut commencé à être considéré comme un privilège, il ne fallut pas longtemps aux hommes, prétendant parler au nom des femmes, pour suggérer qu'elles exercent elles aussi une activité professionnelle.

Comme le montrent les écrits de John Stuart Mill, le problème de l'émancipation des femmes du despotisme économique de leur mari était dans l'air. L'auteur le plus important qui suggéra que l'instrument de cette émancipation devait être le travail fut Friedrich Engels. Dans *Les Origines de la Famille, de la Propriété Privée et de l'État*, il déclare que, sous le « communisme primitif », les hommes et les femmes étaient égaux, partageant les fruits de la terre. Cependant, le progrès technique et l'invention de l'élevage puis de l'agriculture conduisirent à la privatisation des moyens de production. Sur le plan économique, ce changement rendit le travail des hommes beaucoup plus important que celui des femmes. Pire encore pour les femmes, il conduisit à une situation dans laquelle la propriété, qui n'était plus collective, devait être transmise par lignes de mâles. La combinaison de l'héritage et de la propriété privée s'avéra fatale à la position des femmes dans la société. La seule façon pour elles de se libérer de leur état de dépendance économique et donc sociale était de « participer à la production sur une large échelle sociale ». Engels entendait par là qu'elles devaient avoir un travail rémunéré à

l'extérieur de la maison. Le travail non rémunéré qu'elles avaient effectué auparavant était à son avis improductif par définition [373].

En partie par intérêt sincère pour les femmes, en partie dans l'espoir que les femmes adhèreraient au mouvement ou persuaderaient leurs maris de le faire, d'autres dirigeants socialistes approuvèrent ces idées. Le programme le plus détaillé fut proposé par le fondateur du Parti social-démocrate allemand, August Bebel [374]. Dans le récit de Bebel, l'histoire des femmes était la triste histoire d'une soumission et d'une dégradation rendues possibles par leur manque d'indépendance économique. Sous le socialisme, proclamait-il, les femmes seraient libérées. En fait, le droit de participer au travail productif et d'être rémunéré en conséquence était l'essence de la liberté. Les femmes ayant été libérées de leur état de dépendance économique, les personnes des deux sexes seraient libres – pour la première fois dans l'histoire – de se marier uniquement par amour.

À bien des égards, les travaux de Bebel constituèrent le fondement des politiques adoptées par l'Union soviétique à partir de 1918. Ayant pris le pouvoir dans un pays ruiné par la guerre et la révolution, la préoccupation la plus immédiate des bolcheviks fut de restaurer la production. Ils croyaient que le moyen le plus rapide d'atteindre cet objectif était de tirer parti de ce qu'ils considéraient comme la principale source inexploitée de main-d'œuvre du pays : le grand nombre de femmes sans emploi. C'est avant tout pour leur permettre, pour ne pas dire les contraindre, à exercer un métier que le jeune État communiste procéda à certaines des réformes les plus profondes dans l'histoire des femmes [375]. La nature des réformes fut exposée par deux femmes, Alexandra Kollontai et l'épouse de Lénine, Nadezha Kroupskaïa, qui reprirent toutes deux les analyses de Bebel sans citer leur source.

Pour Kollontai en particulier, le travail au nom de la société était la chose la plus importante dans la vie – si importante, en fait, qu'elle n'était guère prête à accorder aux femmes le temps nécessaire pour accoucher. Pour que les femmes puissent travailler, « la cuisine devait être séparée du mariage ». Les tâches traditionnelles des femmes, telles que le nettoyage, la cuisine, le blanchissage, la réparation des vêtements et même l'éducation des enfants, seraient communisées. Dans ses envolées les plus radicales, Kollontai prédit même que le logement unifamilial serait remplacé par d'immenses dortoirs. De fait, les architectes soviétiques élaboraient toujours les plans de ces dortoirs à la fin des années 1920 [376].

Si ce projet avait été réalisé, il aurait transformé l'Union soviétique en un vaste kibboutz impersonnel. Il n'aboutit pas parce que les femmes refusèrent que leurs enfants leur soient enlevés, comme le souhaitait le Parti communiste. En fin de compte, les réformes les plus profondes concernèrent le droit de la famille. Le rôle de chef de famille des hommes leur fut officiellement retiré et, avec lui, la

distinction entre les enfants légitimes et les enfants illégitimes. S'attendant à ce que les femmes travaillent pour gagner leur vie sur un pied d'égalité avec les hommes, le gouvernement rendit la procédure de divorce si facile que la famille elle-même fut pratiquement abolie. Il en alla de même pour la pension alimentaire, désormais comprise comme la cheville ouvrière de l'ancien système. On estimait en effet que ces allocations privaient les femmes à la fois de leur indépendance économique et de leur fierté.

Les résultats, notamment la hausse vertigineuse du taux de divorce, ne tardèrent pas à se faire sentir. Le nombre d'épouses et d'enfants abandonnés essayant désespérément de survivre sans le soutien économique des hommes – c'est-à-dire, dans l'ensemble, sans aucun soutien économique – s'éleva à des millions [377]. La pauvreté engendra le crime. Une génération de jeunes fut jetée à la rue, forcée de vivre du vol ou de la prostitution. À la fin des années 1920, les autorités firent volte-face. La famille fut remise à l'honneur en tant qu'unité de base de la société communiste. Les dispositions d'avant-guerre qui avaient subordonné les femmes aux hommes furent abolies, la pension alimentaire fut rétablie, garantissant que les hommes divorcés continueraient de subvenir aux besoins de leur femme et de leurs enfants. Les œuvres de Kollontai disparurent des bibliothèques et plusieurs des hommes responsables de la rédaction des lois antérieures furent abattus. En fin de compte, la partie la plus importante du projet original fut précisément celui qui nous concerne ici, à savoir les efforts qui furent faits pour que les femmes aient un emploi rémunéré.

Avant la Révolution, la grande majorité des habitants des pays qui composaient l'Union soviétique vivaient de l'agriculture, ce qui signifiait que les femmes avaient toujours travaillé à la fois à la maison et près de celle-ci. Cela changea à la fin des années 1920, quand tout fut fait pour diriger les femmes de la campagne vers d'autres professions. La part des femmes dans la population active augmenta. Il atteignit 24% en 1928, 26,7% en 1930, 31% en 1934 et 35% en 1937. Comme dans d'autres pays, les premières femmes à être embauchées furent celles qui n'avaient pas d'homme pour les entretenir. En 1936, date à laquelle le régime communiste était fermement ancré, moins de la moitié des femmes mariées travaillaient [378].

Au début, l'augmentation du nombre de salariées eut lieu essentiellement dans les secteurs qui avaient traditionnellement employé des femmes. Ceux-ci comprenaient l'industrie légère – alimentaire, tabac, textiles, cuir et papier – ainsi que des services tels que l'enseignement et le commerce. À partir de 1930, une campagne fut lancée pour pousser les femmes à travailler dans d'autres secteurs. En 1930-1933, 44% des personnes récemment embauchées dans le bâtiment et jusqu'à 80% des travailleurs industriels étaient des femmes. La proportion de femmes parmi les travailleurs de la grande industrie passa de 28% en 1930 à 40% en 1937. Dans les plus grandes villes industrielles, comme Leningrad, ce chiffre était encore plus élevé [379]. Les quelques femmes qui avaient réussi dans leurs nouveaux domaines furent mises au centre de vastes campagnes de propagande. Certaines remportèrent même le plus grand prix,

une rencontre avec le Père des Peuples lui-même. D'autres étaient motivées par les lois draconiennes sur le travail. Pourtant, même dans ce meilleur des mondes, les épouses des dirigeants n'exerçaient pas d'activité professionnelle.

Des millions d'autres femmes firent des études universitaires et reçurent une formation. Elles furent nombreuses à s'orienter vers des domaines auparavant réservés aux hommes, comme l'ingénierie [380], sans l'être pour autant assez au goût de l'État. Cependant, pas plus que leurs camarades masculins, les femmes ne purent surmonter les rigidités intolérables du régime et sa tendance à étouffer toute initiative, économique ou autre. En fin de compte, la hiérarchie communiste du travail – y compris, après 1945, celle qui prévalait dans des pays satellites comme l'Allemagne de l'Est et la Tchécoslovaquie – en vint à ressembler à celle de tous les autres pays. La plupart des femmes travaillaient dans une poignée de professions comptant peu d'hommes. Les principales étaient l'enseignement, la petite administration, les services aux particuliers et la vente au détail [381]. Les femmes soviétiques étaient concentrées dans les postes les moins prestigieux et les moins bien rémunérés. Les femmes étaient peut-être bien représentées en médecine et en droit, mais cela reflétait en grande partie le revenu médiocre et le peu de prestige dont jouissaient les professionnels de ces domaines. Dans l'ensemble de l'économie, plus on montait, moins on rencontrait de femmes [382].

Les logements exigus, la nécessité de passer des heures à faire la queue devant les magasins de biens de consommation de première nécessité et le fardeau continu des travaux ménagers rendaient la vie de nombreuses femmes intolérable. Et, à partir des années 1930, la réaction des Russes fut d'avoir moins d'enfants. En Union soviétique, les contraceptifs étaient toujours de qualité douteuse, en quantité limitée et, parfois, leur usage était officiellement déconseillé, voire interdit. La principale méthode de contrôle des naissances était donc l'avortement, légal ou illégal. On estime qu'au cours des dernières années du régime les deux tiers de tous les fœtus furent avortés [383]. Même pratiqué dans les meilleures circonstances, l'avortement est une expérience traumatisante. En Union soviétique, où il était souvent réalisé dans des conditions difficiles et sans ou sans guère d'anesthésie, il l'était encore plus [384]. Il n'est pas exagéré de dire que, au cours des soixante-dix ans que dura le communisme, ses efforts pour émanciper les femmes en leur donnant la possibilité d'exercer un métier sur un pied d'égalité avec les hommes leur enleva la volonté même de vivre et de donner la vie.

Ce n'est que vers 1980 que le régime comprit qu'il avait un problème sur les bras [385]. Pour le résoudre, il commença par interdire aux femmes l'accès aux quatre-cent-cinquante professions les plus difficiles et les plus dangereuses. Ensuite les femmes obtinrent la permission d'exercer une activité professionnelle à temps partiel. D'autres femmes furent autorisées à exercer certains types de métier à la maison afin de pouvoir garder en même temps leurs enfants. Des périodes plus longues de congés parentaux, payés ou non payés, leur furent accordées [386]. Finalement, Mikhaïl Gorbatchev mena une campagne pour les inciter à revenir à la maison », campagne qui aurait fait se retourner dans leurs

tombes les pères et les mères du socialisme [387]. Les femmes soviétiques avaient retenu leur leçon et refusèrent catégoriquement d'exercer des métiers manuels [388]. Certaines femmes fustigèrent le féminisme, qu'elles tenaient responsable de les avoir forcées à exercer une activité professionnelle. Mais ce fut trop peu, trop tard. A l'effondrement du communisme, la vie des femmes était devenue si difficile que la population russe baissait d'un million chaque année. Au cours des seules années 1990, la population de Saint-Pétersbourg s'était contractée de 10%.

Dans les années 1960, l'idée que le travail était à la fois un privilège et un outil indispensable pour l'émancipation de la femme atteignit l'Occident capitaliste. Idéologiquement, c'était une révolution. En 1930, Sigmund Freud avait déclaré que la propension « naturelle » des gens était de se soustraire au travail [389]. L'expression « esclave salarié » continua à être utilisée jusque dans les années 1950. Elle s'appliquait au genre d'homme qui passait toute sa vie à travailler pour des entreprises qui non seulement le contrôlaient mais hésitaient rarement à le renvoyer sur le champ. Les femmes indiquèrent clairement qu'elles n'avaient pas l'intention de participer à une telle servitude plus longtemps que nécessaire. Rien qu'en 1945 et 1946, trois millions d'États-unienues renoncèrent à leur métier et regagnèrent leurs foyers [390]. En Grande-Bretagne après la Seconde Guerre mondiale, les trois principaux partis appelèrent les femmes à continuer à exercer un métier. Les femmes ne l'entendaient cependant pas ainsi. Loin de jouir de « leur nouvelle indépendance », comme le constata un chercheur, les femmes, en particulier les femmes mariées, avaient « souffert des interruptions de la vie familiale pendant la guerre » et « souhaitaient ardemment reprendre la routine domestique d'avant-guerre » [391]. Il en résulta un baby-boom de courte durée. Entre temps, des travailleurs étrangers durent être importés pour remplacer ceux qui avaient quitté la population active [392].

Au cours des décennies suivantes, la situation changea progressivement. Le premier facteur à l'origine de cette transition fut l'allongement de l'espérance de vie, qui eut pour conséquence que la femme moyenne passerait une plus grande partie de sa vie sans avoir d'enfants à charge. La deuxième facteur fut la reprise de la tendance à long terme à la baisse de la fécondité, qui conduisit au même résultat que l'allongement de l'espérance de vie. Une autre raison fut l'amélioration des opportunités d'éducation pour les femmes, qui amena beaucoup d'entre elles à se demander si le fait d'être femme au foyer n'était pas en fait un gaspillage colossal de leurs connaissances et de leurs compétences. Il en résulta ce que Betty Friedan appela « le problème sans nom. » Les femmes, affirma-t-elle, étaient enfermées dans la routine lénifiante des tâches ménagères. Elles passaient leur temps à nettoyer les sols, à épousseter les armoires et, pour couronner le tout, à cuire des biscuits. En proie à l'ennui et à l'isolement, elles finissaient par être atteintes de troubles mentaux, par tomber dans l'alcool ou par prendre un amant.

Encouragées par le message de Friedan, des légions de femmes mariées dans tous les pays occidentaux quittèrent la maison pour exercer un travail rémunéré. Au cours de la dernière décennie du XXe siècle, dans les pays développés, le pourcentage de femmes dans la population active commença à se

rapprocher de celui des hommes [393]. La plupart des femmes de la classe moyenne – à cette époque, la majorité des États-uniens en particulier se décrivaient comme appartenant à la classe moyenne – cherchaient un boulot facile, agréable, lucratif et aux horaires pas trop contraignants. Grâce à la réduction de près d'un tiers des heures de travail (de 59 à 40), des millions d'entre elles purent effectivement en trouver un. L'essor du secteur des services y contribua pour beaucoup. Dans une large mesure, le processus s'auto-alimentait : la plupart des femmes continuaient à faire le ménage et à s'occuper de leurs enfants tout en exerçant un métier. La solution qu'elles trouvèrent pour y remédier fut de sous-traiter les tâches domestiques qu'elles avaient accomplies jusque-là de leurs propres mains et qui comprenaient la garde des jeunes enfants et le nettoyage de la maison ainsi que la confection, la raccommodage et le lavage des vêtements. Il en résulta une dépendance croissante à l'égard des aliments préparés pour être consommés à la fois à la maison et à l'extérieur (c'est nous qui soulignons).

Les besoins des salariées conduisirent à l'émergence d'un nouveau secteur économique, celui des « services ménagers » [394]. Presque tous les prestataires étaient des femmes. Les femmes créèrent des emplois pour d'autres femmes, qui à leur tour créèrent des emplois pour encore plus de femmes (c'est nous qui soulignons). Par exemple, en Grande-Bretagne entre 1985 et 1996, les sommes dépensées pour les services domestiques doublèrent, ce qui fit de ce secteur celui qui connut la croissance la plus forte de toute l'économie [395]. Aux États-Unis, au début des années 1990, les femmes représentaient 97% de toutes les infirmières, 97 % des éducateurs, 73% des enseignants, 84% des enseignants du primaire, 97,8% des enseignants de la prématernelle et 68% des travailleurs sociaux. La division du travail dans de nombreux autres services prit la même voie [396]. Ainsi, dans de nombreux cas, l'entrée des femmes sur le marché de l'emploi n'eut pas tant pour effet de changer la nature de leurs tâches que de les amener à faire pour des inconnus et à l'extérieur du foyer ce qu'elles avaient toujours fait pour elles-mêmes et leurs proches à l'intérieur.

Dans la mesure où la grande majorité des femmes accédèrent à un emploi qui n'exigeait aucun travail physique, ni des déplacements sur de longues distances et était sans risque ni danger, les femmes restèrent le sexe privilégié. Dans la mesure où la pression exercées par les organisations féministes firent tomber la plupart des restrictions au travail féminin, les femmes devinrent doublement privilégiées : elles purent avoir littéralement le beurre et l'argent du beurre. Dans tous les pays développés, presque tous les travaux vraiment pénibles continuent d'être accomplis par les hommes. Tout comme il y a un siècle, les femmes dans des domaines tels que les mines, la construction et les transports constituent une très petite minorité [397]. Tout comme il y a un siècle, ce sont presque exclusivement des hommes qui travaillent dans la foresterie et l'industrie lourde. Les hommes labourent les champs, creusent les canaux, posent les voies, construisent les routes et déplacent de lourdes charges (d'où les deux termes anglais de *manhaul*, « traîner [une charge] manuellement ; tirer ou soulever sans assistance mécanique ou animale » et *manhandle*, « déplacer [un objet lourd] manuellement au prix de gros efforts » ; « manutentionner », mais aussi « brutaliser », « malmener »). Ils construisent également les bâtiments, font fonctionner et entretiennent les grosses machines [398],

éteignent les incendies et traquent les criminels violents. Dans la plupart des pays, ce sont presque exclusivement des hommes qui conduisent les trains, les camions, les camionnettes et les taxis, sans parler du pilotage des voiliers et, jusqu'à récemment, des avions commerciaux.

La raison pour laquelle les hommes exercent ces tâches et d'autres tâches difficiles est évidemment qu'elles ne sont pas aussi difficiles pour eux qu'elles le sont pour les femmes. Lorsqu'une femme choisit d'exercer une profession d'homme, ce n'est généralement qu'une question de temps avant qu'elle ne la quitte [399]. La plupart des efforts faits pour y former les femmes le sont donc en pure perte. Pour éviter ces problèmes, il faudrait d'abord faciliter le travail des hommes, ainsi que cela se produisit lorsque l'introduction des ordinateurs dans l'imprimerie rendit ce travail, de compliqué et salissant qu'il était, propre et efficace [400]. La combinaison des lois modernes contre la discrimination d'une part et la réticence des femmes à se retrousser les manches d'autre part peut conduire à des résultats étranges. Ainsi, alors que 80% de tous les cols blancs aux États-Unis sont des femmes, les postes de facteur, seul emploi « administratif » qui implique de marcher beaucoup à l'extérieur, sont presque exclusivement occupés par des hommes [401]. Même dans les prisons pour femmes gérées par des femmes, les travaux de construction et d'entretien sont effectués exclusivement par des hommes [402]. Enfin, dans la mesure où certains métiers sont encore réservés aux hommes, ce sont sans exception les plus pénibles, les moins salubres.

Dans tous les pays développés sans exception, les femmes passent moins d'heures au travail [402bis]. Aux États-Unis, les femmes médecins exercent moins d'heures que leurs homologues masculins ; il en va de même pour les avocates [403]. Au Japon, près d'un tiers de l'augmentation de la population active entre 1960 et 1986 est attribuable aux emplois féminins à temps partiel. Depuis lors, le chiffre continue de croître [404]. En Allemagne, seulement un quart des jeunes mères exercent une activité professionnelle et seulement la moitié d'entre elles en exercent une à plein temps, tandis qu'il n'y a presque aucun père qui occupe un emploi à temps partiel [405]. En Suède, les jeunes femmes passent moins d'heures au travail que les jeunes hommes ; il en va de même pour les femmes plus âgées. Il en va aussi de même pour les femmes mariées ainsi que pour celles qui vivent en concubinage. Les mères passent moins d'heures au travail que les pères ; il en va de même pour les Suédoises sans enfant [406]. Et moins de la moitié des Suédoises ayant des enfants d'âge préscolaire ou scolaire exercent un emploi à plein temps [407]. Ce n'est pas pour rien que l'État-providence suédois est considéré comme étant « favorable aux femmes ».

La raison habituellement invoquée pour expliquer que les femmes passent moins d'heures au travail est le fameux double fardeau. Cependant, à y regarder de plus près, cet argument éculé vole en éclats [408]. Certes, les femmes qui n'ont pas d'emploi passent plus de temps à vaquer aux tâches ménagères que leurs conjoints, mais cela n'explique pas tout. Contrairement aux idées reçues, il n'est tout simplement pas vrai que les mères exerçant une activité professionnelle consacrent beaucoup plus de

temps à la garde des enfants que les pères qui travaillent. Étant donné que beaucoup d'enfants à partir de six mois passent une grande partie de leur temps à l'extérieur de la maison, s'occuper d'eux ne représente qu'une infime partie de la vie adulte d'une femme. Plus la famille est petite, plus c'est vrai. Selon qu'elles exercent un emploi à temps partiel ou à temps plein, les mères dans les pays développés consacraient 1 à 4% de leur temps disponible à la garde des enfants ; les pères, 2 à 3%. Le temps que les femmes universitaires qui ont des enfants passent à les élever est si limité que celles de leurs collègues qui n'ont jamais accouché en passent plus à élever les enfants de leurs conjoint(e)s non universitaires [409].

De plus, le travail peut être défini comme une tâche qu'une personne confie à une autre pour qu'elle l'accomplisse à sa place. Une enquête menée selon cette approche par les Nations Unies dans treize pays différents a révélé que les hommes consacraient près de deux fois plus de leur temps à travailler que les femmes, 66% contre 34% [410]. En conséquence, les femmes ont plus de temps que les hommes pour satisfaire leurs besoins personnels, comme manger, s'habiller, socialiser, regarder la télévision et dormir [411]. Si elles « apprécient une vie bien équilibrée » [412], c'est parce qu'elles ont le loisir de le faire. Les femmes exerçant un emploi à temps partiel bénéficient également d'autres avantages. Elles sont beaucoup moins susceptibles de faire des heures supplémentaires ou des heures de nuit. Elles paient proportionnellement beaucoup moins d'impôts [413], ce qui signifie que, sur une base horaire, elles peuvent gagner beaucoup plus que les hommes occupant des emplois similaires mais à temps plein [414]. En conséquence, les femmes exerçant une activité professionnelle à temps partiel ont tendance à être beaucoup plus satisfaites de leur job que celles qui en exercent une à temps plein. Les salariées à temps partiel avec enfants jouissent d'une meilleure santé que les salariées à plein temps [415]. Il n'est pas étonnant que seulement 10% des salariées britanniques à temps partiel souhaitent l'être à temps plein [416].

On pourrait en conclure que, pour tout ce qui concerne le travail, seules les salariées à plein temps sont vraiment à la hauteur des normes masculines. Mais ce n'est pas le cas. Même en ce qui concerne les emplois à temps plein, les hommes travaillent plus d'heures que les femmes. En Europe et aux États-Unis, les hommes qui exercent un emploi à « temps plein » travaillent 10% de plus que les femmes ayant un emploi à plein temps [417]. En Grande-Bretagne, alors que 28% des hommes employés à temps plein passent régulièrement plus de 48 heures au travail chaque semaine, la moitié des femmes y passent moins de 40 heures [418]. En tenant compte des heures supplémentaires, la différence est encore plus grande. Par exemple, à peine un grand nombre de femmes entrèrent-elles dans les usines automobiles états-uniennes à la fin des années 1960 qu'elles et leurs représentants exigèrent la suppression du vieux système des heures supplémentaires obligatoires. Une fois qu'on eut accédé à leur demande et que les heures supplémentaires furent devenues volontaires, elles ne furent toujours pas satisfaites. Elles déclarèrent que, puisque les hommes étaient plus disposés à faire des heures supplémentaires, le droit de le faire était discriminatoire à l'égard des femmes. En 1973, les revendications contradictoires des salariées avaient fini par taper sur les nerfs du Syndicat des travailleurs de l'automobile. Pour essayer de

tourner la page et de faire reprendre les affaires, le Syndicat approuva l'amendement sur l'égalité des droits [en bon français, il baissa son froc. N. D. E.]. Cette législation fut cependant rejetée par la plupart des femmes [419].

Depuis le début des années 1970, selon les pays concernés, les salariées réclament et souvent obtiennent les avantages suivants : des horaires réduits, des semaines plus courtes, des horaires flexibles, des semaines flexibles, des parcours de carrière flexibles – ce qui peut signifier 35 heures de présence au travail par semaine au lieu de 60 – [420], des congés menstruels, des pauses d'allaitement [421], des pauses hormonales [422], des congés de maternité rémunérés et des congés de maternité non rémunérés de plusieurs mois, voire de plusieurs années, assortis d'une garantie de retour au même emploi à l'issue de cette période d'inactivité professionnelle. En Allemagne, les femmes ont aussi le droit de déduire le coût de l'aide ménagère de leurs impôts et, aux États-Unis, elles ont le droit d'en déduire le coût des services de garde d'enfant. En Grande-Bretagne, les femmes jouissent du droit de refuser d'exercer un emploi insalubre ou de changer de lieu de travail [423], pour ne rien dire des garderies financées par l'employeur et des chèques-garderie qu'elles reçoivent. Elles bénéficient également de congés de garde d'enfant, des congés de garde d'enfant d'urgence, des congés pour soins à enfant malade et des congés pour soins à personne âgée [424]. La Grande-Bretagne offre également aux femmes des formations spéciales, connues sous le nom de programmes de mentorat (mentor programs), pour les aider à gravir les échelons de l'entreprise.

Les entreprises qui offrent de tels programmes sont si nombreuses, ces programmes si nombreux et variés, que leur suivi est devenu un travail en soi. Un logiciel a été spécialement développé pour aider les femmes à y postuler. Pour s'assurer qu'autant de femmes que possible bénéficient de ces avantages, les femmes ont exigé et, dans de nombreux cas, obtenu une représentation obligatoire dans les conseils d'administration [425]. Les entreprises européennes appellent ces programmes « E-qualité totale » (Total E-Quality). Cependant, comme beaucoup sont réservés aux femmes, l'égalité n'est ici qu'un mot. Dans certains cas, le vide juridique permet aux hommes de profiter de tels programmes, mais ces cas sont rares. Lorsque les hommes embrassent une profession typiquement féminine, ils ont toujours tendance à travailler à temps plein [426]. Même en Suède, de tous les hommes qui ont le droit de travailler à temps partiel après la naissance d'un enfant, seuls 8% l'ont fait valoir [427].

En revanche, on attend si rarement des femmes qu'elles travaillent comme des hommes que bon nombre de celles qui sont officiellement sur le marché du travail sont en fait à la maison, tout en jouissant des privilèges des femmes qui appartiennent effectivement à la population active. Encore une fois, c'est particulièrement le cas pour la Suède, l'État-providence le plus avancé de tous. En Suède, l'indemnité de congé parental équivaut à 90% du salaire pendant quinze mois. De plus, les parents ont droit à soixante jours de congé par an pour prendre soin d'un enfant malade. En supposant qu'une année de travail compte environ 220 jours, une femme avec deux enfants peut s'absenter de son lieu de

travail pendant plus de la moitié du temps sans aucun préjudice financier. Il n'est guère étonnant que la plupart d'entre elles aient tendance à exercer une activité professionnelle dans le secteur public, où le profit est beaucoup moins une priorité et où la productivité est difficile, voire impossible, à mesurer. Il n'est pas étonnant non plus qu'une enquête ait révélé que seule une jeune mère salariée sur sept est présente sur son lieu de travail [428]. La définition suédoise du travail rémunéré de la femme est si lâche qu'elle déforme toutes les statistiques du travail du pays. En données ajustées, une grande partie de l'augmentation du nombre de femmes sur le marché du travail suédois depuis les années 1950 n'est qu'un mythe [429].

Ce qui vaut pour les pays développés vaut aussi, quoique d'une manière différente, pour les pays en développement. Comme leurs économies reposaient en grande partie sur l'agriculture, comme on pouvait s'y attendre, la division du travail dans ces pays restait jusqu'à récemment ce qu'elle avait toujours été. Dans chacun d'eux, les hommes exerçaient les métiers pénibles ainsi que ceux qui impliquaient des déplacements loin de chez eux. Les femmes travaillaient moins de jours par an que les hommes. Quand elles travaillaient, elles accomplissaient les tâches les moins pénibles à proximité de la maison, afin de pouvoir garder un œil sur leurs enfants [430]. Mais, même dans ces pays, il existait au moins quelques emplois agréables dans l'administration ou les professions libérales. Ces emplois étaient généralement occupés de manière disproportionnée par les femmes [431].

Les pays en développement commencèrent à s'industrialiser dans les années 1960. Les industries dont ils s'équipèrent étaient souvent des usines à capitaux étrangers de fabrication de produits tels que les textiles et plus tard l'électronique ; elles employaient une main-d'œuvre féminine locale et bon marché. Dans d'autres cas, il s'agissait de traiter des données pour des entreprises, telles que les compagnies aériennes, dont le siège social était à l'étranger. Ce travail était répétitif et ennuyeux, voire, dans certaines industries, où il fallait passer des jours à faire des observations au microscope ou en contact avec des produits chimiques, dangereux. Pourtant, comme les femmes elles-mêmes étaient les premières à l'admettre [432], c'était bien mieux que de trimer dans la boue, d'autant plus que le salaire était jusqu'à vingt-cinq fois plus élevé [433]. Il n'est donc pas étonnant que ce travail ait souvent fait l'objet d'une concurrence féroce. Comparé au travail de la plupart des hommes, que ce soit dans l'agriculture ou dans les métiers urbains comme la construction et le transport, il était sûr, facile et propre.

Il en résulta que, dans des pays comme la Corée du Sud, Taïwan, les Philippines, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, l'Indonésie et le Mexique, les femmes commencèrent à entrer dans les usines par centaines de milliers. La plupart de celles qui fabriquaient des chaussures de sport ou assemblaient des circuits informatiques étaient jeunes et célibataires. Très souvent, elles vivaient chez leurs parents et ne contribuaient que peu ou pas du tout au revenu de la famille. Elles dépensaient leur salaire pour acquérir des produits de luxe tels que les vêtements et les produits de beauté. D'autres épargnaient

jusqu'à 50 % de leur revenu [434]. Une fois qu'elles étaient mariées et avaient quitté la population active, comme le faisaient la plupart [435], elles continuaient à être entretenues, désormais par leurs maris. Contrairement aux féministes occidentales, elles refusaient de « reconnaître qu'elles (étaient) exploitées ou de s'organiser pour contester les sources de cette exploitation » [436].

Non seulement dans ces pays, mais dans tous les pays depuis la révolution industrielle, un nombre disproportionné de femmes actives étaient célibataires ou veuves. Plus tard, en partie en raison de la propagation du féminisme, ces deux catégories de femmes furent rejointes par une armée de divorcées. Les femmes mariées – celles qui exercent une activité professionnelle à l'extérieur de la maison et, plus encore, les femmes au foyer – s'attendent pour la plupart à ce que leurs besoins économiques fondamentaux soient satisfaits par les hommes. Des travaux récents sur et par des femmes de carrière décrivent les jouissances et les souffrances de la vie active féminine. Ces dernières incluent la nécessité de plaire à son patron, les déplacements, le soudain revers de fortune en raison de la restructuration de l'entreprise, ou simplement la perte de la liberté personnelle et le manque de temps libre à consacrer à la famille [437]. Ces peines et ces joies, il semble raisonnable de le supposer, sont éprouvées par les hommes autant que par les femmes. Ayant décidé de prendre d'assaut le monde du travail masculin, les femmes devaient tôt ou tard en découvrir aussi les inconvénients. Lorsqu'elles découvrent effectivement ces inconvénients, de nombreuses femmes sont autorisées à faire quelque chose qui est rarement permis aux hommes, à savoir arrêter de travailler et rentrer à la maison.

Abstraction faite des périodes de chômage qu'ils traversent, les hommes restent normalement sur le marché du travail tout au long de leur vie professionnelle. Ce n'est pas le cas pour les deux tiers des femmes. En conséquence, dans la plupart des pays industrialisés, les femmes de la fin du XXe siècle étaient en fait moins susceptibles de travailler tout au long de leur vie que leurs aînées. En Grande-Bretagne, 10% seulement des femmes en 1980 restaient employées de façon continue, 15 % de moins qu'en 1965 [438]. Aux États-Unis, les mères salariées passent au travail un peu plus de deux fois moins d'heures que les pères salariés [439]. Qu'elles soient mariées ou non, les femmes au cours de leur carrière sont susceptibles de passer au travail 40% moins d'heures que les hommes. C'est sans doute la principale raison pour laquelle leur expérience professionnelle ne correspond en moyenne pas à celle des hommes [440]. En somme, la plupart des femmes, comme dans l'ancien modèle, ne participent à l'économie que dans une mesure limitée. Le changement plus important a sans doute été la très forte baisse du taux de natalité. Le peu d'enfants qui naissent encore passent tellement de temps dans les garderies ou à l'école qu'ils connaissent à peine leur parents ; ce qui fait que, aujourd'hui, les femmes ont moins à faire qu'à tout autre moment de l'histoire.

Quant aux hommes, les structures de l'emploi montrent que leur première responsabilité est toujours de nourrir leur famille. Faute d'alternative socialement acceptable, ils n'ont généralement pas d'autre choix [441]. Peu de gens s'opposent à la décision d'une femme mariée de quitter le marché du travail

pour passer le reste de ses jours, par exemple, à arroser ses plantes ou à résoudre ses conflits intérieurs. Au contraire, sa « réticence à renoncer à toute sa personne pour sa carrière » sera saluée comme « particulièrement réfléchie et intelligente » [442]. Un homme qui fait le même choix sera dévalorisé à la fois par les autres hommes et les femmes. Très souvent, il en va ainsi même si son avenir économique est assuré. Si sa femme continue de travailler, cela sera probablement doublement vrai. À un moment donné, la femme de cet homme commencera à se demander pourquoi ce serait à elle seule de porter tout le fardeau. À ce moment, la procédure de divorce est généralement déjà en cours [443].

Aujourd'hui comme autrefois, gagner leur pain à la sueur de leur front reste un devoir auquel la grande majorité des hommes ne peuvent éventuellement échapper que s'ils sont célibataires, sans enfants ou les deux. Aujourd'hui comme autrefois, les femmes qui suivent un chemin similaire sont principalement celles qui n'ont pas d'homme pour les entretenir. Les femmes mariées et dans une moindre mesure les célibataires ont en outre tendance à faire un travail plus facile, à passer moins d'heures au travail et à quitter le marché du travail plus tôt que les hommes. Le sort des kibboutzim et de l'Union soviétique illustre ce qui arrive aux femmes lorsqu'elles ne bénéficient pas de ces privilèges. Dans le dernier cas, alors que le nombre de Russes stagnait et commençait à baisser, Moscou perdit son emprise sur le reste de la population. Parmi celle-ci, il y avait beaucoup de musulmans, dont les femmes, moins susceptibles d'être employées, conservaient une fécondité élevée [444]. Dans une mesure moindre, mais qui n'en reste pas moins significative, il en était de même dans l'ancien bloc de l'Est. Tels furent les conséquences de l'émancipation des femmes à la communiste.

5. Conclusions

En matière de travail, les femmes ont toujours bénéficié de nombreux privilèges. Dans une large mesure, ces privilèges peuvent être attribués aux faits biologiques qui limitaient le travail que les femmes pouvaient effectuer. Certes, si elles avaient des enfants et, dans une moindre mesure, même si elles n'en avaient pas, les femmes étaient dans l'impossibilité de se déplacer loin de chez elles. Même aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, sur 106 000 employées des chemins de fer, seules 250 – moins de 0.5% – n'occupaient pas un emploi de bureau [445]. S'il est vrai, comme l'affirment certains, qu'« il est beaucoup plus facile... de passer du statut de travailleur salarié à celui de domestique que de faire l'inverse » [446], c'est peut-être en partie parce que le travail des hommes est souvent difficile.

Les privilèges des femmes ont changé avec le temps. Chaque révolution technologique et économique, que ce soit le passage de l'agriculture à l'industrie ou, plus tard, de l'industrie aux services, a exercé une influence sur le travail des personnes des deux sexes. Les femmes ont d'abord travaillé dans les champs,

puis dans les usines. Elles ont ensuite commencé à travailler à domicile, dans les bureaux et dans les agences commerciales. Même là où les hommes et les femmes travaillaient ensemble, une nette division du travail prévalait. La plupart des femmes étaient concentrées dans une poignée de professions. Ici et là, une urgence sociétale, telle qu'une saison agricole chargée ou une guerre, pouvait amener les femmes à travailler avec les hommes. Cependant, au fil du temps, la division coutumière du travail reprenait toujours ses droits. Tant que le travail était considéré comme un fardeau, les femmes, comme les hommes, faisaient de leur mieux pour l'éviter. Bien plus que les hommes, les femmes étaient protégées du travail, soit par leurs parents masculins, soit par les attitudes sociales dominantes, soit encore par les deux. Il est arrivé que le travail des hommes d'une génération devienne le passe-temps des femmes de la suivante, comme l'équitation et la poterie. Dans ce sens aussi, les femmes sont la classe oisive.

Au cours des cent cinquante dernières années, des écrivains socialistes puis féministes ont déclaré que le travail était un droit et un privilège. Pourtant, la situation est restée fondamentalement inchangée. Naturellement, la plupart des femmes contraintes de travailler pour des raisons économiques continuent de considérer leur travail comme un fardeau. Comme le montrent les statistiques du roulement, elles saisissent souvent la première occasion de quitter leur emploi. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le féminisme n'a connu qu'un succès limité parmi les femmes de la classe ouvrière. Quant aux femmes qui sont entrées sur le marché du travail sans y être obligées, elles aussi, pour la plupart, ont conservé leurs privilèges : un emploi plus facile, moins d'heures au travail ; le droit de quitter leur travail à leur guise ; le droit de prendre plus tôt sa retraite ; et, cerise sur le gâteau, le droit d'adopter une attitude d'auto-satisfaction envers le travail en affirmant que, contrairement aux hommes, elles n'en exercent pas un pour l'argent mais pour « l'intérêt » et les « opportunités de développement personnel » qu'il offre [447]. Plus que jamais, plus la classe à laquelle appartiennent les femmes est élevée, grâce en grande partie au travail de leurs hommes, plus tout cela devient vrai. De tous les descendants d'Adam, ce sont contre ces femmes qu'il n'a toujours pas prononcé une malédiction.

Martin van Creveld, *The Privileged Sex*, Space Independent Publishing Platform, 2013, traduit de l'anglais par B. K.

[273] Voir Isaac Mendelsohn, *Slavery in the Ancient Near East*, Oxford University Press, New York, 1949, p. 96-7.

[274] Voir Birgit van den Hoven, *Work in Ancient and Medieval Thought*, J. C. Gieben, Amsterdam, 1996, p. 28-30, 31-8 ; Paul Ransome, *The Work Paradigm: A Theoretical Investigation of Concepts of Work*, Aldershot, Avebury, 1996, p. 102-5.

[275] Voir N. Loraux, Ponos : Sur quelques difficultés de la peine comme nom du travail. In *Annali del seminario de studi del mondo classico*, n° 4, 1982, p. 171-92.

[276] Birgit van den Hoven, op. cit., p. 30. (Si, effectivement, « le travail avait longtemps été méprisé par le christianisme comme étant la conséquence du péché originel (...) à partir du XIIe siècle (il) fut l'objet d'une remarquable réévaluation dans le système de valeurs et de prestige social des gens du Moyen Age, à peu près parallèlement à la revalorisation de la personne et du rôle de la femme que favorisait le grand essor du culte marial. L'Homme, jusqu'alors essentiellement présenté comme une créature punie et souffrante à l'image de Job, redevint, comme le rappela l'Église en commentant la Genèse, une créature faite par Dieu à son image lors de la Création, premier travail exécuté dans l'histoire par Dieu qui, fatigué, se reposa le septième jour » [c'est nous qui soulignons] [Jacques le Goff, *Le Moyen Age et l'argent*, Perrin, 2010]. « Le Moyen-Age, avec l'extension du christianisme, voit l'établissement de trois attributs de valeurs porteurs chacun d'une aspiration ancrée dans la religion chrétienne ou l'héritage biblique qu'elle recueille : d'une part, le travail, résultat de la condamnation primitive de l'homme pêcheur, est une nécessité expiatoire plutôt qu'un devoir. L'étymologie du terme renvoie à l'Antiquité : le tripalium (d'où le mot travail est issu) était un système de trois pieux (ou pals) fichés en terre auxquels l'esclave était attaché. Mais cet attribut, en tant qu'expiatoire, est distinct de la pure instrumentalité de l'otium. L'homme médiéval n'est pas enchaîné à sa tâche par la seule force de son maître, mais par la volonté de son créateur, le Père éternel, toute justice et bonté. Mais (...) la valeur expiatoire est doublée à partir du Xe siècle d'une valeur salvatrice : parce qu'il comporte de la souffrance, et seulement dans cette mesure, le travail permet de racheter le péché originel et nos péchés avec, à l'horizon, l'espoir d'une vie éternelle toute positive ! » [Robert Francès, *Motivation et efficience au travail*, Mardaga, 1995, p. 13], N. D. E.).

[277] Ibid., p. 152-8. Voir aussi, au sujet de l'importance de la règle bénédictine dans la formation de la morale du travail, Lynn White, *Machina ex Deo: Essays in the Dynamism of Western Culture*, MIT Press, Cambridge, MA, 1968, p. 63.

[278] Voir Richard H. Tawney, *Religion and the Rise of Capitalism*, Murray, Londres, 1960 [1926], p. 108.

[279] Voir William C. Carroll, *Fat King, Lean Beggar: Representations of Poverty in the Age of Shakespeare*, Cornell University Press, Ithaca, NY, 1996, p. 4-5.

[280] Voir Jeremy Bentham, *Panopticon; or, the Inspection House*, Payne, Londres, 1794 ; voir aussi J. Mill, *Prisons and Prison Discipline*, in Terence Ball (éd.), *James Mill, Political Writings*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992, p. 195-224.

[281] J. A. Sharpe, *Crime in Early Modern England 1550-1750*, Longman, Londres, 1984, p. 178-80.

[282] Genèse, 3:19.

[283] Odyssée, X, 222-223.

[284] Isaac Mendelsohn, *Slavery in the Ancient Near East. A Comparative Study of Slavery in Babylonia, Assyria, Syria, and Palestine from the Middle of the Third Millennium to the End of the First Millennium*, [éd. non précisée], p. 99 ; Dr. Haim Kahana, lettre à l'auteur, 2 juillet 2001.

[285] Ullstein Lexikon der deutschen Sprache, Berlin, Ullstein, 1969, p. 767.

[286] Isaac Mendelsohn, op. cit., p. 92.

[287] Rois, 5:27-30.

[288] Voir, au sujet de l'esclavage dans ces mines, I. Morris, *Remaining Invisible: The Archaeology of the Excluded in Classical Athens*, in Sandra R. Joshel et Sheila Murnaghan (éds.), *Women and Slaves in Greco-Roman Culture: Differential Equations*, Routledge, Londres, 1998, p. 199-211.

[289] Apulée, *Métamorphoses*, IX, 12.

[290] Petrone, *Satyricon*, 75, 11 ; Horace, *Satires*, I, 2, 116-19 ; Sénèque, *Controversiae*, Ib. praef. 1. Voir aussi Beert C. Verstraete, *Slavery and the Social Dynamics of Male Homosexual Relations in Ancient Rome*. In *Journal of Homosexuality*, vol. 5, n° 3, printemps 1980, p. 227-36.

[291] Voir J. Juan et A. de Ulloa, *Discourse and Political Reflections on the Kingdoms of Peru*, University of Oklahoma Press, Tulsa, OK, 1978, p. 77 et sqq.

[292] « (L)es corvées font un des principaux instrumens de la tyrannie d'un intendant qui veut châtier une paroisse ou une communauté qui a eu le malheur de tomber dans sa disgrâce » (Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, t. 5, Yverdon, 1791, p. 252.

[293] Voir Karl Marx, *Capital*, Charles H. Kerr (éd.), Chicago, 1932 [1867], vol. 1, p. 262-3.

[294] August Meitzen, *Urkunden schlesischer Dörfer*, Breslau, Parey, 1863, p. 334.

[295] *La République*, 457b.

[296] Voir Brian Mitchell, *Women in the Military: The Weak Link*, Regnery, Orlando, FL, 1996, p. 141-2.

[297] Desmond Morris, *Manwatching; A Field Guide to Human Behavior*, Abrams, New York, 1977, p. 239-40.

[298] Presidential Commission on the Assignment of Women in the Armed Forces, *Report to the President*, Washington, U. S. Government Printing Office, 1992, p. C-74.

[299] Miriam Lichtheim, *Ancient Egyptian Literature*, University of California Press, Berkeley, CA, 1975-80, vol. 2, p. 137.

[300] Voir G. P. Murdock, *Comparative Data on the Division of Labor by Sex*. In *Social Forces*, vol. 15, n° 4, 1937 [p. 551-3].

- [301] Voir, au sujet de l'île de Vanatinai, à l'est de la Papouasie Nouvelle-Guinée, Maria Lepowsky, *Gender in an Egalitarian Society*, in Peggy Reeves Sanday et Ruth Gallagher Goodenough (éds.), *Beyond the Second Sex: New Directions in the Anthropology of Gender*, University of Philadelphia Press, Philadelphie, 1990, p. 180, 182, 202.
- [302] Voir Malcolm Gray, *The Fishing Industries of Scotland, 1790-1914*, Oxford University Press, Oxford, 1978, p. 13 ; Nancy Dorian, *Tyranny of Tide*, Karoma, Ann Arbor, MI, 1985, p. 33.
- [303] Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, t. 2, 13^e éd., Pagnerre, Paris, 1850, p. 238.
- [304] Voir Wendy Kaminer, *A Fearful Freedom: Women's Flight from Equality*, Addison-Wesley, Reading, MA, 1990, p. 39.
- [305] *Society in America*, Doubleday, New York, 1966 [1837], vol. 3, p. 106.
- [306] Voir, pour un exemple moderne, Tuula Heinonen, *Negotiating Ideal Womanhood in Rural Philippine Households: Work and Survival*, in Parvin Ghorayshi et Claire Belanger (éds.), *Women, Work and Gender Relations in Developing Countries: A Global Perspective*, Greenwood, Westport, CT, 1996, p. 109-10.
- [307] Voir Tamara Jacka, *Women's Work in Rural China: Change and Continuity in an Era of Reform*, Cambridge University Press, Cambridge, 1997, p. 22.
- [308] R. S. Watson, *Girls' Houses and Working Women*, in Maria Jaschok et Suzanne Miers (éds.), *Women and Chinese Patriarchy*, Hong Kong University Press, Hong Kong, 1994, p. 28, 32 ; Tokyo Yoshida Ch'en, *Women in Confucian Society*, Columbia University, thèse de doctorat, 1974, microfilms de l'Université, p. iii ; John Buck, *Land Utilization in China*, Council on Economic and Cultural Affairs, New York, 1937, p. 290, 293.
- [309] Gay Robins, *Women in Ancient Egypt*, Harvard University Press, Cambridge, MS, p. 108.
- [310] Theresa M. McBride, *Women's Work and Industrialization*, in Renate Bridenthal et Claudia Koonz (éds.), *Becoming Visible: Women in European History*, 1977, p. 285 ; Deborah Simonton, *A History of European Women's Work: 1700 to the Present*, Routledge, Londres, 1998, p. 42, 142, 144-6.
- [311] Voir Raymond Pahl, *Divisions of Labor*, Blackwell, Oxford, 1984, p. 29 ; Olwen Hufton, *Women and the Family Economy in Eighteenth-Century France*. In *French Historical Studies*, vol. 9, 1975, p. 11 ; Edward Shorter, *Women's Work: What Difference Did Capitalism Make?* In *Theory and Society*, vol. 3, 1976, p. 516.
- [312] Soranos, *Gynecology*, I, 22-3, I, 27 et III, 9.
- [313] Isaac Mendelsohn, op. cit., p. 113.
- [314] Deborah Simonton, op. cit., p. 43.

- [315] Regine Mathias, *Female Labor in the Japanese Coal-Mining Industry*, in Janet Hunter (éd.), *Japanese Women Working*, Routledge, Londres, 1993, p. 113.
- [316] Voir Headlee et Margaret Elfin, *The Cost of Being Female*, Praeger, Westport, CT, 1996, p. 18-9.
- [317] Maria Alexandra Lepowsky, *Fruit of the Motherland: Gender in an Egalitarian Society*, Columbia University Press, 1993, p. 190.
- [318] Voir Natalie Angier, *Woman: An Intimate Geography*, Scribe Publications, 2009, p. 337-9.
- [319] Voir, pour le moyen-âge, M. Kowaleski, *Women's Work in a Medieval Town: Exeter in the Late Fourteenth-Century*, in B. A. Hanawalt (éd.), *Women and Work in Pre-Industrial Europe*, University of Indiana Press, Bloomington, IN, 1986, p. 147-8 ; Helena Graham, *A Woman's Work: Labor and Gender in the Late Medieval Countryside*, in P. J. P. Goldberg (éd.), *Woman is a Worthy Wight: Women in English Society C. 1200-1500*, A. Sutton, 1992, p. 135-6.
- [320] Alice Clark, *Working Life of Women*, Routledge, Londres, 1992, p. 66.
- [321] Wendy Z. Goldman, *Women, the State and Revolution: Soviet Family Policy and Social Life, 1917-1936*, Cambridge University Press, Cambridge, 1993, p. 177.
- [322] Tamara Jacka, *Women's Work in Rural China: Change and Continuity in an Era of Reform*, Cambridge University Press, Cambridge, 1997, p. 36-7.
- [323] Alison M. Bowes, *Kibbutz Goshen: An Israeli Commune*, Waveland, Prospect Heights, IL, 1989, p. 81-2, 90, 93.
- [323bis] Ce point très important est expliqué beaucoup plus en détail à <https://elementsdeducationraciale.wordpress.com/2017/12/10/postface-a-anatomie-du-pouvoir-feminin/>, N. D. E.
- [324] Voir T. McBride, *Women's Work and Industrialization*, in L.R. Berlanstein (éd.), *The Industrial Revolution and Work in nineteenth-Century Europe*, Londres et New York, 1992, p. 282.
- [325] Deborah Simonton, op. cit., p. 113-5 ; voir aussi Annelies Moors, *Gender, Property and Power: Mahr and Marriage in a Palestinian Village*, in Kathy Davis et al. (éds.), *The Gender of Power*, Sage, Londres, 1991, p. 117.
- [326] Hetti A. Pott-Butter, *Facts and Fairy Tales About Female Labor, Family and Fertility, a Seven-Country Comparison, 1850-1990*, Amsterdam University Press, Amsterdam, 1993, p. 285-6.
- [327] Voir, pour Londres, 1851 Census, *Parliamentary Papers, 1852-3*, vol. 83, p. 8, tableau 2 ; pour la Grande-Bretagne, Deborah Simonton, op. cit., p. 98, fig. 5.1 ; pour les États-Unis, Rosalyn Baxandall et Linda Gordon (éds), *America's Working Women*, Norton, New York, 1995, p. 200.
- [328] T. McBride, op. cit., p. 288-90.

[329] Katharina Schlegel, *Mistress and Servant in Nineteenth-Century Hamburg*. In *History Workshop Journal*, vol. 15, 1983, p. 75.

[330] Friedrich Engels, *The Condition of the Working Class in England*, Harmondsworth, Penguin, 1993 [1844], p. 154.

[331] John Stuart Mill, *L'Asservissement des femmes*, traduit de l'anglais par M. E. Cazelles, Guillaumin et Cie, paris, 1869, p. 106-7.

[332] Voir S. Alexander, *Women's Work in Nineteenth-Century London*, in Juliet Mitchell et Ann Oakley (éds.), *The Rights and Wrongs of Women*, Penguin, Harmondsworth, Middlesex, 1976, p. 59-111 ; Louise A. Tilly et Joan W. Scott, *Women, Work and Family*, Methuen, Londres, 1978, p. 19-30, 135.

[333] Voir, au sujet des travailleurs non qualifiés, Michael Hanagan, *Family, Work and Wages: The Stéphanois Region of France, 1840-1914*, in Angelique Janssens (éd.), *The Rise and Decline of the Male Breadwinner Family?* Cambridge University Press, Cambridge, 1998, p. 137-8 ; pour les immigrants, Teresa Amott et Julie Matthaei, *Race, Gender and Work*, South End Press, Boston, 1996, p. 113.

[334] Angelique Janssens, *Family and Social Change: The Household as a Process in an Industrializing Community*, Cambridge University Press, Cambridge, 1993, p. 40.

[335] Angela V. John, *By the Sweat of Our Brow: Women Workers at Victorian Coal Mines*, Croom Helm, Londres, 1980, p. 24-5.

[336] Michael Hanagan, *Family, Work and Wages: The Stéphanois Region of France, 1840–1914*. In *International Review of Social History*, vol. 42, 1997 [p. 129-51], p. 135 (Ce dicton, qui courait en particulier dans la ville minière de Rive-de-Gier, est expliqué ainsi par la *Revue des deux mondes* (23e année, 2de série de la nouvelle période, t. 1, 1853, p. 333) : « En effet, les femmes d'ouvriers ne sont ici assujetties à aucun travail ; on ne les voit point, comme dans les pays d'agriculture, affronter dans les champs les intempéries des saisons, ou, comme dans les contrées manufacturières, passer le jour auprès d'un métier, ou bien enfin porter de lourds fardeaux comme dans certaines villes de commerce; elles restent chez elles et vivent absolument en rentières. Les hommes ont un travail pénible, mais un gain élevé ; la récompense suit l'épreuve. Les chevaux, soumis au plus rude labeur, soit dans des chemins défoncés et montueux, soit dans les mines, où ils sont descendus pour n'en plus sortir, trouvent ici un véritable enfer. » N. D. E.).

[337] Lynn E. Winer, *From Working Girl to Working Mother: The Female Labor Force in the United States, 1820-1980*, North Carolina University Press, Chapel Hill, NC, 1985, p. 72.

[338] Mimi Abramovitz, *Regulating the Lives of Women: Social Welfare Policy from Colonial Times to the Present*, South End Press, Boston, 1996 [1988], p. 188.

[339] Mary Lynn McDougal, *Working Class Women During the Industrial Revolution*, in Renate Bridenthal et Claudia Koonz (éds), op. cit., p. 262 ; Wendy Kaminer, *A Fearful Freedom*, Addison Wesley Longman Publishing Co., 1990, p. 67.

[340] Voir Martin van Creveld, *The Rise and Decline of the State*, Cambridge University Press, Londres, 1999, p. 213-21.

[341] Teresa Amott et Julie Matthaei, *Race, Gender and Work*, South End Press, Boston, MA [éd. non précisée], p. 115 ; Rosemary Orthmann, *Labor Force Participation, Life Cycle, and Expenditure Patterns: The Case of Unmarried Factory Workers in Berlin, 1902*, in Ruth-Ellen B. Joeres et Mary Jo. Maynes (éds.), *German Women in the Nineteenth Century: A Social and Literary History*, Indiana University Press, Bloomington, IN, 1986, p. 29-36.

[342] Rosalyn Baxandall et Linda Gordon (éds), *op. cit.*, p. 207.

[343] August Bebel, *Die Frau und der Sozialismus*, Dietz, Berlin, 1923 [1883], p. 216.

[344] Voir Gregory Anderson, *The White Blouse Revolution*, in id. (éd.), *The White Blouse Revolution: Female Of ice Workers since 1870*, Manchester University Press, Manchester, 1988, p. 1-26.

[345] Lynn MacDougall, *Working Class Women During the Industrial Revolution*, in Renate Bridenthal et Claudia Koonz, *op. cit.*, p. 267 ; Alice Kessler-Harris, *Out to Work: A History of Wage-Earning Women in the United States*, Oxford University Press, New York, 1982, p. 75-107.

[346] Voir Gail Braybon, *Women Workers in the First World War*, Croom Helms, Londres, 1981, p. 25.

[347] Michael R. Haines, *The Demography of Life-Span Transitions: Temporal and Gender Comparisons*, in Alice S. Rossi (éd.), *Gender and the Life Course*, Aldine, New York, 1985, p. 52, tableau 3.3.

[348] Valerie K. Oppenheimer et al., *United states of America*, in Hans-Peter Blossfeld (éd.), *The New Role of Women: Family Formation in Modern Societies*, Westview, Boulder, CO, 1995, p. 142.

[349] Leslie Woodcock Tentler, *Wage-Earning Women: Industrial Work and Family Life in the United States, 1900-1930*, Oxford University Press, Oxford, 1979, p. 165-6.

[350] Voir M. B. Hammond, *British Labor Conditions and Legislation during the War*, Oxford University Press, Oxford, 1919, chap. 3.

[351] Deborah Simonton, *op. cit.*, p. 186.

[352] I. O. Andrews, *The Economic Effects of the World War upon Women and Children in Great Britain*, Oxford University Press, Oxford, 1921, chap. 4.

[353] Voir A. W. Kirkaldy, *Industry and Finance*, Pitman, Londres, 1921, vol. 2, section i.

[354] Françoise Thébaud, *The Great War and the Triumph of Sexual Division*, in id. (éd.), *A History of Women in the West*, Belknap Press of Harvard University Press. Cambridge, 1992, p. 37 ; Sandra M. Gilbert, *Soldier's Heart: Literary Men, Literary Women, and the Great War*, in Margaret R. Higonnet et al. (éds.), *Behind the Lines: Gender in the Two World Wars*, Yale University Press, New Haven, CT, 1987, p. 204-12.

[355] Diana Condell et Jean Liddiard, *Working for Victory? Images of Women in the First World War, 1914-18*, Routledge, Londres, 1987, p. 72.

[356] John R. Gillis, *For Better, for Worse: British Marriages, 1600 to the Present*, Oxford University Press, New York, 1985, p. 252.

[357] Sondage Gallup cité in Rosalyn Baxandall et Linda Gordon (éds), *op. cit.*, p. 239 ; William H. Chafe, *The American Woman*, Oxford University Press, New York, 1980, p. 56.

[358] Barbara Miller Solomon, *In the Company of Educated Women*, Yale University Press, New Haven et Londres, p. 173.

[359] Renate Bridenthal, *Something Old, Something New: Women between the Two World Wars*. in Renate Bridenthal et Claudia Koonz (éds.), *op. cit.*, p. 426, tableau 18-1.

[360] Alice Kessler-Harris, *Out to Work*, Oxford University Press, Oxford, 1983, p. 258-9 ; Samuel A. Stouffer et Paul E. Lazarsfeld, *Research Memorandum on the Family in the Depression*, Social Science Research Council, New York, 1937, p. 28-35.

[361] Voir M. Komarowsky, *The Unemployed Man and His Family*, Dryden, New York, 1940, *passim* ; David Waddington et al., *All Jumbled Up: Employed Women with Unemployed Husbands*, in Jennie Popay et al. (éds), *Men, Gender Divisions and Welfare*, Routledge, Londres, 1998, p. 231-4.

[362] Meridel Le Sueur, *Women Are Hungry*, in *Ripening: Selected Works, 1927-1980*, Feminist Press, Old Westbury, NY, 1982, p. 137-8.

[363] Voir Celia Briar, *Working for Women? Gendered Work and Welfare Politics in Twentieth Century Britain*, UCL, Londres, 1997 [p. 76-8].

[364] Alice Kessler-Harris, *op. cit.*, p. 276 ; William H. Chafe, *The Road to Equality: American Women Since 1962*, Oxford University Press, Oxford, 1998, p. 56.

[365] *Industrial Injuries to Women*, U.S. Department of Labor, Women's Bureau, U. S. Government Printing Office, Washington D. C., 1947, p. 4, tableau 1.

[366] U.S. Department of Labor, *Women Workers in Ten Production Areas and Their Postwar Employment Plans*, Government Printing Office, Washington D. C., 1946, p. 41, tableau II-7, p. 44, tableau III-1.

[367] *Industrial Injuries to Women*, U.S. Department of Labor, Women's Bureau, U. S. Government Printing Office, Washington D. C., 1947, p. 5, tableau II.

[368] *Ibid.*, p. 4, tableau I.

[369] U.S. Department of Labor, *Women Workers in Ten Production Areas and Their Postwar Employment Plans*, Government Printing Office, Washington D. C., 1946, p. 48, tableau IV-2.

[370] Voir Jenny de Jong Gierveld et Aart C. Liefbroer, *The Netherlands*, in Hans-Peter Blossfeld (éd.), *The New Role of Women: Family Formation In Modern Societies*, Routledge, Londres, 1995, p. 108. Il s'avère qu'il y avait moins de femmes dans la population active en 1960 qu'en 1900.

[371] John Locke, *An Essay Concerning the True Origin, Extent, and End of Civil Government*, in Peter Laslett (éd.), *Two Treatises of Government*, Cambridge University Press, Cambridge, 1960, p. 305-7.

[372] Karl Marx et Friedrich Engels, *The German Ideology*, Lawrence & Wishart, Londres, 1970 [1845-6], p. 42. Voir aussi Karl Marx, *Capital*, Lawrence & Wishart, Londres, 1954 [1867], vol. 1, p. 174.

[373] Friedrich Engels, *The Origins of the Family, Private Property, and the State*, Penguin, Harmondsworth, 1972 [1884], p. 83, 199.

[374] *Die Frau und der Sozialismus*, Stuttgart, Dietz, 1910 [1879], p. 169-82.

[375] Vladimir I. Lénine, *Married Women in the Labor Force, Harvester*, New York, 1966 [1921]. [376] Voir, au sujet de Krupskaya, Alena Heitlinger, *Women and State Socialism*, MacMillan, Londres, 1979, p. 42, 108 ; au sujet de Kollontai, Bernice Glatzer Rosenthal, *Love on the Tractor: Women in the Russian Revolution and After*, in Renate Bridenthal et Claudia Koonz (éds.), *op. cit.*, p. 377, 388.

[377] Wendy Z. Goldman, *Women, the State and Revolution, Soviet Family Policy and Social Life, 1917-1936*, Cambridge University Press, Cambridge, 1995, p. 65, 119-22.

[378] Bernice Glatzer Rosenthal, *op. cit.*, p. 380, 386, 387, 389, 392, 395.

[379] Wendy Z. Goldman, *op. cit.*, p. 123, 310-2.

[380] William M. Mandel, *Soviet Women*, Anchor Press, New York, 1975, p. 124-40.

[381] Voir, au sujet de l'Union soviétique, Bernice Glatzer Rosenthal, *op. cit.*, p. 392, 395 ; au sujet de l'Allemagne de l'Est, Jutta Gysi et Dagmar Meyer, *Leitbild: berufstätige Mutter—DDR-Frauen in Familie, Partnerschaft und Ehe*, in Gisela Herwig et Hildegard Nickel (éds.), *Frauen in Deutschland 1945-1992*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 1993, p. 236-7 ; au sujet de la Tchécoslovaquie, Alena Heitinger, *Women and State Socialism*, Palgrave, Londres, 1979, p. 148.

[382] Joel C. Moses, *The Politics of Women and Work in the Soviet Union and the United States: Alternative Work Schedules and Sex Discrimination*, Institute of International Studies, Berkeley, CA, 1983, p. 32-6 ; Alena Heitlinger, *Women and State Socialism: Sex Inequality in the Soviet Union and Czechoslovakia*, Macmillan, 1979., p. 158.

[383] L. Remennick, *Epidemiology and determinants of induced abortion in the U.S.S.R.* In *Social Science and Medicine*, vol. 33, n° 7, 1991, p. 841-8 ; *International Herald Tribune*, 16 février 2001, p. 1.

[384] Voir Wendy Z. Goldman, *op. cit.*, p. 279-81, 290-9, 333-5 ; Mary Buckley, *Glasnost and the Woman Question*, in Linda Edmondson (éd.), *Women and Society in Russia and the Soviet Union*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992, p. 208.

[385] Joel C. Moses, *op. cit.*, p. 22-3.

[386] Jo Peers, *Workers by Hand and Womb: Soviet Women and the Demographic Crisis*, in Barbara Holland (éd.), *Soviet Sisterhood*, Indiana University Press, Bloomington, IN, 1985, p. 135 ; Sue Bridger, *Young Women and Perestroika*, in Linda Edmondson (éd.), *Women and Society in Russia and the Soviet Union*, Cambridge University Press, Cambridge, 1992, p. 191.

[387] Mikhail S. Gorbachev, *Perestroika*, Fontana, Londres, 1988, p. 117-8.

[388] William M. Mandel, *op. cit.*, p. 110.

[389] Sigmund Freud, *Civilization and Its Discontents*, Hogarth, Londres, 1930, p. 34.

[390] Lynn Weiner, *From Working Girl to Working Mother: The Female Labor Force in the United States. 1820-1980*, The University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC, 1985, p. 95.

[391] Voir Denise Riley, *War in the Nursery*, Virago, Londres, 1983, p. 141-4.

[392] Celia Briar, *Working for Women?: Gendered Work And Welfare Policies In Twentieth Century Britain*, UCL Press, Londres, 1997, p. 95 (étant donné que, en Grande-Bretagne, la plupart des salariés qui regagnèrent leurs foyers après la guerre étaient des femmes, les femmes britanniques portent une lourde responsabilité dans l'immigration massive « de travail » de personnes de couleur du Commonwealth et de l'Empire britannique en Grande-Bretagne dans l'après-guerre, N. D. E.).

[393] Suzanne Gordon, *Prisoners of Men's Dreams: Striking Out for a New Feminine Future*, Little Brown, Boston, 1991, p. 125,

[394] Sven Illeris, *The Service Economy: A Geographical Approach*, Wiley, Chichester, 1996, p. 36.

[395] *Holding the Baby*, *The Economist*, 31 janvier 1998.

[396] Voir, au sujet des États-Unis, Andrea P. Baridon et David R. Eyler, *Working Together: The New Rules and Realities for Managing Men and Women at Work*, McGraw-Hill, New York, p. 42, fig. 1-14 ; au sujet de l'Europe, Isabella Bakker, *Women's Employment in Comparative Perspective*, in Jane Jenson et al. (éds.), *Feminization of the Labor Force: Paradoxes and Promises*, Oxford University Press, New York, 1988, p. 20 ; au sujet de la Grande-Bretagne, Juliet Webster, *Shaping Women's Work: Gender, Employment and Information Technology*, Longman, Londres, 1996, p. 108 ; au sujet du Japon, Larry S. Carney et Charlotte G. O'Kelly, *Women's Work and Women's Place in the Japanese Economic Miracle*, in Kathryn Ward (éd.), *Women Workers and Global Restructuring*, ILR Press, s. l., 1990, p. 127.

[397] Deborah Simonton, *op. cit.*, p. 184, fig. 9.1.

[398] Voir Sue Headlee et Margery Elfin, *The Cost of Being Female*, Praeger Publishers Inc., 1996, p. 17.

[399] Jonsson, *Women in Education from a Swedish Perspective*, in J. Wrigley (éd.), *Education and Gender Equality*, RoutledgeFalmer, Londres, 1992, p. 56-7.

[400] Voir, au sujet de la Grande-Bretagne, C. Cockburn, *Brothers: Male Dominance and Technological Change*, Pluto, Londres, 1983 ; au sujet des États-Unis, Barbara F. Reskin et Patricia A. Roos, *Job Queues, Gender Queues*, Temple University Press, Philadelphie, 1990, p. 275-98 (l'informatisation de l'imprimerie eut pour conséquence, comme c'était prévisible, une augmentation considérable du nombre de femmes dans les métiers concernés : <https://www.piworld.com/article/women-printing-female-perspectives-17100/all/>, N. D. E.).

[401] Sue Headlee et Margery Elfin, op. cit., p. 18-9.

[402] Estelle B. Freedman, *Their Sisters' Keepers; Women's Prison Reform in America, 1830-1930*, University of Michigan Press, Ann Arbor, MI, 1981, p. 71.

[402bis] Dans le souci de coller au plus près aux réalités, nous prenons la liberté, comme l'y autorise la langue anglaise et bien qu'il soit impropre de qualifier de « travail » au sens étymologique tout job dans le secteur tertiaire, de traduire « working hours », chaque fois qu'il s'applique à une salariée, par « heures au travail » plutôt que par « heures de travail » et de même, de préférence chaque fois que possible, « working woman » par « salariée » plutôt que par « travailleuse » et en cela ne pensons pas dénaturer la pensée de l'auteur, mais au contraire la porter jusqu'à ses conclusions logiques.

[403] Virginia Valian, *Why So Slow? The Advancement of Women*, MIT Press, Cambridge, MS., 1998, p. 208, 260 ; F. M. Kay et J. Hagan, *Raising the Bar: The Gender Stratification of Law Firm Capital*. In *American Sociological Review*, 63, 1998, p. 728-43.

[404] Larry S. Carney et Charlotte G. O'Kelly, op. cit., p. 133.

[405] Sybille Meier et Eva Schulze, *Frauen in der Modernisierungsfalle—Wandel von Ehe, Familie und Partnerschaft in der Bundesrepublik Deutschland*, in Gisela Herwig et Hildegard Nickel (éds.), *Frauen in Deutschland 1945-1992*, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn, 1993, p. 173. Voir, pour des chiffres plus récents, *Das Parlament*, 21 janvier 2000, p. 2.

[406] A. Nyberg, *Women, Men and Incomes: Gender equality and economic independence*, SOU, Stockholm, 1997, p. 13, 70.

[407] E. Nasman, *Childhood, Family and New Ways of Life: The Case of Sweden*, in Lynne Chisholm et al. (éds.), *Growing Up in Europe*, de Gruyter, Berlin, p. 124.

[408] Voir Katherine Hakim, *Key Issues in Women's Work: Female Heterogeneity and the Polarisation of Women's Employment*, Athlone, Londres, 1996, p. 52, 203.

[409] Voir Virginia Valian, op. cit., p. 270.

[410] United Nations Development Program, *Human Development Report*, 1995, table 4.2.

[411] Dominique Anxo et Lennart Flood, *Patterns of Time Use in France and Sweden*, in Inga Persson et Christina Jonung (éds.), *Women's Work and Wages*, Routledge, Londres, 1998, p. 102-3.

[412] Voir Virginia Valian, *op. cit.*, p. 267.

[413] Joy Hendry, *The Role of the Professional Housewife*, in Janet Hunter (éd.), *Japanese Women Working*, Routledge, Londres et New York, 1993, p. 236.

[414] N. Stockman et al., *Women's Work in East and West: The Dual Burden of Employment and Family Life*, Sharpe, Londres, 1995, p. 81.

[415] M. Bartley, *Domestic Conditions, Paid Employment and Women's Experiences of Ill Health*. In *Sociology of Health and Illness*, vol. 14, n° 3, 1992 [p. 313-41].

[416] N. Stockman et al., *op. cit.*, p. 200.

[417] Voir, au sujet des États-Unis, May H. Stevenson, *Determinants of Low Wages for Women Workers*, Praeger, New York, 1984, p. 4 ; au sujet de l'Europe, Eurostat 1992, *Frauen in der Europäischen Gemeinschaft*, Luxemburg, Amt für amtliche Veröffentlichungen der Europäischen Gemeinschaften, p. 94-7.

[418] Celia Briar, *op. cit.*, p. 153.

[419] Voir Nancy Gabin, *Time Out of Mind: the UAW's Response to Female Labor Laws and Mandatory Overtime in the 1960s*, in Ava Abron (éd.), *Work Engendered: Toward a New History of American Labor*, Cornell University Press, Ithaca, NY, 1991, p. 355, 351-74.

[420] *Women in the Law Say Path is Limited by Mommy Track*, New York Times, 8 août 1988, p. A1.

[421] Voir, au sujet du Japon, Larry S. Carney et Charlotte G. O'Kelly, *op. cit.*

[422] Voir, au sujet de Silicon Valley, Karen Hossfeld, 'Their Logic Against Them': Contradictions in Sex, Race, and Class in Silicon Valley, in *ibid.*, p. 172.

[423] Katherine O'Donovan et Erika Szyszczak, *Equality and Sex Discrimination Law*, Blackwell, Oxford, 1988, p. 65-6 ; *Meade-Hill and another v. the British Council* [1995], IRLR 478.

[424] Voir Andrea P. Baridon et David R. Eyler, *Working Together: New Rules and Realities for Managing Men and Women at Work*, McGraw-Hill, 1994, p. 188-90.

[425] Christiane Dienel, *Frauen in Führungspositionen in Europa*, Munich, 1996, p. 138-41, tableau 36 ; Bundesministerium für Wirtschaft, (éd.), *Frauen als Wirtschaftsfaktor in Europa*, Bundesministerium für Wirtschaft, Francfort, 1997, p. 20-1, 97.

[426] Kea Tijdens, *Segregation Processes by Gender: The Case of the Electronic Data-Processing Occupations*, in Petra Beckman (éd.), *Gender-Specific Occupational Segregation*, Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung der Bundesanstalt für Arbeit, Nuremberg, 1996, p. 118.

- [427] E. Näsman, *Childhood, Family and New Ways of Life: The Case of Sweden*, in L. Chisholm, P. Büchner, H. H. Krüger et M. du Bois-Reymond (éds.). *Growing up in Europe. Contemporary horizons in childhood and youth studies*. Berlin et New York: Walter de Gruyter, p. 124.
- [428] H. A. Pott-Butter, *Facts and Fairy Tales about Female Labor, Family. and Fertility: A Seven-Country Comparison, 1850–1900*, Amsterdam University Press, Amsterdam, 1993, p. 208.
- [429] Anita Nyberg, *The Social Construction of Married Woman's Labor-Force Participation: The Case of Sweden in the Twentieth Century*. In *Continuity and Change*, vol. 9, n° 1, 1994 [p. 145-46], p. 153-4.
- [430] Voir, au sujet de la Chine, Delia Davin, *Woman Work: Women and the Party in Revolutionary China*, Oxford University Press, Oxford, 1979, p. 149.
- [431] Jane L. Parpart, *Gender, Patriarchy, and Development in Africa: The Zimbabwean Case*, in Valentine M. Moghadam (éd.), *Patriarchy and Economic Development*, Clarendon Press, Oxford, 1996, p. 151.
- [432] Voir Diane L. Wolf, *Linking Women's Labor with the Global Economy; Factory Workers and Their Families in Rural Java*, in Kathryn Ward (éd.), *op. cit.*, p. 42.
- [433] Sinith Sittrak, *The Daughters of Development: Women and the Changing Environment*, Zed, Londres, 1998, p. 93.
- [434] Diane L. Wolf, *op. cit.*, p. 43 ; Sun Joo Oh, *The Living Conditions of Female Workers in Korea*, *Korea Observer*, 14, n° 2, 1983, p. 185-200.
- [435] P. Pongpaichit, *Two Roads to the Factory: Industrialization Strategies and Women's Employment in South East Asia*, in Bina Agarwal (éd.), *Structures of Patriarchy: the State, the Community and the Household*, Zed, Londres, 1988, p. 158-61.
- [436] Rita S. Gallin, *Women and the Export Industry in Taiwan: The Muting of Class Consciousness*, in Kathryn Ward (éd.), *op. cit.*, p. 190.
- [437] Voir Beth Milwid, *Working with Men: Professional Women Talk About Power, Sexuality, and Ethics*, Beyond Words Publishing, Hillsboro, OR, 1990, p. 179-276 ; Elizabeth P. McKenna, *When Work Doesn't Work Anymore: Women, Work and Identity*, Delacorte, New York, 1997, chap. 1.
- [438] Catherine Hakim, *Theoretical Measurement Issues in the Analysis of Occupational Segregation*, in Petra Beckmann (éd.), *Gender-Specific Occupational Segregation, Beiträge zur Arbeitsmarkt- und Berufsforschung*, n° 188, Institut für Arbeitsmarkt- und Berufsforschung. Nuremberg, 1996, p. 76-7 ; id., *Key Issues in Women's Work: Female Diversity and the Polarisation of Women's Employment*, Athlone, Londres et Atlantic Highlands, NJ, 1996, p. 117, 134, 140-1.
- [439] Voir, pour 1996, *A Report of the Council of Economic Advisers, Families and the Labor Market, 1969-1999: Analyzing the 'Time Crunch'*, Office of the President, Washington, mai 1999, p. 4.

[440] Lionel Tiger, *The Decline of Males*, St. Martin's Press, 1999, p. 121 ; Mary T. Coleman et John Pencavel, *Trends in Market Work Behavior of Women since 1940*. In *Industrial and Labor Relations Review*, vol. 46, n° 4, 1993 [p. 653-76].

[441] Voir John Money et Patricia Tucker, *Sexual Signatures: On Being a Man or a Woman*, Little, Brown, Boston et Toronto, 1975, p. 199 ; voir aussi Susan Moller Okin, *Justice, Gender and the Family*, Basic Books, New York, 1989, p. 144.

[442] Liz Roman Gallese, *Women Like Us*, William Morrow, New York, 1985, p. 250-1.

[443] Voir Sandra Tsing Loh, *The Weaker Sex*, The Atlantic, octobre 2012 ; voir aussi A. Cherlin, *Worklife and Marital Dissolution*, in George Levinger (éds.), *Divorce and Separation*, Basic Books, New York, 1979, p. 151-66.

[444] Joel C. Moses, op. cit., p. 24, 32.

[445] Doris Weatherford, *American Women and World War II*, Facts on File, New York, 1990, p. 140.

[446] Susan Moller Okin, op. cit., p. 103.

[447] Voir E. P. McKenna, *When Work Doesn't Work Any More: Women, Work and Identity*, Hodder & Stoughton, New York, 1997, p. 37.

Le quatrième chapitre de « *The Privileged Sex* », qui montre que la femme a toujours été assistée, que la femme est encore assistée, prévoit que la femme restera assistée ad aeternam. Il n'aura pas fallu une décennie pour que cette prédiction prenne du plomb dans l'aile. La question n'est actuellement plus de savoir par qui la femme sera perpétuellement assistée, mais par quoi. La femme a effectivement toujours été assistée par l'homme, l'est effectivement encore dans une certaine mesure par l'homme, mais tout indique que le temps n'est plus loin où elle le sera entièrement par les nouvelles technologies.

Chapitre 4 : De la dot à la sécurité sociale

1. La grande énigme

S'il est vrai que l'origine de toute richesse est le travail, comme le disaient les philosophes des Lumières en particulier et s'il est vrai que les femmes ont toujours fait des travaux moins importants et plus légers que hommes, comment les femmes ont-elles réussi à survivre et, bien souvent, à prospérer ? La réponse est simple et bien connue : dans une large mesure, la raison pour laquelle les femmes ont pu survivre est qu'elles ont été nourries, habillées, logées et soignées par les hommes. Pour citer la plus grande

anthropologue de tous les temps, Margaret Mead, « à l'aube de l'humanité, une invention sociale a été faite en vertu de laquelle les hommes ont commencé à nourrir les femmes et leurs jeunes... Dans toutes les sociétés humaines connues, le jeune homme apprend que l'une des choses qu'il doit faire pour être un membre à part entière de la société est de fournir de la nourriture à certaines femmes et à leurs jeunes... La division du travail peut se faire de mille façons... mais celle-ci est essentielle. L'homme, héritier de la tradition, pourvoit aux besoins des femmes et des enfants » [448].

Dans ce chapitre, les mécanismes que la société a conçus pour que les hommes subviennent aux besoins des femmes seront explorés en détail. Sans traiter de l'enfance, car, pendant cette période de la vie, les personnes des deux sexes ne peuvent pas s'occuper d'elles-mêmes, il commence par un examen des dispositions qui ont été prises pour que les femmes soient prises en charge au sein de la famille. Cet examen est suivi d'une analyse des moyens que diverses sociétés ont mis à en œuvre pour aider les femmes qui, pour une raison ou une autre, n'avaient pas de mari ou de parent mâle désireux et capable de s'occuper d'elles. Ce chapitre examine ensuite la manière dont nombre de ces dispositions ont été reprises à son compte ou adaptées par l'État-providence. Il en ressortira rapidement que la grande énigme n'en est pas du tout une. Les femmes ont toujours été entretenues par les hommes et on n'a pas encore découvert de société dans laquelle ce n'est pas le cas.

2. L'économie du mariage

Aux yeux du philosophe allemand Georg Friedrich Hegel, la caractéristique déterminante de la famille est qu'elle est basée sur l'altruisme et l'amour. À cet égard, elle se distingue de la société civile, qui est le domaine de l'égoïsme et de la concurrence économique. Elle se distingue également de l'État, qui contrôle à la fois la famille et la société civile et qui, par l'allégeance qui lui est dû, donne sa signification spirituelle à la vie humaine [449]. L'idée de Hegel a son charme. Néanmoins, il ne fait aucun doute qu'aucune famille n'est ou n'a jamais été fondée uniquement sur l'amour. La famille est entre autres une institution économique. En tant que telle, elle a pour but de garantir la prise en charge de la ou des femmes. Les cas contraires sont rares. Lorsqu'ils existent, ils sont censés être temporaires, comme celui des épouses d'étudiants ou celui des soi-disant cougars, qui passent une partie de leur vie avec des hommes plus jeunes qu'elles. La manière dont la société oblige les hommes à s'occuper de leurs proches de sexe féminin varie. Les sociétés ont longtemps connu et certaines connaissent encore le lévirat, arrangement qui permet et oblige souvent le frère d'un homme mort à épouser sa veuve. Si le Coran permet à un homme de prendre plusieurs épouses, ce n'est pas pour qu'il s'amuse, mais pour qu'il puisse subvenir aux besoins des veuves. Dans une société sans frontières territoriales claires ni aucune sorte de force de police, les femmes étaient très vulnérables. Ce n'est pas par hasard si le terme arabe *qawwamun*, qui désigne la position des hommes vis-à-vis des femmes, peut signifier soit « défenseurs », soit « soutiens de famille » [450]. Dans l'Europe de la Réforme, lorsqu'une religieuse quittait le couvent,

la première chose que les autorités faisaient était de lui trouver un homme, pour qu'il s'occupe d'elle. La femme de Martin Luther était l'une de ces femmes.

Très souvent, avant de pouvoir se marier, un homme doit travailler et payer et, après s'être marié, il doit continuer à travailler et à payer. Par exemple, les Germains à l'époque de Tacite devaient apporter un dos à leur femme [451]. À la fin de l'Empire romain, les cadeaux de fiançailles étaient offerts par le futur époux. Toute une littérature s'est développée autour de la question de savoir si le futur marié avait ou non le droit, si la femme rompait les fiançailles, de demander la restitution de ses cadeaux [452]. Pour pouvoir payer un mahr (dot), un jeune musulman devait souvent travailler dur pendant plusieurs années loin de son village natal. Il n'est pas étonnant que l'une des choses qui a plu le plus à Ibn Battuta aux Maldives a été la modicité du mahr qu'on lui a réclamé [453]. Normalement, l'argent allait aux proches de la femme, généralement le père, mais parfois la mère. Cependant, la future mariée en profitait souvent aussi. Le dos qu'un Germain versait au père de sa future épouse devait être remis à la mariée elle-même. Dans l'Angleterre du XVIII^e siècle, les futurs époux se faisaient des cadeaux. Une femme dont le mariage avait été annulé avait le droit de reprendre sa dot, tandis que, dans le même cas, un homme n'avait le droit d'en reprendre que la moitié. En droit islamique strict, une femme a droit à la totalité de la dot. Jusqu'à récemment, dans les villages palestiniens, une future mariée en obtenait environ un tiers. En règle générale, elle investissait sa dot dans des bijoux, qu'elle portait en signe de l'amour que lui portait son mari. Maintenant que le pouvoir patriarcal n'est plus ce qu'il était, elle obtient à nouveau la totalité de la somme [455]. Si le mariage n'a pas lieu, elle a toujours droit à une partie du mahr.

Une autre forme de paiement direct était le « cadeau du lendemain ». Selon la période et la situation de l'homme, il pouvait aller d'une petite somme jusqu'à un quartier tout entier, avec ses habitants et les revenus qu'il générerait. En France, un arrêté royal de 1214 stipule que la femme a droit à la moitié des biens de son mari, tant ceux qu'il possédait au moment du mariage que ceux qu'il acquérait par la suite [456]. De même, en Inde, ces cadeaux allaient du bibelot au domaine foncier [457]. Ils étaient souvent déguisés en « cadeau d'amour ». Dans la pratique, c'était une obligation dont les hommes et en particulier les hommes de haut rang devaient s'acquitter envers leurs épouses. Une fois le don fait, il devenait la propriété inaliénable de la femme ; on l'appelait son douaire [458]. En Allemagne et peut-être ailleurs, la coutume était encore en vigueur au XVI^e siècle [459]. Les modalités précises variaient d'une société à l'autre [460], mais elles avaient toutes en commun que c'étaient les hommes et non les femmes qui devaient payer.

Une fois marié, un homme était censé subvenir aux besoins de sa ou ses femmes pour le reste de sa vie. C'est une des raisons pour lesquelles, même dans les sociétés qui autorisaient les hommes à avoir simultanément plusieurs femmes, seule une petite minorité d'entre eux était polygame. Les chiffres d'Alger au cours des années 1860 en sont révélateurs. Sur les 18 289 hommes mariés que comptait la

ville à l'époque, moins de 5 pour cent avaient plus d'une femme et seulement 0,4 pour cent en avaient plus de deux [461]. Cette croyance dans l'obligation de l'homme de subvenir aux besoins de sa femme remonte à l'antiquité. Dans l'Égypte ancienne, la plus ancienne société lettrée de toutes, [462] les paroles d'un homme à son fils montrent clairement la responsabilité du futur mari envers son épouse :

Si tu es excellent, tu fonderas un foyer

Et aimeras ta femme selon ses critères ;

Remplis son ventre, habille-la.

Il lui faut absolument du parfum pour ses membres.

Rends la heureuse, aussi longtemps que tu vivras !

Elle est un champ, bon pour son seigneur.

Tu ne la jugeras pas ! [463]

Des dispositions ont également été prises pour garantir que les femmes, une fois veuves, continuent à bénéficier d'un soutien financier. Par exemple, il était permis à une veuve de continuer à occuper la maison que son défunt mari avait faite construire avec le fruit de son labeur. Comme les filles devaient être entretenues par leurs maris, il était de règle que les héritiers d'un homme soient ses fils. Cependant, pour subvenir aux besoins d'une femme sans enfant, un homme pouvait contourner la loi en faisant d'elle sa fille par voie d'adoption [464].

Beaucoup plus tard, les occupations gréco-macédoniennes et romaines de l'Égypte ont produit de nombreux changements politiques, économiques et sociaux importants. Dans l'Égypte occupée, l'obligation du mari de subvenir aux besoins de sa femme est cependant restée en vigueur. Un contrat de mariage datant de 92 avant notre ère en explique les modalités à l'époque [465] : « Apollonia sera unie à Philiscus par les liens du mariage, puisque celui-ci l'a persuadée qu'il convient qu'elle soit son épouse et qu'ils disposent tous deux de tous leurs biens. Philiscus fournira à Apollonia tout ce dont elle a besoin, ses vêtements et ce qui convient à l'entretien d'une femme mariée – il le lui fournira où qu'ils vivent, selon leurs moyens. »

L'obligation du mari de subvenir aux besoins de sa femme a également été inscrite dans les chartes de mariage romaines ultérieures. Un autre exemple en est la kétouba, contrat de mariage juif qui est resté inchangé pendant des siècles. Dans ce document, le marié promet à la mariée « de la nourrir, de

l'habiller et de la satisfaire ». Si le couple divorce, le mari est obligé d'offrir à sa femme une indemnisation dont le montant est spécifié dans la kétouba.

Le devoir des maris de pourvoir aux besoins de leurs femmes selon leurs moyens est universel. Il peut être appliqué soit par l'opinion publique, soit par les tribunaux. Très souvent, il est incorporé dans la sagesse sacrée, qu'il soit dans les écrits védiques ou le Coran [467]. En Angleterre, la formule « with all my worldly goods I endow thee » ("je te constitue tous mes biens terrestres") a subsisté pendant presque un millénaire, en dépit de tous les changements dans les lois qui en régissaient l'application. Pour aider les maris à entretenir leurs femmes, ces dernières recevaient souvent une dot. Pour en revenir à Philiscus et sa bien-aimée Apollonia, il est possible qu'elle ait elle-même fourni l'argent nécessaire à ses dépenses. Normalement, cependant, cette charge incombait au père d'une femme et, s'il venait à mourir, à son frère ou ses frères.

En échange de l'autorisation d'administrer la dot d'Apollonia, Philiscus a dû accepter plusieurs conditions. Il devait, selon le contrat de mariage : « Ne pas prendre d'autre femme qu'Apollonia, ne pas avoir de concubine, ne pas avoir de petit ami ou d'enfant d'une autre femme qu'Apollonia tant que celle-ci est vivante, ni habiter aucun autre foyer que celui sur lequel règne Apollonia. Il ne doit pas non plus la répudier, exercer des violences à son encontre, la maltraiter ou aliéner leurs biens d'une manière injuste pour elle. S'il contrevient à l'une de ces obligations, il devra rembourser immédiatement sa dot à Apollonia... De même, Apollonia n'est pas autorisée à passer le jour ou la nuit loin de la maison de Philiscus sans son accord. Elle ne peut pas non plus coucher avec un autre homme, ni dilapider les biens communs de leur ménage, ni déshonorer Philiscus de la manière dont les hommes sont déshonorés. Mais si Apollonia fait volontairement l'une de ces choses, elle sera répudiée par Philiscus et il lui rendra sa dot dans les dix jours suivant son départ ».

Les conditions mises à leur divorce sont remarquables. Si la dissolution du mariage était due à une quelconque transgression de Philiscus, la dot devait être restituée. Si Apollonia était coupable d'avoir provoqué le divorce, la dot devait également être restituée. Dans l'Athènes antique, comme dans toutes les autres sociétés à l'époque, peu de pères ou autres tuteurs masculins donnaient une femme qui était sous leur tutelle à un homme qui ne pouvait pas l'entretenir correctement [468]. Comme dans beaucoup d'autres sociétés, une dot était prévue pour aider l'époux à remplir son devoir légal de subvenir aux besoins de sa femme. Mais la dot ne devenait pas sa propriété. Tout ce qu'il pouvait faire, c'était l'administrer en son nom. Si le couple divorçait, la dot devait être restituée. La dot qui n'était pas restituée immédiatement portait un intérêt monstrueux de 18 pour cent. Une procédure spéciale avait été instituée pour les procès pour cause de défaut de paiement ; connue sous le nom de eisangelia, elle était similaire à celle qui était employée pour les crimes les plus graves, tels que les tentatives de renversement de la constitution. Du point de vue de la femme et de ses tuteurs masculins, l'eisangelia avait l'avantage qu'un procès perdu n'exposait pas à des sanctions ceux qui avaient porté l'affaire

devant les tribunaux. Comme la justice grecque était agonistique, – toute personne cherchant à imposer une peine à une autre se voyait infliger la même peine au cas où elle perdait son procès – c'était effectivement un grand privilège.

Les dots servaient également à réguler le transfert de richesse d'une génération à l'autre. Pour rester dans la Grèce antique, les filles recevaient leur dot au moment du mariage comme une sorte « d'héritage ante mortem » [470]. La dot était un moyen de donner aux filles leur dû, même si leur père était encore en vie. Des méthodes similaires étaient utilisées à Rome, où une future mariée pouvait se voir attribuer des biens par ses parents et par son futur mari [471]. La dot était également de règle chez les premières tribus germaniques, chez les Juifs, du moins à l'époque du Second Temple, mais aussi au cours du Moyen Âge en Europe [472]. En revanche, les hommes étaient contraints de reporter leur mariage jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de subvenir aux besoins de leur future famille. Souvent, cela signifiait qu'ils devaient attendre la mort de leur père.

Dans l'Italie de la Renaissance, la dot était d'usage même chez les miserabili [473]. En moyenne, le mariage d'une fille coûtait au père un septième de sa fortune [474]. Sir Roger Wilbraham, gentleman anglais du XVIIe siècle, se plaignait que les membres de sa classe soient la proie de quatre « fléaux » : les procès, les coûts de construction, le service d'un prince et le « mariage d'une fille » [475]. Dans l'Europe de la fin du XIXe siècle, il arrivait qu'une famille bourgeoise mette en commun ses ressources afin d'éviter qu'une de ses femmes ne doive se marier en dessous de sa condition. La coutume de donner aux filles leur héritage des années, voire des décennies, avant que leurs frères ne reçoivent le leur a perduré jusqu'au milieu du XXe siècle.

Dans toutes les civilisations susmentionnées, il était admis que les femmes mariées n'étaient guère ou pas du tout capables de gagner leur vie. Le but était donc d'aider les filles à attirer un mari en leur fournissant une dot comme avance sur l'héritage. Comme c'était le mari qui devait pourvoir aux besoins de sa femme, l'administration des biens du couple lui était laissée tant que durait le mariage. Cela ne signifiait pas nécessairement qu'il pouvait en disposer comme bon lui semblait. Si la dot consistait en une terre, il ne pouvait pas l'aliéner. S'il s'agissait d'argent liquide, le contrat de mariage pouvait stipuler qu'il devait être placé dans une banque pour y produire des intérêts et que le mari ne pourrait pas le retirer. En cas de divorce, soit la dot servait de base au calcul du montant de la pension alimentaire due par le mari, soit elle devait être restituée. Cette dernière obligation existait également si le mari décédait avant sa femme [477]. En théorie, le fait que les femmes recevaient souvent leur héritage à l'avance aurait dû les empêcher d'hériter de biens. En pratique, les femmes dans l'Europe du début du Moyen Âge, dans l'Angleterre anglo-saxonne et dans le monde islamique pouvaient souvent recevoir une dot et hériter tout ou partie de la fortune de leurs parents [478]. Indépendamment de ce que la loi pouvait dire, il en allait de même en Grèce [478]. À Sparte, si l'on en croit Aristote et, après lui, Plutarque [480], tant d'hommes avaient été tués à la guerre que les héritières étaient nombreuses et

extrêmement puissantes. Au IV^e siècle avant notre ère, les femmes possédaient les deux cinquièmes de toutes les terres publiques et une grande partie des terres privées. Ce n'était peut-être pas la fierté seule qui poussait les mères spartiates à exiger que leurs fils reviennent de la guerre, que ce soit avec ou sur leurs boucliers.

Socialement et souvent aussi légalement, un homme dont les filles étaient mariées était censé laisser ses biens à ses fils, dont le devoir était de pourvoir aux besoins de leur mère. En revanche, une femme n'était pas du tout obligée de laisser quoi que ce soit à son mari [481]. Si ses fils n'étaient plus à sa charge, elle pouvait souvent léguer ses biens à qui elle voulait. Cette différence entre les sexes ressort clairement de l'examen des dons de charité que faisaient les femmes [482] ainsi que des études de testaments français et anglais du XI^e au XVII^e siècle. En France et en Angleterre, les femmes nommaient généralement un plus grand nombre d'héritiers que les hommes. Surtout si elles n'avaient pas de descendance mâle, mais parfois même si elles en avaient une, leur générosité se portait avant tout sur leurs parentes, leurs servantes, les œuvres caritatives et l'Église [483]. La raison principale en était tout simplement qu'elles pouvaient se le permettre : au début de l'époque moderne, en Angleterre, plus de la moitié des veuves léguaient une fortune au moins égale à celle que leur avait laissée leur mari.

Comme les hommes gagnaient régulièrement plus que les femmes, il est logique que ces dernières aient tiré plus du mariage qu'elles n'y aient investi. Les chiffres britanniques pour la période comprise entre 1780 et 1860 confirment cette théorie [484]. Une étude portant sur 1 350 ménages ouvriers de cette époque suggère que la part du mari dans la génération du revenu familial se situait entre 55 et 83 pour cent. Les maris, dès lors qu'ils étaient employés, gagnaient toujours plus que tous les autres membres de la famille réunis. Parfois, ils gagnaient près de cinq fois plus. Leur contribution à la formation du revenu familial a atteint son niveau le plus bas au milieu du XIX^e siècle, pendant les « hungry Forties ». Elle était considérablement plus élevée avant cette décennie et l'est redevenue après. Les revenus des enfants étaient plus élevés que ceux des épouses. En fait, la contribution des épouses n'a jamais dépassé 12 % et, certaines années, n'atteignait que 5 %. Il n'est pas étonnant que les femmes aient été appréciées surtout pour leur fertilité et en aient tiré leur pouvoir. Il n'est que dans les familles dont les enfants étaient au chômage que les épouses apportaient parfois jusqu'à 41 % du revenu du ménage. Ce chiffre exceptionnellement élevé concerne les familles de mineurs pendant la période difficile de 1787 à 1815. Dans d'autres familles, et à d'autres époques, les épouses contribuaient rarement à la création de plus de 25 % du revenu du foyer.

La part du revenu des ménages générée par les femmes a encore diminué à mesure que l'idéal de la femme au foyer s'est établi dans les années 1850 [485]. Plus la classe à laquelle appartenait la famille était élevée, plus cela est devenu vrai. En 1890, le travail des femmes en Europe et aux États-Unis n'a contribué que de 1,9 à 3 % au revenu des ménages [486]. En 1914, les femmes françaises y ont exceptionnellement contribué de 11 à 30 %. Cependant, ces chiffres ne s'appliquaient qu'à la classe

moyenne inférieure [487]. Même de nos jours, seules les épouses dont le mari est un incapable ne font pas la meilleure affaire. En Tchécoslovaquie, peu avant sa dissolution, les femmes n'apportaient que de 12 à 22 % des revenus des ménages [488]. En Union soviétique, au cours de la dernière décennie avant son effondrement, seulement 15 % des femmes gagnaient plus que leurs maris [489]. Les épouses suédoises sont une exception à la règle, dont le salaire entre pour 39 pour cent dans les revenus des ménages après impôt [490], mais, comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre, ce chiffre peut être attribué en partie au fait que les hommes suédois paient beaucoup plus d'impôts. Dans les pays occidentaux, la contribution des femmes au revenus de la famille est beaucoup plus faible [491].

Aux États-Unis, les femmes qui ont recours au service d'agences matrimoniales sont dix fois plus susceptibles de vouloir faire un mariage d'argent que les hommes qui sont dans le même cas [492]. Et pour cause : en 2010, les femmes n'ont en moyenne contribué que de 38,5 % au revenu des familles états-uniennes [493]. Ce chiffre est en soi meilleur que celui de 1940, où il s'élevait à 30 % [494]. Toutefois, il ne tient pas compte du fait que les femmes tendent à interrompre leur carrière plus souvent que les hommes et que, en règle générale, elles prennent leur retraite plus tôt que les hommes. Ainsi les données surestiment grossièrement la contribution des femmes aux finances du ménage sur toute la durée d'une vie. Il n'est pas étonnant que toutes les femmes au foyer salariées interrogées dans une enquête d'opinion pensaient que « les hommes devraient être responsable du soutien financier de leur famille ». Pour s'assurer que les hommes remplissent leurs obligations, 80 % des personnes des deux sexes ont déclaré qu'elles ostraciseraient un homme qui serait incapable de subvenir aux besoins de sa famille [495].

Gagner de l'argent est une chose. Le dépenser en est une autre. À la plupart des époques et dans la plupart des pays, la plupart des ménages agricoles étaient, dans l'ensemble, autosuffisants. Si ce n'était pas le cas, c'était probablement les hommes qui allaient travailler hors de chez eux et gagnaient de l'argent. Lorsqu'ils gagnaient de l'argent, les hommes l'employaient à acheter des objets de luxe, souvent à leurs femmes et à leurs filles, ainsi que des outils et des instruments qu'ils ne pouvaient pas fabriquer par leurs propres moyens. Il leur servait également à payer leurs impôts. Dans la mesure où le ménage lui-même dégageait un surplus, les femmes étaient souvent chargées d'aller le vendre au marché voisin. Cela leur permettait de contrôler l'économie familiale, en gérant pratiquement tout l'argent que la famille possédait. Aujourd'hui encore, cet arrangement existe dans les zones rurales du Cambodge [496].

À la ville, la question de savoir quel conjoint dépenserait la plus grande partie des revenus du ménage était liée à celle de savoir si c'est à l'homme ou à la femme de faire les courses. Dans la Grèce antique, c'est généralement l'homme qui en était chargé. À Rome, où certains maris louaient leurs femmes d'être « économes avec notre argent » [497], elles contrôlaient probablement une partie considérable du revenu familial. Au début de la révolution industrielle, le pouvoir d'achat des femmes aurait stimulé

la demande dans de nombreuses industries, du textile à la poterie [498]. À l'époque victorienne, les femmes de la classe moyenne étaient connues comme des « anges consommateurs » (consuming angels). La plupart des publicités les ciblaient, au point que les hommes n'y figuraient pas, sinon de manière marginale [499].

Plus bas dans l'échelle sociale, la plupart des revenus des hommes mariés de la classe ouvrière finissaient dans l'escarcelle de leurs épouses. Beaucoup d'entre eux leur remettaient leur enveloppe de paie sans même l'ouvrir, ne recevant en retour que ce dont ils avaient besoin pour acheter leur ration quotidienne de vin et de tabac [500]. Aujourd'hui encore, les femmes achètent 80 % de tout [501]. Des États et de l'Europe à la Chine et au Japon, ce sont les femmes qui font la plupart des achats quotidiens. En revanche, les dépenses concernant des éléments importants tels qu'une nouvelle maison ou une nouvelle voiture ont tendance à être décidées conjointement par les hommes et les femmes [502]. C'est peut-être parce que les hommes travaillent beaucoup plus que les femmes que beaucoup d'entre eux ne voient quasiment pas la couleur de leur paie.

Au XIXe siècle, en Grande-Bretagne et en Amérique, dont le système juridique dérivait de la common law, les femmes mariées ne pouvaient posséder aucun bien, du moins en théorie. Dans la pratique, cependant, il en allait tout à fait différemment. Premièrement, tout homme marié était obligé de subvenir aux besoins de son épouse, même après les réformes de 1861 et de 1881 (suivies, au siècle suivant, par celles de 1920 et de 1964). Deuxièmement, reconnaissant que les épouses étaient les principales consommatrices, la loi leur permettait d'avoir et de dépenser quotidiennement de l'argent, c'est-à-dire, sans de nombreux cas, pour ne pas dire la plupart, pratiquement tout l'argent que le couple possédait. Troisièmement, beaucoup de femmes de la classe inférieure, en particulier en Angleterre, ne se donnaient pas la peine de se marier. Elles préféraient vivre en union libre, ce qui leur permettait de garder leurs biens « séparés de ceux de leur mari d'une génération à l'autre » [503].

Enfin, il existait des moyens juridiques pour garantir que les biens d'une femme ne passent pas aux mains de son mari, soit pendant sa vie, soit après sa mort. Pour citer une historienne, « le concept de biens matrimoniaux séparés était fermement ancré dans la tradition juridique anglo-américaine, bien plus que celui de communauté de biens » [504]. Pour établir les contrats de mariage, les gens s'aidaient de « manuels de procédure de transfert de propriété » (conveyancing manuals) [505]. A défaut, ils créaient des fiducies. Les fiducies protégeaient si efficacement les biens des femmes que les hommes en établissaient délibérément au nom de leurs épouses ou de leurs filles pour se protéger des créanciers en cas de faillite [506]. Après 1880, les protections sont devenues encore plus fortes, plusieurs pays ayant adopté des lois dégageant les femmes de toute responsabilité à l'égard des dettes contractées par leur mari. Quant à la responsabilité des maris à l'égard des dettes faites par leurs épouses, elles est demeurée universelle et absolue. Comme elle incluait les dettes faites avant le mariage, certaines femmes se sont mariées dans le but précis de rejeter le fardeau sur leur mari [507]. L'obligation restait

en vigueur même si le couple vivait séparément, même si le mari n'avait pas la moindre idée de l'endroit où elle se trouvait – et même si elle couchait avec tout le monde, sauf avec lui.

La responsabilité du mari était si absolue qu'elle s'étendait même au frais d'avocat dans les actions en divorce. En d'autres termes, les femmes pouvaient demander le divorce aux frais de leur mari. En 1966 encore, un tribunal de New York a jugé que « les services juridiques rendus à une épouse dans le cadre d'une action matrimoniale sont nécessaires et (qu')un avocat a le droit, en vertu de la common law, d'intenter un procès en bonne et due forme au mari pour avoir fourni de tels services ». Un an plus tard, un autre tribunal du même État a statué que « l'intention du législateur semble être de limiter l'obligation de payer les honoraires de l'avocat de l'autre partie au mari ou au père » [508] Au Kansas en 1984, selon une enquête [509], plus de la moitié des hommes impliqués dans une procédure de divorce ont dû payer les frais de justice de leur femme ainsi que les leurs propres.

Le mariage étant un arrangement par lequel les hommes apportent un soutien économique aux femmes, il est logique qu'ils n'aient plus à les entretenir en cas de divorce. Un homme dont l'épouse l'a quitté ou a divorcé d'avec lui perdrait bien sûr tout ce qu'il avait investi en elle, tant avant le mariage et pendant le temps qu'il a duré. Cependant, les femmes escomptaient être entretenues même après le divorce. Et, à la plupart des époques et dans la plupart des pays, elles recevaient effectivement cette aide financière. Dans l'Égypte ancienne, le divorce entraînait le paiement de lourdes amendes pour l'homme, mais pas pour la femme [510]. Les lois hindoues et musulmanes obligent les maris à subvenir aux besoins de leurs anciennes femmes. Dans d'autres cas, la femme divorcée a le droit d'être entretenue par ses enfants [511]. En Europe, au début du Moyen Âge, le divorce était très difficile à obtenir, tant pour les hommes que pour les femmes. Par conséquent, sur le plan juridique, un homme pouvait ne jamais être libéré de son devoir de subvenir aux besoins de sa femme – même si le couple avait depuis longtemps cessé de coucher sous le même toit, même si elle s'était tournée vers la prostitution, même s'ils avaient été formellement séparés par un tribunal ecclésiastique [512]. En ce sens et peut-être dans aucun autre, la formule « jusqu'à ce que la mort nous sépare » était littéralement vraie.

Entre 1850 et 1920, de nombreux pays modernes ont voté des lois visant à faciliter le divorce [513], et, pour ce faire, ils ont introduit le concept de « faute ». Bien que les réformes aient permis à l'un ou l'autre des partenaires d'intenter une action en justice à cet égard, pour gagner le procès, il ou elle devait démontrer que l'autre était fautif. Le parti pris économique qui sous-tend l'arrangement était évident dès le début. Tout au long de la deuxième moitié du XIXe siècle, de nombreuses épouses ont porté plainte contre leurs anciens maris pour non assistance et ont gagné leurs procès. Tout en bas de l'échelle sociale, un divorce pouvait même ne pas être nécessaire. Au Pays de Galles, une femme de la classe ouvrière dont le mari ne subvenait pas à ses besoins était considérée comme libre d'en épouser un autre sans avoir à restituer son alliance [514]. Jusque dans les années 1960, dans la plupart des États

des États-Unis, une femme pouvait obtenir un divorce parce qu'elle estimait que son ancien mari ne subvenait pas à ses besoins.

Il n'est guère besoin de préciser que l'inverse n'était pas vrai. Comme les femmes mariées n'étant pas censées travailler, si une femme divorçait, elle recevait naturellement une pension alimentaire. Si c'était lui qui divorçait d'avec elle, elle recevait également une pension alimentaire, presque comme si cela allait de soi. Ce n'est que si elle avait été prise en flagrant délit d'adultère qu'une exception était faite – et encore pas toujours. Dès 1721, une certaine Mme Centreville écrivait qu'« une blessure dans la réputation d'une Anglaise... ne se guérit que par une pension alimentaire » [515]. De peur que les femmes soient laissées sans aide financière, les juges et les jurys traitaient l'adultère comme « un crime particulièrement sombre et secret ». La norme de preuve qu'ils exigeaient était si élevée qu'elle pouvait rarement être respectée [516]. Comme l'a déclaré un tribunal de New York en 1974, la présomption de légitimité d'un enfant né dans le mariage est « l'une des plus fortes et des plus convaincantes en droit » (517). Maintenant que les tests ADN permettent d'établir incontestablement la paternité, certains tribunaux américains refusent encore de les ordonner ou d'accepter leurs résultats [518]. Ainsi, le fait qu'une femme a eu un enfant illégitime ne porte pas nécessairement atteinte au droit des femmes de percevoir une pension alimentaire. Il n'est pas étonnant que, dès la seconde moitié du XIXe siècle, les femmes états-uniennes, conscientes de leur pouvoir, aient fait environ deux tiers de toutes les demandes de divorce [519].

Pendant une grande partie du XXe siècle, l'esprit de la loi voulait qu'une femme divorcée avait droit de conserver « le niveau de vie auquel elle était habituée ». Souvent, elle percevait jusqu'à 50 % des revenus de son ancien mari à vie. Il en allait ainsi même si le couple n'avait pas d'enfant, même si l'épouse était parfaitement capable de travailler et même si cela lui garantissait une dizaine d'années de revenu pour chaque année passée avec lui. Mais, alors que, jusque dans les années 1840, les enfants, en cas de divorce, restaient chez leur père, qui était responsable de leur bien-être économique, plus le siècle avançait vers sa fin, plus les mères obtenaient presque automatiquement la garde des enfants [520]. Comme peu de juges étaient assez insensibles pour jeter les enfants à la rue, la jouissance du domicile familial était également attribuée aux épouses dans la plupart des cas, sinon de façon permanente, du moins tant que les enfants restaient mineurs [521]. Si, comme cela arrivait rarement, les hommes divorcés demandaient une aide financière, ils risquaient à la fois de se voir opposer un refus et d'être réprimandés. En 1979 encore, la Cour suprême des États-Unis a dû annuler une loi de l'Alabama qui refusait de verser une pension alimentaire à une personne simplement parce qu'il était un homme [522].

Après 1975, la situation juridique a de nouveau changé. En grande partie sur l'insistance des féministes, la plupart des pays modernes ont supprimé les clauses de « faute », permettant ainsi aux deux parties de demander le divorce sans avoir à se justifier. Comme de plus en plus de femmes mariées entraient

sur le marché du travail, l'arrangement en vertu duquel, en cas de divorce, elles recevaient une pension alimentaire sans engager les biens communs a commencé à paraître injuste. Cela était dû en partie au fait que ces biens avaient été accumulés par le travail des deux conjoints, en partie au fait que la pension alimentaire, qui implique qu'une femme est incapable de se débrouiller seule et qui perpétue sa dépendance à l'égard de son mari, a été considérée comme une atteinte à sa dignité. L'objectif des nouvelles lois était de provoquer une « rupture nette », c'est-à-dire une situation dans laquelle aucune des parties ne resterait dépendante de l'autre.

Pour ce faire, les biens du couple – autres que ceux que chaque partie avait initialement apportés au mariage – étaient répartis entre le mari et la femme proportionnellement à l'effort que chacun avait consacré à leur acquisition. Les femmes étant désormais présumées aussi capables de travailler que les hommes, la pension alimentaire a perdu en grande partie sa raison d'être [523]. Comme les hommes travaillent généralement plus et gagnent plus, il s'est avéré, au cas par cas, que la part du mari dans l'accumulation des biens du couple était beaucoup plus importante. Comme, en cas de divorce, les biens du couple étaient divisés en conséquence et que de nombreuses divorcées ne recevaient aucun paiement, à l'exception de la pension alimentaire pour les enfants, si elles en avaient, beaucoup ont été obligées de se débrouiller seules. Alors même que les féministes s'insurgeaient contre le « piège de l'égalité » qu'elles avaient elles-mêmes contribué à créer [524], de nombreuses femmes divorcées tombaient, paraît-il, dans la pauvreté [525].

Comme cela a toujours été le cas et le restera certainement jusqu'à la fin des temps, le meilleur moyen pour une femme divorcée d'éviter la pauvreté était d'épouser un autre homme. Dédommager les femmes de ce qu'elles sont moins aptes que les hommes à gagner leur vie a toujours été l'un des principaux objectifs du mariage. Les dispositions instituées pour les atteindre allaient du service à la fiancée à la dot, des exhortations aux lois les plus strictes et aux sanctions qui y sont attachées. Certaines dispositions ont bénéficié aux femmes directement, d'autres indirectement, par l'intermédiaire de leurs parents et parfois de leurs parentes. Certaines concernaient la période antérieure au mariage, tandis que d'autres s'appliquaient à la période postérieure au divorce. Toutes s'appliquaient tant que durait le mariage. Le système était si profondément enraciné que lorsque les couples américains demandaient aux tribunaux de libérer les maris de leur devoir de subvenir aux besoins de leur épouse, leurs demandes étaient rejetées sans examen [526].

En mettant en avant le fait que les femmes étaient tout aussi capables de gagner leur vie que les hommes, les communistes des années 1920 ont condamné des millions de femmes à la pauvreté. Dans une mesure moindre mais apparemment significative, la même chose s'est produite dans les pays occidentaux à partir des années 1970. En insistant, au mépris de l'expérience, sur le fait que les femmes sont aussi capables de gagner leur vie que les hommes, les féministes ont fini, sinon par détruire, du moins par menacer les privilèges de longue date de leurs sœurs. Il n'est pas étonnant que, lorsque

l'amendement sur l'égalité des droits (Equal Rights Amendment) a semblé rendre les femmes responsables de l'entretien de leur mari, la plupart d'entre elles aient préféré maintenir le statu quo [527].

3. Les femmes et la charité

La section précédente a examiné la situation économique privilégiée de la femme qui a un homme pour l'entretenir. Cette section explique que la femme qui n'en a pas est néanmoins également privilégiée. Considérée à juste titre comme moins apte à gagner sa vie, il est généralement plus facile à une femme seule qu'à un homme d'obtenir de une aide financière. Cela est particulièrement vrai si elle n'a pas de parents, surtout si sa moralité est en danger ; surtout si elle est veuve et surtout si elle a des enfants. Le simple fait qu'une personne soit de sexe féminin peut lui donner le droit à des prestations qu'un homme ne peut obtenir que s'il est malade ou invalide et donc dans l'incapacité d'exercer un emploi.

Dans le Deutéronome, le Seigneur désigne les veuves, les orphelins et les étrangers comme les objets principaux de la charité. Dans une série d'ordonnances sèches et tranchantes, il ordonne aux Israélites de s'occuper d'eux et « damne » ceux qui ne s'exécutent pas. Le christianisme primitif a emboîté le pas au judaïsme. Dans la Palestine romaine à l'époque du Christ, comme à presque toutes les autres époques et dans presque tous les pays, l'entretien des femmes était à la charge du mari ou, à défaut, de ses parents masculins. Cependant, les femmes qui avaient rejoint les premières communautés chrétiennes étaient souvent obligées de rompre leurs liens familiaux. Elles perdaient ainsi toute aide financière, ce qui explique pourquoi le Nouveau Testament les mentionne comme les objets particuliers de la charité [528].

Les sociétés chrétiennes ultérieures ont poursuivi cette tradition. Dans le Paris médiéval, Saint Louis a fait don de 4 000 francs pour la création des Filles de Dieu, refuge pour les prostituées qu'il tentait de sortir de la rue. Deux siècles plus tard, au moins quatre autres hôtels parisiens accueillaient spécifiquement les femmes. Les hommes ne pouvaient obtenir une aide similaire que s'ils étaient malades ou lépreux. Ce qui était vrai de la capitale française l'était également d'autres villes médiévales. À Florence, de 1350 à 1500, la plus grande organisation caritative était celle qui était rattachée à l'Orsanmichele Madonna [529]. La plupart de ses locataires étaient des femmes, en particulier celles qui n'avaient pas d'homme pour les entretenir et étaient soit trop âgées, soit trop jeunes pour travailler. Avec les personnes âgées et les veuves, les femmes célibataires étaient celles qui bénéficiaient le plus de cette aide.

Les premiers livres de prières français modernes comptent de trois à quatre fois plus de prières pour les veuves que de prières pour les non veuves [530]. Dans la vie quotidienne, il y avait des formes de charité que seules les femmes pouvaient obtenir. Le moyen le plus simple d'aider les femmes indigentes a toujours été de les attacher à un homme. Pour ce faire, si nécessaire, on leur donnait une dot minimale afin d'accroître leurs charmes. Le Talmud, vers 200 de notre ère, recommandait que les orphelines reçoivent cinquante zuz du Trésor public. Ce n'était pas exactement une fortune, mais cela suffisait pour acheter deux tuniques et une cape, la tenue minimale que toute personne devait posséder pour ne pas avoir à se promener nue dans la rue. Chez les Juifs orthodoxes, le commandement connu sous le nom de hachnassat kalah, littéralement « aider une mariée à entrer dans son dais nuptial », est toujours pratiqué. Le respecter peut coûter des dizaines, voire des centaines de milliers de dollars, au jeune marié. La pratique a été reprise par l'Europe chrétienne. Parmi les cinquante premiers testaments anglais connus, plusieurs contiennent des clauses prévoyant la remise d'une dot aux filles [531]. Tant dans le Paris médiéval qu'à Byzance, les personnes qui faisaient des dons ou léguaient de l'argent à des œuvres de charité précisaient souvent qu'ils étaient destinés à secourir des filles non mariées [532].

Dans la Florence du XIV^e siècle, la recherche de dots était l'affaire du Monte di Pieta, sorte de banque de prêts sur gage qui investissait ses bénéfices dans ce but précis [533]. À Bologne, les règlements du Conservatoire de Barracano faisaient spécifiquement référence aux jeunes filles « peu gâtées par la nature » qui avaient la possibilité de gagner leur dot – assez importante – en restant à l'institution pendant sept ans [534]. À Venise, au début du XVII^e siècle, les Scuole grandi, ou fondations caritatives, consacraient à la constitution de dots entre un quart et trois quarts de leur budget annuel, c'est-à-dire 75 000 ducats, sans compter l'achat de vêtements et de meubles pour les jeunes filles à doter [535]. Un siècle plus tard, la Santissima Annunziata della Minerva distribuait chaque année des dots à quatre cents jeunes filles romaines. En théorie, elle déterminait les bénéficiaires en examinant leurs moyens, mais, dans la pratique, elle posait peu de questions. En général, il y avait des organisations caritatives pour les jeunes femmes et des organisations caritatives pour les jeunes hommes. Les garçons et les filles étaient mis en apprentissage, les garçons pour apprendre un métier manuel et les filles pour devenir domestiques et se constituer une dot. Cependant, les filles étaient beaucoup plus susceptibles que les garçons de recevoir de l'argent sous la forme d'un don pur et simple.

En tout temps et en tout lieu, un accent particulier a été mis sur la pureté sexuelle des femmes. Trouver un homme plus ou moins respectable pour prendre sous sa coupe une orpheline était une chose, c'en était une toute autre que d'en trouver un qui en fasse de même pour une femme qui avait travaillé comme prostituée ou qui avait accouché hors mariage. Que ce soit pour empêcher les femmes de perdre leur vertu ou pour aider celles qui l'avait déjà perdue, divers dispositifs ont existé au cours de l'histoire. Il y a d'abord eu les refuges pour les épouses d'hommes violents, puis des groupements dont le but était le rachat des prostituées et enfin par des maisons où les filles non mariées mais enceintes pouvaient accoucher dans le secret et dans des circonstances plus ou moins décentes. Entre 1600 et 1800, certaines villes italiennes ont même transformé leurs « conservatoires » en systèmes municipaux

interdépendants. Elles transféraient des jeunes filles d'un établissement à l'autre, en fonction des besoins du moment et des ressources disponibles.

Les femmes qui ne pouvaient pas subvenir à leurs besoins mais ne souhaitaient pas se marier pouvaient entrer dans les ordres. Au Moyen-Âge, certains couvents étaient spécialement conçus comme des foyers pour femmes nobles sans le sou. Dans toute l'Europe jusqu'à la Réforme et dans les pays catholiques jusqu'à la Révolution française et au-delà, les individus et les sociétés qui fournissaient des dots étaient souvent tout aussi disposés à aider les filles à quitter le voile. Le nombre de femmes qui ont été secourues de cette manière peut avoir été considérable. Par exemple, sur trente-huit religieuses d'une institution française du XVIIIe siècle seules vingt-et-une avaient été dotées par leurs parents. Parmi les autres, trois avaient bénéficié de dons de charité et quatorze avaient été admises gratuitement dans cette institution [536].

Une autre façon d'aider les femmes était de leur donner le monopole du commerce de certaines marchandises. Une pénurie de laine à Norwich en 1532 en est un exemple éloquent. Pour permettre aux femmes célibataires de survivre jusqu'à la prochaine saison de tonte des moutons, les bouchers avaient reçu l'ordre de vendre les peaux exclusivement aux femmes. Les villes et les cités pouvaient permettre aux femmes de faire du commerce même si elles ne possédaient pas les privilèges des citoyens libres, ce qui leur permettait d'acheter et de vendre des articles tels que des œufs, du fromage et de la bière [538]. Par exemple, en 1708, la ville d'Édimbourg a autorisé Anny Sempley, Mary McCallum, Jean Murray et Anna Burnet, toutes célibataires, à faire du commerce « pendant sept ans gratuitement » [539]. Des dispositions similaires existaient dans des lieux aussi éloignés les uns des autres que Kingston-upon-Thames et Genève [540].

Enfin, en Europe comme dans les colonies américaines [541], des dispositions ont été prises pour aider les veuves et autres parentes d'artisans décédés. L'une d'elle était l'assurance mutuelle. Ainsi, au XVIIIe siècle, à Amsterdam, la guilde des chirurgiens dépensait la moitié de tous ses fonds – et les deux tiers de ceux qui étaient réservés à la bienfaisance – à cette seule fin. D'autres guildes avaient des arrangements similaires, de sorte qu'elles ont toujours aidé incomparablement plus de femmes que de personnes de toute autre catégories [542]. Un autre moyen d'aider les femmes consistait à leur permettre d'exercer le métier de leur époux décédé, même si elles n'avaient pas fait d'apprentissage et même si elles n'étaient pas membres de la guilde. Ces métiers étaient notamment ceux de feronnier, de vitrier, de fabricant de bougies, de fabricant de selles [543]. Ailleurs, des réglementations similaires s'appliquaient aux imprimeurs, aux orfèvres et à de nombreux autres métiers.

À l'époque comme aujourd'hui, enseigner un métier à un jeune et l'inscrire dans une guilde coûtait cher. A l'époque comme aujourd'hui, être exempté du paiement des frais d'apprentissage était un immense privilège pour une personne de l'un ou l'autre sexe. Le statut professionnel que les hommes ne pouvaient atteindre qu'en investissant beaucoup de sueur et d'argent, les femmes pouvaient l'obtenir rien qu'en se mariant. Si, ayant survécu à leur premier mari, elles épousaient un autre homme de la même guilde, elles ne s'en trouvaient pas plus mal. En ce qui concerne le droit des femmes à faire du commerce, la loi de presque toutes les villes était prête à faire d'étranges acrobaties. Dans certains cas, les autorités traitait une seule et même femme comme si elle était mariée et incapable de contracter des dettes, mais, dans d'autres, comme si elle était indépendante et responsable de ses actes [544].

Dans l'Angleterre du XVIIe siècle, un nombre disproportionné de veuves et de femmes célibataires (autres que celles qui étaient parentes) étaient couchées sur le testament d'autres veuves [545]. Au VIIIe siècle, à Ansbach, un nombre disproportionné de femmes célibataires et d'autres veuves bénéficiaient de dotations pieuses. A Paris, à la même époque, l'hôpital pour femmes de la Salpêtrière abritait trois fois plus de patients que l'hôpital pour hommes de Bicêtre [547]. Dans la paroisse de Gronland, à Oslo, les veuves qui recevaient une aide étaient trois fois plus nombreuses que les veufs. A Copenhague, l'hôpital Brondstraedes accueillait cinq fois plus de femmes que d'hommes. Dans les premières villes modernes, les mendiants étaient régulièrement quatre fois plus nombreux que les mendiante [550]. Il convient de noter que ce chiffre s'explique peut-être aussi par le fait que, au début de l'époque moderne, les parents coupaient les vivres aux garçons à un âge plus précoce que les filles et que, par conséquent, plus de garçons que de filles se retrouvaient au même âge sans moyens de subsistance [551].

L'une des premières tentatives de création d'un « système de protection sociale » à l'échelle nationale a été faite par l'Assemblée nationale en 1794. Un décret a ordonné la formation d'un Livre de bienfaisance nationale, où étaient inscrites les personnes ayant droit à des aides de l'État. Comme aucune statistique nationale n'était disponible, chaque département se voyait attribuer un quota, libre aux responsables de le remplir comme bon leur semblait. Les femmes, en particulier les mères célibataires, occupaient une place importante dans le dispositif. Elles étaient mises sur un pied d'égalité avec les blessés ou les invalides de guerre. Par exemple, à Montpellier, il était prévu d'aider mille personnes. Elles étaient divisées en quatre classes : anciens soldats, agriculteurs et artisans âgés ou infirmes, veuves âgées, mères et veuves considérées comme ayant beaucoup d'enfants à charge. Sur les mille personnes qui ont fini par s'inscrire, 253 étaient des veuves âgées et 150 autres des mères ou des veuves surchargées d'enfants. Le nombre total de femmes s'élevait donc à 403. Dans la pratique, cependant, les femmes ont été sensiblement plus nombreuses à bénéficier d'un secours financier, car peu d'artisans remplissaient les conditions préalables à l'obtention d'un tel secours et beaucoup plus de femmes que prévu en ont fait la demande [552].

Comme le montre l'incapacité de l'Assemblée nationale à obtenir les informations nécessaires à sa tenue, le Livre de bienfaisance était en avance sur son temps. En conséquence, pendant une grande partie du XIXe siècle, les vieilles méthodes sont restées en usage. Surtout pendant la première moitié du siècle, la question de la pureté sexuelle des femmes a continué à jouer un rôle décisif. Son importance peut même avoir augmenté. Il en a résulté notamment la formation de nombreuses sociétés caritatives visant à protéger les femmes célibataires des avances que leur faisaient les hommes. Pour ce faire, elles leur proposaient un logement dans la ville où elles s'installaient pour chercher du travail, leur créaient des clubs de loisirs, etc. À Copenhague, où de tels arrangements dataient du milieu des années 1870, il a fallu encore 40 ans avant qu'ils ne soient étendus aux hommes. Un des principaux clubs de femmes de la capitale danoise était un club de couture. Il disposait d'une petite bibliothèque, faisait venir des conférenciers, faisait office de bourse du travail et offrait gratuitement du café et du thé à ses membres. D'autres servaient de foyers temporaires pour les prostituées qui s'étaient amendées ou avaient promis de le faire. Le nombre de femmes qui ont été, ou sont censées avoir été, « sauvées » ainsi s'élevait à des dizaines de milliers. De temps en temps, une ex-prostituée talentueuse se réunissait avec ses sauveurs, écrivant, prêchant et rendant visite à ses anciennes camarades [554].

Vers la fin du XIXe siècle, la définition d'une femme « méritante » a commencé à changer. Auparavant, une femme n'était considérée comme méritante que si elle avait mené une vie « irréprochable » – en d'autres termes, si elle n'avait pas eu de relations amoureuses illicites et si ses enfants étaient légitimes. A partir des années 1880, cette exigence a eu tendance à s'atténuer, voire à disparaître. Il en est résulté que les femmes étaient plus à même de recevoir un secours financier même si leurs enfants étaient nés hors mariage. De plus, la diffusion de l'idéal de la femme au foyer a permis aux femmes divorcées ou abandonnées d'être aidées même si elles n'avaient pas d'enfant. En bref, un homme pauvre recevait une aide s'il avait une femme, tandis qu'une femme pauvre recevait une aide si elle n'avait pas d'homme.

Compte tenu de ces privilèges, il n'est pas surprenant que, parmi les bénéficiaires de l'aide, les femmes continuaient à être plus nombreuses que les hommes. Ainsi, au milieu du XIXe siècle, Göteborg comptait plusieurs sociétés de bienfaisance. Comme celles de New York, la plupart étaient dirigées par des femmes. Elles s'adressaient spécifiquement aux femmes pauvres, soit en leur distribuant des produits, soit en leur enseignant les principes de « soins maternels tendres et moraux » [556]. À la même époque, Copenhague a vu la construction de tant de refuges pour femmes – femmes enceintes, femmes en post-partum, femmes allaitantes, femmes avec enfants et femmes âgées – qu'ils ont commencé à « affecter le profil architectural de la ville ». En 1876, sur cinquante-six projets de logement pour les pauvres, vingt concernaient spécifiquement les femmes célibataires et n'admettaient aucun homme [557]. À Stockholm aussi, les femmes étaient plus nombreuses que les hommes à bénéficier de logements subventionnés [558]. Il n'était pas non plus nécessaire que les hommes atteignent l'âge adulte pour découvrir que, en matière de charité, ils étaient discriminés. Ainsi, au Danemark et en Suède, il existait des dispositions en vertu desquelles les familles de la classe moyenne offraient aux enfants des

travailleurs des vacances gratuites dans leurs résidences d'été. Que ce soit parce que les garçons avaient eu plus de mal à quitter leur travail ou parce que les familles en question n'aimaient pas en accueillir, beaucoup plus de filles que de garçons en ont bénéficié dans les deux pays [559].

À Turin, en 1885, tant de bienfaiteurs étaient prêts à donner de l'argent aux mères qui venaient d'accoucher qu'il s'avéra plus facile de collecter des fonds pour le programme que de trouver des femmes qui, en échange d'une somme dérisoire, acceptaient d'y participer [560]. À la fin du XIXe siècle, en Grande-Bretagne, les femmes étaient beaucoup plus nombreuses que les hommes à recevoir de l'aide [561]. De l'autre côté de l'Atlantique, à New York, vers 1820, il existait toute une série d'organisations de secours spécialement conçues pour les femmes. Il va sans dire qu'il n'y avait pas d'organisations similaires pour les hommes ; même la plus grande association caritative « mixte », l'Association for Improving the Condition of the Poor (Association pour l'amélioration de la condition des pauvres), aidait 27 % de plus de femmes que d'hommes [562]. Dans les années 1880, la Charity Organization, qui était devenue la plus importante de son genre à New York et qui, comme les autres, était dirigée principalement par des femmes, assistait quatre fois plus de femmes que d'hommes. Cette différence peut s'expliquer en partie par le fait que les femmes étaient plus susceptibles d'avoir des enfants à charge. De plus, une enquête menée après la guerre civile a montré que, sur l'ensemble des femmes célibataires recevant une aide dans l'État de New York, moins d'un quart avaient plus d'un enfant. Sur les trois quarts restants, beaucoup n'avaient pas d'enfant [563].

Une des méthodes pour aider les femmes dans le besoin consistait à leur réserver certaines professions, pratique encore très répandue aujourd'hui. Au bas de l'échelle sociale, cette pratique était courante dans les services. La féminisation de la domesticité était telle que les domestiques masculins d'intérieur ont pratiquement disparu. Il en est allé de même pour l'enseignement. Comme la domesticité, l'enseignement était une activité sûre, propre et modérément pénible. Comme la domesticité, il était souvent considéré comme une extension du rôle traditionnel de la femme au foyer. Il est certain que l'une des raisons pour lesquelles les femmes étaient préférées aux hommes dans ces deux professions est qu'elles ne gagnaient que la moitié ou les deux tiers de ce que gagnaient leurs collègues masculins. Cependant, ce fait même protégeait les femmes en question contre les empiètements des hommes. On peut dire que ce travail était considéré presque comme une forme d'aide sociale pour les femmes.

Comme l'a écrit une rédactrice en chef d'un magazine féminin américain du XIXe siècle, les enseignantes ne roulaient pas sur l'or, mais elles n'étaient pas non plus « obligées de verser une partie de leur salaire au gouvernement ou à l'État » [564]. La tendance à voir dans certaines professions des sinécures pour les femmes, en particulier celles qui n'étaient pas mariées, peut contribuer à expliquer pourquoi les femmes ont eu tendance à moins souffrir du chômage que les hommes. Même au plus fort de la Grande Dépression, un emploi quasiment garanti attendait les États-Uniennes noires diplômées de l'enseignement supérieur dans des écoles séparées [565]. Cela explique également l'interdiction faite

aux femmes mariées d'enseigner. Loin d'être discriminatoire à l'égard des femmes, cette interdiction trouvait ses plus fervents partisans chez les enseignantes célibataires. Elles voulaient à tout prix éviter la concurrence de leurs consœurs mariées. Ces dernières, disaient-elles, avaient un homme pour s'occuper d'elles [566].

Aujourd'hui, les formes de secours qui favorisent les femmes au détriment des hommes sont bien vivantes. Que ce soit sous la forme de foyers pour mères célibataires, de refuges pour femmes maltraitées ou de l'aide juridique aux divorcées, les femmes bénéficient d'une attention et d'une aide financière considérables de la part de la société. En revanche, il y a pas d'institutions publiques réservées uniquement aux hommes. En effet, toute tentative de création par l'État d'une institution de bienfaisance réservée aux hommes serait certainement écrasée par les tribunaux, sinon par la société dans son ensemble. Dans de nombreux pays, les organisations religieuses continuent à fournir des dots aux femmes afin qu'elles puissent se marier. Alors que les hommes n'ont pas le droit de bénéficier des nombreuses formes d'aides financières fournies aux femmes, les femmes ont presque toujours le droit de bénéficier de toutes les formes d'aides financières offertes aux hommes. Cela est vrai même des célibataires, même des divorcées, même des femmes abandonnées ou des veuves et même de celles qui ont une couvée de jeunes enfants à charge.

Même dans les meilleures circonstances, il n'est jamais agréable à la plupart des gens de dépendre de la charité ou de recevoir une aide financière. Cela dit, même dans les pires circonstances, il a toujours été plus facile et moins humiliant pour une femme que pour un homme d'obtenir une aide financière. En supposant que le Pentateuque a été compilé vers 500 avant notre ère et décrit, comme il le prétend, la situation telle qu'elle existait plusieurs siècles plus tôt, cette différence entre les sexes est quasiment aussi vieille que le monde. Elle existe encore aujourd'hui et il est probable qu'elle continuera à exister tant qu'il y aura des hommes et des femmes.

4. Au sein de l'État-providence

L'assistance aux personnes dans le besoin est une chose. La création à l'échelle du pays d'une catégorie de personnes qui, parce qu'elles remplissent certaines conditions, ont le droit d'être aidées financièrement en est une autre. La première forme d'assistance est la charité, aussi appelée philanthropie ou « secours aux pauvres ». La charité existait dans toutes les sociétés jusqu'à la fin du XIXe siècle. Ses ramifications, bien que l'État-providence les aient éclipsées, tout en les consolidant, existent toujours. La seconde forme d'assistance est caractéristique de l'État-providence. L'une dépend des personnes et des bonnes volontés, l'autre des dispositions censément impersonnelles de la loi et des droits et obligations qu'elle crée.

La cause ultime du passage de la charité à l'État-providence a été la révolution industrielle. Un grand nombre de personnes ayant migré vers les villes à la recherche d'un travail, celles qui ne trouvaient pas de travail, le perdaient ou y étaient inaptes sont devenues si nombreuses que les organisations privées n'ont pas pu y faire face. Le passage de l'assistance à domicile aux secours publics a encore aggravé la situation. Pour se protéger contre les imposteurs – en 1838, un écrivain estimait que, rien qu'à Londres, mille fausses demandes d'aide étaient rédigées chaque jour [567] – et réduire les coûts, les conditions d'admission dans les maisons de travail (workhouses) ont été durcies. Leurs occupants étaient obligés de travailler. En ce qui concerne les femmes, il était cependant parfois dérogé à cette exigence. Il n'est pas étonnant que, surtout en été, lorsqu'il y avait du travail ailleurs, les maisons de travail aient été occupées presque exclusivement par des femmes [568].

Dans les États socialistes comme dans les États capitalistes, le gouvernement a tôt ou tard été contraint d'intervenir afin d'alléger le sort des pauvres. Aux États-Unis, par exemple, les femmes constituaient déjà un groupe privilégié au tournant du XXe siècle [569]. Certaines des premières mesures qui ont permis aux femmes de constituer un tel groupe ont été prises en 1906, lorsque plusieurs comtés de Californie ont commencé à fournir une aide aux mères au foyer « méritantes ». Entre 1908 et 1911, l'Oklahoma, le New Jersey et le Michigan se sont mis à fournir aux mères une aide financière. À cette époque, l'idée de « pension pour les mères » (mothers' pension) était dans l'air et se répandait rapidement. Comme les autres pensions, celles que recevaient les mères étaient censées être continues et permanentes. Contrairement aux autres pensions, elles ne nécessitaient pas d'apport de capital et ne dépendaient pas de cotisations : la pension était versée en fonction des besoins. En 1911, le Missouri est devenu le premier État des États-Unis à instituer des pensions pour les mères. En 1935, tous les États des États-Unis, sauf deux, en avaient instaurées.

Ces programmes reposaient sur la croyance que la mère était la meilleure gardienne de ses enfants et que, pour s'occuper d'eux, elle devait rester à la maison. En 1968 encore, Charles Schottland, président de la National Association of Social Workers (Association nationale des travailleurs sociaux), affirmait que le fait qu'une jeune mère travaille allait à l'encontre d'une « croyance universelle » [570]. Cela valait également pour celle qui, tout en étant parfaitement apte au travail, évitait délibérément de travailler. Pire encore, elle a souvent transmis la même attitude à sa progéniture, ouvrant ainsi la voie à des générations de bénéficiaires de l'aide sociale. Au départ, dans la plupart des États des États-Unis, seules les veuves étaient éligibles au programme. Toutefois, comme cela s'était également produit pour les organismes de bienfaisance, les dispositions ont été progressivement assouplies.

En 1921, les programmes, dans tous les États des États-Unis qui en disposaient, sauf six, étaient également ouverts aux femmes divorcées, aux femmes abandonnées, aux femmes mariées et aux

épouses de prisonniers. Au départ, pour être éligible, une femme devait prouver son « aptitude » par des efforts manifestes pour offrir à ses enfants un foyer propre et ordonné. Avec le temps, cependant, cette obligation a également eu tendance à être supprimée. Tant qu'il n'était pas formellement prouvé qu'elles souffraient de troubles mentaux ou qu'elles avaient abusé du programme, des prestations étaient accordées à pratiquement toutes les mères en dessous d'un certain niveau de revenu. Pour bénéficier de ces prestations, il suffisait à la femme d'avoir des rapports sexuels non protégés, de concevoir et d'avoir un enfant.

En 1935, il a été demandé au Congrès de consolider les différents dispositifs étatiques d'aide sociale et de prendre en charge leur coût dans le cadre du Programme d'Aide aux Enfants à Charge (Aid to Dependent Children Program). Capitol Hill a traîné des pieds, pour la simple raison que les enfants ne peuvent pas voter. Ce n'est qu'après avoir expliqué aux membres du Congrès que le programme était en fait une autre forme d'octroi de pensions aux mères que les législateurs ont compris l'utilité politique du programme et ont adopté la législation correspondante. Le véritable objectif de l'Aide aux Enfants à Charge était d'attirer le vote des femmes. Si le Congrès s'était réellement préoccupé du sort des enfants défavorisés, il aurait pu les aider directement en leur fournissant des repas scolaires gratuits ou des chèques médicaux. Au moment où le programme a été lancé, des millions d'hommes étaient au chômage. Comme l'éligibilité dépendait du fait qu'une femme n'avait pas d'homme pour l'entretenir, il est apparu clairement à plus d'un homme et d'une femme que certaines épouses avaient tout à gagner à ne pas avoir de mari. Certaines femmes attendaient avec impatience le jour de la mort de leur mari pour pouvoir percevoir les allocations de veuvage. Ne serait-ce que pour obliger leurs femmes, certains maris ont quitté le foyer conjugal et ont disparu [571].

Au fil du temps, le Programme d'Aide aux Enfants à Charge a permis de sauver de la famine les millions d'États-uniennes qui ne pouvaient pas, ou ne voulaient pas, travailler. Il va sans dire que les pères divorcés et les pères dont la femme les avait abandonnés ou était morte ou en prison n'ont rien obtenu. En fait, dans l'ensemble des États-Unis, le seul État qui ne pratiquait pas de discrimination à l'égard des hommes dans de telles situations était le Colorado. Les autres États ont aggravé l'injustice en réservant à ses parentes et non à ses parents le versement des prestations d'une mère incapable de les percevoir. Dans certaines circonstances, les pères étaient obligés de remettre leurs enfants à leurs grands-mères, tantes ou sœurs. Ce n'est qu'en 1975 que les tribunaux ont finalement permis aux hommes d'obtenir également des prestations. Cependant, cette victoire s'est avérée de courte durée. En 1980, Ronald Reagan a ramené les Républicains au pouvoir. Soucieuse de réduire les coûts en obligeant les bénéficiaires du Programme d'Aide aux Familles avec Enfants à Charge, nom sous lequel le programme était connu à l'époque, à exercer un emploi, l'administration a commencé à relever les critères d'éligibilité et à réduire les paiements. Apparemment, le fait que les hommes soient devenus éligibles à un programme d'aide sociale a suffi pour que des coupes sombres soient faites dans son budget.

L'autre programme important créé en 1935 a été la Sécurité Sociale. Tout comme l'Aide aux Enfants à Charge, la Sécurité Sociale a favorisé les femmes dès le début. Cela tenait en partie à son caractère contributif. Les hommes ne recevaient des prestations que s'ils travaillaient et cotisaient. Cependant, les femmes mariées – qui forment la grande majorité des femmes adultes – bénéficiaient de prestations, qu'elles aient travaillé ou non. Tout comme l'Aide aux Enfants à Charge, la Sécurité Sociale a été construite sur l'idée que l'homme de la famille est le principal soutien de la famille. Par conséquent, une veuve ayant dépassé l'âge de la retraite aurait droit à des prestations, tandis qu'un homme ayant dépassé l'âge de la retraite et dont la femme est décédée n'obtiendrait rien. Étant donné que le système est discriminatoire à l'égard des hommes, on aurait pu s'attendre à ce que ce soient des hommes qui se tournent vers le Congrès pour obtenir de l'aide. Il s'est avéré que ce sont en fait les femmes qui se sont battues pour modifier la structure originale des prestations fournies par la Sécurité Sociale. Leur raisonnement était que, même si certaines femmes gagnaient plus que leurs maris, elles ne recevraient, en cas de décès de leur conjoint, que les prestations découlant des cotisations de leur mari. Et, dans les trois ans qui ont suivi la création de la Sécurité Sociale, les règles ont été modifiées de manière à favoriser encore plus les femmes. Les veuves qui, tant qu'avait duré leur mariage, avaient travaillé et contribué au système pouvaient désormais obtenir des prestations indexées soit sur leurs propres contributions, soit sur celles de leur mari, au montant le plus élevé des deux. Comme souvent, les femmes ont pu avoir le beurre et l'argent du beurre. Plus leur revenu était élevé par rapport à celui de leur mari, plus il y avait de chances que ce soit le cas. Les veufs, comme d'habitude, n'ont rien obtenu [572].

En 1950, un autre changement est intervenu. Les règles discriminatoires à l'égard des hommes qui soutenaient leur famille ont été assouplies dans une certaine mesure, mais seulement pour les maris qui réussissaient le « test de soutien », en prouvant qu'ils dépendaient financièrement de leur femme employée. Pour ce faire, ils devaient démontrer que, dans l'année précédant le décès de leur femme, leurs revenus ne s'étaient pas élevés à plus d'un quart de ceux de leur femme. La barre était placée si haut que la plupart des hommes étaient exclus du programme. Il va sans dire que la possibilité de soumettre les femmes à un test similaire n'a pas été envisagée. À moins d'avoir divorcé, les femmes continuaient à bénéficier automatiquement et sans restriction des avantages acquis par leur défunt mari. Ayant entretenu leur femme pendant toute leur vie, ces maris devaient continuer à le faire après leur mort.

Ce n'est qu'en 1975, quarante ans après l'instauration de la Sécurité Sociale, que la Cour suprême a finalement aboli toutes ces formes de discrimination en faveur des femmes. Mais, comme dans le cas du programme de l'Aide aux Familles avec Enfants à Charge, la victoire s'est avérée vaine. Coïncidence ou non, 1975 est également l'année où le titre XX de la loi sur la Sécurité Sociale (Social Security Act) a été promulgué. Cette législation a consolidé un grand nombre de programmes d'aide sociale et a marqué l'apogée de l'État-providence aux États-Unis. Quelques années plus tard, cependant, l'administration Reagan s'employait déjà à réduire les prestations sociales. Comme pour l'Aide aux Familles avec Enfants

à Charge, une main invisible semblait être à l'œuvre. Dès que les prestations réservées aux femmes ont été étendues aux hommes, elles ont été considérées comme inutiles – preuve supplémentaire, s'il en était besoin, que les hommes ont toujours été des bêtes de somme au cours de l'histoire.

L'espace dont nous disposons ne nous permet pas d'examiner en détail la manière dont les autres États-providence du XXe siècle ont favorisé les femmes par rapport aux hommes. Un survol de cette question donne cependant une image assez claire de l'évolution de la situation. En Norvège, la loi sur l'Assurance Maladie de 1909 a accordé des allocations de maternité ainsi que des prestations aux épouses des hommes assurés. Six ans plus tard, l'État a commencé à fournir une aide financière aux mères célibataires. En Italie, le tout premier programme national d'aide sociale efficace a été la loi sur l'assurance maternité de 1910. En France, les allocations de maternité ont été instituées en 1913, quinze ans avant l'introduction du premier régime d'assurance sociale. Dans tous les cas, les femmes ont commencé à recevoir des prestations des années, souvent des décennies, avant les hommes. Certains des premiers programmes ont été conçus pour aider les femmes qui avaient perdu leur mari, tandis que d'autres s'adressaient aux femmes qui n'en avaient jamais eu. Avec le temps, cependant, ces distinctions ont eu tendance à disparaître [573].

Aujourd'hui, la plupart des pays ont des allocations familiales, les États-Unis étant l'une des rares exceptions parmi les grands pays. Dans la mesure où l'objectif déclaré des allocations familiales n'est pas de faire plaisir aux parents, mais de les aider à élever leurs enfants, il est admis que le système qui en accorde aux mères et non aux pères est clairement discriminatoire à l'égard de ces derniers [574]. Dans certains pays et dans certaines circonstances, il peut être doublement discriminatoire. Par exemple, les veufs qui élèvent seuls leurs enfants peuvent se voir refuser des allocations. Une mère divorcée peut même continuer à recevoir des prestations alors que son ancien mari, ayant obtenu la garde de leurs enfants, les élève et subvient à leurs besoins. Ces inégalités et d'autres du même genre sont des vestiges de la période comprise entre 1900 et 1980, époque où la plupart des gens dans la plupart des pays tenaient encore pour acquis que les femmes étaient plus aptes à jouer le rôle de parents que les pères.

La tendance des États-providence à accorder un traitement préférentiel aux femmes par rapport aux hommes se reflète dans leurs comptes officiels. Prenons le cas de la Suède. Une étude soumise au ministère du travail en 1997 a montré que, de 1975 à 1994, les Suédoises ont vu augmenter à la fois leurs revenus et les allocations qu'elles recevaient de l'État. Au cours de ces deux mêmes décennies, les hommes, qui portaient le fardeau financier sur leurs épaules, ont vu leurs revenus professionnels diminuer de 14 000 Couronnes suédoises (2 000 \$) par an en moyenne [575]. Bien que, en Suède, il y ait officiellement presque autant de femmes que d'hommes dans la population active, au milieu des années 1990, les hommes payaient 61,5 % des impôts, les femmes 38,5 % [576]. Par conséquent, en 1994, comme en 1975, les hommes cotisaient plus au système qu'ils n'en recevaient.

En 1994, les Suédoises ont reçu les trois quarts de l'ensemble des avances sur pension alimentaire, des allocations parentales, des allocations de logement et des bourses d'études versées par l'État. Même si les femmes travaillaient moins d'heures par an que les hommes, elles ont réussi à recevoir davantage d'indemnités de maladie. Les femmes ont reçu quatre fois plus d'allocations parentales et sept fois plus d'avances sur pension alimentaire. Si l'on tient compte de toutes les allocations familiales, la différence est de deux pour un. Les femmes ont perçu 29 % de leurs revenus sous forme d'allocations, les hommes 19 %. Bien que les femmes n'aient payé que les deux tiers des impôts dont se sont acquittés les hommes, elles ont reçu 23,5 % d'allocations exonérées d'impôts en plus [577]. Il n'est donc pas étonnant que les revenus imposables des Suédoises soient plus d'une fois et demie supérieure à ceux des Suédois [578]. En Suède, comme dans la plupart des autres pays aujourd'hui, les pressions exercées par les féministes ont entraîné la réécriture des lois correspondantes dans un langage non sexiste. Et, en Suède, comme dans la plupart des autres pays aujourd'hui, cela n'a pas changé le fait que les hommes paient pour les femmes.

Il est impossible d'énumérer toutes les façons dont l'État-providence a favorisé, favorise et continuera vraisemblablement à favoriser les femmes. Certains de leurs avantages sont mineurs, voire symboliques, tels des places de parking réservées, places qui pourraient tout aussi bien l'être aux personnes âgées des deux sexes. Parfois ils sont considérables, puisque les femmes reçoivent la part du lion de toutes les prestations sociales et que des bureaucraties entières sont mises en place à la fois pour fournir des emplois principalement aux femmes et pour veiller presque exclusivement à leurs intérêts [579]. Ce que tous ont en commun, c'est le fait que, si l'argent public et même privé devait être utilisé pour accorder des avantages similaires aux hommes, on ne peut qu'imaginer l'indignation qui en résulterait.

5. Conclusions

Le nombre et la variété des mécanismes que la société a inventés pour faire en sorte que les femmes soient prises en charge par les hommes est tout simplement stupéfiant. Beaucoup d'entre eux étaient de nature informelle, mais, souvent, ils ont été inscrits dans le droit positif. Que des structures juridiques aient été mises en place ou non, ces mécanismes ont souvent été accompagnés de sanctions allant de l'ostracisation à l'emprisonnement. Aujourd'hui comme hier, le seul moyen pour un homme d'éviter de telles sanctions pourrait bien être de tout abandonner et de quitter le pays. Toutefois, ce moyen pourrait être interdit ou ne pas fonctionner.

Autrefois, tout homme était obligé de s'occuper de ses parentes, principalement, mais pas exclusivement, de sa ou ses épouses. Très souvent, les femmes étaient mariées par leurs parents ou

choisissaient de se marier, notamment pour pouvoir être entretenues. Très souvent, une forme de soutien financier leur été ou était censée leur être fournie, même après un divorce. Telle était la situation dans certaines des premières sociétés connues et elle prévaut encore aujourd'hui dans de nombreuses sociétés.

À la plupart des époques et dans la plupart des pays, les femmes qui n'avaient pas de parents masculins pour s'occuper d'elles dépendaient de la charité. Comme les hommes, les femmes pouvaient être obligées de travailler pour pouvoir bénéficier d'une aide financière. Sinon, pour obtenir cette aide, elles devaient prouver qu'elles étaient incapables de travailler. Pourtant, dans l'ensemble, elles avaient la vie plus facile que les hommes. C'était particulièrement, mais pas seulement, vrai de celles qui avaient des enfants et de celles qui évitaient d'avoir des mœurs légères. Parfois, les femmes pouvaient obtenir la charité même si elles étaient aptes à travailler, même si elles avaient des mœurs légères et même si elles n'avaient pas d'enfant. En revanche, la plupart des hommes ne pouvaient obtenir la charité que s'ils avaient des femmes à leur charge.

Avec l'essor des systèmes d'aide sociale modernes, de nombreuses formes d'aide financière qui relevaient autrefois de la responsabilité des maris, des parents masculins ou des organisations caritatives ont été reprises à son compte par l'État. Comme auparavant, il était plus facile aux femmes, en particulier les mères seules, qu'aux hommes d'obtenir des allocations. En fait, de nombreux régimes sont délibérément conçus pour bénéficier exclusivement ou presque aux femmes. Entre-temps, le rôle de DAB vivants des hommes est resté inchangé. Toutefois, les conditions dans lesquelles ils sont tenus de payer se sont, d'une certaine manière, détériorées.

Tant que la famille était le principal mécanisme d'aide aux femmes, ce sont les hommes qui prenaient les décisions et ce sont leurs propres parentes qui bénéficiaient de cet arrangement. Les hommes pouvaient encore choisir de faire ou non des dons de charité et qui pouvaient en bénéficier.

L'avènement de l'État-providence a fait disparaître toute prétention au volontarisme. Le Trésor public a pris le relais, en prélevant les fonds nécessaires sous forme d'impôts ou de « contributions » de nature fiscale à la Sécurité Sociale. De ce fait, aujourd'hui, de nombreux bénéficiaires sont des femmes dont les hommes ne savaient et peut-être ne voulaient rien savoir. Moins une femme seule pratique la contraception, plus elle en tirera des bénéfices. À première vue, il n'y a rien de commun entre un mari, une institution caritative et un système d'aide sociale moderne. En fait, bien qu'ils diffèrent dans les détails, leur principe est le même : tous sont conçus en partie – et certains diraient principalement – pour transférer les ressources des hommes [580], considérés comme plus aptes à gagner leur vie, aux femmes, qui sont considérées comme l'étant et prétendent très souvent l'être moins. Historiquement,

le prix que les femmes ont dû payer ou en tout cas qu'on leur a demandé de payer a été d'avoir des mœurs et d'élever correctement leurs enfants. Maintenant que l'État-providence a pris le relais, très souvent, on ne le leur demande même plus.

Même les petites filles qui jouent à la poupée Barbie comprennent facilement qui consomme et qui paie [581]. Il n'est pas étonnant que « de nombreuses femmes aux États-Unis aujourd'hui ne comprennent pas le féminisme ». Contrairement à ce que prétendent certains, ces femmes ne sont ni faibles ni folles. Les femmes de la classe supérieure savent et n'apprécient pas que l'argent de leurs impôts et de ceux de leur mari bénéficie principalement à d'autres femmes. Les femmes bénéficiaires de l'aide sociale savent qui paie la facture. Les deux groupes comprennent que l'arrangement en vertu duquel ils sont pris en charge économiquement, en contrepartie de leur rôle de mère et femme au foyer, est souvent « inéquitable » [582] – inéquitable, c'est-à-dire du point de vue de beaucoup d'hommes.

Martin van Creveld, *The Privileged Sex*, Space Independent Publishing Platform, 2013, traduit de l'anglais par B. K.

[448] Margaret Mead, *Male and Female: A Study of the Sexes in a Changing World*, Mentor, New York, 1949, p. 145-6.

[449] Voir Georg W. F. Hegel, *Philosophy of Right*, Oxford University Press, Oxford, 1942, sections 75, 158, 159, 162 ; voir aussi Shlomo Avineri, *Hegel's Theory of the Modern State*, Cambridge University Press, Cambridge, 1972, p. 133-4, 139-41.

[450] Holy Quran, traduction et commentaires de M. Muhammad Ali, Ahmadiyya Anjuman Isha'at Islam Inc., Lahore, 951, 3, 4, 86, note 1. p. 238 .

[451] Tacite, *Germanie*, 28.

[452] Judith Evans Grubbs, *Law and Family in Late Antiquity*, Clarendon Press, Oxford, 1995, p. 175-6.

[453] *The Rehlah of Ibn Battuta*, Oriental Institute, 1953, p. 202.

[454] Anonyme, *A Treatise of Feme Coverts, Or, the Lady's Law*, Londres, 1732, p. 30.

[455] Annelies Moors, *Gender, Property and Power: Mahr and Marriage in a Palestinian Village*, in Kathy Davis, Morriique Leijenaar et Jantine Oldersma (éds), *The Gender of Power*, Sage, Londres, 1991 [p. 111-28], p. 117-8.

[456] Theodore Evergates, *Aristocratic Women in the Country of Champagne*, in Theodore Evergates (éd.), *Aristocratic Women in Medieval France*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 1999, p. 93.

- [457] Anjani Kant, *Women and the Law*, New Delhi, APH., 1997, p. 37, 244-51.
- [458] Christine Fell et al., *Women in Anglo-Saxon England and the Impact of 1066*, Blackwell, Oxford, 1984.
- [459] Voir Herbert Helbig, *Die Verlobung im Mittelalter*, *Der Herold*, 8, 1988, p. 253-61.
- [460] Voir Maria Lepowski, *Gender in an Egalitarian Society: Lessons from a Coral Sea island*. In P. Sanday et R. Goodenough (éds.), *Beyond the second sex: New directions in the anthropology of gender*, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, p. 180 ; voir Julia Meryl Ekong, *Bridewealth, women and reproduction in Sub-Saharan Africa: A theoretical overview* (*Mundus Reihe Ethnologie* 48), 1992, p. 68 ; Jack Goody, *The Development of the Family and Marriage in Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 1983, p. 254 ; Jan Ovesen et al., *When Every Household is an Island: Social Organization and Power Structures in Rural Cambodia*, Uppsala University Press, Uppsala, 1996, p. 57.
- [461] Voir Lauriston Sharp, *The Social Organization of the Yir Yiront Tribe, Cape York Peninsula*. In *Oceania*, vol. 4, n° 4, 1934, p. 429-30 ; H. Gerber, *Social and Economic Position of Women in an Ottoman City, Bursa 1600-1700*. In *International Journal of Middle East Studies*, vol. 12, n° 3, 1980, p. 232 ; Jack Goody, *Polygyny, Economy and the Role of Women*, in Jack Goody (éd.), *The Character of Kinship*, Cambridge University Press, Cambridge, 1973, p. 176-82.
- [462] Voir Gay Robins, *Women in Ancient Egypt*, Harvard University Press, Cambridge, MA, 1993, p. 129.
- [463] R. B. Parkinson, *Voices of Ancient Egypt: An Anthology of Middle Kingdom Writings*, *Enchiridion*, Londres, 1991, p. 55.
- [464] Gay Robins, *op. cit.*, p. 134.
- [465] Marylin Arthur, 'Liberated' Women: The Classical Era, in Renate Bridenthal et Claudia Koonz (éds.), *Becoming Visible: Women in European History*, Houghton Mifflin, 1977, p. 75.
- [466] Voir Judith Evans Grubbs, *op. cit.*, p. 146.
- [467] Julia Leslie, *Recycling Ancient Material: An Orthodox View of Hindu Women*, in Leonie J. Archer et al. (éds.), *Women in Ancient Societies: An Illusion of the Night*, Macmillan, Londres, 1994, p. 241 ; Wahiduddin Khan, *Woman between Islam and Western Society*, Al-Risala Books, 1995, p. 177.
- [468] Richard Garner, *Law and Society in Classical Athens*, Croom Helm, Londres, 1987, p. 14, 85 ; Roger Just, *Women in Athenian Law and Life*, Routledge. Londres et New York, 1989, p. 31.
- [469] Roger Just, *op. cit.*, p. 73.
- [470] Sarah B. Pomeroy, *Families in Classical and Hellenistic Greece: Representations and Realities*, Clarendon Press, Oxford, p. 20.

[471] Judith Evans Grubbs, op. cit., p. 143, 147 ; O. F Robinson, The Historical Background, in Sheila A. M. Maclean et Noreen Burrows (éds.), The Legal Relevance of Gender: Some Aspects of Sex-Based Discrimination, Macmillan, Londres, 1988, p. 48-9.

[472] Andrée Coutemanche, La richesse des femmes : Patrimoines et gestion à Monasque au xive siècle, Vrin, Paris, 1993, p. 172-5, 294 ; Shulamith Shahar, The Fourth Estate: A History of Women in the Middle Ages, traduit par Chaya Galai, Londres, 1983, p. 127-8.

[473] Voir Carol Bresnahan Menning, Charity and State in Late Renaissance Italy, Cornell University Press, Ithaca, NY et Londres, 1993. p. 155 ; Samuel K. Cohn, Marriage in the Mountains, 1348-1500, in Trevor Dean et K. J. P. Lowe (éds.), Marriage in Italy, 1300-1500, Cambridge University Press, Cambridge, 1998, p. 184-5.

[474] David Herlihy et Christiane Klapisch-Zuber, Tuscans and Their Families: A Study of the Florentine Catasto of 1427, Yale University Press, New Haven, CT, 1978, p. 228.

[475] Voir Felicity Heal et Clive Holmes, The Gentry in England and Wales, 1500-1700, Macmillan, Londres, 1994, p. 141.

[476] Voir Linda Guzzetti, Separation and Separated Couples in Fourteenth-Century Venice, in Trevor Dean et K. J. P. Lowe (éds.), op. cit., p. 257-8.

[477] Steven Epstein, Wills and Wealth in Medieval Genoa, 1150-1250, Harvard University Press, Cambridge, MA, 1984, p. 103-6.

[478] Voir Jack Goody, The Development of the Family and Marriage in Europe, Cambridge University Press, Cambridge, 1983, p. 21, 207, 243, 253 ; Amyu Livingstone, Aristocratic Women in the Chartrain, in Theodore Evergates (éd.), Aristocratic Women in Medieval France, University of Pennsylvania Press, Philadelphie, 1999, p. 59.

[479] Sarah B. Pomeroy, op. cit., p. 20.

[480] Aristote, Politique, 1270a 23-4 ; Plutarque, Agis, 7.3-4.

[481] Steven Epstein, Wills and Wealth in Medieval Genoa, Harvard University Press, 1984, p. 109. 239

[482] Kate Mertes, The English Noble Household, 1250-1600: Good Governance and Politic Rule, Blackwell, Oxford, 1988, p. 158.

[483] Jack Goody, op. cit., p. 65, 209 ; Andrée Coutemanche, op. cit., p. 168, 172-5 ; Amy L. Erickson, Women and Property in Early Modern England, Routledge, Londres, 1993, p. 213, 215, 217.

[484] Sara Hormel et Jane Humphries, The Origins and Expansion of the Male Breadwinner Family: The Case of Nineteenth-Century Britain, in Angelique Janssens (éd.), The Rise and Decline of the Male Breadwinner Family?, Cambridge University Press, Cambridge, 1997, p. 31, 32, 35, 47, 60-1.

[485] Sara Horrell et Jane Humphries, op. cit., p. 48.

[486] Michael R. Haines, *Life Cycle, Savings, Demographic Adaptation: Some Historical Evidence for the United States and Europe*, in Alice S. Rossi (éd.), *Gender and the Life Course*, Aldine de Gruyter, New York, 1985, p. 49, tableau 3.1.

[487] Louise A. Tilly, *Family, Gender, and Occupation in Industrial France: Past and Present*, in Alice S. Rossi (éd.), *op. cit.*, p. 203.

[488] Alena Heitlinger, *Women and State Socialism*, Macmillan, Londres, 1979, p. 155.

[489] Joel C. Moses, *The Politics of Women and Work in the Soviet Union and the United States*, Institute of International Studies, University of California, Berkeley, 1983, p. 21.

[490] Selon Ann Critenden, *The Price of Motherhood: Why the Most Important Job in All the World is Still the Least Valued*, Metropolitan, New York, 2001, p. 248.

[491] Julia A. Shorab, *Sexing the Benefit: Women, Social Security and Financial Independence in EC Sex Equality Laws*, Dartmouth, Aldershot, 1996, p. 23.

[492] Michael Lind, *The Beige and the Black*, *The New York Times Magazine*, 16 août 1998, p. 38-9.

[493] Stephanie Coontz, *The Myth of Male Decline*, *The New York Times*, 29 septembre 2012. [494] Suzanne M. Bianchi, *A Cross National Look at Married Women's Earnings Dependency*, *Gender Issues*, vol. 17, n° 3 [p. 3-33], 1999, p. 4 ; Hilda Kahn, *Economic Perspectives on Work and Family Issues*, in Malkah T. Notman et Carol C. Nadelson, *Women and Men: New Perspectives on Gender Differences*, Washington, 1991, p. 11.

[495] G. L. Staines (avec P. L. Libby), *Men and Women in Role Relationships*, in Richard D. Ashmore et Frances K. Del Boca (éds.), *The Social Psychology of Female-Male Relations*, Academic Press, Orlando, FL, 1986, p. 228.

[496] Voir, au sujet de l'Europe au début de l'époque moderne, Deborah Simonton, *A History of European Women's Work: 1700 to the Present*, Routledge, Londres et New York, 1998, p. 20 ; voir, au sujet du Cambodge, Jan Ovesen, Ing-Britt Trankell et Joakim Ojendal, *When Every Household is an Island: Social Organization and Power Structures in Rural Cambodia*. In *Uppsala Research Reports in Cultural Anthropology*, n° 15, 1996, p. 563, 60, 62.

[497] Pline le Jeune, *Letters and Panygircus*, Loech Classical Library, 1969, 4.19.2 ; ILS 8444, reproduit dans Jane F. Gardner et Th. Wiedemann, *The Roman Household: A Sourcebook*, Routledge, Londres, 1991, p. 54.

[498] Voir Neil McKendrick, *Home Demand and Economic Growth: A New View of the Role of Women and Children in the Industrial Revolution*, in Neil McKendrick (éd.), *Historical Perspectives: Studies in English Thought and Society*, Europa, Londres, 1974, p. 201-3.

[499] Lori Ann Loeb, *Consuming Angels: Advertising and Victorian Women*, Oxford University Press, New York, 1994, p. 5, 9, 12, 34.

[500] Pierre le Play, *Les ouvriers européens*, Paris, A. Mame, 1875, vol. 5, p. 427 ; Peter Stearns, *Working Class Women in Britain, 1890-1914*, in Martha Vicinus (éd.), *Suffer and be Still: Women in the Victorian Age*, University of Indiana Press, Bloomington, IN, 1972, p. 106 ; Jane Lewis, *Models of Equality for Women: The Case of State Support for Children in Twentieth Century Britain*, in Gisela Bock et Pat Thane, *Maternity and Gender Policies: Women and the Rise of the European Welfare States, 1880s-1950s*, Routledge, Londres, 1991, p. 81.

[501] Voir Germaine Greer, *The Whole Woman*, Anchor Books, New York, 1999, p. 145.

[502] Voir N. Stockman et al., *Women's Work in East and West: The Dual Burden of Employment and Family Life*, UCL Press, Londres, p. 132, tableau 4.8 ; voir, au sujet de la Chine, Tamara Jacka, *Women and Work in Rural China: Change and continuity in an era of reform*, Cambridge University Press, Cambridge, 1997, p. 66-8.

[503] Voir John R. Gillis, *For Better, for Worse: British Marriages, 1600 to the Present*, Oxford University Press, Oxford et New York, 1985, p. 199.

[504] Norma Basch, *Framing American Divorce*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles et Londres, 1999, p. 108.

[505] Amy L. Erickson, *Women and Property: In Early Modern England*, Routledge, Londres et New York, p. 104-5.

[506] *Ibid.*, p. 107.

[507] Peter Linebaugh, *The London Hanged: Crime and Civil Society in the Eighteenth Century*, Allen Lane, Londres, 1991, p. 141.

[508] Voir Shirley Wolf Kram et Neil A. Frank, *The Law of Child Custody: Development of the Substantive Law*, Lexington Books, Lexington, MA, 1982, p. 145, 153.

[509] *What Fathers Tell Us*, *The Squire*, 14 juin 1984, p. 2.

[510] Anette Depla, *Women in Ancient Egyptian Wisdom Literature*, in Leonie J. Archer et al. (éds.), *Women in Ancient Societies*, Macmillan, Londres, 1994, p. 35.

[511] Référence erronée [N.D.E.].

[512] Randolph Trumbach, *Sex and the Gender Revolution*, Chicago University Press, Chicago, 1998, p. 525-6. 240.

[513] Voir Robert E. Griswold, *Divorce and the Redefinition of Victorian Manhood*, in Mark C. Carnes et Clyde Griffin (éds.), *Meanings for Manhood*, University of Chicago Press, Chicago, 1990, chap. 5.

[514] John R. Gillis, *op. cit.*, p. 209, 251.

[515] Cité in *Oxford English Dictionary*, vol. 1, p. 319.

[516] Robert E. Griswold, Divorce and the Redefinition of Victorian Manhood, in Mark C. Carnes et Clyde Griffin (éds.), op. cit., p. 106-7.

[517] Cité in Shirley W. Kram et Neil A. Frank, The Law of Child Custody, Lexington Books, Lexington, 1982, p. 86.

[518] Robert Seidenberg, The Father's Emergency Guide to Divorce-Custody Battle, JES, Takoma Park, MD, 1997, p. 16-7.

[519] Judith A. Baer, Women in American Law: The Struggle Toward Equality from the New Deal to the Present, Holmes and Meier, New York, 1996, p. 138.

[520] Voir Maeve E. Doggett, Marriage, Wife Beating and the Law in Victorian England, Weidenfeld & Nicolson, Londres, 1992, p. 102 ; voir, au sujet de l'État de New York, Shirley W. Kram et Neil A. Frank, op. cit., p. 20-6.

[521] Fiona Williams, Troubled Masculinities in Social Policy Discourses: Fatherhood, in Jennie Popay et al. (éds.), Men, Gender Divisions and Welfare, Routledge, Londres, 1998, p. 73.

[522] Leo Kanowitz, 'Benign' Sex Discrimination: Its Troubles and Their Cure. In Hastings Law Journal, vol. 31, n° 6, juillet 1980, p. 1386-7.

[523] Voir, au sujet des États-Unis, Shirley P. Burggraf, The Feminine Economy and Economic Man: Reviving the Role of Family in the Post-Industrial Age, Addison-Wesley, Reading, MA, 1997, p. 120-33 ; voir, au sujet du Canada, Kristen Douglas, Spousal Support Under the Divorce Act: A New Direction, Background Paper N° BP-259 E, Library of Parliament, Ottawa, 1994.

[524] Mary Ann Mason, The Equality Trap, Simon & Schuster, New York, 1988, p. 50 ; Judith A. Baer, op. cit., p. 311 ; Betty Friedan, The Second Stage, Summit, New York, 1981, p. 97-8 ; Susan Moller Okin, Justice, Gender and the Family, Basic Books, 1991, p. 134-69.

[525] Voir Ruth Sidel, Women and Children Last: The Plight of Poor Women in Affluent America, Viking, New York, 1986, p. 56-60.

[526] Voir Lenore Weitzman, The Marriage Contract: Spouses, Lovers and the Law, Free Press, New York, 1981, p. 41-3, 71-4.

[527] Andrew Hacker, What Killed the ERA? A Lack of Concern for the Housewife, TimesUnion, 19 octobre 1980, p. H1, Albany, NY.

[528] 1 Timothée 5:16.

[529] John Henderson, Piety and Charity in Late Medieval Florence, Clarendon Press, Oxford, 1994, p. 36, 257, 266, 342, 383, 384 et tableau 9.4.

[530] Allain Tallon, Prière et charité dans la Compagnie du Saint-Sacrement (1629-1667). In Histoire, économie et société, 1991, 10^e année, n° 3. Prières et charité sous l'Ancien Régime [p. 331-43], p. 337.

[531] F. J. Furnivall (éd.), *The Fifty Earliest English Wills in the Court of Probate*, London, A.D 1387-1439, Early English Text Society, Londres, 1882, p. xii.

[532] Bronislaw Geremek, *The Margins of Society in Late Medieval Paris*, traduit du français par Jean Birrell, Cambridge University Press, Cambridge, 2006, p. 184 ; Demetrios J. Constantelos, *Poverty, Society and Philanthropy in the Late Medieval Greek World*, Caratzas, New Rochelle, NY, 1992, p. 95.

[533] Carol Bresnahan Menning, *Charity and State in Late Renaissance Italy*, Cornell University Press, Ithaca, NY et Londres, p. 259.

[534] Voir, sur ce point et sur le paragraphe suivant, Stuart Woolf, *The Poor in Western Europe: The Eighteenth and Nineteenth Centuries*, Methuen, Londres, 1986, p. 24-5.

[535] Brian Pullan (éd.), *Poverty and Charity: Europe, Italy, Venice, 1400-1700*, Ashgate, Aldershot, 1994, p. IV 1022 ; IX 19-21.

[536] Marie-Claude Guillerand-Champenier, *Les femmes consacrées de l'Anjou et la pauvreté aux XVIIe et XVIIIe siècle*, in Bernard Plongeron et Pierre Guillaume (éds.), *De la charité à l'action sociale*, CTHS, 1995, p. 83, 88 ; Brian Pullan, (éd.), *Poverty and Charity: Europe, Italy, Venice, 1400-1700*, Aldershot, 1994, p. 4.

[537] Alice Clark, *The Working Life of Woman in the Seventeenth-Century*, Routledge, Londres, 1982, p. 107.

[538] Ibid., p. 230-1.

[539] Voir Elizabeth C. Sanderson, *Women and Work in Eighteenth-Century Edinburgh*, Macmillan, Londres, 1996, p. 7, 11, 27, 35, 137, 138.

[540] Deborah Simonton, op. cit., p. 49, 50.

[541] Mimi Abramovitz, *Regulating the Lives of Women: Social Welfare Policy from Colonial Times to the Present*, South End Press, Boston, 1996 [1988], p. 94-5.

[542] Sandra Bos, *Uyt Liefde tot Malcander: Onderlinge Hulpverlening binnen de Noord-Nederlandse Gilden in Internatinale Perspectief, 1570-1820*, IISG, Amsterdam, 1998, p. 74-5, 135. [543] Alice Clark, op. cit., p. 161, 184, 194 ; Sandra Boss, op. cit., p. 38.

[544] Alice Clark, op. cit., p. 153; Mary Beard, *Women as Force in History: A Study in Traditions and Realities*, Octagon, New York, 1976 [1946], p. 208 ; Merry E. Wiesner, *Women and Gender in Early Modern Europe*, Cambridge University Press, Cambridge, 1993, p. 31.

[545] Amy L. Erickson, op. cit, p. 212, 215.

[546] H. Wunder et Th. Dunlap, *He Is the Sun, She Is the Moon: Women in Early Modern Germany*, Harvard University Press, Cambridge, MA, 1998, p. 139.

[547] Robert M. Schwartz, *Policing the Poor in Eighteenth-Century France*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, NC, 1988, p. 43-4.

[548] Alfild Nakken, *La pauvreté en Norvège 1500-1800*, in Thomas Riis (éd.), *Aspects of Poverty in Early Modern Europe*, Odense University Press, Odense, 1990, p. 72.

[549] Harald Jorgensen, *L'assistance au pauvres au Danemark jusqu'à la fin du xviii siècle*, in Thomas Riis (éd.), op. cit., p. 25.

[550] Cissie C. Fairchilds, *Poverty and Charity in Aix-en Provence, 1640-1789*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, MD, 1976, p. 110, 113.

[551] Robert M. Schwartz, op. cit., p. 103.

[552] Colin Jones, *Charity and Bienfaisance: The Treatment of the Poor in the Montpellier Region, 1740-1815*, Cambridge University Press, Cambridge, 1982, p. 176-8, 202.

[553] Mimi Abramovitz, op. cit., p. 187 ; Tinne Vammen, *Ambiguous Performances: Women in Copenhagen Philanthropy, c. 1849-1915*, in Birgitta Jordansson et Tinne Vammen (éds.), *Charitable Women: Philanthropic Welfare 1780-1930*, Odense, 1998, p. 129, note 15 ; Kerston Norlander, *To be A Woman Capitalist*, in Birgitta Jordansson et Tinne Vammen (éds.), op. cit., p. 173.

[554] F. K. Proschka, *Women and Philanthropy in Nineteenth-Century England*, Clarendon Press, Oxford, 1980, p. 189-90, 194.

[555] Pamela Sharpe, *Adapting to Capitalism: Working Women in the English Economy, 1800-1850*, London, Macmillan, 1996, p. 134-40 ; Tinne Vammen, op. cit., p. 103.

[556] Birgitta Jordansson, *Philanthropy in a Liberal Context: The Case of Gothenburg*, in Birgitta Jordansson et Tinne Vammen (éds.), op. cit., p. 72-80.

[557] Tinne Vammen, op. cit., p. 97, 129, note 6.

[558] Kerstin Thorn, *Stockholm's Arbetarhem: Building Welfare*, in Birgitta Jordansson et Tinne Vammen (éds.), op. cit., p. 205.

[559] Tinne Vammen, op. cit., p. 133, note 132 ; Thorn, *Stockholm's Arbetarhem*, p. 210 [référence erronée].

[560] Annarita Buttafuoco, *Motherhood as a Political Strategy: The Role of the Italian Women's Movement in the Creation of the Casa Nazionale di Maternità*, in Gisela Bock et Pat Thane (éds.), *Maternity and Gender Policies: Women and the Rise of the European Welfare States, 1880s-1950s*, Routledge, Londres, p. 184-5.

[561] F. K. Proschka, op. cit., p. 32, 101, 244.

[562] New York City Association for Improving the Conditions of the Poor, Fifth Annual Report, New York, 1852, p. 20-2 ; Ninth Annual Report, New York, 1858, p. 38.

[563] Mimi Abramovitz, *op. cit.*, p. 158.

[564] Sarah J. Hale in Godey's Lady's Book, vol. 44, 5 juin 1852, p. 99 ; voir aussi Deborah Simonton, *op. cit.*, p. 65.

[565] Barbara Miller Solomon, *In the Company of Educated Women: A History of Women and Higher Education in America*, Yale University Press, 1985, p. 145.

[566] James C. Albisetti, *Schooling German Girls and Women*, Princeton University Press, Princeton, NJ, 1988, p. 58, 177 ; Sharif Gemie, *Women and Schooling in France, 1815-1914*, Keele University Press, Keele, 1995, p. 43.

[567] James Grant, *Sketches in London*, Londres, 1838, p. 4.

[568] Gertrude Himmelfarb, *The De-Moralization of Society: From Victorian Virtues to Modern Values*, Vintage Books, 1996, p. 132, 135.

[569] Voir Lynn Weiner, *From Working Girl to Working Mother: The Female Labor Force in the United States, 1820-1980*, The University of North Carolina Press, 1985, p. 128-30 ; voir aussi Leslie Woodcock Tentler, *Wage-earning Women: Industrial Work and Family Life in the United States, 1900-1930*, Oxford University Press, New York, 1979 p. 193, 200-1, 204-5.

[570] Voir Mimi Abramovitz, *op. cit.*, p. 333.

[571] Rosalyn Baxandall et Linda Perlman Gordon (éds.), *America's Working Women: A Documentary History, 1600 to the Present*, W. W. Norton, 1995, p. 213.

[572] Mimi Abramovitz, *op. cit.*, p. 257-8.

[573] Voir Gisela Bock et Pat Thane (éds.), *op. cit.*, p. 4, 11.

[574] Jane Bates, *Gender, Social Security, and Pensions: The Myth of the 'Everyday Housewife*, in Sheila Mclean et Noreen Burrows (éds.), *The Legal Relevance of Gender: Some Aspects of Sex-Based Discrimination*, Macmillan Press, 1988, p. 122.

[575] *Women, Men and Incomes: Gender Equality and Economic Independence*, Report to the Committee on the Distribution of Economic Power and Economic Resources between Women and Men, Ministry of 242 Labor, Stockholm, 1997, p. 36-7.

[576] *Ibid.*, p. 12.

[577] *Ibid.*, p. 11, tableau 11 ; p. 31, tableau 7 ; p. 35 ; appendice A, tableau 3.

[578] *Ibid.*, appendice A, tableau 40 ; p. 74.

[579] On n'est jamais aussi bien servi que par soi-même. Au début de l'opération de guerre bio-psychologique en cours « Covid19 », plus d'un sur les plateaux de télévision a semblé découvrir avec consternation les « lourdeurs » de l'administration (depuis le départ de de Gaulle, naturellement), mais aucun ne s'est risqué à faire remarquer – il est vrai, en ce qui concerne les invités masculins, qu'une telle remarque aurait signifié regagner le lit conjugal sous escorte – que l'« alourdissement » de l'administration s'est accompagné par le plus grand des hasards de sa féminisation. En France, alors que, au milieu des années 1930, les femmes ne représentaient « que » 30% des fonctionnaires, elles en représentent aujourd'hui près de 65 % et ce chiffre est en constante augmentation. Les champions de la tristement célèbre course à la « parité » sont pour l'instant la Fonction Publique Hospitalière (78%) l'Éducation nationale (71%) et, chutzpah de la chutzpah, le Travail (70%). [N. D. E.]

[580] Le mari, l'institution caritative et le système d'aide sociale moderne sont conçus principalement pour transférer les ressources des hommes aux femmes ainsi que, ne les oublions pas, aux envahisseurs importés du tiers-monde par la République, détournement de fonds facilité par la surreprésentation obscène des femmes dans le personnel des organisations caritatives et des organismes administratifs chargés d'appliquer les mesures prises par l'Etat-providence. [N.D.E.]

[581] Voir Naomi Wolf, *Promiscuities: The Secret Struggle for Womanhood*, Fawcett Columbine, New York, 1997, p. 16.

[582] Voir Marcia Guttentag et Paul F. Secord, *Too Many Women? The Sex Ratio Question*, Sage, Beverly Hills, CA, 1983, p. 170-1.